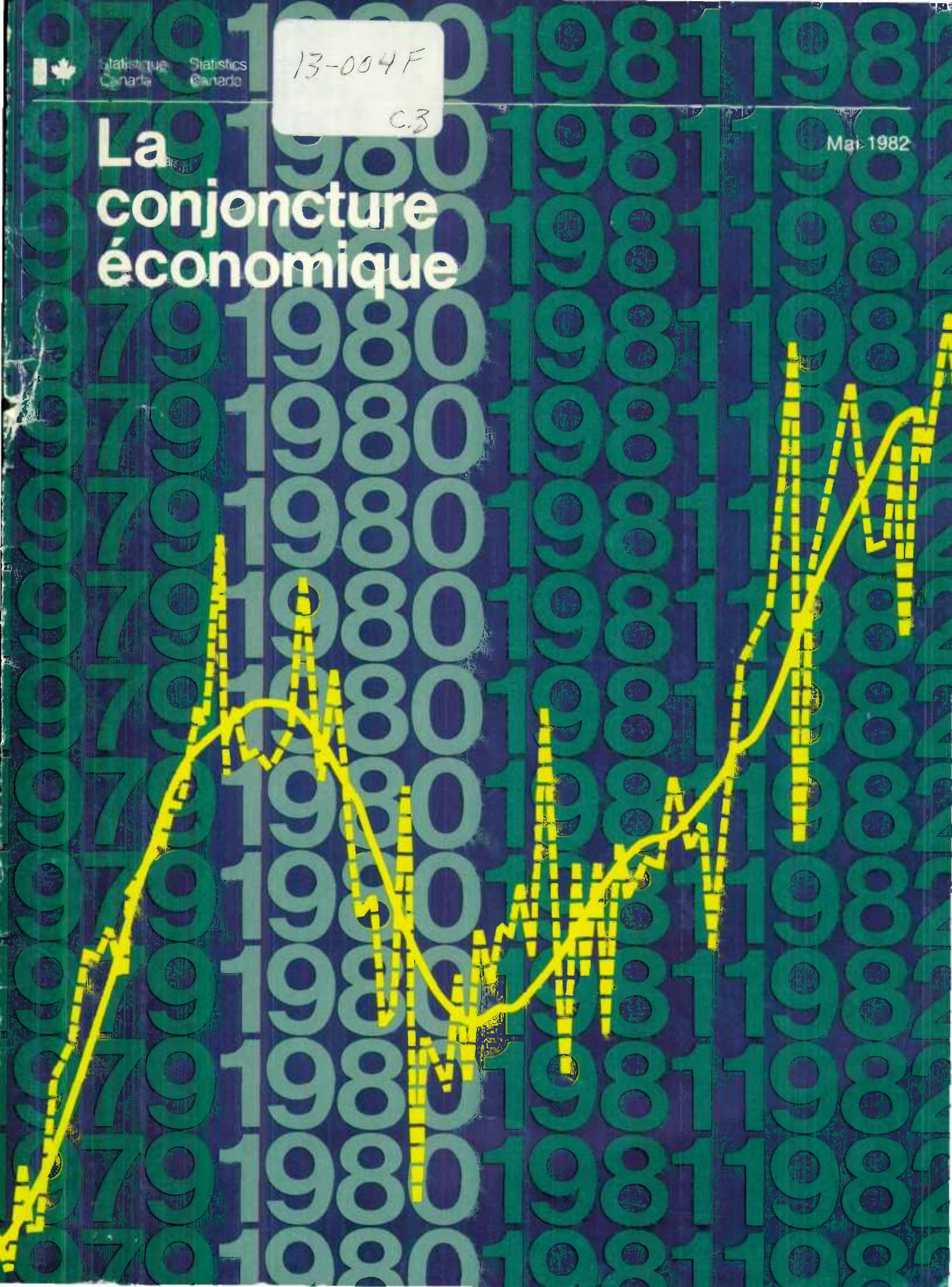
13-004F
c.3

Statistique Canada Statistics Canada

La conjoncture économique

Mai 1982



Nota

On peut se procurer cette publication, ainsi que toutes les publications du gouvernement du Canada, auprès des agents autorisés locaux, dans les librairies ordinaires ou par la poste.

Les commandes par la poste devront parvenir à Ventes et services de publications, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0V7, ou à Imprimerie et édition, Approvisionnements et services Canada, Ottawa, K1A 0S9.

Toutes demandes de renseignements sur la présente publication doivent être adressées à:

Groupe des analyses de conjoncture
Statistique économique

Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6 (téléphone: 992-4441) ou à un bureau local des Services consultatifs situé aux endroits suivants:

St. John's (T.-N.)	(737-4073)	Winnipeg	(949-4020)
Halifax	(426-5331)	Regina	(359-5405)
Montréal	(283-5725)	Edmonton	(420-3027)
Ottawa	(992-4734)	Vancouver	(666-3695)
Toronto	(966-6586)		

On peut obtenir une communication gratuite avec le service régional d'information statistique de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard en composant 1-800-565-7192. En Saskatchewan, on peut communiquer avec le bureau régional de Regina en composant 1(112)800-667-3524, et en Alberta, avec le bureau d'Edmonton au numéro 1-800-222-6400.

Statistique Canada
Groupe des analyses de conjoncture

La conjoncture économique

Mai 1982

Publication autorisée par
le ministre des Approvisionnements et
Services Canada

Reproduction ou citation autorisée sous réserve
d'indication de la source: Statistique Canada

© Ministre des Approvisionnements
et Services Canada 1982

Juin 1982
5-2001-502

Prix: Canada, $2.50, $25.00 par année
Autres pays: $3.00, $30.00 par année

Catalogue 13-004F, vol. 2, n° 5

ISSN 0228-5827

Ottawa

This publication is available in English
upon request (Catalogue 13-004E)

Préface

La *conjoncture économique* vise à fournir une évaluation mensuelle de la conjoncture macroéconomique et ainsi, diffuser davantage les résultats macroéconomiques que fournit le Système de comptabilité nationale.

La publication contient également des renseignements qui peuvent servir à développer ou à modifier l'évaluation de la conjoncture économique par Statistique Canada. En particulier, la partie consacrée aux nouvelles générales (résumé des événements importants) contient un résumé pertinent qui aidera à l'interprétation des données chiffrées. Elle contient aussi pour les analystes qui souhaitent tirer leurs propres conclusions, des tableaux étendus et des graphiques qui fournissent d'utiles transformations analytiques (variations en pourcentage, ratios, lissages, etc.) des données fondamentales. Parce qu'elle s'attache à ces transformations analytiques des données, la publication n'est pas destinée à servir de recueil de données originales macroéconomiques. Les utilisateurs qui s'intéressent à de telles données doivent consulter la Revue Statistique du Canada.

Les termes et concepts techniques utilisés dans cette publication et qui pourraient être mal connus de certains lecteurs sont expliqués brièvement dans le glossaire. De temps en temps, des articles de fond plus complets seront publiés, qui expliqueront ces termes et concepts techniques plus en détail.

Table des matières

Développements de la conjoncture

Analyses des données publiées au mois d'avril vii
Nouvelles générales xxi
Dossier: Le financement international pour les pays en voie de développement xxii

Étude spéciale: Le système des indicateurs avancés de Statistique Canada xxx

Glossaire xli

Graphique

1 Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 3
2 Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés aux taux annuels 4
3 Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 5
4 Indicateurs de la demande, chiffres désaisonnalisés 6
5 Marché du travail, chiffres désaisonnalisés 7
6 Prix et coûts 8
7 Dépense nationale brute, indices implicites de prix, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 9
8 Dépense nationale brute, indices implicites de prix, et revenu national, certaines composantes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 10
9 Commerce extérieur, base douanière, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 11
10 Balance canadienne des paiements internationaux, millions de dollars 12
11 Indicateurs financiers 13
12 Indicateurs avancés et coincidants du Canada 14
13-14 Indicateurs avancés du Canada 15-16

Sommaire des tableaux

Section I Principaux indicateurs économiques 17
Section II Demande et production 27
Section III Travail 39
Section IV Prix 49
Section V Commerce extérieur 59
Section VI Marchés financiers 67

Tableau

Principaux indicateurs économiques 17

1 Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 19

2 Produit intérieur réel par industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 19

3 Indicateurs de la demande, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 20

4 Indicateurs du marché du travail, données désaisonnalisées 20

5 Prix et coûts, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés 21

6 Prix et coûts, indices implicites de prix des comptes nationaux, taux de variation des chiffres désaisonnalisés 21

7 Commerce extérieur, base douanière, taux de variation des chiffres désaisonnalisés 22

8 Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 22

9 Compte de capital de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 23

10 Indicateurs financiers 23

11-12 Indicateurs avancés du Canada, données filtrées 24

13 Indicateurs mensuels des États-Unis, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 25

14-15 Indicateurs avancés et coincidants des États-Unis, données filtrées 25-26

Demande et production 27

16 Revenu national net et produit national brut, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel 29

17 Revenu national net et produit national brut, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 29

18 Dépense nationale brute, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel 30

19 Dépense nationale brute, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 30

20 Dépense nationale brute, en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés, taux annuel 31

21 Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 31

22-24 Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 32-33

25	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, données exprimées en millions de dollars de 1971, et désaisonnalisées	33
26	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés et en dollars de 1971	34
27	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières et le ratio: valeur réelle des stocks/ livraisons, données désaisonnalisées	34
28	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, données exprimées en millions de dollars de 1971 et désaisonnalisées	35
29	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, variation des chiffres désaisonnalisés en millions de dollars de 1971	35
30	Taux d'utilisation de la capacité par les industries manufacturières, données désaisonnalisées	36
31	Valeur des permis de bâtir, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	36
32	Logements mis en chantier, logements parachevés et prêts hypothécaires approuvés, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
33	Ventes au détail, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
Travail		39
34	Sommaire de l'enquête sur la population active, données désaisonnalisées	41
35	Caractéristiques des chômeurs, données non désaisonnalisées	41
36	Sommaire de la population active, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
37	Sommaire de la population active, femmes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
38	Sommaire de la population active, hommes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	43
39	Emploi par branche d'activité, enquête sur la population active, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	43
40	Estimations du nombre d'employés par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44
41-42	Emploi des grandes entreprises par branche d'activité variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44-45

43-44	Salaires et traitements par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	45-46
45	Heures hebdomadaires moyennes par branche d'activité, données désaisonnalisées	46
46	Salaires et traitements hebdomadaires moyens par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	47
47	Règlements salariaux	47
Prix		49
48	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	51
49	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	51
50	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	52
51	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	52
52	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	53
53	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	53
54	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	54
55	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	54
56	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
57	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	55
58	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	56
59	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	56
60	Coût unitaire de main-d'oeuvre par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	57
61	Indices de prix des exportations et importations, variation en pourcentage des indices de prix Paasche, chiffres non désaisonnalisés	57

Commerce extérieur 59

62 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 61

63 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 61

64 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 62

65 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 62

66 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 63

67 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 63

68 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 64

69 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 64

70 Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 65

Marchés financiers 67

71 Agrégats monétaires 69

72 Devises et indicateurs du marché monétaire, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 69

73 Nouvelles émissions nettes de titres payables en devises canadiennes et étrangères, données exprimées en millions de dollars canadiens et non désaisonnalisées 70

74 Taux d'intérêt, moyenne des mercredis, chiffres non désaisonnalisés 70

75 Taux de change, dollars canadiens par unité monétaire d'autres pays, chiffres non désaisonnalisés 71

76-77 Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à long terme, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 71-72

78-79 Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à court terme, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 72-73

Notes

Remarque sur le rôle des indicateurs avancés au sein du système statistique

Les responsables des politiques et des décisions des secteurs publics et privés utilisent de plus en plus, et ce d'une façon plus sophistiquée, les comptes nationaux trimestriels et d'autres cadres macroéconomiques afin d'évaluer la performance actuelle de l'économie et d'en détecter les tendances fondamentales. Par contre, lorsque les utilisateurs accèdent à la structure perfectionnée qui leur permet d'analyser l'économie d'une façon relativement scientifique, des événements qui influent sur l'avenir à court et à moyen terme ont déjà pu se produire. La première manifestation d'un phénomène conjoncturel s'observe fréquemment dans un groupe d'indicateurs qui précèdent les mouvements cycliques de l'économie et qui peuvent être rapidement rassemblés au fur et à mesure du déroulement des événements. Il n'est donc pas surprenant que les "indicateurs avancés" aient pendant longtemps joué un rôle dans l'évaluation de la conjoncture économique. Au cours de la dernière décennie, la sévérité croissante des récessions mondiales a convaincu la plupart des analystes que la notion du cycle économique n'était pas morte, ce qui devait susciter un regain d'intérêt à l'égard de l'utilisation des indicateurs avancés dans l'analyse économique. Depuis le début des années soixante-dix, le nombre d'organisations au Canada et à l'étranger qui ont mis au point des systèmes d'indicateurs pour surveiller l'évolution de l'économie est assez impressionnant. Tous ces travaux ont stimulé les recherches sur la nature du travail effectué et sur l'avenir possible de ces systèmes.

C'est ainsi que Statistique Canada fût amené à mettre au point un ensemble de propositions théoriques directrices utiles lors de la construction, de l'évaluation ou du guidage du progrès des systèmes d'indicateurs avancés. Des progrès techniques ont ainsi été acquis dans le lissage des données afin de minimiser le nombre de faux signaux émis par l'indice avançé, tout en maximisant l'actualité. Un article sur ces questions paraîtra bientôt dans un numéro de la nouvelle publication *La conjoncture économique* (13-004F au catalogue). Dans cette remarque nécessairement brève, nous pouvons tout au plus signaler qu'un système d'indicateurs avancés doit être structuré autant que possible comme le cadre comptable (c'est-à-dire les comptes nationaux trimestriels) qu'il doit compléter, et il doit contenir un ensemble d'indicateurs suffisamment vaste pour permettre au système de signaler à l'avance tout changement cyclique susceptible d'être causé par n'importe lequel d'un grand nombre de mécanismes de causalité. Même si la version du système des indicateurs avancés actuellement utilisée à Statistique Canada n'incorpore pas l'intégralité de nos propositions théoriques directrices, nous estimons qu'il forme, avec les propositions directrices, un complément utile aux systèmes d'indicateurs au Canada. Il le deviendra de plus en plus à mesure que le système évoluera parallèlement aux principes théoriques inhérents à son perfectionnement.

Message de CANSIM

Le CANSIM® (système canadien d'information socio-économique) est le système de Statistique Canada qui se compose d'une banque de données informatisée et de son logiciel de soutien. La plupart des données présentées dans cette publication et beaucoup d'autres peuvent être obtenues de CANSIM par l'intermédiaire d'un terminal, sous forme d'imprimés d'ordinateur ou sous forme lisible par machine. Des données historiques et des données plus actuelles qui n'apparaissaient pas dans cette publication sont disponibles de CANSIM.

Pour plus de renseignements, écrivez à Division CANSIM, Statistique Canada, Ottawa, KIA OZ8, ou téléphonez à (613)995-7406.

® Marque déposée de Statistique Canada

Analyse des données publiées au mois d'avril

(fondée sur les données disponibles le 5 mai 1982)[1]

Résumé

Les indices du mois précédent selon lesquels le taux de diminution de l'activité économique s'est accentué au premier trimestre de 1982 se sont trouvés confirmés par les données publiées en avril. Le mois dernier, les principales causes de ce regain de faiblesse étaient la demande des consommateurs en biens et les investissements des entreprises, les données rendues publiques en avril étant venues confirmer cette observation. Tandis que les exportations et les investissements dans le secteur de la construction résidentielle semblent également avoir baissé au premier trimestre, les diminutions devraient être moins importantes qu'au quatrième trimestre de 1981. La baisse de la production ne semble pas avoir réduit le volume des stocks au niveau de la fabrication; toutefois, selon des indications préliminaires, les stocks détenus au niveau du commerce de gros et de détail accusent une diminution au premier trimestre.

En dépit d'une augmentation des ventes au détail en dollars constants de 1.2% en février, leur niveau demeure considérablement inférieur à la moyenne du quatrième trimestre en raison des importantes diminutions observées en décembre et janvier. Il faudra une augmentation excessivement importante en mars pour compenser ces diminutions, ce qui est peu probable, car en mars, l'emploi a diminué à nouveau, le taux d'escompte s'est accru d'un demi-point et les prix à la consommation se sont accélérés pour accuser une augmentation de 1.3%.

Les indicateurs des investissements des entreprises tels que la production, les livraisons réelles et les nouvelles commandes de machines et de produits électriques, ont tous baissé en février. Consolidant ces observations, les données du mois de mars sur les importations font ressortir une accélération de la tendance à la baisse des importations de machines et de matériel de transport autre que les véhicules automobiles. Ces résultats sont conformes à la dernière enquête sur les investissements privés et publics, qui révèle que les projets d'investissement ont été réduits pour 1982.

En dépit d'une progression considérable des mises en chantier de logements au premier trimestre, il est probable que la construction résidentielle va se replier une nouvelle fois. La plus grande partie de l'augmentation des mises en chantier touche les logements multiples, et s'explique par l'impact du programme I.R.L.C. Les délais d'achèvement assez longs dans la construction de logements multiples et l'annulation anticipée d'un grand nombre de mises en chantier I.R.L.C., signifient que les travaux mis en place au premier trimestre ne reflèteront pas toute la vigueur observée dans les indicateurs sur les logements multiples.

La diminution des exportations se ralentit graduellement depuis le mois d'octobre, et en mars la chute de la tendance à court terme n'a été que de 0.5%, avec l'apparition d'un certain nombre d'indices encourageants. En particulier, on observe un redressement de la tendance à court terme des exportations de véhicules automobiles, de bois de construction et d'un certain nombre d'autres marchandises. L'essentiel de cette amélioration semble rattaché à un raffermissement de l'économie américaine. La liquidation des stocks a débuté plus tôt et est plus avancée aux États-Unis, en particulier au niveau de la fabrication, où les stocks ont commencé à baisser en novembre. Si l'on y ajoute un accroissement modéré de la construction résidentielle et des ventes de véhicules automobiles, tout ceci se traduit par une demande accrue de certaines marchandises canadiennes.

Au Canada, les stocks réels dans le secteur de la fabrication augmentent de $48 millions en février, après une révision de la hausse de janvier, portant la hausse à $35 millions. Bien qu'une certaine accumulation a pu se produire dans les branches d'activité ayant accru leurs exportations vers les États-Unis, la majeure partie de l'augmentation des stocks n'était probablement pas voulue, comme l'indiquent les nouvelles réductions de l'emploi.

Dans l'ensemble de l'économie, l'emploi fléchit de 0.1% en mars et de 0.7% en avril, et bien que les chiffres de la production pour le premier trimestre ne soient pas encore définitifs, ils vont certainement faire ressortir une baisse, qui sera probablement supérieure à celle du quatrième trimestre.

La diminution de la demande a continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix en mars, mais encore une fois ce relâchement a surtout touché les prix de vente dans l'industrie, qui n'augmentent que de 0.3%, tandis que les prix à la consommation s'accroissent de 1.3%. Le fardeau relativement plus lourd des stocks dans la fabrication a probablement amplifié la réaction des prix dans ce secteur. Au niveau de la consommation, des effets de nature institutionnelle tels que l'accord national sur les prix de l'énergie ont maintenu les prix relativement élevés, notamment au cours des deux derniers mois.

- Les **ventes au détail** en dollars constants augmentent de 1.2% en février, après une baisse de 2.9% en janvier. La moyenne pour les deux premiers mois de 1982 est inférieure de 3.1% à la moyenne du quatrième trimestre de 1981.

[1]Toutes les données sont désaisonnalisées, sauf indication contraire.

- Dans le secteur de la **fabrication,** le volume des **livraisons** augmente de 1.3% en février, tandis que les **nouvelles commandes** progressent de 2.5% et les **stocks,** de $48 millions.

- Les **exportations** diminuent de 1.1% en mars, après une hausse de 10.7% en février. La tendance à court terme des exportations se ralentit pour n'accuser qu'une diminution de 0.5% par rapport à la plus forte baisse enregistrée récemment, soit celle de 1% en octobre dernier. Avec l'inclusion des données pour le mois de mars, la tendance à court terme des **importations** diminue de 2.5%, après des baisses de 3.0% au cours des trois derniers mois. Au premier trimestre de 1982, **l'excédent commercial en valeur nominale** s'élève à $3.414 milliards, en augmentation de $656 millions par rapport au quatrième trimestre.

- Le **produit intérieur réel** augmente de 0.1% en février, après une révision à la baisse de la diminution en janvier à −1.3%. La faiblesse de la production s'est généralisée, puisque la proportion des branches d'activité accusant une tendance à la baisse de la production est passée à 62% en janvier à 64% en février.

- **L'emploi** baisse de 0.1% en mars et de 0.7% en avril, ce qui porte le **taux de chômage** à 9.6%.

- Après une forte progression au premier trimestre, reliée au programme I.R.L.C., le taux annuel des mises en chantier de logements est tombé à 142,000 unités en avril.

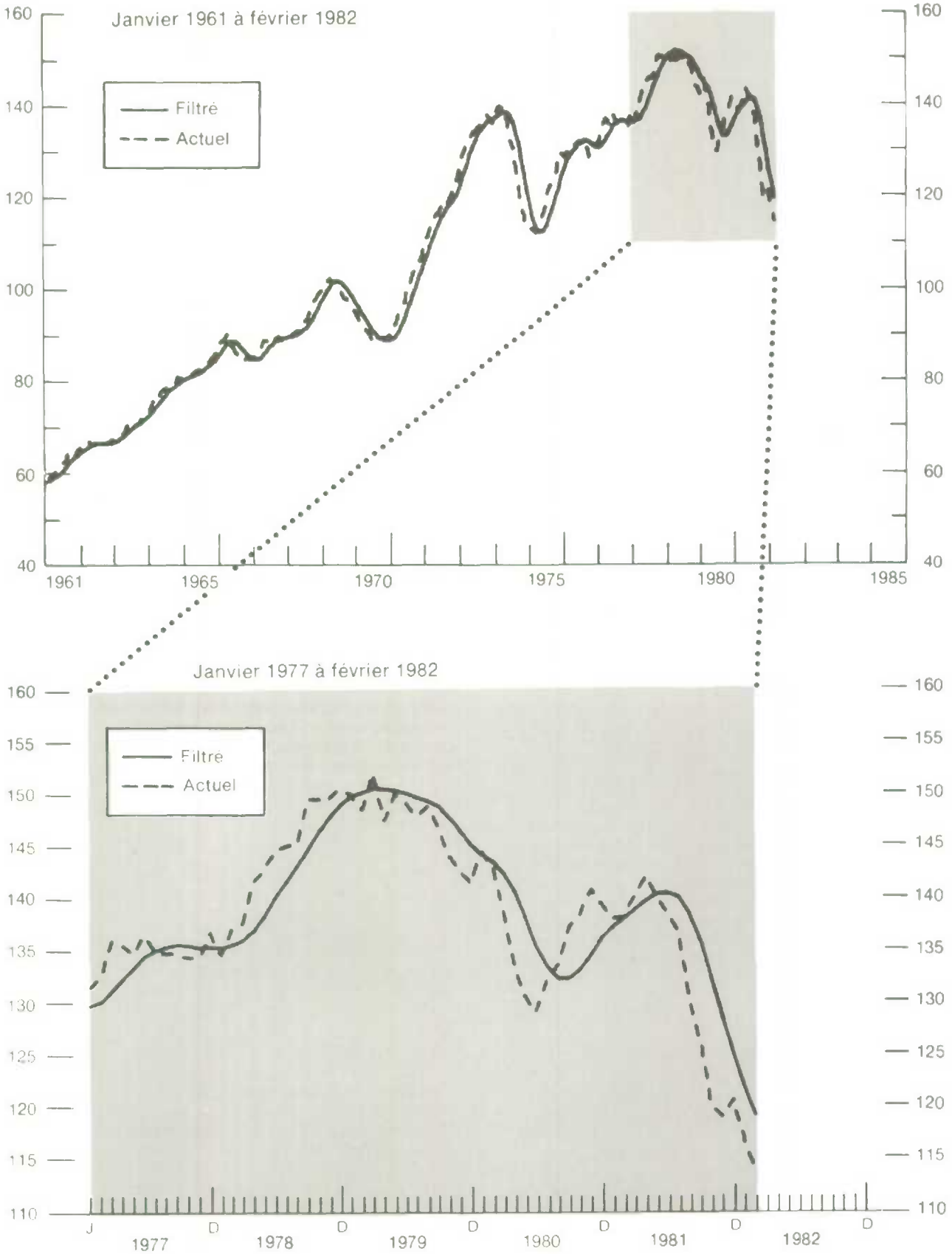
- L'indice des prix de vente dans l'industrie augmente de 0.3% en mars, tandis que les prix à la consommation progressent de 1.3%, après une hausse de 1.2% en février.

L'indicateur composite avancé en février nous donne peu de signes d'une reprise de l'activité économique dans un avenir rapproché. Les signes sporadiques de reprise qui s'étaient manifestés au cours des derniers mois dans quelques-unes des composantes ont seulement ralenti de façon minime le taux de diminution de l'indicateur avancé, qui est passé de −2.41% en janvier à −2.32% en février. L'indice filtré est passé de 121.95 en janvier à 119.12 en février alors que l'indice non filtré est passé de 116.9 à 114.0. Le retournement à la baisse de la version non filtrée en janvier (−3.1%) s'est prolongé en février (−2.5%), indiquant la poursuite de l'affaiblissement de l'économie jusqu'au premier trimestre au moins. Les indicateurs de la demande intérieure étaient particulièrement faibles, ce qui suggère que la fin de la liquidation des stocks pourrait être reportée. Les perspectives pour les exportations se sont légèrement améliorées, cependant, alors qu'il y avait quelques signes d'un raffermissement de l'activité économique aux États-Unis, laquelle pourrait amoindrir d'autres réductions de la production.

Figure 1

L'indicateur avancé composite du Canada

1971=100



L'indicateur avancé composite

Les indicateurs du commerce de détail en février suggèrent que les dépenses personnelles en biens ont accusé de nouvelles fortes baisses au premier trimestre, après avoir enregistré une baisse marginale de 0.4% au quatrième trimestre de 1981. Malgré la baisse du taux privilégié à 16.50, les ventes de meubles et d'articles ménagers ainsi que des véhicules automobiles neufs ont enregistré encore de fortes baisses, se repliant de 2.17% et 3.19% respectivement. La version non filtrée[1] des meubles et articles ménagers suggère la poursuite de la tendance à la baisse de la série, puisqu'elle indiquait une diminution de 2.4% en février après une diminution de 2.9% en janvier, qui représentait une revision à la baisse. Ceci, en plus du peu d'enthousiasme suscité par les programmes de rabais dans l'automobile au premier trimestre de l'année traduit en partie les réductions prononcées de l'emploi depuis décembre. La hausse récente des taux d'intérêt couplée de baisses de l'emploi jusqu'à mars, limitent les chances d'un retournement imminent de la demande des consommateurs.

L'indice de la construction résidentielle[2] a augmenté pour le deuxième mois d'affilée en février (+0.75%), alors que le raffermissement récent des permis d'unités multiples, causé en grande partie par le programme I.R.L.C., s'est propagé aux mises en chantier, qui augmentent de 3.78%. On observe dans la version non filtrée un redressement des permis de bâtir et des mises en chantier d'unités simples quoique le retournement à la baisse des prêts hypothécaires autorisés pour ce type de logements en février, au moment où les taux hypothécaires ont repris leur ascension, suggère le caractère transitoire de la reprise. Il semble improbable, toutefois, que l'augmentation des indicateurs avancés va se traduire dans une augmentation des travaux mis en place au premier trimestre, à cause des longs décalages dans l'achèvement des unités multiples, l'annulation possible de plusieurs mises en chantier I.R.L.C. et de la réduction probable de la construction d'unités simples au premier trimestre.

Les indicateurs du marché financier ont continué de diminuer à des taux rapides alors qu'on observe, de concert avec l'affaiblissement de l'activité globale, d'autres nouvelles accentuations à la baisse dans la version non filtrée. En février, l'indice du prix des actions a baissé de 1.77% en réaction à la récente dégringolade dans la version non filtrée. L'indice non filtré s'est fortement redressé en novembre bien qu'il ne présente jusqu'en mai peu de signes de reprise. L'offre réelle de monnaie (M1) a diminué de 0.63%. Une très forte augmentation dans la version non filtrée en décembre (+6.3%) alors que janvier a été légèrement revisé en hausse (+0.61%) ont concouru à ce ralentissement du taux de diminution. L'indice non filtré est retourné toutefois à la baisse en février (−3.2%).

L'indicateur avancé des États-Unis a diminué de 1.09% en février, nous donnant peu de signe d'un retournement soutenu de l'économie américaine. Cette tendance s'est poursuivie en mars bien que la faiblesse s'est déplacée vers les variables du secteur financier. Il apparait, toutefois, à la lumière des données jusqu'à mars sur le secteur extérieur, que les exportations de marchandises vers les États-Unis se sont raffermies, alors qu'on observe un retournement des nouvelles commandes dans les industries productrices de biens qui ont dominé le raffermissement des exportations, ce sont surtout les autos, le bois et les métaux non ferreux de première transformation. Le déplacement des sources de faiblesse de l'indicateur avancé des États-Unis vers le secteur financier, qui s'est manifesté dans la diminution de l'indice des stocks et du taux de croissance des avoirs liquides, accompagne l'accroissement des inquiétudes des analystes à l'égard de la dépendance du système bancaire envers des pays et des entreprises en difficulté.

Les résultats des indicateurs avancés du secteur manufacturier en février étaient mixtes. Il y avait d'une part une

[1]Le but du filtrage est de réduire les mouvements irréguliers dans les données de sorte que l'on puisse mieux déterminer si le mouvement courant représente un changement dans le cycle économique. Malheureusement, un tel filtrage occasionne une perte d'actualité dans l'avertissement des changements cycliques.

Nous avons tenté de minimiser cette perte d'actualité en filtrant l'indicateur avancé et ses composantes avec des filtres occasionnant un déphasage minimum de façon à minimiser les faux signaux et maximiser l'actualité. Voir D. Rhoades, "La conversion de l'actualité en fiabilité des séries chronologiques économiques" ou "Filtrage des séries chronologiques économiques occasionnant un déphasage minimum", Revue Statistique du Canada, février 1980.

Durant la période s'étendant de janvier 1952 à janvier 1982, l'indice non filtré a émis 64 faux signaux avec une actualité moyenne de 6 mois aux sommets du cycle économique et 2 mois aux creux. L'indice filtré émettait 10 faux signaux seulement pour la même période, réduisant l'actualité moyenne à 5 mois aux sommets et à un mois aux creux. Des 361 mois de la période s'étendant le janvier 1952 à janvier 1982, les 10 faux signaux dans la version filtrée représentent un taux d'erreur de 2.8%, tandis que les 64 faux signaux dans la série non filtrée représentent un taux d'erreur de 17.8%.

Dans le cas des indicateurs avancés, les données mentionnées ici sont des données filtrées sauf en cas d'indication contraire.

[2]Cet indice comprend les mises en chantier de logements, les permis de construction résidentielle et les prêts hypothécaires autorisés.

décélération des nouvelles commandes de biens durables (−2.36% en février par rapport à −3.43% en janvier), traduisant l'augmentation de 6.4% dans la version non filtrée, et d'autre part un allègement des réductions d'emplois, évident dans la décélération du taux de diminution de la durée hebdomadaire de travail (−0.17% en février par rapport à −0.33% en janvier et −0.51% en décembre). La production, cependant, est demeurée faible alors que les commandes en carnet ont diminué une autre fois et que les stocks de produits finis ont augmenté de 7 millions. Au même moment, les livraisons totales ont augmenté une première fois après sept diminutions consécutives et ont provoqué, par conséquent, une élévation du ratio non filtré des livraisons aux stocks de produits finis. On impute la plus grande partie de ce redressement des livraisons à la croissance des exportations. La détérioration continue des marges de profit était reflétée dans la quatrième diminution consécutive de la variation en pourcentage du prix par coût unitaire de main-d'oeuvre (−0.52%). Les prix n'ont pas réussi à absorber l'augmentation des coûts unitaires de main-d'oeuvre, mais la croissance des gains horaires a été un facteur de tension moins important en février.

Indicateurs avancés

	Variation en pourcentage février
Indice avancé composite (1971 = 100)	−2.32
1. Durée hebdomadaire du travail - Fabrication (Heure)	−0.17†
2. Indice de la construction résidentielle (1971 = 100)	+0.75
3. Indice avancé composite des États-Unis (1967 = 100)	−1.09
4. Offre de monnaie(M1) ($ millions de 1971)	−0.63
5. Nouvelles commandes – Industries de biens durables ($ millions de 1971)	−2.36
6. Commerce de détail – Meubles et articles ménagers ($ de 1971)	−2.17
7. Ventes de véhicules automobiles neufs $ millions de 1971)	−3.19
8. Ratio des livraisons aux stocks (produits finis) – Industries manufacturières	−0.03*
9. Indice du cours des actions (TSE300, sans le pétrole et le gaz naturel 1975 = 1000)	−1.77
10. Variation en pourcentage du prix par coûts unitaires de main-d'oeuvre – Industries manufacturières	−0.52*†

*variation nette

†Des estimations préliminaires de la division du travail sur l'emploi, la durée hebdomadaire du travail et les gains horaires dans la fabrication ont été utilisées pour calculer ces indicateurs.

Production

Le produit intérieur réel augmente de 0.1% en février, après une baisse révisée de 1.3% en janvier. Le raffermissement en février s'explique par le relèvement de l'activité au niveau du commerce de détail ainsi que dans les secteurs de l'automobile et de la sidérurgie, à cause de l'augmentation de la demande à l'exportation aux États-Unis. Même s'il y a des indices que le stimulant de la demande à l'exportation qui a contribué à ralentir le taux de diminution dans le secteur des biens pourrait se poursuivre en mars, le repli de l'indice de diffusion filtré au niveau record de 35.8 signifie que la tendance à court terme de la production continuait de baisser pour environ 64% des branches d'activité. En fait, la moyenne des deux mois de janvier et de février pour le produit intérieur réel est inférieure de 1.5% à celle du quatrième trimestre de 1981, ce qui signifie que la production a diminué plus rapidement au premier trimestre qu'au quatrième trimestre de 1981, lorsqu'elle avait baissé de 0.8%.

Le produit intérieur réel augmente de 0.1% en février après une diminution révisée de 1.3% en janvier. La plus grande partie de ce retournement est attribuable à l'augmentation de 0.4% du secteur des services (après une forte baisse en janvier). Le relèvement dans le cas du commerce de détail au cours du mois est la principale cause de fermeté. Les indices des services communautaires, commerciaux et personnels et de l'administration publique augmentent légèrement, tandis que ceux pour les finances, assurances et affaires immobilières diminuent de 0.5%, après une baisse semblable en janvier. La production du secteur des biens diminue de 0.2%, la plus faible baisse observée depuis le début du repli en juillet. L'augmentation en février de la production dans les secteurs de l'automobile et de la sidérurgie a freiné la diminution à 0.2% dans le secteur de la fabrication, et compte pour la plus grande partie du ralentissement du repli dans le secteur des biens. Les données sur les ventes à l'exportation pour le mois de mars révèlent que le redressement dans ces branches d'activité s'est dirigé vers le marché américain.

L'augmentation des nouvelles commandes dans les secteurs des transports, de la première transformation des métaux et de la fabrication de produits en métal signifie qu'une partie de cette activité pourrait se poursuivre en mars, et en fait les ventes à l'exportation de produits automobiles et de métaux de première transformation sont demeurées très actives au cours de ce mois. L'activité d'un grand nombre d'autres industries du secteur de la fabrication a baissé une nouvelle fois en février. Les baisses de la production de machines et de produits électriques traduisent la détérioration de la demande intérieure pour ces biens d'investissement. La production des industries du vêtement et des produits textiles a été inhabituellement faible à la lumière des ventes relativement actives de ces biens au niveau de la consommation. Un redressement de l'activité dans le secteur des forêts a également contribué à freiner la diminution dans le cas des biens. Ce redressement peut se rattacher au relèvement de la tendance à court terme des exportations des produits du bois.

Fabrication

Les données publiées sur le secteur de la fabrication pour le mois de février indiquent un relèvement de l'activité, alors que le volume des livraisons et des nouvelles commandes augmente de 1.3% et de 2.5% respectivement, après des périodes prolongées de diminution. La plus grande partie de l'augmentation de l'activité peut s'expliquer par l'accroissement des exportations en février. Les principales causes de fermeté sont les automobiles, les métaux de première transformation et les produits du bois, alors que la demande extérieure de ces produits a augmenté une nouvelle fois en mars. Les indicateurs de la demande intérieure demeurent faibles, en particulier dans le cas des biens d'investissement tels que les machines et les produits électriques, et dans le secteur du vêtement et du textile. Bien qu'il y ait eu une certaine accumulation des stocks de produits en cours de fabrication, probablement à cause du redressement de la demande aux Etats-Unis, le taux d'accumulation des produits finis s'est cependant ralenti de façon appréciable.

Les **livraisons** de produits manufacturés augmentent de 1.3% en volume en février, pour la première fois depuis juin 1981. Ce redressement correspond à une forte augmentation des ventes à l'exportation aux États-Unis, bien que le niveau des livraisons globales demeure inférieur de 10% par rapport au sommet de juillet. La plus grande partie de l'augmentation s'explique par une progression de 1.9% des livraisons de biens durables, après six mois de fortes baisses. Comme dans le cas des ventes à l'exportation, les livraisons des fabricants d'automobiles ont compté pour la plus grande partie de l'accroissement de biens durables. Bien que la plus grande partie de l'augmentation soit probablement le résultat du succès relatif des programmes de rabais aux États-Unis (les ventes de voitures ont augmenté de 15% au premier trimestre), le fait que les travailleurs n'aient été rappelés que dans très peu d'usines signifie que le redressement des livraisons (et de la production) n'a pas été général, mais s'est concentré sur les nouveaux modèles de voitures comme la Ford Escort. Les autres causes de fermeté dans le cas des biens durables sont la deuxième augmentation consécutive des ventes de métaux de première transformation et la première augmentation des livraisons de produits du bois depuis le mois d'octobre. La plus grande partie de la progression des ventes de métaux de première transformation est imputable aux exportations de fer et d'acier en février, bien que les livraisons de ces biens demeurent aux niveaux précédant les grèves (juillet-août 1981). L'augmentation des livraisons de produits du bois coïncide avec un redressement de la tendance à court terme des exportations de produits du bois de construction. Par contre, la demande de biens d'investissement a été particulièrement faible, alors que les livraisons de machines et de produits électriques ont fortement baissé en janvier. Comme la demande à l'exportation de ces biens a été relativement stable, la cause de cette faiblesse est un vif repli de la demande intérieure au premier trimestre. Les livraisons de meubles et d'articles ménagers ont baissé pour le sixième mois consécutif. Les livraisons de biens non durables ont augmenté de 0.8%, après quatre mois de diminutions. Le relèvement des livraisons d'aliments et de boissons représente la plus grande partie de l'augmentation. Le niveau des livraisons de ces biens demeure inférieur de 4% par rapport au sommet de juillet, alors que la demande s'est fortement détériorée dans ce secteur. L'augmentation des livraisons de pétrole, de papier et de produits chimiques a également contribué à cette progression. Ces augmentations font également suite à une période de faible demande. Elles ont été en partie compensées par une baisse des livraisons des industries du vêtement et du textile.

Les **nouvelles commandes** augmentent de 2.5% en février en volume, alors que les commandes de biens durables s'accroissent de 6.4%. Une progression de 10% des nouvelles commandes de matériel de transport compte pour près de la moitié de l'augmentation. L'ampleur de cette progression signifie que le redressement de la production et des ventes à l'exportation dans l'industrie automobile en février se poursuivrait en mars, ce qui se retrouve dans les données du commerce extérieur, alors que les exportations de voitures et de pièces augmentent légèrement en mars,

après de fortes progressions en février. Toujours dans le même ordre d'idée, on observe un redressement des nouvelles commandes de produits en métal, qui a surtout touché l'emboutissage des métaux, et qui se rattache probablement au secteur automobile. Les nouvelles commandes de métaux de première transformation accusent une troisième augmentation consécutive qui est reliée au renversement de la tendance à court terme des exportations de métaux transformés. Il y avait aussi une augmentation des nouvelles commandes de matériaux de construction. Ces derniers semblent également être destinés à l'exportation, comme l'indique le relèvement à la tendance à court terme des produits du bois de construction. La diminution des commandes pour les machines et les produits électriques signifie un nouveau repli de la demande d'investissements pour ces biens. Les nouvelles commandes de biens non durables continuent de se replier, baissant de 0.9% en mars. La faiblesse persistante du secteur du vêtement et du textile et de celui des produits chimiques explique cette diminution. Le volume des **commandes en carnet** continue de diminuer en février, à la suite d'une baisse générale des branches productrices de biens non durables. La diminution des commandes en carnet des branches productrices de biens durables s'est poursuivie pour le cinquième mois consécutif, quoique moins rapidement.

Les **stocks** réels au niveau de la fabrication augmentent de $48 millions en février, après une augmentation révisée de $35 millions en janvier, à cause principalement d'une hausse de $35 millions des stocks de matières brutes qui touche surtout l'industrie pétrolière (+$27 millions). L'augmentation de $19 millions des stocks de produits en cours de fabrication se répartit entre l'industrie pétrolière et celle des boissons dans le cas des biens non durables, et les industries du bois, de la première transformation des métaux et des produits électriques dans le cas des biens durables, en partie compensée par une diminution dans le cas des transports. Cette augmentation correspond à la hausse des livraisons et de la production en février. Le taux d'accumulation des stocks de produits finis se ralentit pour tomber à +$7 millions en février, contre +$29 millions en janvier. Il s'agit là d'une baisse appréciable du taux d'accumulation par rapport aux augmentations moyennes de plus de $40 millions par mois au cours du quatrième trimestre de 1981. Ce ralentissement est particulièrement évident dans le cas des branches productrices de biens durables, où l'accumulation s'est limitée à $10 millions en février. Ce ralentissement au premier trimestre s'explique par une forte baisse dans le cas des transports alors que toutes les autres branches d'activité enregistrent des augmentations. Les stocks de produits finis de biens non durables diminuent de $3 millions, alors que les coupures dans la plupart des branches d'activité compensent une forte augmentation pour les produits du tabac.

Ménages

La plupart des indicateurs de la demande des ménages accusent d'autres baisses au premier trimestre. En dépit d'une reprise des ventes de voitures en février à la suite des programmes de rabais, la demande des consommateurs en biens de détail baisse fortement au premier trimestre. Le raffermissement des mises en chantier de logements ne sert qu'à freiner le taux de diminution de l'activité dans le secteur de la construction. D'autres coupures de l'emploi en mars et en avril permettent de croire que les revenus réels ne vont pas augmenter, alors que le revenu du travail nominal se ralentit pour n'accuser qu'une augmentation de 0.5% environ au cours des premiers mois de 1982, bien inférieure aux récentes progressions des prix à la consommation.

Malgré les quelques signes positifs dans l'économie qui sont passés au cours des derniers mois des composantes de la demande finale vers le secteur manufacturier, l'emploi diminue de 0.1% en mars et le taux de chômage augmente de 8.6% à 9.0% de la population active. La source de l'augmentation du nombre de chômeurs s'est déplacée d'une baisse de l'emploi en février à une augmentation de la population active en mars. En effet, la chute de l'emploi ralentit à 0.1%, par le biais du redressement minime (+0.1%) de l'emploi à plein temps, alors que le virement de la population active se traduit par une augmentation de 0.4%. Les mouvements d'entrée vers la population active dans les statistiques officielles cachent toutefois les déplacements entre les catégories "emploi" et "chômage". On remarque en effet qu'environ le tiers du nombre de nouveaux chômeurs est causée par des pertes d'emplois, réflétant une privation réelle additionnelle des ménages.

La chute de **l'emploi** freine à 0.1% en mars à cause d'un ralentissement du taux de diminution dans les industries de biens (−0.6%) par rapport à une baisse de 1.4% en février, et d'une augmentation de 0.2% dans les services qui se traduit par une hausse minime de l'emploi à plein temps, la première à survenir en six mois. Il faut toutefois interpréter avec prudence ces mouvements qui seraient plutôt le reflet de quelques hausses isolées dans certains secteurs ou régions que l'indication d'un mouvement amorcé de reprise. L'emploi diminue de 0.7% en avril, hissant le taux de chômage à 9.6%.

Le Canada central continue de monopoliser en mars les pertes d'emploi et le retour à la baisse de la plupart des indicateurs de la demande finale, vers la fin de mars alors que le mouvement de correction des stocks est à peine engagé, suggère que le creux de l'activité économique pourrait être reculé de quelques autres mois.

Le ralentissement du taux de diminution dans les industries de biens est en grande partie la conséquence d'un rebondissement localisé au Québec dans l'industrie de la construction. L'emploi manufacturier en Ontario est surestimé par le fait que les nombreuses mises à pied dans l'automobile sont concentrées au début et à la fin de mars, et ne sont, par conséquent pas recensées par l'enquête qui se tient vers le milieu du mois. La diminution marquée (−7.4%) dans le centre et l'Ouest de l'emploi dans les industries primaires coïncide à la tentative des entreprises au cours des derniers mois de réduire les stocks de matières premières. L'augmentation de l'emploi dans les services s'explique par le commerce au Québec et dans les Maritimes ainsi que les finances, assurances et affaires immobilières, et les services dans l'Ouest, en Alberta en particulier. L'emploi dans le secteur des transports, communications et services d'utilité publique continue de se replier fortement (−0.9%). Le bilan de ces variations au niveau régional sont une hausse de l'emploi dans les Maritimes et en Alberta, une diminution en Ontario et en Colombie-Britannique, et peu de variation dans les autres provinces.

La diminution prononcée de la **population active** depuis cinq mois s'est soudainement renversée en mars, alors qu'on enregistre une augmentation de 0.4% de la force de travail. On remarque une tendance à la hausse dans pratiquement toutes les provinces bien que le Québec d'une part et l'Alberta couplé des Maritimes, d'autre part, se partagent également la responsabilité de la plus grande partie de cette progression. L'exception la plus notable de ce renversement est l'Ontario, qui a été la cible principale des diminutions d'emplois au cours des mois les plus récents. Cette notion supporte la prédominance de l'hypothèse du travailleur découragé au cours de cette récession.

Le survol des classifications provinciales et sectorielles dévoile toutefois que la création d'emploi s'est effectuée en plus grande partie par le drainage de la population inactive alors que le nombre de travailleurs découragés est demeuré très élevé. C'est le cas particulièrement dans les Maritimes, en Alberta et au Québec alors que les occupations libérales et professionnelles enregistrent des proportions équivalentes d'augmentation de l'emploi et de la population active.

Puisqu'environ la moitié des personnes qui ont perdu leur emploi, sont demeurées dans la population active, l'augmentation du chômage global est en partie dérivée d'une augmentation des mises à pied, malgré la diminution seulement minime de l'emploi. Ces résultats sont confirmés dans l'analyse du chômage selon l'activité antérieure et mettent en relief l'impact des influences cycliques sur des marchés à segmentation régionale et sectorielle. Même s'il n'y a pas d'autre diminution significative de l'emploi, l'élan du **taux de chômage,** qui grimpe de 8.6% à 9.0% de la population active en mars, pourrait donc se poursuivre au cours des prochains mois à cause de l'hétérogénéité du facteur travail. Le Fonds Monétaire International indique dans un récent rapport que le taux moyen de chômage en 1982 devrait atteintre 9.2% au Canada (Le D 23/4).

Il apparaît à la lecture des données les plus récentes **sur le marché du logement** que l'activité dans ce secteur ne sera peut-être pas à l'abri du mouvement général de baisse qui se sera emparé de l'économie au premier trimestre. En effet, malgré la progression assez remarquée des mises en chantier de logements multiples au premier trimestre (+36.2%), il est probable que les travaux mis en place seront entraînés à la baisse une nouvelle fois à cause des longs délais dans l'achèvement des unités multiples, de l'annulation probable de plusieurs mises en chantier I.R.L.C. et la réduction probable de la constructon d'unités simples au premier trimestre. Les mises en chantier de logements simples se sont hissées de 9.0% au premier trimestre mais l'effondrement des indicateurs avancés qui caractérisait la seconde moitié de 1981 va se réfléchir pleinement dans les indicateurs coïncidants au premier trimestre. Si l'on en croit le comportement récent des indicateurs avancés, le marché du logement devrait demeurer déprimé au deuxième trimestre, surtout que les taux d'intérêt hypothécaires ont repris leur ascension en mars et en avril. La société canadienne d'hypothèques et de logement vient de légèrement reviser à la baisse ses prévisions de mises en chantier pour l'ensemble de 1982, celles-ci passant de 162,000 à 150,000 unités. L'organisme impute cet ajustement à l'anticipation d'une reprise très lente ou retardée de l'économie en 1982, couplée du maintien des taux d'intérêt élevés. En fait, il faut remonter à 1966 pour retrouver un niveau plus déprimé alors que les mises en chantier s'établissaient à 134,474 unités. En 1980, les mises en chantier s'étaient affaissées à 159.3 mille unités avant de rebondir en 1981 à 180.7 mille unités.

Les mises en chantier de logements dans les centres urbains ont chuté de 17% en mars, entraînées surtout par les logements multiples (−20%). L'avance de 2 à 3 mois aux sommets entre les permis de bâtir et les mises en chantier nous permet de croire que la faiblesse dans les multiples n'est pas un mouvement transitoire puisqu'après la terminaison du programme I.R.L.C., les permis de bâtir pour ces unités ont piqué du nez, passant de 23.4 à 10.1 mille unités en janvier, et diminuent encore en février pour s'établir à 6.2 mille unités, le plus bas niveau atteint depuis mai 1980. La hausse récente des prêts hypothécaires approuvés suggère toutefois que même si les mises en chantier d'unités multiples passent par un nouveau bas record au second trimestre, soit environ 50,000 unités au taux annuel, les perspectives à moyen terme ne sont pas aussi décourageantes, puisque le décalage entre les prêts hypothécaires approuvés et les mises en chantier est d'environ 5 mois au creux. Les mises en chantier de logements simples sont en baisse de 5.7% en mars mais devraient se redresser de façon sensible au mois d'avril, en réaction à la hausse des permis de bâtir depuis février.

Les **ventes au détail** augmentent de 1.2% en février mais demeurent passablement inférieures au niveau moyen du quatrième trimestre surtout à cause des voitures. On observe en effet, malgré les programmes de rabais, une chute des ventes au premier trimestre. Les pièces d'automobiles et les meubles et articles ménagers sont une autre source importante de faiblesse parmi les biens durables alors que l'ensemble des biens non durables est également en forte baisse à la fois en janvier et février. La diminution des biens semi-durables est plus faible alors que la baisse des ventes en janvier (−1.8%) est pratiquement renversée en février (+1.3%). Il est intéressant de noter que, contrairement aux biens durables, l'affaiblissement au détail des ventes de biens non durables et semi-durables est nouveau et ne saurait expliquer par conséquent la baisse de la production depuis plus de six mois. Par contre les achats au niveau du commerce du gros semblent avoir fléchi de façon importante depuis l'automne et reflètent probablement la tentative des détaillants de maintenir les stocks à des niveau bas.

L'accentuation de la faiblesse dans le marché du travail depuis décembre, provoquée par des mises à pied massives et concentrées chez les travailleurs primaires, est surement un facteur qui aura joué un rôle important dans la chute récente des ventes au détail. On pourrait citer aussi la forte croissance des prix pour les non durables et la reprise à la hausse des taux d'intérêt. La forte augmentation du crédit à la consommation en décembre et janvier nous porte à croire que les ménages ont dû emprunter pour supporter leurs dépenses. Le retrait des ventes au détail, plus évident dans les données trimestrielles, devrait s'alléger au cours des prochains mois, à mesure qu'entreront en vigueur les mécanismes stabilisateurs du revenu, comme l'assurance-chômage bien que l'on ne puisse espérer de retournement à cause de la persistance des forces négatives.

Prix

L'inflation a continué de se relâcher au niveau de la fabrication, alors que l'indice des prix de vente dans l'industrie n'augmente que de 0.3% en mars. Cet indice augmente de façon modérée depuis juillet 1981. Au niveau des consommateurs, la tendance au ralentissement ne s'observe que dans le cas des prix des biens durables alors que l'indice des prix à la consommation global augmente de 1.3%. Cette accélération s'explique par de fortes augmentations du prix de l'énergie, tandis que les prix des aliments, des biens semi-durables et des services augmentent de 1.0% environ. La modération observée au niveau de la fabrication découle en partie de stocks trop élevés, que l'on peut encore observer avec l'augmentation des stocks de produits finis dans un grand nombre d'industries manufacturières, et une rationalisation supplémentaire se manifeste par des coupures de la production et de l'emploi en février et en mars. Les stocks au niveau du commerce de détail semblent poser moins de problèmes, et la persistance de l'inflation au niveau des consommateurs traduit également des effets institutionnels tels que l'accord national sur les prix de l'énergie et les taux d'intérêt élevés. Les prix des matières brutes hors carburants ont repris la tendance à la baisse qu'ils manifestaient à la fin de 1981, chutant de 0.7% en mars.

L'indice des prix à la consommation augmente de 1.3%, après désaisonnalisation, en mars, à la suite d'une augmentation de 1.1% en février. La principale cause de la forte augmentation de mars a été la progression de 2.0% du prix des biens non durables. Le prix de l'essence, du mazout et du gaz naturel a augmenté de 9.0% environ en mars, suite à l'augmentation du 1er janvier en vertu du Programme énergétique national, qui se répercute au niveau des consommateurs avec un certain retard. L'indice global de l'énergie augmente ainsi de 5.5% au cours de ce mois. Les prix alimentaires ont également contribué à l'augmentation de mars, avec une progression de 0.8%. Il s'agit là d'un ralentissement marqué par rapport à la forte augmentation observée en février, qui s'expliquait dans une large mesure par l'hiver inhabituellement rigoureux . Bien qu'il y ait des

perturbations temporaires des approvisionnements, des facteurs à plus long terme vont aussi exercer des pressions sur les prix alimentaires au cours des prochains mois. En particulier, le ministre de l'Agriculture prévoit que l'abattage du porc va baisser de 4.0% au Canada cette année, et de 10% aux États-Unis. Les prix du porc vont ainsi augmenter en raison des contraintes d'approvisionnement, et les prix du boeuf vont monter puisque la demande va se rediriger vers ce dernier type de viande (GM 31/3). Des facteurs de coût vont également relever le prix des produits laitiers à court terme. Ces facteurs pourraient être en partie compensés par un relâchement du prix du poulet, avec la diminution du prix des provendes. En fait, la plus grande partie de l'augmentation de mars du prix des aliments s'explique par une hausse de 4.2% du prix du boeuf. Le prix des produits alimentaires s'est fortement accru, après l'augmentation du 1er janvier du prix du lait industriel, tandis que le prix des céréales et des produits de boulangerie s'est accru en raison de l'augmentation des prix des céréales canadiennes enregistrés plutôt cette année dans l'indice des prix de vente dans l'industrie. L'effet de ces augmentations se trouve amoindri par des baisses dans le cas du prix des légumes et du porc après les fortes augmentations enregistrées en février.

L'augmentation de 1.4% de l'indice des prix des biens semi-durables s'explique par des hausses dans le cas des vêtements, des chaussures et des produits ménagers semi-durables. Bien qu'une partie de ces augmentations s'expliquent par l'introduction de la mode printanière, il a pu y avoir eu un certain raffermissement causé par la demande relativement forte pour ces types de biens. L'autre principale cause de la progression de l'inflation en mars est l'augmentation de 0.9% du prix des services. La forte augmentation continue des coûts hypothécaires (+1.8%) a été un facteur important, bien que le prix des loyers, de l'assurance automobile et des soins de santé se soit également accéléré.

Toujours au chapitre de l'inflation, un signe plus encourageant en mars a été l'augmentation de 0.1% du prix des biens durables. Le prix des automobiles a diminué pour le troisième mois consécutif, et ceux des meubles et des principaux articles ménagers se sont accrus aux taux modérés de 0.3% et de 0.1% respectivement.

Les **prix de vente dans l'industrie** n'ont augmenté que de 0.3% après désaisonnalisation en mars, après des augmentations de 0.5% en janvier et en février. Le prix des biens non durables s'est accru de 0.6%. L'augmentation du prix du pétrole brut du 1er janvier a exercé une certaine pression à la hausse, alors que les prix des dérivés du pétrole progressaient fortement. Ceci se traduit par une augmentation de 0.5% dans le cas du caoutchouc et des matières plastiques, qui s'explique dans une large mesure par la hausse du coût des stocks des intrants au sein des industries des produits plastiques. Le prix du papier et des produits connexes a augmenté fortement. Cette augmentation de prix, qui est entrée en vigueur en mars, avait été annoncée à la fin de l'automne 1981, lorsque la demande était relativement forte. Il y a des rumeurs d'une annulation de ces augmentations en avril, alors que la détérioration de la demande a rendu ces augmentations intenables (GM 9/4). Ces progressions ont été en partie compensées par une augmentation modérée de 0.2% des prix de vente des aliments et boissons. Ceci peut s'expliquer par une forte baisse du prix du poulet à la suite de la diminution des coûts des provendes et par une chute du prix du sucre, qui ont pratiquement compensé les augmentations des prix du boeuf et du porc et de la hausse du prix des fruits et légumes en conserves qui découle avec un certain retard de l'augmentation du prix de ces produits frais en février. Les augmentations de prix dans le cas des vêtements, de la bonneterie, des produits textiles et du cuivre sont également faibles.

Les prix de vente des biens durables ont repris leur tendance modérée observée à la fin de 1981, demeurant pratiquement inchangés, après un redressement en janvier et en février. Les effets secondaires des augmentations du prix de l'acier à la fin de 1981 ont cessé, et les prix de vente des produits en métal, du matériel de transport et des produits électriques sont restés pratiquement inchangés en mars. Les autres causes de modération ont été un ralentissement du prix des meubles et des articles ménagers, qui a été inhabituellement fort lorsque l'on tient compte de la faiblesse de la demande, et une baisse de 1.5% du prix des métaux de première transformation (surtout dans le cas des métaux précieux, alors que le prix des autres métaux demeure bas). On observe une augmentation de 0.5% pour les produits du bois, après une période prolongée de diminution. Avec un grand nombre de scieries fermées, il y a eu une pénurie du côté de l'offre, ce qui s'est traduit par une augmentation du prix des résineux.

L'indice de prix des matières brutes augmente de 0.1% en mars, après avoir progressé de 3.6% et de 1.7% en janvier et en février. Cette légère hausse est imputable à une montée de 0.9% de l'indice des carburants, tandis que l'indice hors carburants diminue de 0.7%. La diminution de l'indice des matières brutes hors carburants constitue une reprise de la tendance à la baisse de la seconde moitié de 1981 qui a été interrompue en janvier et en février par la montée du prix des aliments. Cette partie de l'indice est maintenant inférieure de

4.0% à son niveau de mars 1981. Le mouvement à la baisse s'explique par une forte baisse de 3.1% du prix des produits d'origine végétale, principalement à cause de la faiblesse persistante du prix du sucre et des céréales. Le prix des légumes frais a également baissé après les augmentations de janvier et de février. Le prix du sucre, des céréales et des légumes frais est inférieur à son niveau de 1981. La chute de 6.8% du prix des métaux non ferreux à la suite de fortes baisses des prix des métaux précieux et du cuivre a joué un rôle important. Les prix des métaux non ferreux sont inférieurs de 48% à leur sommet de janvier 1980. Les prix des produits du bois sont restés inchangés à des niveaux déprimés, tandis que ceux des métaux ferreux et des textiles diminuaient légèrement. La seule augmentation en partie compensatoire, autre que les prix des carburants, a été l'augmentation de prix des produits d'origine animale. On enregistre une augmentation des prix du bétail et des veaux (+1%) et des porcs (+6%), et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 1982, alors le taux d'abattage des porcs devrait selon les prédictions baisser de façon appréciable cette année, ce qui devrait se traduire par un redressement de la demande de boeuf. Cet effet s'observe déjà au niveau des prix de vente dans l'industrie et à la consommation.

Investissement des entreprises

Les investissements des entreprises qui avaient progressé fortement au quatrième trimestre, en dépit de la détérioration de la conjoncture économique, devraient décliner au premier trimestre, si l'on se fie aux indicateurs coïncidants disponibles pour cette période. Cette mauvaise performance des dépenses en immobilisations au début de l'année et le nombre élevé d'entreprises qui réduiraient leurs investissements prévus dans les six prochains mois (32% selon la dernière enquête du Conference Board), laissent présager que les résultats de l'enquête de mi-année sur les investissements privés et publics (I.P.P.) seront moins élevés que ceux du début de l'année. Cependant, les derniers résultats de cette même enquête révèlent que les entreprises n'ont alloué que de minimes sommes au projet Alsands et au projet du gazoduc de l'Alaska, ce qui soustrait une source possible de révision à la baisse.

La demande finale de machines et matériel pour janvier et février est en baisse par rapport aux derniers mois de 1981 et les données sur le commerce extérieur de ces biens au cours du mois de mars indiquent que la baisse se poursuivra en mars. La diminution de la demande finale s'explique surtout par un repli amorçé en juillet de la demande de matériel de transport (véhicules automobiles et commerciaux, locomotives, camions, etc.) et de machines industrielles spécialisées, et du déclin depuis octobre de la demande d'équipements agricoles. La demande de biens reliés aux communications, à la distribution d'énergie électrique et de matériel de bureau est demeurée ferme au cours de la présente récession et devrait continuer à l'être d'après les investissements prévus par ces industries en 1982.

Les indicateurs coïncidants signalent que la construction non résidentielle s'est repliée au premier trimestre par rapport au trimestre précédent: l'emploi dans la construction diminue de 2.9% au premier trimestre et les livraisons de matériaux de construction chutent de 5.9% (moyenne mensuelle de janvier et février par rapport à celle du dernier trimestre 1981), alors que la construction résidentielle diminue de 2.5% au premier trimestre. De plus, les dépenses pour l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz devraient aussi être à la baisse puisque le nombre de mètres forrés au premier trimestre a diminué de 20% par rapport au quatrième trimestre et de 24% par rapport à la moyenne de 1981 (données publiées par *Oil Week* et désaisonnalisées). Si cette dernière composante ne connait pas de reprise importante au cours des prochains mois, elle sera une source importante d'ajustement à la baisse lors de l'enquête I.P.P. de la mi-année. (Les entreprises prévoyaient accroître ce type de dépenses d'environ 25% en Alberta). La forte hausse du nombre de mètres forrés en avril (+60%) par rapport à la moyenne mensuelle du premier trimestre et les concessions fiscales et les subventions du gouvernement albertain qui devraient injecter dans l'industrie pétrolière $5.4 milliards jusqu'en 1986 dont $1.3 milliard en 1982, inaugurent bien pour le deuxième trimestre. Certains analystes croient cependant que ces mesures gouvernementales ne peuvent assurer une reprise importante puisque les entreprises vont chercher d'abord à alléger leur fardeau de dettes résultant des prises de contrôle de l'année dernière et vont attendre l'ouverture de débouchés pour le gaz, l'exploration pétrolière ne pouvant à elle seule assurer une reprise significative (FP 28/4, FT 26/4). D'ailleurs, l'Impériale ne prévoit pas accroître l'exploration malgré les concessions du gouvernement albertain (GM 24/4). La construction d'édifices commerciaux et industriels semble être la source de fermeté en raison de la croissance de la valeur des permis de construction non résidentielle au cours des trois derniers trimestres 1981 (+25%) et de la fermeté des contrats adjugés pour ce type de construction. Ces indicateurs avancés et les incitations à l'exploration laissent présager que le mouvement à la baisse ne s'accentuera pas au deuxième trimestre. De plus, les importants investissements prévus dans l'énergie électrique et le transport de gaz et de pétrole ne seront probablement pas affectés par la conjoncture actuelle et devraient assurer une certaine fermeté des investissements au cours de l'année.

Les perspectives plus générales sont moins encourageantes. Selon la dernière enquête du *Conference Board* sur les attitudes et les intentions d'investissements des entreprises, 75% des gens d'affaires croient que c'est un mauvais temps pour investir et 32% vont effectivement réduire les investissements planifiés au cours des six prochains mois. Les acieries ontariennes finalisent leurs importants projets mais réduisent leurs dépenses autant qu'elles le peuvent. *Stelco*, par exemple, diminuera de 8% à 9% ses investissements prévus pour 1982 et de 20% pour 1983-1984 (GM 20/4). Gulf réduit ses investissements planifiés de $3 milliards pour les dix prochaines années et annulent plusieurs projets (GM 23/4). Les projets d'usines pétrochimiques sont en difficultés en raison de la baisse de la demande et de la perte de l'avantage comparatif des usines canadiennes suite à la chute des prix mondiaux du pétrole. *Petrosar Ltd.* de Sarnia renonce à la construction d'une raffinerie de traitements des résidus du pétrole de $450 millions (GM 26/4). Esso s'est retiré d'un projet de construction d'usine de stryrenebenzene de $1.7 milliard (GM 23/4). Cependant, l'Impériale a annoncé qu'elle investira $61 millions pour moderniser ses installations de raffinage de Montréal-Est (Le D 1/5). Enfin, l'Hydro-Québec renonce à son projet de siège social évalué à $300 millions.

Secteur extérieur

Les données provisoires publiées pour le mois de mars montrent que les exportations ont baissé de 1.1% sur la base de la balance des paiements, après une forte augmentation de 10.7% en février. Avec l'inclusion de ces données, la tendance à court terme des exportations a baissé de 0.5%, alors que le taux de diminution se ralentissait progressivement par rapport à la chute de 1.0% enregistrée en octobre. La plus grande partie du redressement en février s'explique par une augmentation de la production industrielle aux États-Unis, et touche surtout l'industrie automobile. Avec l'inclusion des données pour le mois de mars, les indices positifs se sont faits plus nombreux, alors que la tendance à court terme est passée par son creux pour se redresser dans le cas des véhicules automobiles, le bois de construction, les produits en métaux non ferreux et les produits chimiques, bien que dans l'ensemble la tendance soit toujours à la baisse. Les indicateurs de la demande intérieure sont moins encourageants, puisque les importations baissent de 4.5%, après le redressement de 18.7% noté en février. Le taux de diminution de la tendance à court terme s'en trouve ralenti, et tombe à 2.5%, après trois mois consécutifs de diminutions d'environ 3.0%. La faiblesse relative persistante de la demande d'importations traduit le fait que la récession au Canada, bien que relativement sévère, n'est pas aussi avancée du point de vue cyclique qu'aux États-Unis. Les stocks du secteur de la fabrication continuent encore de s'accumuler, alors que le processus de liquidation a commencé vers le mois de novembre aux États-Unis, et la lutte contre l'inflation au pays n'a pas donné d'aussi bons résultats qu'aux États-Unis.

Les exportations diminuent de 1.1% en mars sur la base de la balance des paiements, après la forte augmentation de 10.7% observée en février. Avec l'inclusion de ces données, le taux de diminution de la tendance à court terme des exportations se ralentit pour tomber à 0.5% comparativement à la diminution plus importante de 1.0% enregistrée en octobre. Alors que le ralentissement de la tendance générale en février s'explique par un relèvement de la tendance des exportations de produits du bois et par un ralentissement appréciable de la diminution de la tendance pour les automobiles, les causes de ralentissement de la tendance des exportations ont été plus marquées dans le cas des données du mois de mars.

La tendance à court terme est passée par son creux et a commencé à augmenter dans le cas des ventes de voitures, de bois de construction, de pâte de bois, de produits en métaux non ferreux et de produits chimiques, tandis que la tendance à la baisse des exportations de fer et d'acier s'est ralentie de façon appréciable. Les données sur les exportations par pays révèlent que la cause du ralentissement de la diminution des livraisons ont été les ventes aux États-Unis. Le succès relatif des programmes de rabais aux États-Unis explique le raffermissement des exportations de produits automobiles, puisqu'une augmentation de 6.0% des ventes unitaires au premier trimestre a contribué à réduire les stocks au détail. Le relèvement des ventes de bois de construction est probablement le résultat d'une tentative de reconstitution des stocks de résineux, puisque des pénuries sont apparues après la fermeture d'un grand nombre de scieries. On n'observe que peu de signes d'un redressement de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle aux États-Unis, bien que les mises en chantier de logements semblent s'être stabilisées au niveau historiquement bas d'environ 900,000 unités aux taux annuels. L'augmentation de la demande de produits en métaux non ferreux, en particulier du cuivre, du nickel et de l'aluminium, pourrait rendre compte d'une certaine reconstitution des stocks de matières brutes, puisque les prix de ces métaux (en particulier le cuivre et le nickel) ont baissé de façon appréciable pendant toute l'année 1981 et devraient augmenter fortement au début de la reprise économique. La diminution de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine en février et en mars a pu

être un facteur qui a stimulé la demande pour ces biens industriels, y compris les produits chimiques et le fer et l'acier. La tendance des exportations vers les autres pays, à l'exception du Japon, est à la baisse, si l'on inclut les données pour le mois de mars. Les tendances de ces séries ont commencé à se ralentir vers le mois d'octobre, avec le raffermissement du dollar canadien par rapport aux devises européennes qui avait commencé en août.

Avec l'inclusion des données pour le mois de mars, le solde du commerce de marchandises augmente pour passer à $1175 millions. Pour le premier trimestre de 1982, l'excédent commercial nominal s'élève à $3.414 milliards, en augmentation de $656 millions, après une progression de $1.899 milliard au quatrième trimestre. Les résultats positifs de l'excédent du commerce des marchandises peuvent être en partie expliqués par la récession relativement plus sévère au Canada. Les importations ont été particulièrement faibles au cours du repli, diminuant de 4.5% sur la base de la balance des paiements en mars (après un fort relèvement de 18.7% en février). Les importations sont maintenant inférieures de 15.3% par rapport au sommet de la tendance à court terme de juillet. Si l'on inclut les données pour le mois de mars, la tendance à court terme diminue de 2.5% après trois mois de baisses de 3.0%. Le taux de diminution de la tendance des importations de produits finals ralentit pour se fixer à 1.7%, ce qui représente la plus grande partie du relâchement de la tendance générale à la baisse. Ce mouvement s'explique par le relèvement de l'activité dans le secteur automobile, principalement à cause de l'augmentation des importations de pièces de véhicules automobiles. La demande de biens d'investissements commerciaux continue de se détériorer rapidement, alors que la tendance à la baisse s'accélère dans le cas des achats de machines et autre matériel de transport. Les tendances à court terme des matières brutes et travaillées continuent de diminuer à des taux voisins de 3.0% par mois. Toutefois, il y a des préoccupations générales à propos de l'élargissement du différentiel entre l'inflation des prix à la consommation au Canada et aux États-Unis. Une analyse d'un indice des **taux de change effectifs réels** préparé par *Morgan Guaranty Trust* permet de croire que la position concurrentielle des produits manufacturés canadiens au cours de l'année écoulée n'a guère varié. L'indice (mars 1973=100), qui tient compte des différentiels des taux d'inflation des produits manufacturés non alimentaires est resté pratiquement inchangé au cours de cette période, et le niveau de l'indice de 91.1 en février 1982 fait que le Canada possède un des secteurs manufacturés les plus concurrentiels du monde industrialisé (avec le Japon, à 87.7, et l'Italie, à 91.1) (*Morgan Guaranty Trust, World Financial Markets*, mars 1982).

Économie des États-Unis

Les indicateurs coïncidants de l'activité économique aux États-Unis continuent de baisser au premier trimestre. Le P.N.B. réel diminue de 1.0%, et la production est inférieure d'environ 2.0% par rapport à son sommet du troisième trimestre. Les causes de cette diminution, cependant, sont encourageantes dans la perspective d'une reprise de l'économie plus tard en 1982. Les ventes finales augmentent légèrement de 0.5%, alors qu'une baisse record de $17.5 milliards des stocks représente la totalité de la chute de la production. La plus grande partie de la progression des ventes et des coupures des stocks traduit la progression de 15% des ventes de voitures, qui ont réagi beaucoup plus vivement aux États-Unis aux programmes de rabais qu'au Canada. Les investissements des entreprises en usines et matériel et en construction résidentielle ont continué de se replier. La diminution de l'activité dans le secteur du logement s'est ralentie, puisque les permis de bâtir et les mises en chantier de logements donnent quelques signes de reprise. La plus grande partie de la réduction des investissements des entreprises traduit un renversement soudain des forages de pétrole brut, puisque le nombre d'installations de forage actives diminue par rapport à son sommet de 4530 de décembre pour tomber à 3640 en février (FT 2/4).

L'indice de déflation de la D.N.B. augmente de 0.9% au premier trimestre, ce qui rend compte du ralentissement appréciable que l'on observe dans les prix à la production et à la consommation au cours des derniers mois. La diminution des prix du pétrole et les programmes de rabais dans le secteur de l'automobile contribuent à accentuer cette tendance au ralentissement. Les salaires et traitements se ralentissent pour n'accuser qu'une progression de 1.3%, ce qui traduit une diminution de l'emploi et une modération des augmentations salariales. Les nouveaux accords salariaux conclus atteignent 2.2% au taux annuel au premier trimestre, bien que ce relâchement prononcé s'explique dans une large mesure par les renégociations des conventions collectives des Travailleurs unis de l'automobile et les Teamsters (ces deux syndicats comptant pour 70% des règlements conclus au cours du trimestre). Si l'on exclut ces contrats, les règlements salariaux pour la première année du contrat sont négociés au taux annuel de 8% environ. L'augmentation de la demande des consommateurs au moment où la croissance des revenus se ralentit a réduit le taux d'épargne de 6.1% à 5.3% au cours du trimestre.

Bien que sensiblement plus de progrès ont été accomplis pour réduire l'inflation et couper les stocks aux États-Unis qu'au Canada, il n'est pas clair que la récession est sur le point de s'achever. Presque tous les indicateurs coïncidants ont de nouveau baissé en mars, particulièrement la production industrielle (−0.8%) et l'emploi (−0.1%). Une autre diminution des indicateurs avancés (−0.5%) rend compte de l'attitude prudente des entreprises et des consommateurs avant de s'engager dans de nouveaux achats dans la situation actuelle. L'impasse entre le Congrès et l'Administration sur le budget fédéral accentue cette incertitude, en particulier en ce qui a trait aux taux d'intérêt.

Marché financier

Les taux d'intérêt canadiens ont été quelque peu plus fermes que ceux aux États-Unis en avril. Le taux d'escompte a augmenté de 12 points de base pour passer à 15.23%, tandis que le taux privilégié restait à 17.0%. Le rendement des obligations du Canada à long terme a baissé de 20 à 40 points de base, soit considérablement moins qu'aux États-Unis. Entre décembre 1981 et mars 1982, la croissance de l'offre de monnaie au Canada, mesurée par M1, a suivi une évolution très semblable à celle de M1 aux États-Unis. C'est-à-dire que l'offre de monnaie (M1) s'est accrue rapidement au cours de la période décembre-janvier, et a diminué durant la période février-mars. En avril, toutefois, l'offre de monnaie au Canada a baissé au cours des trois premières semaines de déclaration, tandis que M1 aux États-Unis augmentait. Le dollar canadien s'est redressé pour atteindre 81.83 cents (É.-U.) en avril, alors que le différentiel du taux d'intérêt s'est passablement élargi. Un raffermissement des prix du pétrole mondiaux au comptant s'est accompagné d'un accroissement de la demande pour les actions des compagnies canadiennes de ressources naturelles puisque l'indice TSE pour le pétrole et le gaz naturel a augmenté de 3.7% après une diminution observée depuis plusieurs mois.

Les prix sur les marchés du crédit aux États-Unis ont progressé légèrement en avril. Les progressions sur les marchés obligataires ont été légèrement plus grandes que celles sur le marché monétaire, puisque les rendements des bons du Trésor à 20 ans baissaient d'environ 70 points de base pour tomber à environ 13.25%, tandis que les rendements sur le marché monétaire diminuaient d'environ 35 à 60 points de base. L'augmentation de l'offre de monnaie en avril aux États-Unis n'était pas accompagnée par des taux d'intérêt plus élevés, tel que le prévoyaient un grand nombre d'analystes. Ceci s'explique probablement par le fait que les taux d'intérêt ont augmenté en mars dans une grande mesure dans l'attente de remboursements d'impôts élevés qui a conduit à l'augmentation de l'offre de monnaie en avril. Les participants sur les marchés du crédit ont été aussi encouragés par l'hésitation apparente de la Réserve fédérale à prendre des mesures pour compenser l'augmentation de l'offre de monnaie en avril. Cette hésitation de la Réserve fédérale à resserrer le crédit peut s'expliquer en partie par les progrès de la lutte contre l'inflation et la faiblesse persistante de l'activité économique aux États-Unis. On a également estimé que les chiffres de l'offre de monnaie pour le mois d'avril constituent une aberration qui pourrait être compensée en mai et en juin. Les marchés du crédit en avril n'ont pas été fortement touchés par l'absence d'un accord entre le président et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire.

En dépit de l'amélioration des taux d'intérêt aux États-Unis observée en avril, ceux-ci demeurent très élevés par rapport aux périodes de récession précédentes. Au cours des récessions de 1970, 1974-1975 et 1980, le taux privilégié américain avait baissé de 37 à 45% au cours d'une période d'une année par rapport à son sommet. Au cours de la récession actuelle, le taux privilégié n'est inférieur que de 23% seulement au sommet de 21.5% de décembre 1980.

Nouvelles générales

Les **Travailleurs unis de l'automobile de General Motors** aux États-Unis ont ratifié un contrat de deux ans et demi qui va épargner à l'entreprise la somme estimative de $2.5 milliards en coûts de main-d'oeuvre. Le vote a été de 52% en faveur, comparativement à 73% pour la renégociation dans les usines Ford en février. General Motors affirme qu'elle va essayer d'obtenir d'autres concessions dans les 147 usines pendant la limite de 100 jours convenue dans le contrat (LaP 10/4, GM 13/4). Des études effectuées par des conseillers en gestion et des universités laissent croire que les japonais ont un avantage sur les coûts compris entre $1,300 et $1,700 par voiture. La différence dans les coûts horaires de travail (le taux moyen de rémunération est de $11.57 l'heure aux États-Unis contre $6.15 au Japon) intervient pour environ $420 de ce montant. Les autres avantages sur les coûts pour les japonais semblent se trouver dans des domaines que la renégociation avec les T.U.A. n'ont pas touchés, notamment une organisation plus efficace des structures de gestion et un meilleur contrôle des stocks (BW 14/9).

Le gouvernement fédéral a publié des statistiques sur son programme vieux de trois mois de **travail partagé** afin de contribuer à minimiser les mises à pied. Le programme prévoit que les firmes participantes vont garder sur leur feuille de paye, au moins à temps partiel, les travailleurs qui auraient été normalement mis à pied. Les travailleurs se voient assurer 90% de leurs salaires hebdomadaires par une combinaison de salaires horaires et de prestations supplémentaires d'assurance-chômage. Pour l'ensemble du Canada, la participation à ce programme au 1er avril faisait intervenir 534 entreprises employant 29,000 travailleurs. Selon le gouvernement, le programme a conservé 12,600 emplois à un coût de $30 millions. Les fonds affectés à ce programme ont été doublés pour atteindre $90 millions (LeD 6-14/4).

La prolongation de ce programme n'a pas empêché une nouvelle série de mises à pied et de coupures en avril. *International Harvester* prévoit mettre à pied 1,500 travailleurs, ou 80% des effectifs, de son usine de machines agricoles d'Hamilton, pendant quatre mois à compter de juin (GM 6/4). Les firmes sidérurgiques ont étendu leurs coupures, alors qu'Algoma annonce des plans pour fermer ses usines d'acier pendant une semaine en juin. Cette fermeture touchera 4,000 travailleurs environ, en plus des 1,500 déjà mis à pied. Sidbec va encore réduire son personnel d'exploitation de 680 personnes à la fin de mai (GM 3-17/4). La production de papier journal, qui n'est plus alimentée de façon soutenue par les stockages des utilisateurs en prévision d'une augmentation de prix et de grèves, sera réduite dans l'Ouest du Canada, alors que *MacMillan Bloedel* prévoit fermer ses usines pendant six semaines, tandis que *Crown Zellerbach* va réduire les cadences de production de 10% (LFT 2/4). La faiblesse des branches d'activité primaires en mars, évidente dans la forte diminution de l'emploi, s'est prolongée au second trimestre, si l'on en juge par les coupures annoncées par *Gaspé Copper* (mise à pied de 1,445 travailleurs du 20 juin au 17 juillet), *McIntyre Mines* (réduction de 335 personnes de son personnel à sa mine de charbon de Grande Cache, en Alberta), et Noranda (fermeture de sa mine de Granisle, dans le centre de la Colombie-Britannique, pendant une année à compter de juillet). Au début de mai *Falconbridge Nickel* a annoncé la mise à pied de 4,000 travailleurs pendant dix semaines cet été, tandis que *Noranda Mines* va mettre à pied 6,000 travailleurs supplémentaires afin de réduire son personnel d'exploitation de 20% (LeD 22/4, FT 19/4, GM 27/4, 1/5).

Calendrier des évènements

1 avril L'Assemblée Nationale du Québec adopte une loi abolissant l'obligation de la retraite à 65 ans. Cette loi, la première en son genre au Canada, concerne tous les travailleurs à l'exception de ceux relevant de la législation fédérale.

5 avril Le budget de la Colombie-Britannique prévoit un déficit de $358 millions, à cause d'une faible croissance des revenus et de modestes augmentations des taux d'imposition des banques à charte.

14 avril Le gouvernement fédéral retarde d'au moins six mois l'application de la mesure visant à percevoir la taxe de vente fédérale au stade de la vente de gros au lieu du stade de la fabrication.

Le gouvernement de l'Alberta réduit ses taux moyens de redevances au titre du pétrole et du gaz naturel à 36% et 34% respectivement; ce qui devrait amener des revenus additionels de $1.3 milliard à l'industrie pétrolière cette année.

27 avril Le gouvernement du Manitoba ramène le contrôle des loyers, avec un plafond de 9% rétroactif au 1er janvier.

30 avril Le budget de la Nouvelle-Écosse donne lieu à un vaste ensemble d'augmentations de taxes, incluant un saut de 8% à 10% de la taxe de vente au détail et des taux d'imposition personnels et d'entreprises beaucoup plus élevés. Les dépenses d'opérations de divers départements gouvernementaux augmenteront de 12.8% en 1982-1983 alors que les dépenses de capitaux seront coupées de 21.5%.

Dossier: Le financement international pour les pays en voie de développement

Cet article décrit brièvement les ajustements effectués par le système financier international au déséquilibre persistant de la balance des paiements des pays moins développés. L'article commence par une brève description de la diminution récente de l'excédent du compte courant des pays de l'O.P.E.P., à laquelle a correspondu dans une large mesure une amélioration du surplus de celui des pays occidentaux industrialisés plutôt que pour les pays du Tiers Monde. L'organisation et la réponse des organismes d'aide multilatérale, tels que la Banque mondiale et les banques de développement régional, sont examinées dans la section suivante. L'article se termine par un examen du rôle croissant du système bancaire international (notamment les banques américaines) dans le financement des déficits des pays moins développés, ainsi que les défis que pose aux prêteurs et aux emprunteurs la situation actuelle caractérisée par une augmentation du fardeau de la dette alors que les possibilités d'exportation sont à la baisse.

La chute du prix du pétrole brut sur les marchés mondiaux a fait que neuf des treize pays de **l'O.P.E.P.** se sont retrouvés dans la situation inhabituelle d'avoir un déficit du compte courant. Le groupe Wharton prévoit que les pays de l'O.P.E.P. auront un déficit du compte courant de $1.8 milliard (É.-U.)[1] en 1982, le premier depuis 1970, alors que l'année précédente ils avaient un excédent de $58 milliards (FT 6/4). Les conséquences à long terme pour l'économie mondiale comprennent le besoin de la communauté bancaire internationale de trouver de nouvelles sources de liquidité, et pour les exportateurs occidentaux, de se trouver d'autres marchés à l'exportation. La chute des recettes pétrolières, combinée aux programmes de développement en cours, a aussi augmenté les déficits des administrations publiques. La cause de la chute des recettes pétrolières est clairement la baisse de la demande de pétrole des pays non communistes, qui est passée de 52 millions de barils par jour (bbl/j) à environ 45 millions de bbl/j. Cheik Yamani, de l'Arabie Saoudite, prétend que les compagnies pétrolières réduisent également les stocks au rythme inhabituellement élevé de 4 millions de bbl/j afin d'aggraver la surabondance de pétrole, quoique les compagnies prétendent que le déstockage ne se poursuit qu'à des taux saisonnniers normaux. Si Yamani a raison, le rythme actuel de déstockage ne pourrait se poursuivre, et un relèvement de la demande va renverser la chute récente des prix, qui a ramené le prix au comptant du pétrole à Rotterdam à environ $28 (É.-U.) le baril (FT 3/4). L'Agence Internationale de l'Énergie confirme dans une certaine mesure ce scénario, alors que le fléchissement de la demande au sein du monde industrialisé semble avoir cessé avec la reprise des prix sur le marché au comptant. Selon l'Agence, un redressement fera passer la demande de 43.8 millions de bbl/j au deuxième trimestre de 1982 à 47.9 millions de bbl/j au premier trimestre de l'année prochaine (GM 28/4).

Les conséquences des décisions prises lors de la réunion d'urgence de l'O.P.E.P. à Vienne à la fin de mars se sont faites sentir d'abord au **Nigeria.** La production de pétrole dans ce pays est tombée à 950,000 bbl/j en avril, après la décision de maintenir le prix étalon de l'O.P.E.P. à $34, et le prix du pétrole nigérien à $35.50. Ce taux de production doit être comparé à celui de 1.8 million de bbl/j en janvier. La production du Nigeria est particulièrement sensible à la conjoncture, parce qu'il s'agit principalement de ventes aux acheteurs indépendants ou sur le marché au comptant, et à cause de la disponibilité du pétrole de la mer du Nord, de qualité comparable, à $31. Pendant que les acheteurs délaissaient le Nigeria pour acheter le pétrole de la mer du Nord, *B.P. Oil* menaca de réduire ses achats de pétrole de la mer du Nord pour les ramener à seulement 50% de ses besoins britanniques. *B.P. Oil* affirme qu'elle achèterait le pétrole sur le marché au comptant de Rotterdam, à moins que la législation fiscale ne soit modifiée de sorte que le niveau des prix britanniques soit ramené à celui des prix au comptant (FT 26/3).

La chute des gains à l'exportation s'est déjà traduite pour le Nigeria par un déficit commercial de $1.4 milliard en février, et la chute soudaine de la demande en mars a obligé, pour commencer, la Banque centrale du Nigeria de réduire les **réserves de devises étrangères** à $2.8 milliards (soit environ deux mois d'importations), comparativement à $9 milliards un an plus tôt, et, ensuite, de stopper l'examen de toutes les demandes de change étranger en attendant l'imposition de contrôles à l'importation. La Banque centrale du Nigeria a imposé des contrôles à l'importation d'un vaste éventail de biens, tout en exigeant aux importateurs de déposer, sans intérêt, des sommes auprès de la Banque centrale avant la livraison. Le gouvernement a également annulé tous les projets de nature capitale qui n'étaient pas déjà en construction, en attendant un examen de son plan quinquennal de développement de $125 milliards (FT 25/3, 3-8-16-21/4). Le reserrement des réserves de devises étrangères s'observe également en **Libye,** qui a retardé le paiement des importations jusqu'à cinq mois. Les exportateurs japonais ont rempli des avis de défaut (FT 30/3).

L'une des raisons de l'appui du Nigeria à la décision de l'O.P.E.P. de maintenir le prix étalon à $34 a été l'assurance du soutien de **l'Arabie Saoudite** pour les coupures de

[1]Toutes les références dans cet article sont en dollars américains, à moins d'indication contraire.

production afin d'éliminer la surabondance de pétrole et pour l'aide financière directe. La capacité de l'Arabie Saoudite de couper la production ou d'augmenter l'aide s'est trouvée compromise par le niveau actuel des dépenses publiques de 48.4 milliards par année, ce qui exige au moins le niveau actuel de production de 7.0 milliards de bbl/j. Les recettes publiques se composent à 90% du revenu du pétrole (FT 30/3). Le reserrement des recettes de l'O.P.E.P. a été mis en évidence par des déficits budgétaires inhabituels dans des pays comme le Koweït ($1.5 milliard) et les Émirats Arabes Unis (déficit de $620 millions, en dépit d'une coupure de 15% des dépenses). Le ministre des Finances du Koweït affirme que son pays va se retrouver en faillite dans quatre ans si les dépenses projetées sont maintenues, à moins que la production de pétrole ne se redresse par rapport à son niveau actuel de 1.0 million de bbl/j pour dépasser 2.0 millions de bbl/j, et après une reprise des prix dans la fourchette des $35-$40 le baril. La guerre entre l'Iraq et l'Iran a compliqué encore davantage leur situation des comptes courants et des budgets, alors que les $22 milliards sous forme d'aide à destination de **l'Iraq** l'année dernière ont absorbé la moitié de l'excédent pétrolier combiné de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de Qatar et des Émirats Arabes Unis. L'Iraq a également réduit ses réserves en devises étrangères d'au moins $13 milliards. Les besoins en emprunt à l'étranger cette année de $10-15 milliards, alors que les excédents pétroliers sont à la baisse, peut obliger l'Iraq à essayer les marchés monétaires commerciaux en Europe, tendance que le refus de la Syrie d'autoriser les livraisons de pétrole iraqien à travers son territoire est venu renforcer. En même temps, **l'Iran** a relevé ses ventes pétrolières de 0.5 million bbl/j en décembre à 2.0 millions de bbl/j en avril en vendant son pétrole brut aux japonais à $26 le baril, ce qui a contribué à réduire encore le prix étalon (FT 24-26-30/3, 14/4, Ecst 3/4, GM 23/4, 1/5).

La chute des gains à l'exportation, terriblement nécessaires pour financer des emprunts importants à l'étranger, pèse lourdement sur les pays de **l'Amérique latine.** La Banque Interaméricaine de Développement (B.I.D.) prévoit que le déficit combiné du compte courant des pays d'Amérique latine va augmenter par rapport aux niveaux de $27.4 milliards et de $34.0 milliards enregistrés en 1980 et 1981. L'étau de la faiblesse des revenus et de l'augmentation des coûts du service de la dette étrangère pèse particulièrement sur le Brésil et le Mexique, les deux pays du monde dont la dette étrangère en cours est la plus élevée, à environ $70 milliards. Les politiques monétaires et fiscales restrictives adoptées à travers la région, et la dévaluation de plusieurs devises par rapport au dollar américain, ont entraîné une chute de la croissance économique en Amérique du Sud, qui est d'environ 1% en 1981, bien en-dessous du taux de la croissance démographique. Les plus forts replis s'observent au Brésil et en Argentine. Le P.I.B. réel par habitant a baissé de 5.8% (3.5% en termes absolus) au **Brésil** l'année dernière, alors que les dépenses d'investissements baissaient de 10%, tandis que les consommateurs coupaient les dépenses (FT 24/3). La production de l'Argentine a baissé de 6% en 1981, et les espoirs d'une reprise au deuxième semestre de 1982 ont été anéantis par la crise des Falklands (FT 24/3, 8/4).

L'Argentine a dû annuler un certain nombre de projets de développement en raison de l'embargo imposé par la Communauté Économique Européenne et le Canada sur les transactions financières et les importations en provenance d'Argentine. Celle-ci a réagi d'abord en cessant de payer les intérêts aux banques britanniques, et ensuite en gelant tous les capitaux anglais dans les banques argentines (le crédit britannique en cours s'élève à environ $13 milliards en Argentine, soit environ 35% de la dette totale étrangère de l'Argentine, qui est de $30 milliards). Les sanctions imposées par les États-Unis vers la fin du mois interdisent aux banques américaines de consentir de nouveaux crédits à l'Argentine, mais autorisent le renouvellement du crédit de $9 milliards déjà consenti (FT 31/3, 6-13/4, GM 27/4, 1/5).

Le Venezuela et l'Équateur, les deux pays d'Amérique latine faisant partie du cartel de l'O.P.E.P., ont dû introduire des programmes d'austérité afin de faire face à la croissance des déficits de la balance des paiements. Les recettes du **Venezuela** au titre du pétrole brut, qui représentent 70% des recettes publiques, devraient, selon les prévisions, baisser de 30% cette année. Pour cette raison, le gouvernement a annoncé une coupure de 10% ($2 milliards) des dépenses publiques, une augmentation de 300% du prix intérieur du pétrole afin de se procurer $600 millions en recettes, l'établissement d'un plafond de $19 milliards sur les emprunts étrangers et une réduction du plan quinquennal de développement de $150 milliards. Ces mesures de restriction font suite à deux années de marasme économique, tandis que l'accroissement de la population a contribué à relever le taux de chômage à 9% (FT 6-14/4). **L'Équateur** a également décidé de couper les dépenses afin d'aider à réduire l'inflation par les prix (20%) et pour limiter les nouveaux emprunts à l'étranger à $1.1 milliard en 1982. Ces mesures font suite à une dévaluation de 50% de la devise et aux difficultés à trouver des prêteurs européens pour un crédit de trois ans de $900 millions. Les marchés monétaires n'ont pas été emballés par le montant de $5.5 milliards au titre de la dette étrangère déjà en cours, montant qui équivaut au P.I.B. nominal de l'Équateur (FT 20/4).

Le peso mexicain a baissé de plus de 40% après que la **Banque du Mexique** l'ait laissé flotter en février. La dévaluation traduit une chute de $6 milliards des recettes à l'exportation en raison de l'effrondrement de la demande de pétrole et une augmentation de $5 milliards des sorties de capitaux. Il faudra pratiquement la totalité des $13 à $14 milliards des recettes au titre des exportations de pétrole (qui comptent pour 70% du total des exportations) pour payer les intérêts sur la dette étrangère en cours de $68 milliards. Le gouvernement a promis de réduire le déficit budgétaire de 12.3% à 9.5% du P.I.B. en 1982 par une réduction de 8% des dépenses, et espère réduire le déficit du compte courant à 5% du P.I.B. par un ralentissement de la croissance économique réelle à 4% en 1982. Les emprunts à l'étranger ont suivi le calendrier prévu au premier trimestre, alors que $5 milliards ont été empruntés (principalement sur les marchés des euro-obligations à des taux d'environ 17%). En avril, cependant, les marchés financiers internationaux se sont inquiétés davantage des perspectives d'une augmentation des déficits du budget et du compte courant (alors que les prix du pétrole baissaient) et d'une autre dévaluation du peso (alors que le taux d'inflation mexicain devrait atteindre 60% cette année, comparativement à 35%, tandis que la Banque du Mexique réduisait de deux points les taux d'intérêt à court terme). La détérioration de la cote de crédit du Mexique s'est d'abord manifestée par une augmentation de la prime de risque attachée à ses emprunts à l'étranger, pour culminer par une forte baisse de la liquidité de la dette du pays. Un certain nombre des principaux intervenants sur les marchés en Europe ont décidé de suspendre les transactions sur les émissions de billets mexicains à taux flottant en raison d'une absence de demande commerciale. Le gouvernement devait alors imposer un plafond de $11 milliards sur les emprunts à l'étranger cette année, en baisse par rapport à la cible originale de $20 milliards (FT 22-23-30/3, 5-8-22/4).

Il semble que les réserves de devises étrangères se soient épuisées en Europe de l'Est. Les hommes d'affaires occidentaux signalent que **l'Union Soviétique** a demandé une prolongation du délai des paiements jusqu'à six mois pour des biens déjà livrés. Il fut aussi signalé que l'U.R.S.S. cherche à obtenir des rabais ou des crédits supplémentaires avant de renouveller les contrats, bien que la plus grande partie de ces demandes aient été rejetées. Le niveau peu élevé des réserves de change étranger reflète trois années consécutives de mauvaises récoltes (qui ont augmenté les importations de céréales de $6 milliards), l'aide accrue au régime polonais ($5 milliards en 1981) et la faiblesse des marchés à l'exportation. Le déficit commercial soviétique avec l'Ouest a atteint $1.2 milliard l'année dernière. La fermeté du dollar américain par rapport aux devises européennes a également réduit le pouvoir d'achat des réserves de devises étrangères de l'Union Soviétique, principalement composées de devises européennes, tandis que le prix en dollar américain d'importantes exportations soviétiques telles que l'or, le pétrole brut et les diamants s'est réduit de façon spectaculaire (Ecst 3/4, LaP 3/4). Les banques en Union Soviétique et en Europe de l'Est ont réduit leurs opérations sur les marchés monétaires occidentaux en raison de la préoccupation à propos de l'endettement du Comecon. Certaines banques américaines ont cessé toute transaction avec la Banque soviétique pour le commerce étranger, tandis que d'autres ont réduit les leurs fortement. Les autres pays de l'Europe de l'Est ont également été touchés. Ainsi, la Banque tchécoslovaque de Prague signale que son placement à court terme de commandes sur les marchés monétaires de Londres est tombé de $100 millions par jour en février à $10 millions, tandis que les affaires avec les banques américaines étaient pratiquement nulles (FT 14/4). Les paiements de $2.4 milliards au titre de la dette en cours de la **Pologne** ont été réorganisés par les 500 banques occidentales en cause. La Pologne va rembourser 5% de sa dette en 1982 avant de se voir accorder un délai de grâce de quatre ans pour les 95% restant. Il y aura ensuite sept paiements égaux tous les six mois. Le montant total de la dette de la Pologne envers les banques occidentales est d'environ $25.5 milliards, dont $400 millions pour les banques canadiennes (GM 7/4). La Pologne a également demandé de modifier le calendrier de remboursement de sa dette en 1982, bien que les banques américaines aient refusé pour le moment. Les banques de l'Allemagne de l'Ouest semblent plus réceptives, ce qui traduit le rôle plus grand de l'Allemagne de l'Ouest dans la fourniture de crédits (les banques ouest-allemandes détiennent $4.5 milliards de la dette polonaise non garantie, contre $2.0 milliards pour les banques américaines) et le commerce direct avec l'Europe de l'Est en général (l'Allemagne de l'Ouest compte pour 36% du total des exportations de l'O.C.D.E. aux pays du bloc de l'Est en 1980, ou un montant environ égal à 6.3% de toutes les exportations de l'Allemagne de l'Ouest) (FT 6/4, LeMD 3/82). La Roumanie a demandé de changer l'échéancier du remboursement de sa dette de $3.0 milliards à un consortium de 300 banques occidentales. La Roumanie a un arriéré de $500 millions sur les paiements de sa dette pour 1981, et a demandé que les remboursements de cette année ($2.5 milliards) soient répartis sur les sept prochaines années. Le F.M.I. a stoppé tous tirages supplémentaires sur les $750 millions de crédits de confirmation conclus avec la Roumanie en attendant le remboursement de la dette de l'année passée (FT 16/4).

Les problèmes du service de la dette en Asie sont particulièrement sérieux au Vietnam et en Inde. Le **Vietnam** a demandé à ses créanciers occidentaux de modifier le calendrier du remboursement de $1.4 milliard sur les $3.0 milliards de sa dette étrangère en cours (le reste, $1.6 milliard, étant dû aux pays communistes). Cette décision fait suite à la suspension de certains paiements l'année précédente et au retard du remboursement d'un emprunt au F.M.I. plus tôt cette année. Le Vietnam a demandé de changer le calendrier de remboursement de $300 millions qu'il doit à la France, des $200 millions au Japon et des $600 millions aux pays en voie de développement tels que l'Inde, l'Iraq et l'Algérie. Le ratio du service de la dette[2] du Vietnam est d'environ 65%, alors que l'économie nationale s'effrite devant l'embargo commercial imposé par la Chine et les États-Unis après l'invasion du Kampuchea en 1979 (FT 8/4). La **Banque Asiatique de Développement** a accepté la demande de l'Inde d'emprunter $400 millions par année pendant cinq ans, le premier emprunt de ce genre depuis 1966. L'Inde a promis pour le moment de ne pas se prévaloir des possibilités d'emprunts "de faveur" (qui proviendraient du Fonds Asiatique de Développement), afin d'aider à réduire les craintes des pays asiatiques plus pauvres à propos d'un encombrement (FT 24/3).

Le retour de **l'Inde** à la Banque Asiatique de Développement traduit la détérioration de la balance des paiements et de la situation internationale en ce qui concerne les prêts de faveur. La baisse des termes de l'échange a porté le déficit du compte courant à $7.6 milliards en 1982, tandis que les prêts de faveur consentis par la Banque mondiale ont été réduits de 50% en raison de la diminution de l'aide américaine (les prêts de faveur ne s'élèveront qu'à $1.8 milliard cette année). En dépit d'un prêt record de $5.8 milliards du F.M.I. l'année dernière, l'Inde a dû recourir aux services de la B.A.D. et aux marchés commerciaux de capitaux. Après des années d'absence, les emprunts à l'étranger aux taux d'intérêt du marché ont atteint $1.2 milliard au cours de l'année se terminant le 31 mars (les paiements d'intérêt s'élevant au taux de $200 millions par année). Le gouvernement est désireux d'empêcher toute autre augmentation de cette source de capitaux, et une limite supérieure de $1.4 milliard a été convenue dans le cadre du prêt du F.M.I., et le gouvernement désire maintenir le ratio du service de la dette à 15%. Quoiqu'il en soit, une utilisation rapide des réserves de devises étrangères de £2.2 milliards par année a convaincu le F.M.I. de permettre un retrait anticipé de $330 millions sous forme de crédits. Les réserves de change étranger étaient tombées au niveau "critique" de $3.2 milliards, soit trois mois d'importations, avant l'initiative du F.M.I. (FT 24/3).

[2]Il s'agit du montant payé chaque année sous forme d'intérêts et de capital, en pourcentage du total des exportations.

Les organismes d'aide multilatérale

La situation des pays moins développés pris entre le Charybde de la montée des déficits du compte courant et le Scylla de l'accroissement du ratio du service de la dette (à cause des taux d'intérêt élevés et de l'effrondrement du prix des marchandises) s'est trouvé compliquée par le resserrement des budgets des principales organisations d'aide multilatérale, incluant la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, l'Association Internationale de Développement, la Banque Interaméricaine de Développement et la Banque Asiatique de Développement. On trouvera plus loin un exposé détaillé de la position récente de ces organisations, quoique toutes les agences d'aide multilatérale font ressortir un renversement indiscutable par rapport au transfert des ressources aux pays moins développés recommandé par la Commission Brandt. La préférence des pays moins développés pour les crédits officiels d'aide au développement est facile à comprendre. En 1981, les modalités de ces prêts étaient en moyenne de 2.5% pendant 31 ans. Le prêt bancaire privé moyen au prix du marché était à 18% pour sept ans. En général, l'aide multilatérale est préférée à l'aide bilatérale parce qu'il y a moins de conditions qui peuvent réduire l'efficacité du prêt. Ainsi, 70% de l'aide américaine bilatérale est rattachée à l'achat de produits américains. Bien que le niveau de l'aide bilatérale américaine n'a pas encore été établi par le Congrès, l'aide militaire sera relevée de 34% en 1983 (Ecst 17/4).

La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.), souvent dénommée **Banque mondiale**, appartient à 139 gouvernements qui souscrivent le capital servant de garantie à la B.I.R.D. pour emprunter sur les marchés obligataires internationaux. Ces capitaux sont à leur tour prêtés pendant quinze ans ou plus aux pays moins développés avec un léger bénéfice pour la B.I.R.D.; en 1981, la Banque mondiale avait prêté $5.1 milliards à ce titre, ce qui en faisait la plus importante source unique de capitaux pour les pays pauvres. Devant les critiques des États-Unis, la Banque mondiale au cours des deux dernières années a consenti de plus en plus des prêts avec "ajustement structurel", c'est-à-dire des prêts conditionnels à des réformes économiques à long terme; la principale différence entre ces prêts et les prêts consentis par le F.M.I. est que le F.M.I. fournit le crédit à court terme allant jusqu'à sept ans afin d'alléger des problèmes de la balance des paiements (FT 30/3).

Comme la B.I.R.D. est un organisme à but lucratif, son financement n'a pas souffert des reserrements de l'appui financier des gouvernements membres. C'est **l'Association Internationale de Développement** (A.I.D.), qui offre des prêts "de faveur" pour le compte de la Banque mondiale, qui a souffert de ces coupures. En 1981, l'A.I.D. a fourni au total $1.9 milliard de prêts sans intérêt aux pays moins développés les plus pauvres. Cependant, la reconstitution du capital de $4.1 milliards promise à l'A.I.D. par les 35 pays participants a été ramenée à $3.1 milliards en 1982, alors que les États-Unis ont décidé d'étaler leurs engagements de trois ans à l'égard de l'A.I.D. sur quatre ans. La plupart des pays occidentaux, y compris le Canada, ont décidé d'emboîter le pas aux États-Unis afin de maintenir le partage du fardeau relatif du soutien des pays riches (Ecst 17/4, FT 30/3, 16/4, FP 24/4).

La **Banque Asiatique de Développement** (B.A.D.) fournit des prêts "ordinaires" à 11% pendant 15 à 20 ans à des pays asiatiques relativement riches tels que l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines et Singapour. En 1981, ces prêts se sont élevés à $1.1 milliard. Les pays asiatiques les plus pauvres, tels le Pakistan et le Bangladesh, peuvent obtenir des prêts sans intérêt pour une période pouvant atteindre quarante ans auprès du **Fonds Asiatique de Développement** (F.A.D.), qui est le service de la B.A.D. offrant des prêts de faveur. Ces prêts ont totalisé $531 millions en 1981. Les coupures budgétaires aux États-Unis et au Royaume-Uni ont réduit le financement de la Banque Asiatique de Développement de 1983 à 1986 de $4.1 milliards à $2.4 milliards (la reconstitution de capital pour 1978-1982 était de $2.2 milliards). Cette coupure du financement, au moment où l'Inde annonce qu'elle va recommencer à emprunter $400 millions par année auprès de la B.A.D., va forcer les pays plus pauvres à emprunter davantage auprès de la B.A.D. qu'après du F.A.D., et va pousser les pays asiatiques relativement mieux nantis à emprunter davantage sur les marchés des eurodevises qu'auprès de la B.A.D., ce qui entraîne une structure de la dette généralement plus élevée (FT 21/4).

La **Banque Interaméricaine de Développement** (B.I.D.), qui fournit des prêts de faveur et de l'aide technique aux pays latino-américains, a demandé aux pays participants d'augmenter leurs souscriptions de $3 milliards cette année. La B.I.D. insiste sur le besoin d'une augmentation des prêts de faveur aux pays latino-américains les plus pauvres en cette période de croissance élevée de la population et des déficits de la balance des paiements. Les États-Unis ont retenu les négociations sur la reconstitution de quatre ans du capital de la B.I.D. en 1983 avec sa proposition que les prêts de faveur soient réduits pour tous les pays latino-américains, et que les prêts subventionnés soient éliminés pour les pays mieux nantis. Le Brésil, le Mexique et l'Argentine ont essayé de briser cette impasse en proposant de déplacer radicalement les opérations de la B.I.D. vers les pays les plus pauvres, en échange d'une augmentation de 18% (ou $14.3 milliards) du financement américain de la B.I.D. au cours de la période 1983-1987. Jusqu'à présent, aucun accord n'a été conclu (FT 30-31/3).

Deux autres organisations, qui ne sont pas à vrai dire des organismes d'aide multilatérale, mais qui participent à l'aide aux pays moins développés, ont changé l'orientation de leur politique au cours de l'année passée. Le **Fonds Commun des Nations Unies,** destiné à stabiliser le prix de 18 marchandises par la constitution d'un stock de secours de $750 millions, ne commencera pas à fonctionner avant au moins un an après sa date prévue de démarrage d'avril 1982. Ce retard s'explique par l'absence de ratification de pays membres (FT 30/3, 21/4). Le **Fonds Monétaire International** (F.M.I.), qui fournit des prêts à 7% d'une durée pouvant atteindre 7 ans aux pays affectés par des déséquilibres graves de la balance des paiements, annonce la suspension d'accords de prêts d'une valeur totale record de $5 milliards en avril. Ces suspensions touchent quinze pays, dont la Roumanie, le Zaïre, le Maroc, le Bangladesh, la Zambie, Grenade, Costa Rica, la Tanzanie et la Guyane, dont on a jugé qu'ils sont incapables de réaliser les réformes économiques et financières négociées comme conditions des prêts. Les prêts peuvent être émis de nouveau en vertu de nouveaux accords avec le F.M.I., mais les annulations traduisent l'augmentation du nombre de pays aux prises avec des déficits du compte courant difficiles à manier et l'application de plus en plus stricte des conditions des prêts par le F.M.I. (FT 20/4).

Le prêt du F.M.I. de trois années consenti à la **Zambie** est spécialement en difficulté, alors que le F.M.I. va probablement retarder la troisième tranche de £300 millions qu'il devait donner à la Zambie en mai. Le F.M.I. a retardé la deuxième tranche l'année dernière à la suite d'une violation des lignes directrices concernant les paiements extérieurs et le crédit intérieur. Les arriérés de paiements de la Zambie s'élèvent à £254 millions et une partie de ceux-ci sont en souffrance depuis deux ans. La diminution des prix du cuivre et du cobalt, qui comptent pour 95% des exportations, ont réduit les gains de devises étrangères pour la Zambie (FT 26/3).

Le système bancaire international

La réduction de l'accès aux agences d'aide multilatérale entraîne que le système bancaire international sera de plus en plus pressé pour le financement des déficits de la balance des paiements des pays moins développés. Les banques privés ont surclassé les agences d'aide comme sources de capitaux pour les pays moins développés, après l'apparition des importants excédents de l'O.P.E.P. au cours des années 70. La Banque d'Angleterre rattache cette croissance des prêts des banques internationales à la croissance des déséquilibres de la balance des paiements à travers le monde au cours des années 70. La somme des valeurs absolues des excédents et des déficits des comptes courants des divers pays, qui est une mesure des déséquilibres nécessitant l'intermédiation du système financier international, est passée de 1.0-1.5% de la production mondiale à 2.0-3.0% au cours des années 70. La forte réduction de l'excédent du compte courant des pays de l'O.P.E.P., à laquelle a correspondu une amélioration des déficits des pays industrialisés, réduit le besoin pour les banques "de gros" et les consortiums bancaires qui se sont créés en partie en réponse à la concentration des dépôts en pétro-dollars dans quelques institutions. Cette évolution, ainsi que les problèmes posés par la croissance de la dette des pays moins développés, a accru les préoccupations des banques à l'égard des risques contenus dans les prêts internationaux. Pour cette raison, les primes de risque attachées aux prêts aux pays du Tiers-Monde ont augmenté par rapport à celles attachées aux prêts destinés à l'activité financière intérieure des pays industrialisés (FT 21/4, NYJC 9/4).

Au cours de la décennie s'achevant en 1981, la dette extérieure totale des pays moins développés est passée de $87 milliards à $524 milliards. Le ratio du service de la dette est passé de 14% en 1973 à 21% en 1981 (bien que la modification du calendrier et les arriérés pour le remboursement de la dette ait contribué à réduire ce pourcentage récemment). Le fardeau financier de ces dettes est assez dissymétrique, cependant, alors que les pays en voie de développement les plus pauvres font appel presque exclusivement (87%) aux emprunts de sources officielles. Sur les $267 milliards que les pays moins développés doivent aux créanciers privés en 1980, 70%, ou $187.2 milliards, appartenaient à 10 pays.[3] De ces prêts du secteur privé, 75% ont un taux d'intérêt flottant, et 45% doivent être remboursés avant juin 1983. Il est particulièrement inquiétant de noter que le Brésil, le Mexique et l'Argentine, trois des principaux débiteurs, devront absorber la plus forte augmentation des coûts d'intérêts lorsque la dette sera reportée cette année, tandis que les gains au titre des exportations de marchandises vont rester faibles (Ecst 20/3). Ce regroupement des remboursements au cours des cinq prochains trimestres entraînera un grand nombre de changements du calendrier de remboursements. Depuis 1979, il y a eu dix changements majeurs du calendrier de remboursements, faisant intervenir $16.1 milliards. En 1981, vingt-cinq pays étaient en retard sur le remboursement de la dette, pour un montant d'au moins $6.5 milliards.

À la concentration des dettes détenues par les pays moins développés correspond le petit nombre de banques prêteuses. Cela est particulièrement vrai dans le cas des banques américaines, qui détiennent 40% de tous les prêts aux pays moins développés. C'est cette correspondance de la concentration de la dette de ces pays à l'égard des grandes banques commerciales qui est considérée comme une menace au système financier international. Si, par exemple, le Brésil, le Mexique et l'Argentine ou la Corée du Sud ne pouvaient pas rembourser leur dette cette année, alors plus de 100% du capital et des réserves de chacune des neuf plus importantes banques américaines seraient effacées (dans les faits, les banques "sauteraient" en attendant des mesures de la Réserve fédérale). En tout, la dette des pays moins développés non producteurs de pétrole envers les neuf premières banques américaines équivaut à 204% de leurs capitaux propres et réserves (LeMD 3/82). Les analystes tels que ***The Economist*** (20/3) s'inquiètent cependant que "même si leurs prêts internationaux ont pu augmenter trop rapidement dans le passé, le danger maintenant est qu'ils augmenteront trop lentement à l'avenir", ce qui précipitera la pénurie d'encaisse, et par conséquent les défauts de remboursement que les banquiers essayent d'éviter.

Parmi les banques, les filiales internationales des banques américaines ont traditionnellement pris les devants pour le financement de la dette des pays du Tiers-Monde. La croissance de cette activité s'est répercutée sur la principale source de bénéfices, devenant les prêts internationaux au lieu des prêts intérieurs. Pour les sept plus importantes

[3]Voici la liste de ces pays, leur dette brute à l'égard des banques de la B.R.I. en 1981 en milliards de dollars américains étant indiquée entre parenthèses: Mexique (46.6), Brésil (46.4), Venezuela (24.5), Argentine (23.0), Pologne (14.7), Philippines (9.9), Chili (8.8), Roumanie (5.4), Turquie (4.0) et Pérou (3.9).

banques américaines[4], la part des bénéfices attribuable aux prêts intérieurs est passée de 78.5% à 42.4% entre 1970 et 1976. La croissance des prêts internationaux a surtout touché les grandes banques, puisque les trois quart de la dette des pays moins développés détenue par les banques américaines appartiennent aux 24 plus importantes banques américaines. Ces dettes représentent environ 10% du total des actifs en 1980, ou environ 180% du total de l'avoir propre et des bénéfices non répartis.

Le risque accru associé aux prêts vers les pays moins développés a contribué récemment à la préférence pour les prêts sur les marchés intérieurs des nations industrialisées. À ceci a correspondu une poussée de la demande de prêts pour financer les fusions. Ainsi, la valeur des prises de contrôle aux États-Unis est passée de $44 milliards en 1980 à $83 milliards en 1981. Il s'agit de plus de la moitié de la valeur de $160 milliards des fusions d'entreprises dans le monde entier en 1981. La croissance des prises de contrôle a aggravé le problème de la réduction des taux d'intérêts intérieurs (en relevant la demande de monnaie en période de restriction), tout en augmentant les charges financières pour les pays du Tiers Monde (LeMD 3/82, Ecst 10/4).

Les préoccupations accrues des institutions financières à l'égard des risques des prêts, lorsqu'un si grand nombre de pays et d'entreprises nationales se trouvent confrontés à des problèmes de liquidité, se retrouvent dans les états financiers du premier trimestre. Toutes les grandes banques des États-Unis, du Canada et de l'Allemagne de l'Ouest affirment qu'elles vont augmenter les provisions pour pertes sur prêts. Un grand nombre d'entre elles signalent une diminution du total de l'actif au cours de l'exercice écoulé, ce qui était exceptionnel pour les grandes banques, et cela traduit les préoccupations accrues à l'égard de la qualité plutôt que de la quantité des prêts. Ainsi la *Bank of America* signale que ses actifs ont baissé de $2.9 milliards pour tomber à $118.3 milliards au cours de l'exercice écoulé, tandis que *Citicorp* réduit ses actifs de $1.9 milliard à $117.3 milliards (*Bank of America* et *Citicorp* sont les deux plus importantes banques des États-Unis). La *Dresdner Bank* d'Allemagne de l'Ouest signale une autre diminution de 16% du revenu net en 1981, principalement à cause de l'augmentation des provisions pour pertes sur prêts, qui sont rapportés contre d'autres actifs (ainsi, la banque a inscrit 20% de ses $163 millions de prêts non garantis à la Pologne dans ses réserves), tandis que la *Commerzbank* signale une légère perte pour l'exercice écoulé (FT 3-8-16-21/4).

La plus grande prudence exercée par les banques américaines en ce qui concerne les prêts n'a pas empêché *Moody's Investor Services* de réduire la cote de la dette à long terme de neuf grandes banques. *Bank of America, Chase Manhattan, Chemical, Continental Illinois, Manufacturers Hanover, Mellon National, Northwest Bancorp, National City* et *First Bank System* ont vu leur cote tomber à AA. *Moody's Investor Services* motive sa décision par une utilisation trop généreuse de la dette à court terme et par la baisse du crédit des clients bancaires. Cette rétrogradation en masse fait suite à un examen approfondi du secteur bancaire américain par *Moody's*. Cet examen révèle que même si la plupart des banques américaines sont toujours "extrêmement puissantes et bien gérées", elles ont été obligées d'accumuler une dette toujours plus lourde dans leur avoir propre (l'avoir propre des banques en pourcentage de l'actif a diminué de 8.1% à 5.8% depuis 1960) (Ecst 27/3, FT 23/3).

La situation financière des banques canadiennes ressemble quelque peu à celle de leurs consoeurs américaines. Les bénéfices de trois des cinq principales banques à charte ont baissé au cours de l'exercice écoulé, en partie parce que les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté en moyenne d'environ 50%, tandis que la Banque Nationale signalait une perte de $28 millions. La seule note de prudence de l'Inspecteur général des banques du Canada, cependant, a été la suggestion que les banques limitent le montant des prêts consentis aux entreprises. Le *Dominion Bond Rating Service in Canada* est dans l'ensemble d'accord. Selon la firme, dix-sept entreprises non financières ont vu leur cote de crédit réduite depuis 1980 à cause de l'accroissement de leur dette en période de réduction des mouvements de trésorerie. Selon le D.B.R.S., le désir des grandes banques au Canada de prêter d'importantes sommes aux entreprises indique une faiblesse du système bancaire canadien. Le problème des prêts non garantis aux pays d'outre-mer est moins aigü pour les banques canadiennes, qui ne détiennent que $400 millions des dettes extérieures de la Pologne et $1.5 milliard de celles de l'Argentine (Ecst 3/4, FP 24/4, GM 15-26/4).

[4]*Bank of America, Citicorp, Chase Manhattan, Manufacturer's Hanover, J.P. Morgan, Banker's Trust of New York et Chemical Bank.*

Légende

BW — Business Week
CP — Presse Canadienne
Ecst — The Economist
FP — Financial Post
FT — U.K. Financial Times
GM — Globe and Mail
LaP — La Presse
LeD — Le Devoir
LeMD — Le Monde Diplomatique
LFT — London Financial Times
NYJC — New York Journal of Commerce

Étude spéciale: Le système des indicateurs avancés de Statistique Canada

Darryl Rhoades

I Introduction

Il existe actuellement au Canada plusieurs systèmes d'indicateurs avancés qui connaissent une diffusion plus ou moins grande[1]. Tout nouveau système doit être fondé sur la conviction que la méthode des indicateurs avancés est utile pour évaluer les perspectives à court terme et qu'il marque d'une façon ou d'une autre un progrès sur les systèmes existants.

Dans les parties II et III de ce document, nous exposons la raison d'être d'un système d'indicateurs avancés et de la sélection des différents indicateurs qui le composent. Nous croyons que ces parties se passent de tout commentaire lorsqu'il s'agit de prouver l'utilité de la méthode des indicateurs avancés pour évaluer les perspectives économiques.

Ce nouvel apport de Statistique Canada contribue au champ de deux façons importantes. D'abord, la raison d'être du système est articulée. Cette étape est importante puisqu'elle permet d'établir un ensemble de principes qui peuvent guider l'évolution future du système. La compréhension de la raison d'être du système permet aussi aux utilisateurs de mieux analyser et interpréter les mouvements de l'indicateur avancé et ses composantes. Aux États-Unis, Hymans [5] et Zarnowitz-Boschan [10] ont décrit de façon générale des principes raisonnables convenant à la mise au point d'un système d'indicateurs avancés. À la partie II, nous examinons ces principes et nous les développons, de sorte que le système des indicateurs que l'on obtiendra sera à la fois exhaustif et utile sur le plan analytique. Il convient de souligner ici que bien que nous considérions la version actuelle du système de Statistique Canada comme un apport utile dans ce domaine, il est possible d'améliorer le système en le développant selon les orientations proposées par les principes étendus de Hymans-Zarnowitz-Boschan. Nous abordons brièvement ces orientations à la partie III plus loin.

Une deuxième différence par rapport aux systèmes existants se rapporte au syndrome des faux signaux. Les indicateurs avancés de Statistique Canada sont lissés par de puissants filtres autorégressifs à moyenne mobile qui minimisent la perte d'actualité conséquente d'un certain degré de lissage, de sorte que l'indicateur avancé accuse un minimum de faux signaux, tout en conservant l'avance la plus grande possible. Voir Rhoades [6].

[1]Les principaux indicateurs avancés que nous connaissons sont le Trendicateur de la Banque royale, l'indicateur avancé mis au point par la Banque Impériale de Commerce et l'indicateur avancé publié par Singer Associates de Toronto.

Nous avons déjà exposé les buts des parties II et III de ce document. Dans l'annexe I, nous allons documenter les détails de l'assemblage de l'indicateur avancé global.

II Objectifs et raison d'être

Le but d'un système d'indicateurs avancés est de prévoir et d'aider à analyser les changements imminents de la direction de l'activité économique globale. Les éléments de ce système sont un ensemble d'indicateurs avancés et une mesure sommaire de leur comportement, qui est l'indice avancé composite. Pour être utile ce dernier doit mieux se comporter que n'importe lequel des indicateurs composants, qui doivent contenir suffisamment de renseignements pour aider à analyser et caractériser le changement cyclique attendu.

Hymans [5] a regroupé des principaux généraux raisonnables sur lesquels il est possible de fonder un système d'indicateurs, et qui méritent d'être repris ici.

1. Un changement d'orientation de l'activité économique globale est généralement précédé d'un point de retournement pour un grand nombre de séries susceptibles d'être identifiées.

2. Un grand nombre des séries avancées vont par conséquent signaler tout changement imminent de l'activité globale.

3. Les signaux des séries dépendent d'abord et avant tout, cependant, de la cause réelle du changement imminent, et du processus exact à travers lequel ils fonctionnent pour déclencher ce changement.

4. Il faut par conséquent prévoir un mécanisme qui recueille suffisamment de signaux potentiellement répétitifs du même événement imminent, c'est-à-dire de rassembler le plus grand nombre possible de causes d'un point de retournement, pour évaluer l'importance quantitative des événements en "comptant" le nombre d'indicateurs potentiels donnant le même signal et, par conséquent, réduire la probabilité que l'indice soit dans l'ensemble affecté par un faux signal.

5. Ceci ne signifie pas l'ajustement d'une surface de régression, mais la mise en moyenne d'un vaste ensemble de séries appropriées, avec des pondérations positives représentatives d'une certaine façon de leur fiabilité individuelle pour signaler les points de retournement.

Zarnowitz et Boschan [10] ont entériné officiellement les énoncés de Hymans en relevant, dans le dernier examen du système des indicateurs avancés du Department of Commerce, son interprétation des principes implicites inhérents à ce système:

> *Les raisons pour lesquelles un groupe d'indicateurs devrait être plus fiable dans le temps que n'importe lequel de ses composantes ou sous-ensembles se rapportent à la nature et aux causes des cycles d'affaires. On a depuis longtemps observé que chaque cycle possède ses caracteristiques uniques, ainsi que des aspects communs avec les autres cycles. Il n'existe pas de cause unique prouvée et acceptée des fluctuations cycliques, ni une seule séquence invariable de symptômes. En d'autres termes, on n'a pas encore identifié un ensemble de fonctions simples et stables qui expliqueraient de façon appropriée, ou qui permettraient de prédire, toutes les principales fluctuations de l'économie des États-Unis et des autres économies modernes.*[20] *À la place, nous avons une foule d'hypothèses plausibles qui s'excluent mutuellement et un certain nombre de régularités que l'on observe fréquemment, qui, bien qu'elles devraient persister, ne sont certainement pas immuables. Par conséquent, la façon dont chaque indicateur va se comporter dans un cas particulier va probablement dépendre des causes présumées d'un renversement cyclique qui sont à l'oeuvre et de la façon (en vertu de quel processus) dont ils fonctionnent. Certains indicateurs avancés seront, par conséquent, plus utiles pour un ensemble de conditions, et d'autres, dans un contexte différent. Afin d'accroître les chances d'obtenir des signaux vrais et de réduire celles d'obtenir de faux signaux, on conseille d'utiliser tous les indicateurs avancés potentiellement utiles de cette nature comme groupe.*[21]

•
•
•

[21] *Pour une interprétation semblable de l'indice composite des indicateurs avancés, voir Saul H. Hymans, "On the Use of Leading Indicators to Predict Cyclical Turning Points", Brookings Papers on Economic Activity, 1973, Vol. 2, pp. 347-348.*

Tous ces énoncés conviennent parfaitement dans la mesure où ils ne vont pas plus loin. Cependant, Hymans s'oriente vers la construction d'un indice avancé composite, *les composantes avancées étant données.* Par conséquent, il ne semble pas se préoccuper beaucoup des principes de sélection des séries avancées, ou de l'utilisation des indicateurs avancés comme groupe, pour interpréter et caractériser la nature d'un changement cyclique imminent. De plus, les deux énoncés se rapportent à la masse des causes possibles des cycles d'affaires, et indiquent qu'il faut autant de séries avancées que possible pour saisir toutes les éventualités. Compte tenu de notre connaissance incomplète des causes des cycles d'affaires, un système d'indicateurs dont le principe directeur lors de la sélection des indicateurs constitutifs est d'inclure toutes les séries qui ont une association avec une cause prévue quelconque du cycle d'affaires et qui se caractérisent également par un comportement avancé, devrait nous donner matière à réflexion. D'abord, il faudrait inclure pour cela, peut-être de façon inutile, des indicateurs avancés très brefs, et réduire sans motif valable l'avance de l'indice avancé global. Enfin, la possibilité existe qu'un mécanisme générateur de cycles soit exagéré. Zarnowitz-Boschan se font quelque peu rassurants, lorsqu'ils affirment que:

> *"Un critère important de l'indice composite est la diversité du champ d'observation économique. Les séries constitutives doivent être tirées de tous les groupes de processus économiques qui s'insèrent bien dans l'évolution chronologique en question."*

Cependant, ce qu'ils entendent par champ d'observation économique n'apparaît pas très clairement. Nous croyons qu'une réorientation mineure et une cristallisation du concept de champ d'observation économique se révèleront utiles dans le cas de notre conception du système américain, et vont donner des résultats pratiques appréciables lors du perfectionnement d'un système canadien.

Il est probable qu'un grand nombre des causes plausibles des cycles d'affaires agissent simultanément pendant tout cycle, et que l'ensemble agissant des causes varie dans son contenu et son intensité d'un épisode à l'autre. Toutefois, le mécanisme de fonctionnement de ces diverses forces est invariable en ce sens qu'il agit sur le niveau de la dépense globale, du revenu global et de la production globale, et leurs composantes. Cette observation suggère que le domaine couvert par un ensemble d'indicateurs avancés sera évalué en fonction de leur correspondance avec les éléments de la dépense globale, du revenu global et de la production globale. De plus, puisque chacun de ces trois derniers éléments est une partie exhaustive[2] de la même activité économique globale sous-jacente, un champ d'observation complet d'un ensemble d'indicateurs avancés pourrait être

[2] Ces mesures sont exhaustives au moins sur le plan conceptuel. Il y a évidemment des éléments de l'activité économique qui ne sont pas appréhendés dans le système de comptabilité nationale, tels que les activités hors marché, etc.

défini comme une correspondance bi-univoque entre les indicateurs avancés et les composantes de chacun d'entre eux. Un champ d'observation complet par rapport à un paramètre donné, par exemple la dépense, combiné à un champ d'observation partiel (ou complet) dans le cas des autres, pourrait être appelé champ d'observation complet avec appoint. Comme la forteresse de Québec[3], qui est située de façon stratégique à l'endroit le plus étroit de la rivière, un système d'indicateurs avancés qui utilise ce concept de champ d'observation est stratégiquement orienté au confluent des cycles économiques, quelles qu'en soient les causes. Il convient de noter que le "champ d'observation" retenu ici et par Hymans et Zarnowitz-Boschan n'est pas utilisé au sens statistique, mais se rapporte davantage à la comptabilité de toutes les causes possibles des cycles d'affaires lors de la sélection des indicateurs avancés. Dans le cas d'un "champ d'observation complet", l'ensemble des indicateurs avancés comme groupe devra toujours contenir un grand nombre de séries avancées à un moment donné quelconque, bien que les séries avancées puissent varier d'un cycle à l'autre (en raison de la variété et de l'ensemble des causes présumées du cycle). Par conséquent, un indice avancé composite qui résume le comportement des indicateurs avancés individuels devrait être un indicateur avancé plus fiable que n'importe laquelle de ses composantes, et en fait, ne devrait jamais manquer de signaler un changement cyclique imminent.

Comme corollaire, tout échec d'une série avancée individuelle de signaler un changement cyclique imminent ne doit pas être considéré comme un échec du système. Cependant, si l'indice composite avancé ne réussit pas à le signaler, même une fois, la fiabilité du système est gravement compromise.

De plus, si les indicateurs avancés se rapportent aux composantes de la demande globale, du revenu global et de la production globale, il est possible d'interpréter et de caractériser le changement cyclique attendu en termes de son effet sur ces mêmes composantes.

Enfin, il convient de souligner que la combinaison des indicateurs en un seul indice réduit non seulement la possibilité de ne pas donner un signal au besoin, mais aussi la probabilité pour l'indice avancé de signaler un changement de direction qui ne se produit pas à cause de l'annulation partielle des erreurs.

III Les indicateurs avancés

Nous avons vu que si les causes des cycles économiques ne sont pas encore complètement comprises, leurs mécanismes transmettent les effets à travers un nombre limité de variables observables mesurant la dépense globale, le revenu global et la production globale.

Nous avons également suggéré qu'un ensemble d'indicateurs avancés devrait être relié à une ou à toutes ces mesures de l'activité économique globale, et qu'ils devraient en recouvrir une au moins le plus complètement possible. Nous avons sélectionné dix indicateurs avancés de ce type pour l'économie canadienne et nous allons examiner ici les raisons de leur comportement avancé, leur relation avec les diverses mesures de l'activité économique globale et leur couverture de cette dernière, et enfin, leur comportement quantitatif en termes d'avances et de faux signaux.[4] Nous terminons la section en comparant la sélection des indicateurs avancés dans chacun des quatre systèmes d'indicateurs canadiens existants et en proposant des directions pour les travaux futurs.

A) Causes du comportement avancé:

i) Durée hebdomadaire moyenne du travail – Fabrication: Pour une foule de raisons, la durée hebdomadaire du travail s'ajuste aux changements cycliques avant l'emploi dans le secteur de la fabrication. Les heures supplémentaires travaillées au cours des dernières étapes de l'expansion sont naturellement les premières à être coupées. Plus tard, même lorsque les besoins de main-d'oeuvre diminuent, un grand nombre d'entreprises préfèrent réduire les heures de travail plutôt que de perdre des employés formés. Inversement, les premiers besoins supplémentaires en main-d'oeuvre au moment de la reprise sont comblés par un retour aux heures normales de travail plutôt que par l'embauche de nouveaux employés. Il est curieux de constater cependant que, à mesure que la durée hebdomadaire du travail diminue, l'emploi (et la production) continue d'augmenter, au lieu de baisser, comme on pourrait s'y attendre. Bry [1] explique cette contradiction apparente en montrant que les décisions à propos des heures de travail sont prises par les contremaîtres, qui réagissent rapidement et avec souplesse à la situation, alors que la politique de l'emploi est une décision centralisée, qui réagit plus lentement à l'évolution des besoins.

[3]Québec provient d'un mot indien algonquin signifiant la partie la plus étroite de la rivière.

[4]Dans ce qui suit, toutes les références portent sur des mesures en dollars constants, ou en volume.

ii) Indice de la construction résidentielle:
Il s'agit d'une série composite regroupant les mises en chantier de logements, les permis de bâtir et les prêts hypothécaires approuvés. Toutes ces séries représentent les premières étapes du processus de construction, et par conséquent, devancent les dépenses en main-d'oeuvre et matériaux dans le secteur de la construction résidentielle. Inversement, ces séries vont réagir à une foule de facteurs tels que les taux hypothécaires, les coûts de construction, le parc de logements invendus, etc.

iii) Indice avancé composite des États-Unis:
L'indice avancé composite des États-Unis devance l'économie américaine et par conséquent, anticipe la demande américaine pour nos exportations.

iv) Nouvelles commandes, biens durables:
La fabrication de produits durables se fait en réponse à une commande reçue, contrairement au secteur des biens non durables, qui vend à partir des stocks et qui corrige la production en fonction du niveau de ces derniers. Par conséquent, les nouvelles commandes de biens durables doivent logiquement devancer les ventes et la production de biens durables. De plus, la production des branches productrices de biens durables se compose de biens de consommation durables, des machines et du matériel ainsi que des matériaux nécessaires à la construction. Les nouvelles commandes de biens durables peuvent donc être considérées comme un indicateur avancé de la consommation et des investissements en machines et en matériel, ainsi que dans le secteur de la construction.

v) Ratios des livraisons aux stocks de produits finis – Fabrication:
Le ratio des livraisons aux stocks de produits finis peut être considéré de deux façons. D'abord, il s'agit d'un indicateur extrêmement sensible aux variations cycliques des livraisons. Lorsque le taux de croissance des livraisons se ralentit, les stocks de produits finis commencent à s'accumuler plus rapidement qu'auparavant, et par conséquent, le ratio des livraisons aux stocks va diminuer, tandis que les livraisons vont simplement se ralentir. Enfin, le ratio des livraisons aux stocks est un indicateur des besoins futurs en stocks. Un excédent de stocks, mis en évidence par un ratio des livraisons aux stocks peu élevé, signifie que la demande future de stocks sera faible.

vi) Variation en pourcentage – Ratio des prix aux coûts unitaires de main-d'oeuvre – Fabrication:
Le *National Bureau of Economic Research* a incorporé le ratio des prix aux coûts unitaires de main-d'oeuvre (P/ULC) dans le secteur de la fabrication à sa liste abrégée des indicateurs avancés lors de la revue de 1966 des indicateurs. Le Bureau considère cette variable comme une variable remplaçant les marges bénéficiaires, et attribue les caractéristiques avancées à l'empiètement des coûts unitaires sur les prix comme l'un des principaux facteurs freinant l'expansion et, parallèlement, le redressement des ratios prix-coûts et des marges bénéficiaires comme l'un des principaux facteurs limitant la contraction et stimulant la reprise. Au cours de la revue suivante, en 1975, le NBER a laissé tomber cette variable parce qu'elle n'avait pas donné les résultats escomptés au cours de la période inflationniste du début des années 70. Ce comportement s'explique par le fait qu'au cours de cette période, les variations cycliques des prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre se sont trouvés obscurcies par des variations plus importantes imputables à l'inflation généralisée qui est survenue pendant cette période.

Nous avons retenu le ratio des prix aux coûts unitaires de main-d'oeuvre sous sa forme d'une variation en pourcentage plutôt que des niveaux absolus parce que dans un milieu inflationniste, les effets initiaux décrits par Zarnowitz vont impliquer une réduction du taux de croissance de P/ULC plutôt qu'une diminution de son niveau.

On peut également considérer la variation en pourcentage de P/ULC comme une inflation par les prix corrigée des coûts, c'est-à-dire une inflation (ou déflation) par la demande. Le comportement avancé de ce point de vue peut s'expliquer par le fait qu'une partie importante des prix de la fabrication sont des prix à la commande, et comme les nouvelles commandes sont un indicateur avancé, la variation des prix à ce niveau le sera aussi.

vii) Offre réelle de monnaie (M1):
Il y a eu naturellement un grand débat sur le rôle de l'offre de monnaie au sein de la macroéconomie. Bien que les keynésiens et les monétaristes conviennent que la monnaie joue un rôle important dans la détermination de l'activité économique globale, ils diffèrent par leur perception des mécanismes proprement dits du fonctionnement de la politique monétaire (Teigen [9], Smith [7]). Toutefois, en dépit de ces différences, les deux camps sont d'accord à propos des variations avancées de l'offre de monnaie dans le PNB. Les monétaristes vont attribuer à la monnaie le rôle causal dominant dans la détermination du PNB, tandis que les keynésiens, tout en attribuant un important rôle causal à la monnaie, prendraient également en considération d'autres variables, telles que la politique fiscale, comme d'importantes influences sur le PNB.

La forme spécifique de la variable offre de monnaie qui doit être utilisée comme indicateur avancé n'est pas encore fixée. Dans leur étude de 1963, Friedman et Schwartz [4] ont examiné le taux de croissance de M1 plus les dépôts à terme dans les banques commerciales en prétextant une relation causale entre la monnaie et le revenu nominal. Nous ne retenons pas leur option, en partie parce que nous avons des objectifs différents, et en partie, parce que nous ne sommes pas d'accord avec leur méthodologie.

Notre objectif est d'anticiper les variations du revenu réel, et l'on est naturellement poussé à utiliser une variable de l'offre réelle de monnaie. De plus, par rapport à des objectifs différents, nous considérons que M1 est un indicateur avancé plus sensible que les définitions de l'offre de monnaie qui incluent les actifs rapportant des intérêts. On peut l'observer, par exemple, en remarquant que dans un environnement monétariste en contraction, le signal d'affaiblissement donné par M1 se trouve perdu dans des agrégats monétaires plus exhaustifs à cause de l'attraction plus grande qu'offrent les intérêts payés sur la partie rapportant intérêt de l'offre de monnaie. Il est possible de vérifier empiriquement ces hypothèses en remarquant que M1 réel a un caractère irrégulier beaucoup plus cyclique que M2 ou M2 réel.

Sur le plan de la méthodologie, nous sommes en désaccord avec Friedman et Schwartz à propos de leur utilisation de la variation en pourcentage de l'offre de monnaie. Comme le signalent les critiques de leurs articles, la version utilisant les variations en pourcentage d'une série va précéder la version utilisant les niveaux pour des raisons mécaniques. Par conséquent, une avance de la variation en pourcentage de l'offre de monnaie (réelle ou nominale) sur le PNB (réel ou nominal) n'indique pas nécessairement une relation causale entre la monnaie et le PNB. Par conséquent, nous allons utiliser le niveau de M1 réel, qui devance le PNB réel et qui met mieux en relief la relation causale que les keynésiens et les monétaristes reconnaissent désormais.

viii) Commerce de détail – Ventes de meubles et d'articles ménagers et de véhicules automobiles neufs:

Les achats de biens de consommation durables tels que les véhicules automobiles et les meubles et articles ménagers sont en règle générale plus facile à repousser ou à devancer suivant l'évolution de la conjoncture que les achats de biens non durables et de services. Par conséquent, les dépenses en biens durables de consommation vont changer de direction avant l'ensemble des dépenses des consommateurs. De plus, contrairement aux biens non durables et aux services, les achats de biens durables utilisent beaucoup plus le crédit et, par conséquent, dans la mesure où le changement des conditions de crédit va devancer le cycle des affaires, les achats de biens durables de consommation vont en faire autant.

ix) Indice du cours des actions – TSE 300:

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, le cours des actions canadiennes n'a pas signalé une récession imminente, puisqu'il a continué d'augmenter en 1979 et 1980. Selon les principes exposés plus tôt, cet échec de l'indicateur ne remet pas en question l'approche générale des indicateurs avancés, ni, dans ce cas n'exclut l'utilisation d'un indice du cours des actions. Pour les récessions futures, l'indice du cours des actions pourrait revenir à une forme normale comme il l'a fait en 1981. Sinon, l'étude du comportement anormal de cet indicateur au cours de la récession de 1980 pourrait entraîner une reformulation et une généralisation de ce dernier, de façon à ce qu'il donne de bons résultats au cours de cette récession et des récessions passées, et on l'espère, à l'avenir.

On pourrait faire valoir que la performance exceptionnelle des actions pétrolières et gazières et les taux d'inflation élevés au cours des dernières années sont la cause du comportement anormal du marché boursier canadien. Toutefois, même si l'on exclut les actions des compagnies pétrolières et gazières du TSE 300, et même si l'on procède à la déflation[5] du reste, on obtient quand même une série qui ne signalera pas la récession de 1980.

Smith [8] a fait remarquer que l'impact de l'inflation sur le cours des actions peut se trouver accru par des corrections de portefeuille qui réduisent les avoirs obligataires et augmentent la demande d'actions, alors que les attentes inflationnistes se traduisent par une augmentation des rendements des obligations et une diminution du prix de ces dernières. Cette observation permet de croire qu'il pourrait être utile d'étudier un indice combiné des actions et des obligations.

Quoiqu'il en soit, le comportement cyclique de l'indice boursier est un indicateur important des attentes des investisseurs en termes de bénéfices, et en attendant qu'il puisse être démontré de façon indiscutable que cet indicateur ne remplit plus cette fonction, ou en attendant qu'un indicateur plus approprié puisse être construit, il devrait être conservé comme un des composants de l'indicateur avancé.

[5]Il est difficile de déterminer l'indice de déflation approprié pour le marché boursier. Afin d'avoir une idée grossière de l'effet de l'inflation sur le marché boursier, nous allons procéder à la déflation par l'IPC d'ensemble.

B) Évaluation quantitative des indicateurs avancés:

Nous allons examiner ici le comportemant des indicateurs avancés en termes de l'avance moyenne dans la prévision des changements cycliques et en terme du nombre de faux signaux émis. Quelques remarques préliminaires s'imposent.

Nous allons d'abord commencer par évaluer le comportement des indicateurs filtrés et non filtrés. Le but du filtrage est de réduire les mouvements irréguliers des données de sorte que l'on puisse mieux apprécier si les mouvements actuels constituent un changement du cycle d'affaires. Malheureusement, tout filtrage de ce genre se traduit par une réduction du délai avant l'arrivée d'un changement cyclique. Nous avons essayé de minimiser cette perte en filtrant les indicateurs avancés avec un filtre à déphasage minimum[6].

Ensuite, afin de compter les faux signaux, il faut d'abord définir ce que l'on entend par ce terme. Ici, on dit qu'une série émet un faux signal lorsqu'elle signale "l'arrivée d'une récession (reprise)" pendant une de ses phases d'expansion (de contraction)[7]. Le signal "arrivée d'une récession (reprise)" se définit comme tout mouvement d'un mois à la baisse (à la hausse) d'un indicateur avancé. On pourrait objecter qu'un mouvement d'un seul mois est un critère trop strict pour qu'on l'utilise dans la définition d'un faux signal, et que de toute façon les gens utilisent d'autres règles (par exemple, deux ou trois mouvements à la baisse consécutifs) dans l'interprétation des mouvements des données mensuelles. Ici, la position que nous avons adoptée est qu'une règle pour l'interprétation des mouvements des données mensuelles est en fait un filtre, et que les filtres mathématiques sont plus puissants que les filtres de critère. Par conséquent, toute définition du signal "arrivée d'une récession (reprise)" implique plus de perte du délai pour l'identification d'une récession (reprise), lorsqu'il y en a une, que la simple règle définie plus haut, serait en fait l'application d'un filtre plus faible que celui existant et se traduirait par conséquent par une perte inutile de l'avance.

Enfin, il faut noter que l'avance d'un indicateur avancé se définit comme le nombre de mois entre le point de retournement de l'indicateur avancé et le point de retournement correspondant de l'activité économique globale. Pour les points de retournement de l'activité économique globale, nous nous sommes servis de l'étude de Cross [3], qui identifie les périodes suivantes d'expansion et de contraction:

Expansion	Contraction
Jan. 1952 à Mai 1953	Juin 1953 à Juin 1954
Juil. 1954 à Jan. 1957	Fev. 1957 à Jan. 1958
Fév. 1958 à Mars 1960	Avr. 1960 à Jan. 1961
Fév. 1961 à Mai 1974	Juin 1974 à Mars 1975
Avr. 1975 à Oct. 1979	Nov. 1979 à Juin 1980
Juil. 1980 à Juin 1981	

Cette étude n'a pas identifié les années 1967 et 1970 comme des récessions, bien qu'elles soient reconnues comme des périodes de ralentissement économique, que les indicateurs avancés ont bien relevé. Les deux épisodes contiennent des périodes courtes pendant lesquelles le produit intérieur brut a accusé une diminution en valeur absolue, et nous nous sommes servis de ces dates dans notre analyse. Les dates utilisées sont janvier 1967 (sommet) à mars 1967 (creux), et février 1970 (sommet) à juin 1970 (creux) respectivement. Aussi, dans le but de cette étude, nous prenons juillet 1981 comme le premier mois de la contraction dans la récession de 1981.

Passons maintenant aux tableaux 1 et 2, qui indiquent qu'au cours de la période allant de janvier 1952 à janvier 1982, la version non filtrée de l'indice avancé a fait ressortir une avance moyenne de 6.3 mois lors des sommets cycliques, de 1.9 mois lors des creux, et a émis au total 64 faux signaux. Si nous définissons le taux d'erreur comme le nombre de faux signaux divisés par le nombre total de signaux (c'est-à-dire les 360 mouvements mensuels pour l'intervalle allant de janvier 1952 à janvier 1982), nous constatons que la version non filtrée a un taux d'erreur de 17.8%. Par contre, l'indice filtré a donné 10 faux signaux, pour un taux d'erreur de seulement 2.8%. Naturellement, il a fallu payer le prix de

---

[6]Le filtre est une moyenne mobile autorégressive

$$y_t = a_0 x_t + \sum_{k=1}^{2} b_k \; y_{t-k},$$

où x_t est la série originale et y_t sont les données filtrées. Nous nous sommes servis du filtre B de Rhoades (1980) dont les coefficients sont: $a_0 = 0.134$, $b_1 = 1.451$, $b_2 = -0.586$.

[7]Afin de définir les phases d'expansion et de contraction, on s'est servi duprogramme Bry-Boschan pour déterminer les points de retournement pour tous les indicateurs avancés (Bry-Boschan, [2]). Dans certains cas, on a changé des points de retournement sélectionnés par le programme en raison de la connaissance d'événements spécifiques (par ex., des grèves), tandis que d'autres points de retournement ont été sélectionnés sans avoir été identifiés par le programme. On peut obtenir sur demande une liste des points de retournement de tous les indicateurs avancés.

Tableau 1
Évaluation des indicateurs avancés en termes d'avance
Avance moyenne et écart-type en mois
(Janvier 1952-Janvier 1982)

	Sommets					Creux				
	Non Filtrés		Filtrés			Non Filtrés		Filtrés		
Titre de la série	Avance moyenne	E.T. avance	Avance moyenne	E.T. avance	Avance perdue	Avance moyenne	E.T. avance	Avance moyenne	E.T. avance	Avance perdue
Indice avancé composite	6.3	3.8	4.5	4.2	1.8	1.9	2.6	(1.3)	3.3	3.2
Commerce de détail, meubles et articles ménagers	4.0	4.6	1.8	4.2	2.2	3.4	3.9	.9	4.5	2.5
Ventes de véhicles automobiles neufs	5.4	3.9	3.5	4.4	1.9	2.3	5.4	.6	5.6	1.7
Indice de la construction résidentielle	13.9	9.4	11.6	9.4	2.3	6.7	4.3	4.6	4.4	2.1
Nouvelles commandes – Biens durables	5.5	5.7	4.1	4.8	1.4	2.4	5.5	.1	5.1	2.3
Indice avancé composite des États-Unis	9.5	4.7	7.3	4.3	2.2	2.3	2.2	(1.0)	1.9	3.3
Ratio des livraisons aux stocks – (produits finis), fabrication	7.5	4.6	4.9	4.3	2.6	(1.6)	2.0	(4.4)	1.7	2.8
Durée hebdomadaire du travail, fabrication	10.3	5.0	7.8	5.7	2.5	2.6	3.1	(.6)	1.9	3.2
Variation en pourcentage du prix par coût unitaire de main-d'oeuvre, fabrication	9.0	7.4	6.1	7.4	2.9	(1.9)	3.3	(4.0)	3.3	2.1
Indice du cours des actions TSE300 (sans le pétrole et le gaz naturel)	8.4	6.7	7.4	7.4	1.0	3.9	2.7	.7	3.2	3.2
Offre de monnaie (M1) ($1971)	8.4	5.8	6.9	5.5	1.5	4.8	4.9	2.7	4.3	2.1
Moyenne des lignes 2-11	8.2	5.8	6.1	5.7	2.0	2.5	3.7	(.4)	3.6	2.5

E.T. de l'avance – Écart type de l'avance.
(x) – indique un délai de x mois.

Tableau 2
Évaluation des indicateurs avancés
en termes de faux signaux
(janvier 1952 à Janvier 1982)

	Non filtrés		Filtrés		Diminution	
Titres de la série	Nombre de faux signaux	Taux d'erreurs	Nombre de faux signaux	Taux d'erreurs	Nombre de faux signaux	Taux d'erreurs
Indice avancé composite	64	17.8	10	2.8	54	15.0
Commerce de détail, meubles et articles ménagers	139	38.6	70	19.4	69	19.2
Ventes de véhicles automobiles neufs	148	41.1	70	19.4	78	21.7
Indice de la construction résidentielle	130	36.1	67	18.6	63	17.5
Nouvelles commandes – Biens durables	111	30.8	64	17.8	47	13.1
Indice avancé composite des États-Unis	54	15.0	11	3.1	43	11.9
Ratio des livraisons aux stocks (produits finis), fabrication	116	32.2	48	13.3	68	18.9
Durée hebdomadaire du travail, fabrication	113	31.4	53	14.7	60	16.7
Variation en pourcentage du prix par coût unitaire de main-d'oeuvre fabrication	87	24.2	54	15.0	33	9.2
Indice du cours des actions TSE300 (Sans le pétrole et le gaz naturel)	115	31.9	67	18.6	48	13.3
Offre de monnaie (M1) ($1971)	102	28.3	39	10.8	63	17.5
Moyenne des lignes 2-11	111.5	31.0	54.3	15.1	57.2	15.9

cette réduction du taux d'erreur de 15.0 points, mais nous avons essayé de le minimiser. L'indice avancé filtré a une avance moyenne de 4.5 mois aux sommets cycliques (une perte de 1.8 mois par rapport à la version non filtrée), et un retard de 1.3 mois aux creux (perte de 3.2 mois). L'effet du filtrage sur l'avance des indicateurs constitutifs est assez semblable. L'avance moyenne perdue pour l'ensemble des composantes est de 2.0 mois au sommet et de 2.5 mois aux creux. En termes de faux signaux, le taux d'erreur moyen pour les 10 indicateurs constitutifs est de 31.0% pour les données non filtrées, et de 15.1% pour les séries filtrées. Il est intéressant de noter que, comme on l'a déjà signalé à la partie II, l'agrégation des composantes pour obtenir un indice avancé composite réduit le taux d'erreur encore plus, indépendamment du filtrage proprement dit. Dans le cas des données non filtrées, le taux d'erreur tombe d'une moyenne de 31.0% pour les composantes à 17.8% pour l'indice avancé. La conséquence de l'agrégation sur le taux d'erreur filtré est encore plus spectaculaire, avec une diminution tombant de 15.1% en moyenne pour les composantes à tout juste 2.8% pour l'indice avancé.

C) Correspondance des indicateurs avancés avec le revenu, la dépense et la production

Nous examinons maintenant la correspondance des indicateurs avancés avec les composantes de ces mesures de l'activité économique globale, pour donner suite au principe exprimé plus haut d'un champ d'observation complet d'au moins un élément du revenu, de la dépense et de la production globale.

Quelques remarques préliminaires s'imposent. D'abord, il semble que la plupart des indicateurs avancés existants sont ceux qui sont associés à la dépense globale et à ses composantes. Par conséquent, dans ce qui va suivre, nous devons nous attacher plus particulièrement à la façon dont les indicateurs avancés vont "recouvrir" complètement les éléments de la dépense, ou y sont associés. Les indicateurs avancés associés au revenu et à la production peuvent être considérés comme des supports aux indicateurs "centraux" se rapportant à la dépense, tout en accroissant le potentiel analytique et interprétatif du système.

Ensuite, il n'est pas toujours facile de déterminer le lien entre les indicateurs avancés et les éléments de la dépense, du revenu et de la production. Dans une partie précédente, nous avons esquissé brièvement les raisons d'être du comportement avancé de chacun des indicateurs, et nous espérons que ces raisons vont expliquer les associations que nous allons présenter ci-dessous.

Enfin, il faut souligner que les composantes du revenu, de la dépense et de la production peuvent avoir plus d'un indicateur avancé associé à eux, et que, inversement, un indicateur avancé peut être associé à plus d'une de ces composantes. Dans le tableau 3 ci-dessous, de telles correspondances multiples sont signalées par une reprise appropriée des inscriptions dans le tableau.

Un bref coup d'oeil au tableau 3 montre que la plupart des principales composantes de la dépense ont des indicateurs avancés qui y sont associés. Les principales exceptions sont les dépenses publiques courantes et les importations. La formation de capital des administrations publiques, comme les investissements des entreprises, se rattache partiellement aux nouvelles commandes de biens de fabrication durables, qui les anticipent.

Tableau 3

Correspondance entre les indicateurs avancés et les composantes du revenu, de la production et de la dépense

	Composante de la dépense	**Indicateurs avancé associés**
(i)	Consommation	Ventes de meubles et d'articles ménagers
		Ventes de véhicules automobiles neufs
		Offre de monnaie
		Nouvelles commandes de biens durables
	Formation de capital	
	Construction résidentielle	Indice de la construction résidentielle
		Offre de monnaie
	Machines et matériel	Nouvelles commandes de biens durables
		Offre de monnaie
	Construction non résidentielle	Biens durables
		Offre de monnaie
	Stocks	Ratio des stocks aux livraisons
		Offre de monnaie
	Exportations	Indice avancé des États-Unis
(ii)	**Production**	
	PIB fabrication	Durée hebdomadaire du travail Fabrication
		Ratio des livraisons aux stocks Fabrication
(iii)	**Revenu**	
	Bénéfices	Indice du cours des actions
		Prix par coût de main-d'oeuvre unitaire Fabrication
	Revenu du travail	Durée hebdomadaire du travail Fabrication

Bien que l'existence d'un indicateur avancé pour les dépenses publiques courantes pourrait présenter un certain intérêt, son absence n'est pas non plus une grande lacune. Aussi, comme les importations réagissent au revenu global, l'indicateur avancé logique des importations est l'indice avancé déjà défini.

Nous terminons en comparant le champ d'observation des quatre systèmes d'indicateurs avancés canadiens existants. Comme ces quatre systèmes semblent se rapprocher le plus du champ d'observation complet pour ce qui est de la dépense, nous nous limiterons à ce dernier secteur. De plus, comme l'utilité d'une telle comparaison repose autant sur ce qu'elle suggère pour l'avenir des systèmes existants que sur l'évaluation de leurs avantages relatifs actuels, la discussion sera structurée par élément de dépense plutôt que par système d'indicateurs avancés.

i) Consommation:
TRENDICATOR n'a pas d'indicateur avancé qui puisse être spécifiquement associé à la consommation.[8] La Banque de Commerce utilise les nouvelles commandes en dollars constants dans le secteur de la fabrication, qui contiennent certaines commandes provenant directement du secteur des consommateurs, mais ces données ne sont pas séparées des commandes reçues des secteurs hors consommateurs. On peut en dire autant de l'utilisation par Statistique Canada des nouvelles commandes en dollars constants pour les biens durables. Statistique Canada se sert également des ventes de véhicules automobiles neufs et de meubles et articles ménagers qui peuvent être reliées directement à la consommation, mais qui se caractérisent également par des avances relativement brèves. Singer utilise des variations en pourcentage du crédit à la consommation en cours, bien qu'il semble que le comportement avancé de cette série soit imputable uniquement aux effets mécaniques de l'opérateur de variation en pourcentage, puisque Singer se sert également des niveaux du crédit à la consommation par versement comme indicateur retardé.

Les travaux futurs dans ce secteur vont s'attarder au fractionnement de la partie consommateurs des nouvelles commandes, la mise au point d'une formule plus intéressante sur le plan théorique de la variable crédit à la consommation et l'évaluation d'autres indicateurs avancés possibles tels que l'attitude des consommateurs, etc.

[8]Naturellement, TRENDICATOR contient des indicateurs tels que l'offre de monnaie, qui affectent un grand nombre de secteurs de l'économie et peuvent se rattacher à la consommation. Ici, cependant, nous nous limitons aux relations qui peuvent être utilisées pour évaluer directement les perspectives du secteur en question.

ii) Construction résidentielle:
Les quatre systèmes ont un champ d'observation raisonnablement bon dans ce secteur.

iii) Machines et matériel:
TRENDICATOR n'a pas de séries avancées se rattachant directement à ce secteur. Dans la mesure où les nouvelles commandes dans le secteur de la fabrication saisissent les dépenses en machines et matériel, ce secteur de la dépense est couvert par les systèmes Singer, Commerce et Statistique Canada. Dans tous les cas, cependant, les commandes portant sur les machines et le matériel doivent être séparées de la série des commandes globales.

iv) Construction non résidentielle:
La Banque de Commerce et Singer utilisent des permis de bâtir non résidentiels en dollars constants comme indicateur avancé des dépenses en construction non résidentielle. Les nouvelles commandes de Statistique Canada en biens durables saisissent certaines des dépenses au titre de la construction non résidentielle, mais là encore, il faut séparer la partie appropriée de la série des commandes totales. TRENDICATOR utilise la valeur en dollars constants du total des permis de bâtir, et bénéficierait également de la distinction entre le secteur non résidentiel et le reste.

La mise au point future d'un indicateur avancé pour ce secteur devrait se concentrer sur la combinaison des renseignements obtenus par les permis de bâtir non résidentiels transformés de façon appropriée en dollars constants et par la partie de la série des nouvelles commandes qui représente l'entrée dans le secteur de la construction non résidentielle.

v) Stocks:
Ni le TRENDICATOR ni la Banque de Commerce ne possèdent une série se rapportant aux stocks dans la composante de la dépense. Statistique Canada se sert du ratio des livraisons aux stocks de produits finis pour le secteur de la fabrication, tandis que Singer utilise les variations trimestrielles des stocks commerciaux non agricoles. Les travaux futurs pourraient s'attarder aux indicateurs avancés mensuels reliés aux stocks dans les secteurs hors fabrication.

vi Exportations:
TRENDICATOR n'a pas d'indicateurs avancés des exportations, alors que Statistique Canada et la Banque de Commerce utilisent l'indicateur avancé des États-Unis. Il

serait possible de construire un indice utilisant uniquement des données canadiennes en remplaçant l'indice avancé américain par les nouvelles commandes reçues par les branches d'activité d'exportation. Cette façon d'agir présente également l'avantage de saisir les dépenses au titre des exportations de pays autres que les États-Unis. On pourrait faire valoir que l'indicateur Singer des prix sur le marché au comptant américain traduit la demande américaine de marchandises canadiennes. Avec la récession de 1980, cependant, l'indice avancé américain est passé par un sommet en octobre 1978, tandis que l'indice des prix des marchandises Singer passait pas son sommet en février 1980.

Annexe I
La construction et la mise à jour d'un indice composite

A. La construction d'un indice composite

La première étape de la construction d'un indice avancé composite est de prendre les variations en pourcentage d'un mois à l'autre de chaque série. Afin de garantir le traitement symétrique[9] des variations positives et négatives, on calcule les variations en pourcentage à partir de la formule $200(y_t-y_{t-1})/(y_t+y_{t-1})$. Pour les séries qui peuvent contenir des valeurs nulles ou négatives, et pour les séries qui sont déjà exprimées sous la forme de pourcentages ou de ratios, on calcule les différences simples d'un mois à l'autre plutôt que les variations en pourcentage.

Afin d'empêcher les séries plus irrégulières de dominer l'indice, les variations en pourcentage (ou différences) de chaque composante sont normalisées afin de rendre la valeur moyenne égale à zéro et l'écart type à 1. On peut ainsi combiner des séries avec des unités de mesure différentes.

L'étape suivante consiste à combiner des séries corrigées afin d'obtenir une moyenne également pondérée. La moyenne obtenue est ensuite multipliée par une constante (3.47019) égale à l'écart type moyen des composantes. Ceci a pour effet de remplacer une partie de l'amplitude cyclique qui a été éliminée par la procédure de normalisation. La série normalisée moyenne avec l'inclusion de l'écart type moyen est ensuite soumise à une correction de renversement de la tendance afin de garantir que l'indice a la même tendance qu'un indicateur coïncidant. La variation en pourcentage mensuelle moyenne (0.36) d'un indicateur coïncidant est ajoutée, et la série (y_t) est transformée en niveaux (x_t) en renversant l'opération de variation en pourcentage symétrique grâce à la formule: $x_t = x_{t-1}(200 + y_t)/(200 - y_t)$. On convertit ensuite l'indice sur la base désirée (actuellement, 1971) en divisant chaque terme par la valeur moyenne de l'indice de l'année de base et en multipliant par 100.

L'indice avancé et ses composantes sont ensuite filtrés avec des filtres occasionnant un déphasage minimum (Rhoades [6]), de façon à minimiser les faux signaux et à maximiser l'actualité.

B. Mise à jour et révision de l'indice avancé composite.

L'indice avancé composite est mis à jour et révisé chaque mois. Le calcul de nouveaux coefficients de normalisation chaque mois donne de nouveaux écarts types et de nouvelles moyennes pour les indicateurs constitutifs. L'utilisation de ces nouveaux facteurs dans la construction de l'indice avancé se traduiraient par des révisions de l'indice remontant au-delà des données les plus récentes. Pour l'empêcher, on calcule les coefficients de normalisation seulement sur une base périodique. La période utilisée actuellement est celle qui va de janvier 1952 à décembre 1979.

[9] La formule conventionnelle pour le calcul de la variation en pourcentage sur un intervalle de temps donné est $100(y_t-y_{t-1})/y_{t-1}$. Dans la formule modifiée, la somme de y_t et y_{t-1} sert de dénominateur afin de maintenir les variations en pourcentage positives et négatives symétriques. Considérons par exemple une série dans laquelle les valeurs consécutives sont 4,8,4,4,8 et 4. Bien que cette série ne possède pas de tendance à la hausse, la formule de la variation en pourcentage ordinaire va donner une variation moyenne de +25% (puisque trois augmentations de 100% et trois diminutions de 50% peuvent être mises en moyenne). La formule modifiée, cependant, va donner une variation moyenne de 0, puisqu'un nombre égal d'augmentations et de diminutions de 66-2/3 serait mis en moyenne.

Bibliographie

[1] Bry, Gerhard, "The Average Workweek As An Economic Indicator", National Bureau of Economic Research, Occasional Paper 69, 1959.

[2] Bry, Gerhard and Boschan, Charlotte, "Cyclical Analysis of Time Series: Selected Procedures and Computer Programs", National Bureau of Economic Research, Technical paper 20, 1971.

[3] Cross, Philip, "Les cycles d'affaires au Canada: 1950-1981", Mars 1982, Catalogue 13-004F de Statistique Canada.

[4] Friedman, Milton, and Schwartz, Anna, "Money and Business Cycles", Review of Economics and Statistics, supp. February 1963, pp. 32-64.

[5] Hymans, Saul H., "On the Use of Leading Indicators to Predict Cyclical Turning Points", Brookings Papers on Economic Activity 2: 1973, pp. 339-384.

[6] Rhoades, Darryl, "La conversion de l'actualité en fiabilité des séries chronologiques économiques ou Filtrage des séries chronologiques économiques occasionnant un déphasage minimum", Revue statistique Du Canada, Février 1980, Catalogue 11-003F de Statistique Canada.

[7] Smith, Warren L., "On the Effectiveness of Monetary Policy", American Economic Review, XLVI, September 1956.

[8] Smith, Warren L., "On Some Current Issues in Monetary Economics: An Interpretation", Journal of Economic Literature, September 1970.

[9] Teigen, R.L., "They Keynesian-Monetarist Debate in the U.S.", Statisokonomisk Tidsskrift, LXXXIX, January 1960, pp. 1-27.

[10] Zarnowitz, Victor and Boschan, Charlotte "CYCLICAL INDICATORS: An Evaluation and New Leading Indexes", Business Conditions Digest, May 1975, U.S. Department of Commerce.

Glossaire

Base monétaire
Somme des billets en circulation, de la monnaie métallique hors des banques et des dépôts des banques à charte auprès de la Banque du Canada. Également appelée l'offre de monnaie centrale "high powered Money Supply".

Commerce extérieur

Base de la balance des paiements
Données qui contiennent un certain nombre de corrections apportées aux totaux douaniers afin de les aligner sur les concepts et les définitions utilisés dans le système de comptabilité nationale.

Base douanière
Totaux de données détaillées sur le commerce de marchandises préparés directement à partir des documents douaniers.

Exportations nettes
Exportations moins importations.

Termes de l'échange
Il s'agit du ratio du prix des exportations de marchandises à celui des importations de marchandises. Il est possible de calculer ce ratio chaque mois sur base douanière à partir des données du commerce extérieur, ou chaque trimestre sur la base de la balance des paiements à partir des données du PNB.

Demande finale
Demande intérieure finale plus les exportations. Elle est aussi égale au PNB moins les variations des stocks.

Demande intérieure finale
C'est la somme des dépenses personnelles en biens et services, les dépenses publiques courantes et la formation brute de capital fixe des Canadiens. La demande intérieure finale est aussi égale au PNB plus les importations moins les exportations et les variations des stocks. En d'autres termes, c'est une mesure de la demande finale des Canadiens, quelle que soit la façon dont elle a été satisfaite, soit par la production intérieure, les importations ou par les variations des stocks.

Désaisonnalisation interpolative
Cette méthode de désaisonnalisation n'utilise que les données réelles disponibles pour estimer le facteur saisonnier actuel, différant ainsi de la désaisonnalisation extrapolative qui utilise des prévisions afin de calculer le facteur saisonnier actuel. Ainsi la désaisonnalisation interpolative est plus sensible aux variations de la structure saisonnière.

Évaluation

Dollar constant
L'évaluation en dollars constants représente la valeur des dépenses ou de la production mesurée en terme des prix d'une période de base fixe quelconque. (Les variations des dépenses ou de la production exprimées en dollars constants ne peuvent être imputables qu'aux variations des quantités physiques des biens achetés ou produits).

Dollar courant
L'évaluation en dollar courant va représenter la valeur des dépenses ou de la production mesurée en prix courants. Une variation des dépenses ou de la production mesurée en dollars courants peut s'expliquer par une variation de la quantité des biens achetés ou produits ou par une variation du niveau des prix de ces mêmes biens.

Valeur nominale
La valeur nominale représente la valeur des dépenses ou de la production mesurée en prix courants.

Valeur nominale est synonyme de valeur en dollars courants.

Valeur réelle
Valeur "réelle" est synonyme de valeur en dollars constants.

Filtrage, filtré
En général, on entend par filtrage, la suppression, ou le filtrage, des mouvements des données qui se répètent avec approximativement la même fréquence. Dans notre contexte, il s'agit d'éliminer les hautes fréquences ou les mouvements

irréguliers, de sorte que l'on puisse mieux évaluer si le mouvement courant représente une variation de la tendance-cycle. Malheureusement cette opération entraîne une perte d'actualité dans l'avertissement en ce qui concerne les changements cycliques. Nous avons essayé de minimiser cette perte d'actualité en filtrant de manière à minimiser le déphasage.

Indice de diffusion Un indice de diffusion est une mesure, couvrant un groupe de séries chronologiques, qui exprime l'uniformité de mouvement du groupe en question. Plus précisément, pour toute période donnée, l'indice de diffusion est égal au pourcentage de séries du groupe qui font ressortir une expansion pendant la période en question. L'indice de diffusion donne par conséquent la dispersion, ou la diffusion, d'une variation donnée de l'agrégat. Comme les variations de cycles économiques touchent en général un grand nombre de processus économiques, les indices de diffusion servent à déterminer si une variation est causée par des forces cycliques.

Marché du travail

Chômeurs — Les chômeurs sont les personnes qui, au cours de la période de référence:
a) étaient sans travail, en avaient activement cherché au cours des quatre dernières semaines (y compris la semaine de référence) et étaient prêtes à travailler,
ou
b) n'avaient pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais étaient mises à pied (et s'attendaient à être rappelées au travail) depuis moins de 26 semaines et étaient prêtes à travailler,
ou
c) n'avaient pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais devaient commencer à travailler à un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins à compter de la semaine de référence et étaient prêtes à travailler.

Effectifs des grandes entreprises — Il s'agit de toutes les personnes qui sont rétribuées pour leurs services ou leurs absences pendant la semaine de référence et pour lesquelles l'employeur verse des contributions au RPC ou RRQ et/ou à la caisse d'assurance-chômage. Le concept de salarié exclut les propriétaires et les partenaires d'entreprises non constituées en sociétés et ceux qui possèdent un bureau pour l'exercice d'une profession, les travailleurs autonomes, les travailleurs familiaux non rémunérés, les bénévoles, les retraités, les travailleurs à domicile, les membres de corps élus ou nommés, le personnel militaire et les personnes fournissant des services à un établissement sur une base forfaitaire. La statistique est établie à partir des données recueillies lors de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures-hommes.

Enquête sur la population active — Il s'agit d'une enquête mensuelle auprès des ménages qui mesure la situation de ses membres par rapport au marché du travail, au cours de la période de référence. Les pensionnaires des institutions et les membres à plein temps des Forces armées canadiennes sont exclus, car on les considère comme n'appartenant pas au marché du travail.

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures personnes — Il s'agit d'un recensement par la poste auprès des entreprises employant au moins 20 employés, au cours de laquelle on recueille des renseignements sur les feuilles de

paye de la dernière semaine ou de la dernière période de paye du mois de référence, dont des chiffres sur la durée moyenne, les gains et les effectifs.

Hypothèse des travailleurs d'appoint

Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle, à mesure que le taux de chômage augmente, le principal salarié de l'unité familiale peut devenir chômeur de sorte que les autres membres de la famille qui n'étaient pas actifs sont poussés à se chercher un emploi. On appelle aussi parfois cet hypothèse "effet du travailleur secondaire".

Hypothèse des travailleurs découragés

Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle, à mesure que le taux de chômage augmente, certaines personnes cherchant activement de l'emploi peuvent se "décourager" à mesure que la période de recherche se prolonge et se retirer de la population active.

Personnes occupées

Entrent dans cette catégorie toutes les personnes qui, pendant la période de référence de l'enquête sur la population active:
a) ont fait un travail quelconque, contre rémunération ou en vue d'un bénéfice pour un employeur ou à son propre compte. Il peut également s'agir d'un travail familial non rémunéré qui contribue directement à l'exploitation d'une ferme, d'une entreprise ou d'un bureau professionnel, qui est possédé ou exploité par un membre apparenté du ménage.
b) avaient un emploi mais n'étaient pas au travail pour l'une des causes suivantes: maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales, mauvais temps, conflit de travail ou autres raisons (à l'exception des personnes mises à pied et des personnes qui devaient commencer à travailler à une date future déterminée).

Population active

Les actifs sont les personnes de la population âgées de 15 ans ou plus qui, au cours de la période de référence, étaient soit employées ou en chômage.

Taux d'activité

Exprime la population active en pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus. Le taux d'activité d'un groupe donné est le pourcentage de ce groupe faisant partie de la population active.

Taux d'emploi

Nombre de personnes employées en pourcentage de la population agée de 15 ans et plus.

Travailleurs rémunérés

Les personnes qui ont fait un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'un bénéfice au cours de la période de référence. Les travailleurs rémunérés ne comprennent pas les personnes qui ont fait un travail non rémunéré qui a contribué directement à l'exploitation d'une ferme familiale, d'une entreprise ou d'un bureau pour l'exercice d'une profession, possédé ou exploité par un membre apparenté du ménage.

Prix

Indice de prix Laspeyres

Les poids utilisés pour calculer un indice de prix agrégé Laspeyres sont des poids fixes calculés pour une période de référence. Ainsi, les changements d'un indice de prix de ce type sont strictement limités aux mouvements des prix.

Indice de prix Paasche

Les poids utilisés pour calculer un indice de prix agrégé Paasche sont les poids de la période courante. Les changements d'un indice de prix de ce type réflètent à la fois les changements de prix et d'importance des composantes.

Prix à la consommation

Prix au détail, y compris toutes les taxes de vente, d'accise et autres se rapportant aux marchandises. C'est-à-dire, qu'il s'agit des prix que l'acheteur final paierait dans un magasin ou un point de vente. L'indice des prix à la consommation est conçu de façon à mesurer la variation dans le temps du coût d'un "panier" constant de biens et de services, représentant les achats d'un groupe particulier de la population au cours d'une période donnée. Comme le panier contient un ensemble de biens et de services dont la quantité et la qualité ne varient pas ou qui sont comparables, les variations du prix du panier sont imputables uniquement au mouvement des prix.

Prix des marchandises

Prix quotidiens en espèces (au comptant) des marchandises. Le prix des marchandises se rapporte habituellement au prix au comptant des matières brutes.

Prix implicites

Prix obtenus par un procédé de déflation. Ils traduisent non seulement les variations des prix, mais aussi les variations du régime des dépenses ou de la production pour le groupe auquel ils se rapportent.

Prix industriels

Il s'agit des prix pratiqués pour les nouvelles commandes dans le secteur de la fabrication, à l'exclusion des escomptes, des allocations, des rabais, des taxes de vente et d'accise pour la période de référence. Le point de fixation des prix est la première étape de la vente après la production. L'indice de prix de vente dans l'industrie est un ensemble d'indices de prix à pondération de base destinés à mesurer le mouvement des prix des produits vendus par les établissements canadiens classés dans le secteur de la fabrication par la classification des activités économiques de 1970.

Stocks

Par étape de fabrication

On classifie les stocks à l'intérieur d'une industrie donnée selon que la fabrication des biens, du point de vue de cette industrie, est complétée, est en cours ou n'a pas encore commencé. Les stocks détenus à ces différentes étapes de fabrication sont respectivement définis comme étant les stocks de produits finis, les stocks de produits en cours, et les stocks de matières brutes. Notons que, dans ce contexte, les matières brutes ne sont pas nécessairement des produits de base tels le blé, le minerai de fer, etc... Ce sont simplement les matières qui servent d'intrants à l'industrie en question.

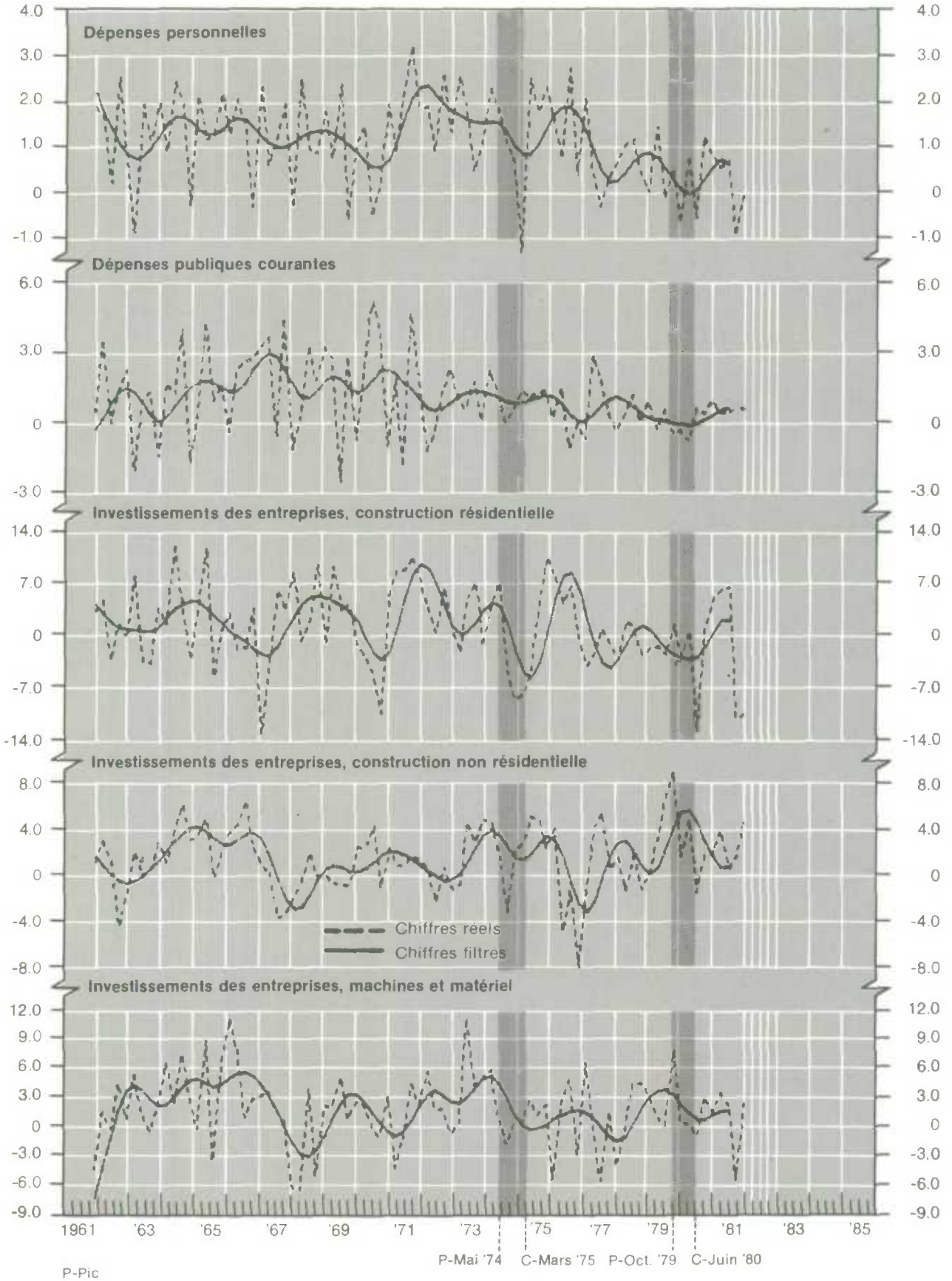
Graphique

1	Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	3
2	Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés aux taux annuels	4
3	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	5
4	Indicateurs de la demande, chiffres désaisonnalisés	6
5	Marché du travail, chiffres désaisonnalisés	7
6	Prix et coûts	8
7	Dépense nationale brute, indices implicites de prix, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	9
8	Dépense nationale brute, indices implicites de prix, et revenu national, certaines composantes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	10
9	Commerce extérieur, base douanière, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	11
10	Balance canadienne des paiements internationaux, millions de dollars	12
11	Indicateurs financiers	13
12	Indicateurs avancés et coincidants du Canada	14
13-14	Indicateurs avancés du Canada	15-16

Graphique — 1

Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) (1961 Q2-1981 Q4)



P-Pic

C-Creux

Graphique — 2

Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971

(Chiffres désaisonnalisés aux taux annuels) (1961 Q2-1981 Q4)

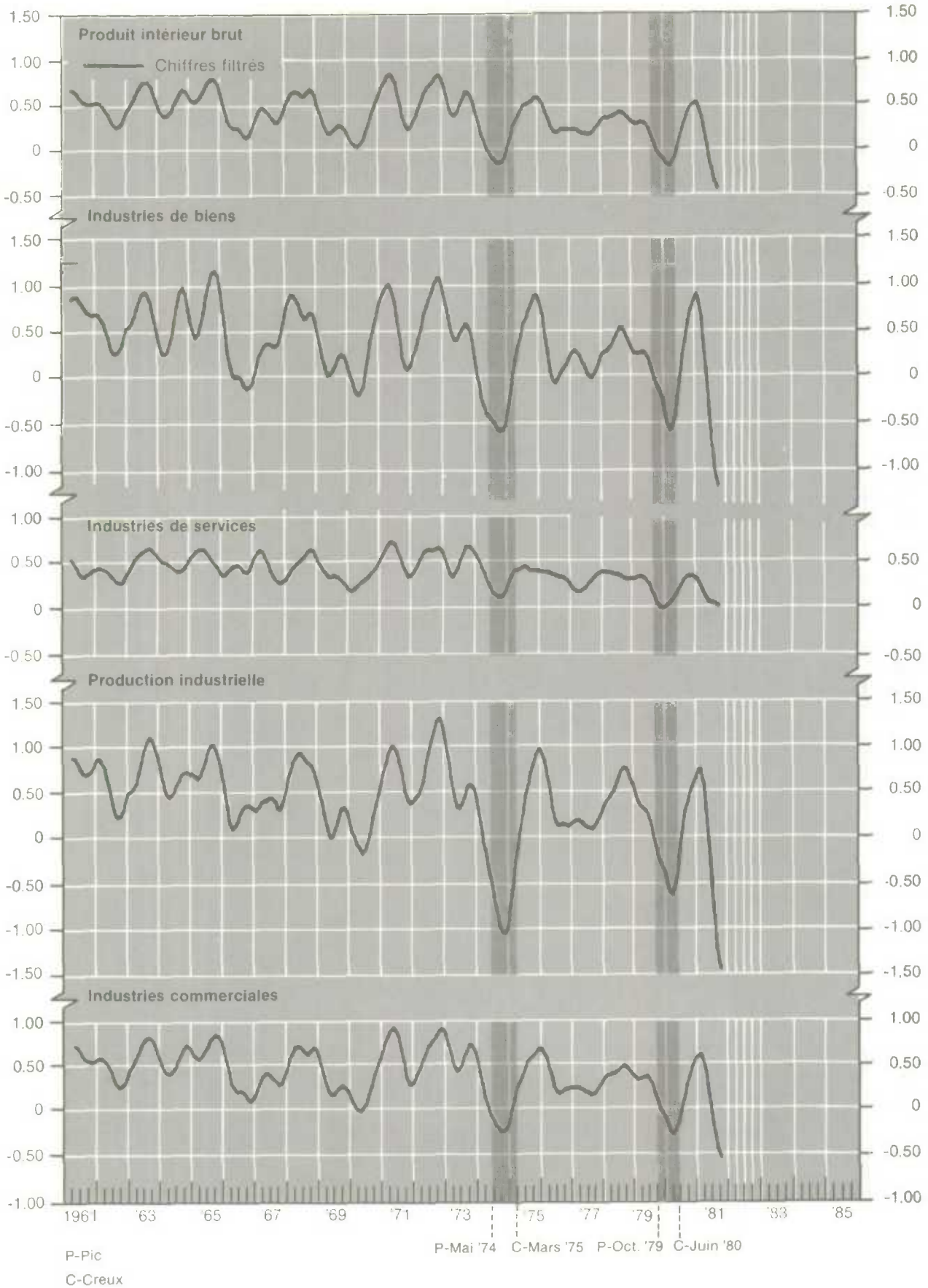
P-Pic

C-Creux

Graphique — 3

Produit intérieur brut par industrie

(variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) (Juin/61 - Oct./81)



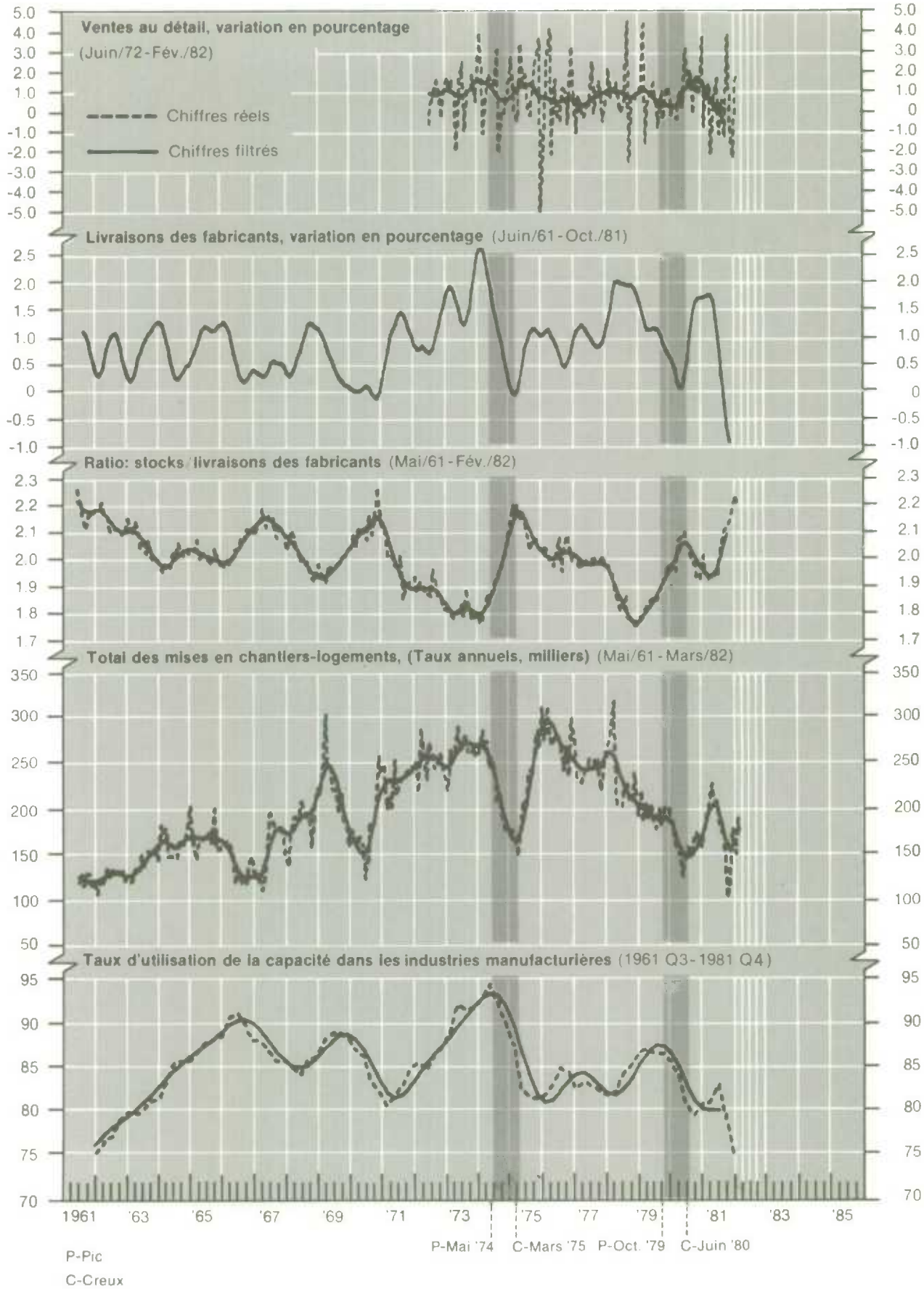
P-Pic

C-Creux

Graphique — 4

Indicateurs de la demande

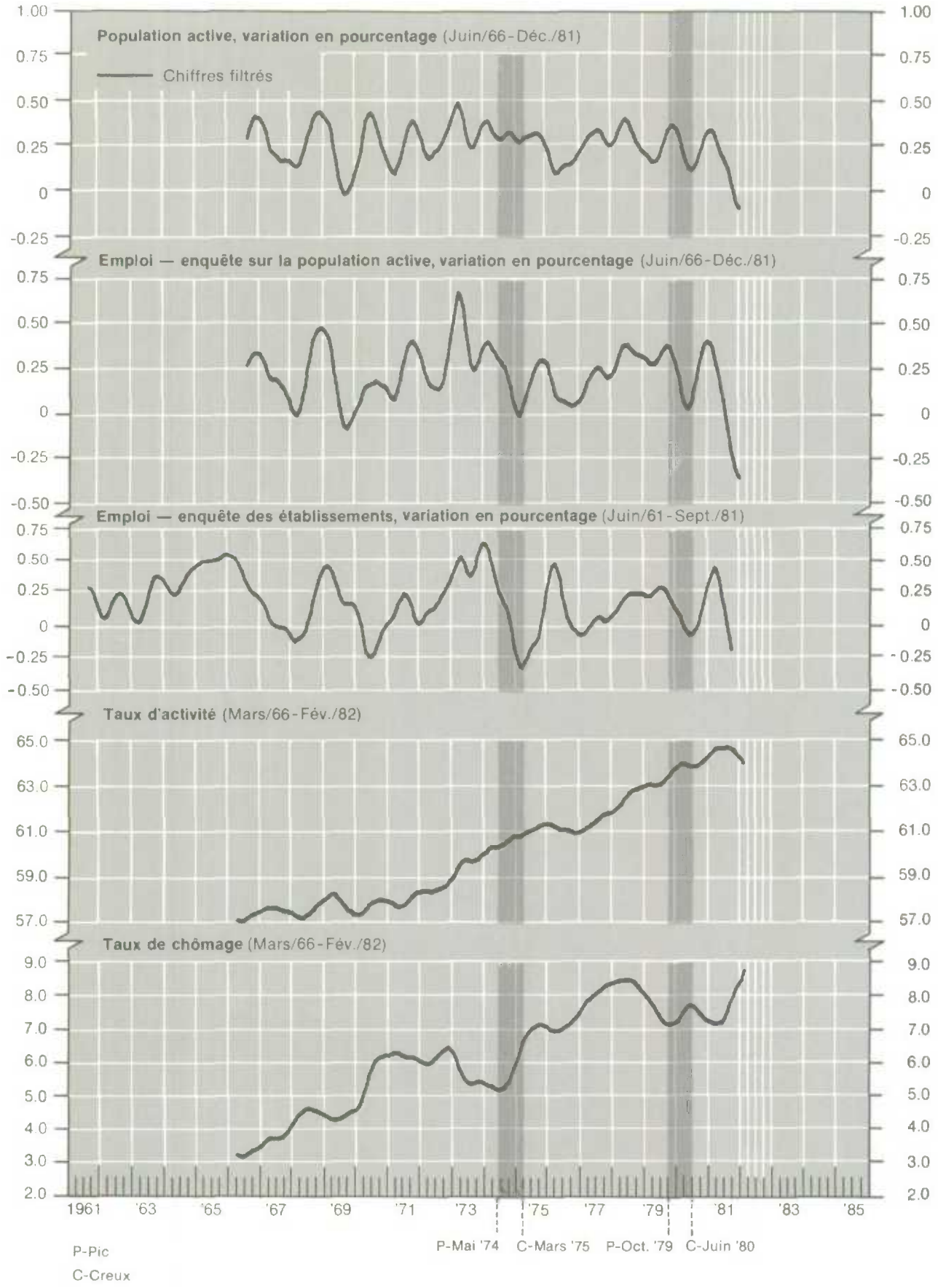
(Chiffres désaisonnalisés)



Graphique — 5

Marché du travail

(Chiffres désaisonnalisés)

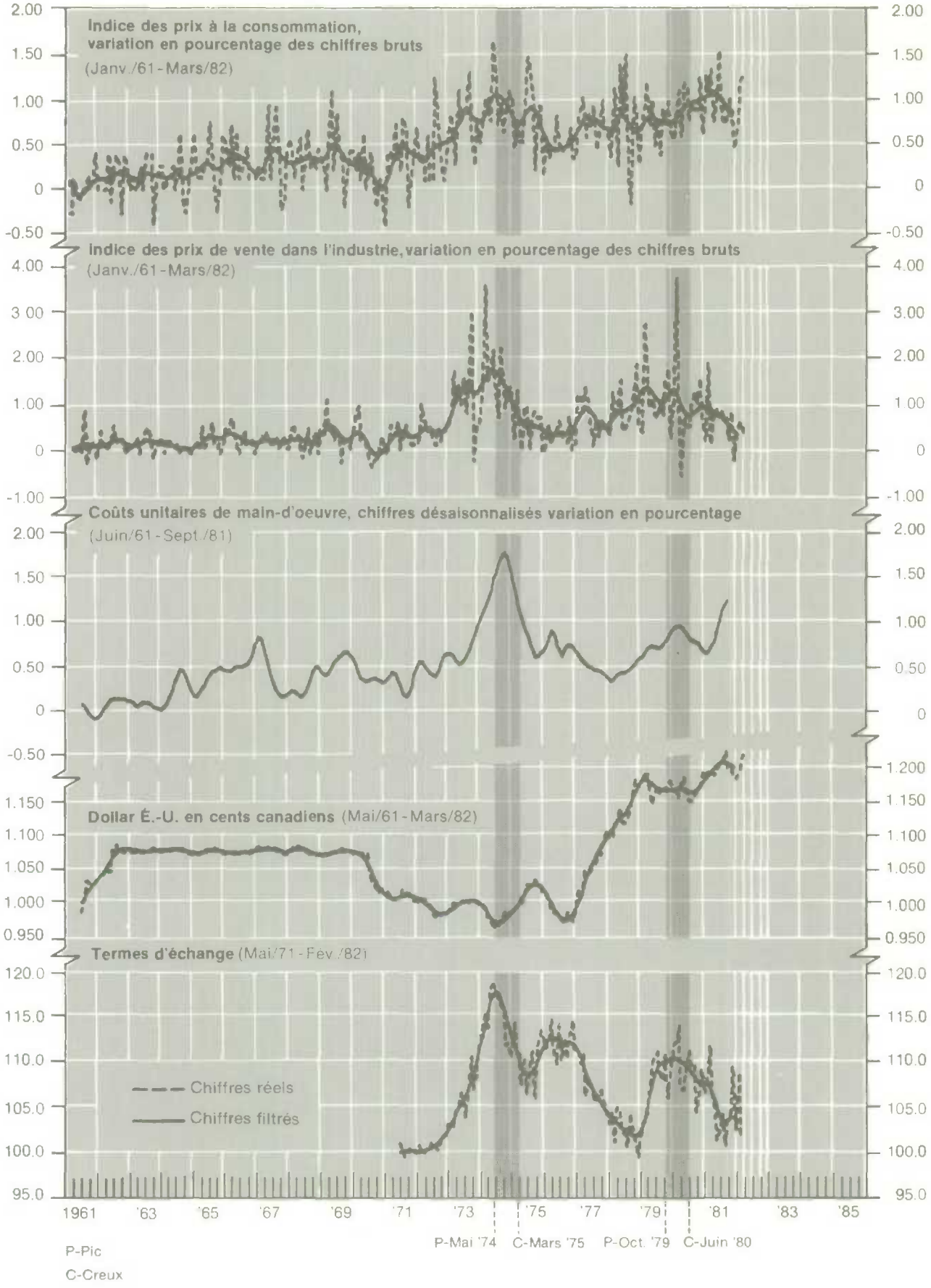


P-Pic

C-Creux

Graphique — 6

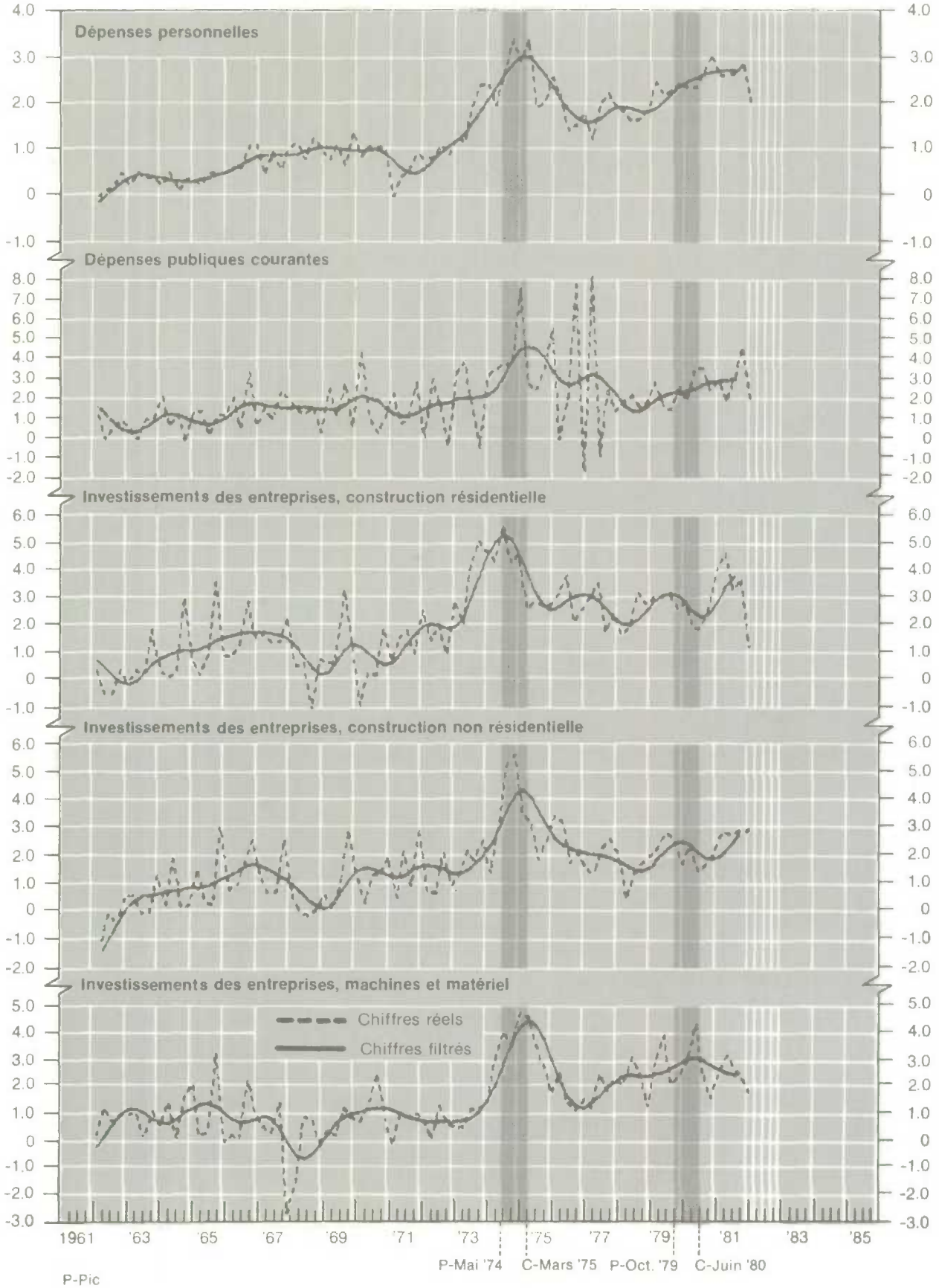
Prix et coûts



Graphique — 7

Dépense nationale brute, indices implicites de prix

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) (1961 Q2-1981 Q4)



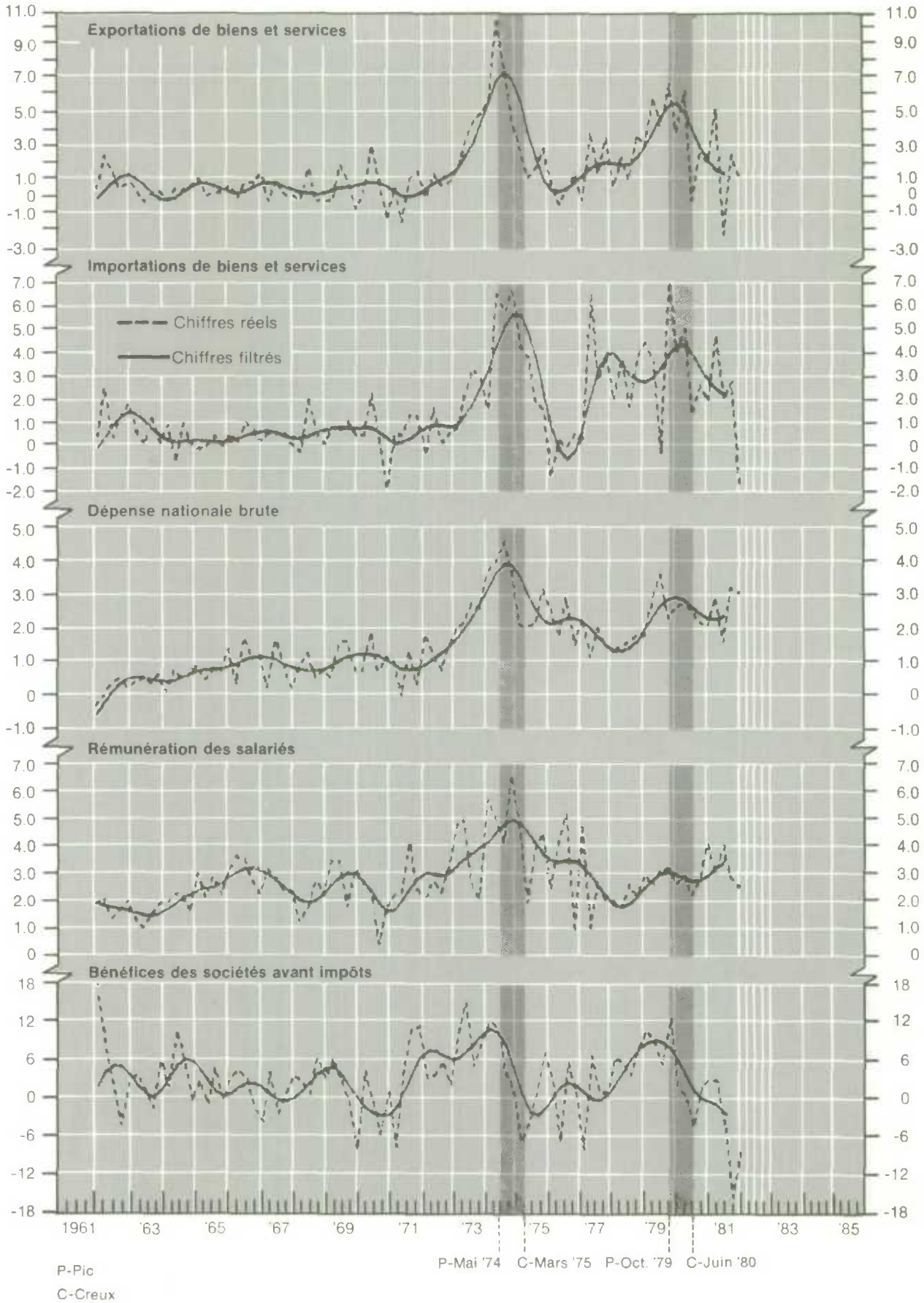
P-Pic

C-Creux

Graphique — 8

Dépense nationale brute, indices implicites de prix et revenu national, certaines composantes

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) (1961 Q2- 1981 Q4)

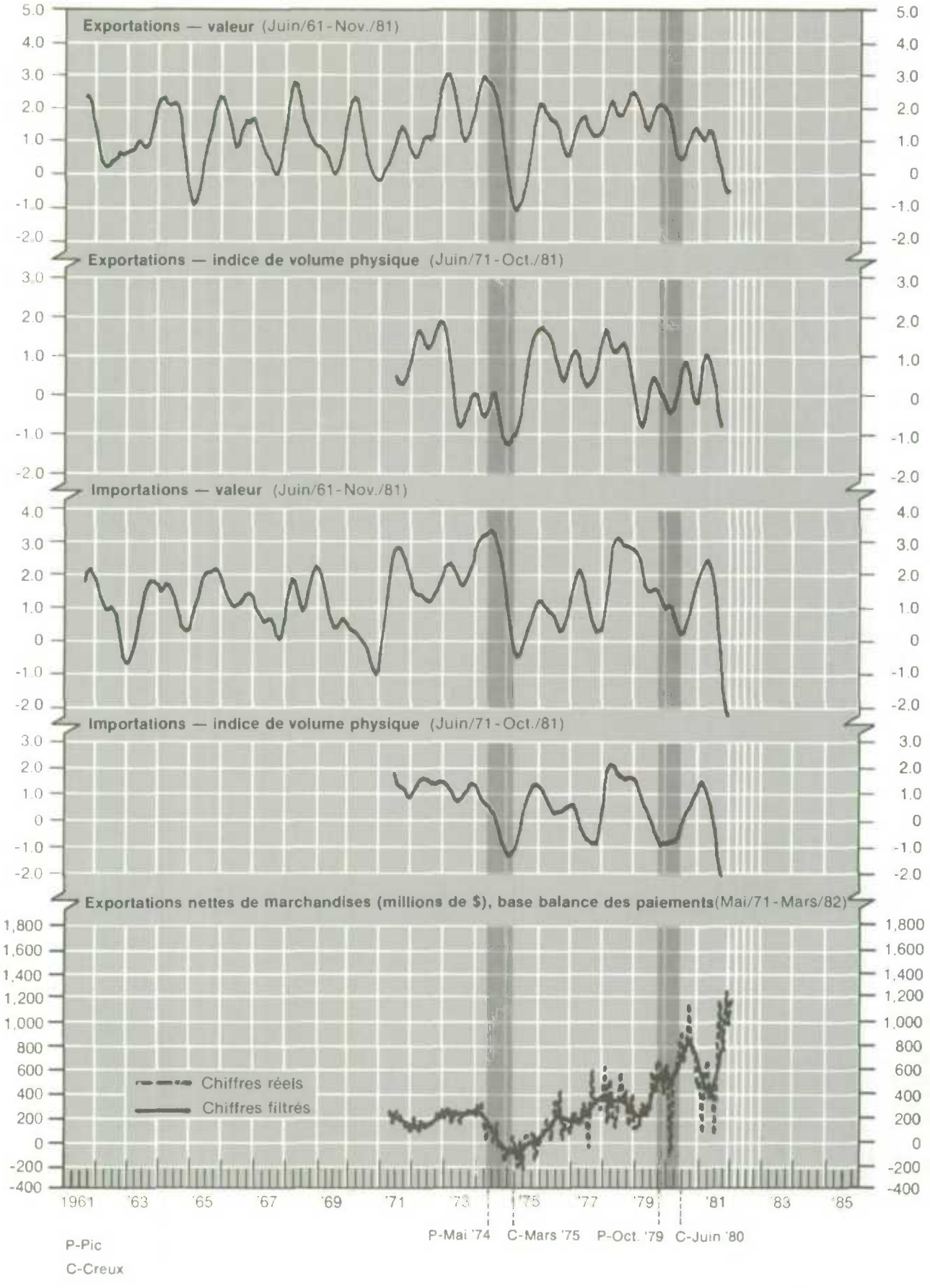


P-Pic
C-Creux

Graphique — 9

Commerce extérieur, base douanière

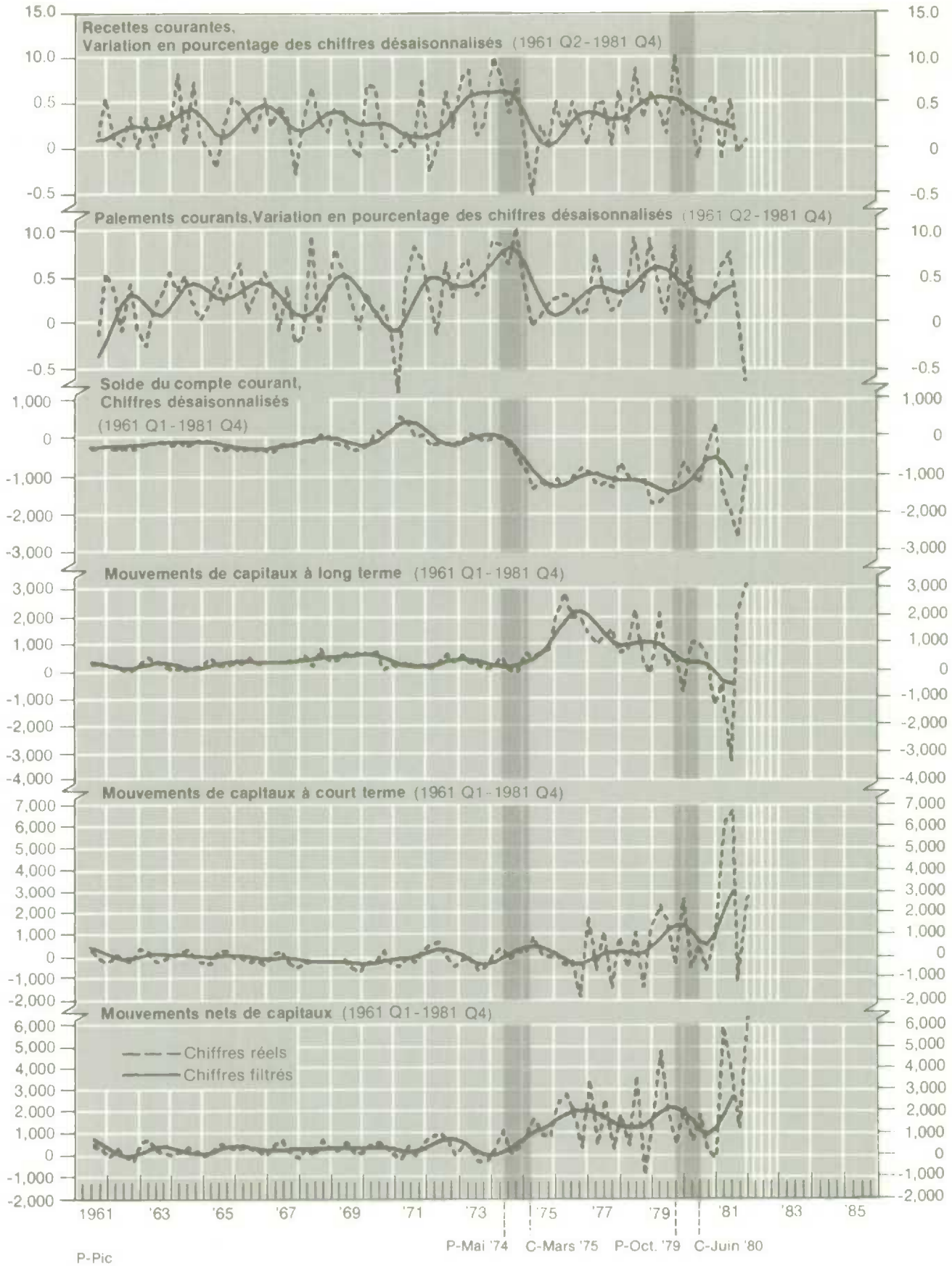
(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés)



Graphique — 10

Balance canadienne des paiements internationaux

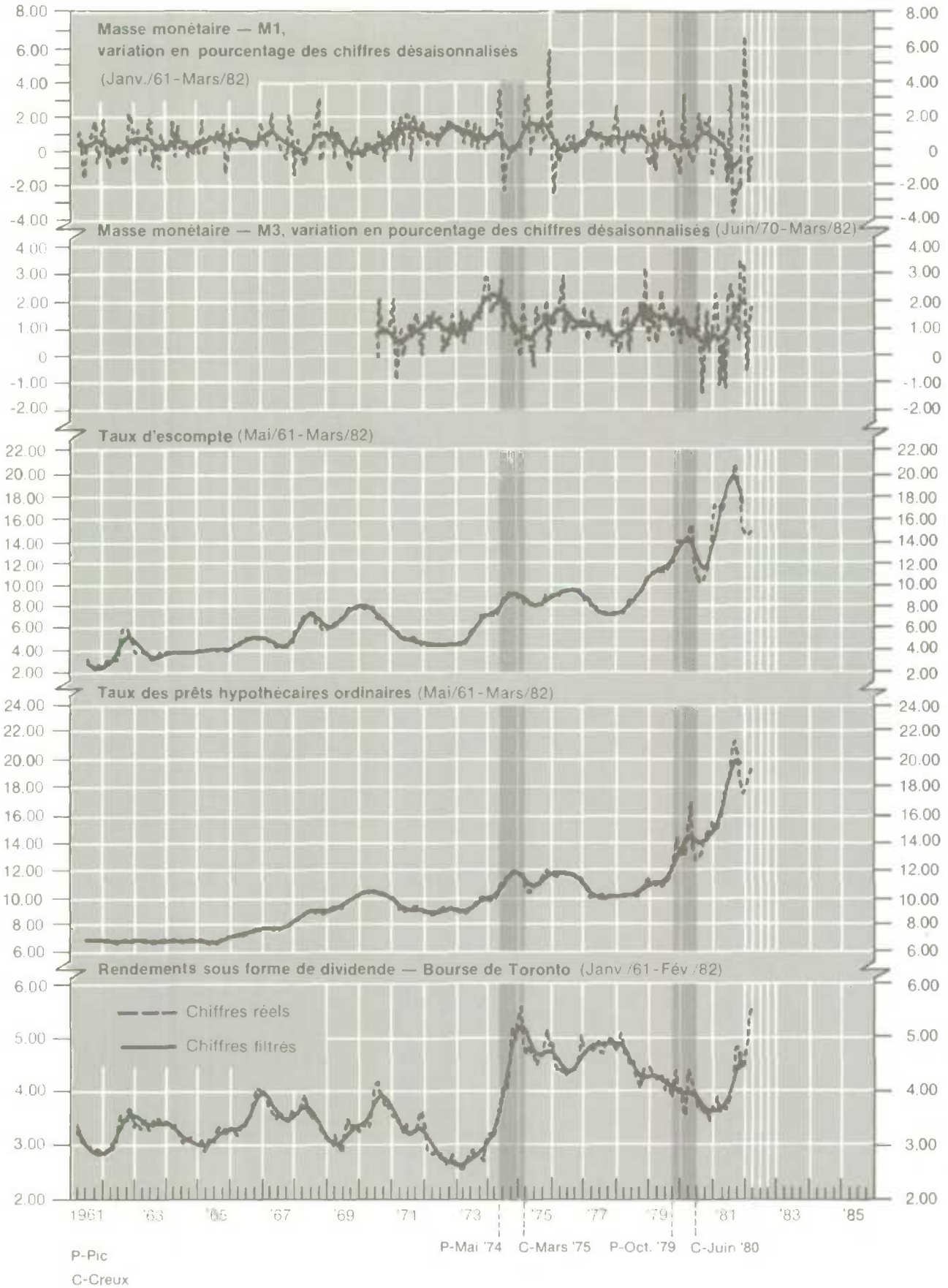
(Millions de dollars)



P-Pic
C-Creux

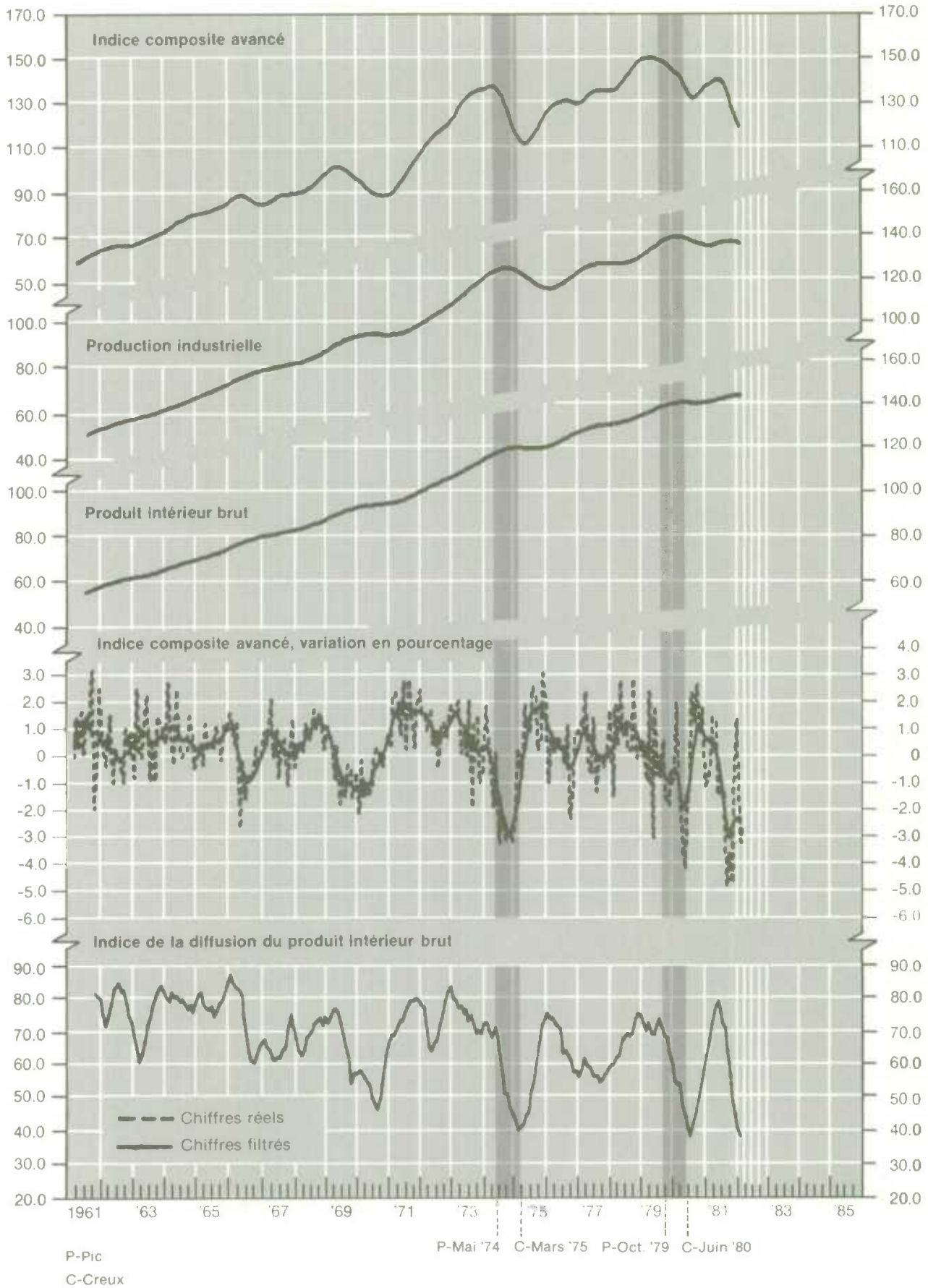
Graphique — 11

Indicateurs financiers



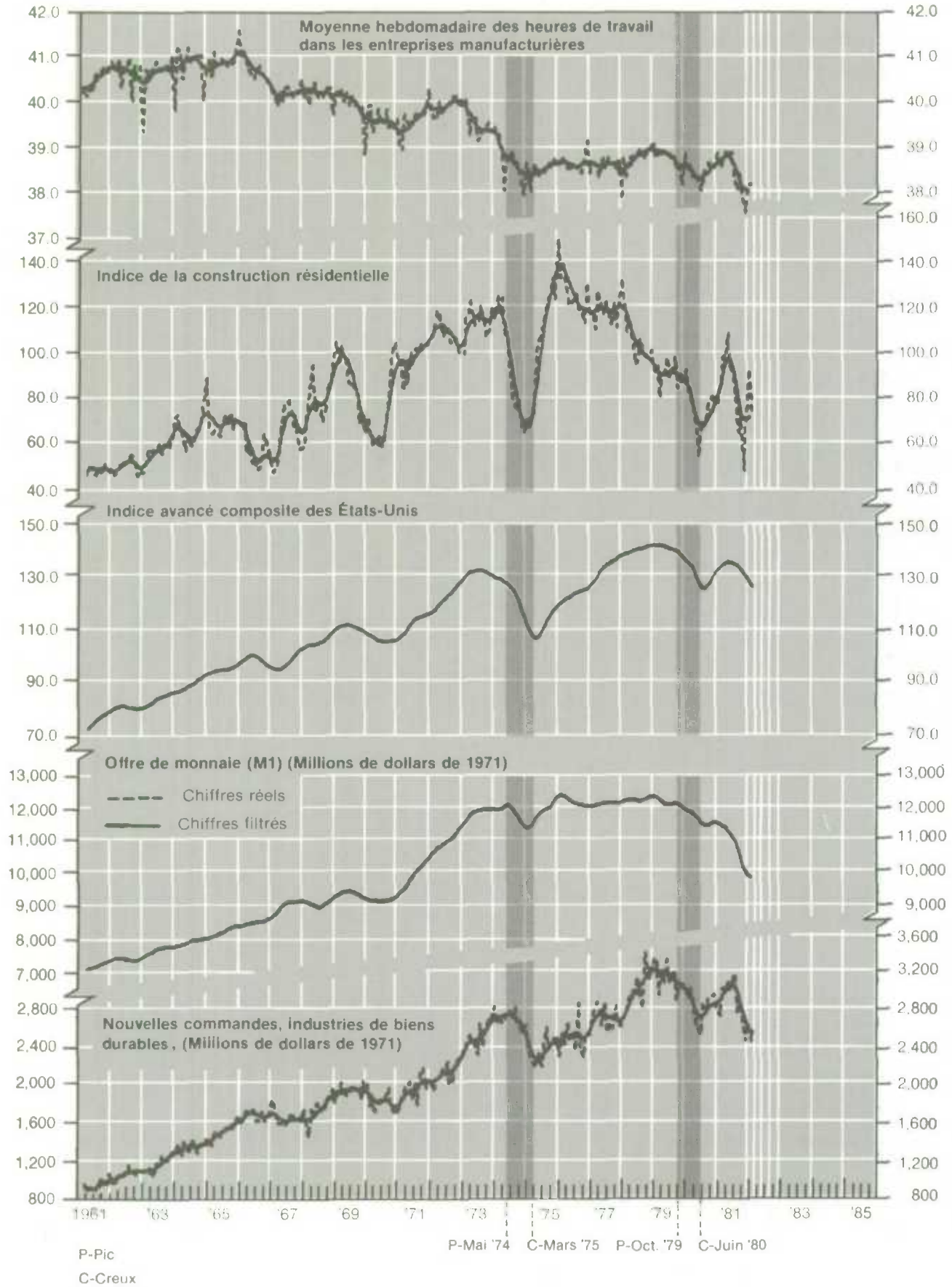
Graphique — 12

Indicateurs avancés et coïncidants du Canada (Janv./61 - Fév./82)



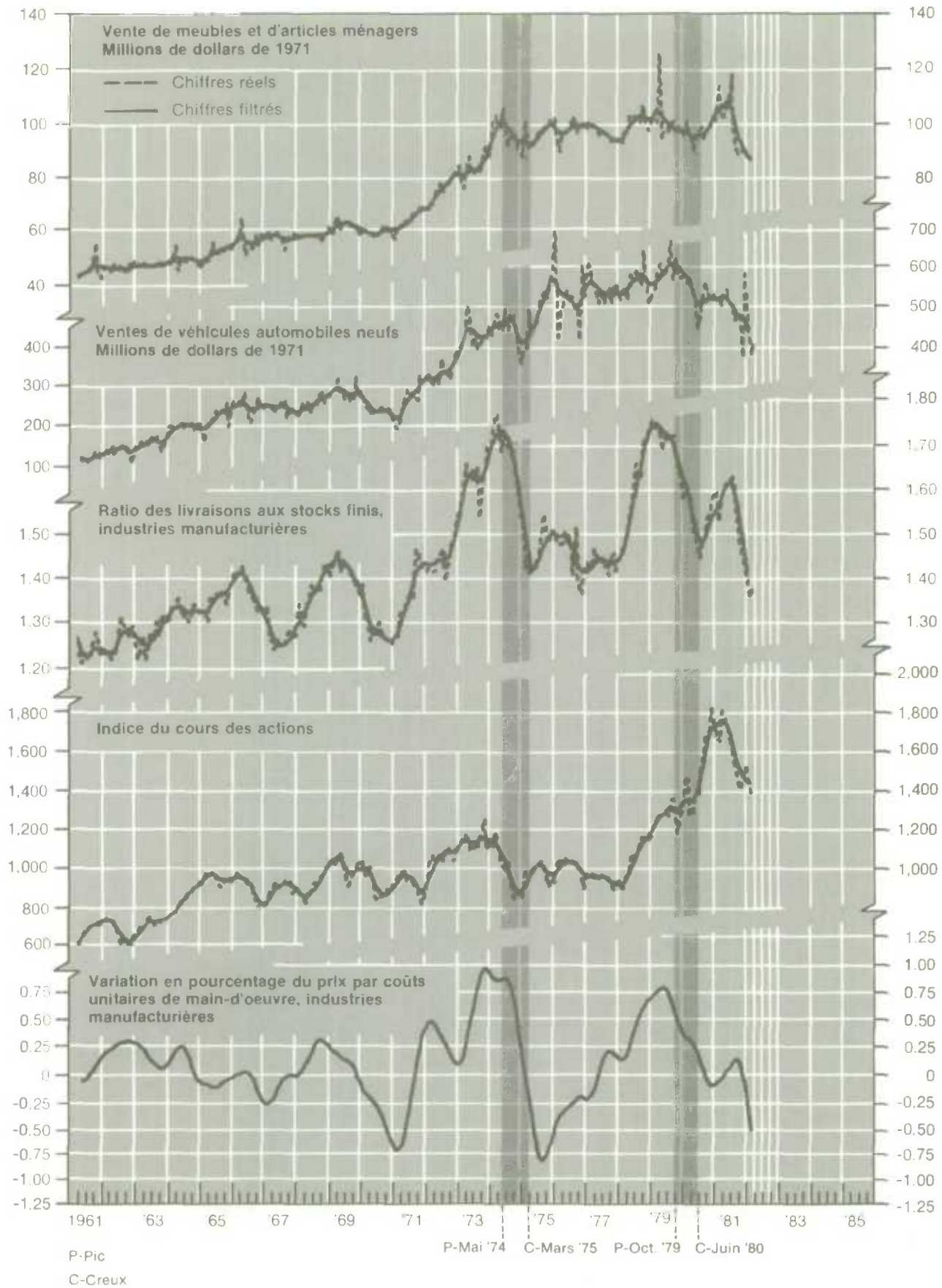
Graphique — 13

Indicateurs avancés du Canada (Janv./61 - Fév./82)



Graphique — 14

Indicateurs avancés du Canada (Janv./61 - Fév./82)



Principaux indicateurs économiques

1	Dépense nationale brute en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
2	Produit intérieur réel par industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
3	Indicateurs de la demande, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	20
4	Indicateurs du marché du travail, données désaisonnalisées	20
5	Prix et coûts, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	21
6	Prix et coûts, indices implicites de prix des comptes nationaux, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	21
7	Commerce extérieur, base douanière, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	22
8	Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	22
9	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	23
10	Indicateurs financiers	23
11-12	Indicateurs avancés du Canada, données filtrées	24
13	Indicateurs mensuels des États-Unis, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	25
14-15	Indicateurs avancés et coincidants des États-Unis, données filtrées	25-26

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN DOLLARS DE 1971
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION NON-RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: MACHINES ET MATERIEL	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: NON AGRICOLES (1)	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
1977	2.9	3.2	-6.3	3.0	-.4	-571	-335	6.9	2.1	2.1
1978	2.8	1.6	-3.3	1.8	2.4	-46	218	10.3	4.6	3.7
1979	2.0	.5	-7.3	13.3	11.2	1766	-126	2.7	6.0	3.0
1980	1.0	-.5	-10.6	12.4	5.6	-2454	-180	1.0	-2.2	.0
1981	1.7	2.0	1.4	8.4	5.6	1154	380	1.4	3.1	3.0
1980 I	.8	-.9	.1	4.8	.2	-1248	-20	-1.8	1.1	-.8
II	-.5	.5	-12.9	-1.5	-1.0	328	-548	-.8	-1.3	-1.0
III	1.2	.3	.5	1.7	3.1	-3148	252	2.6	-2.5	.2
IV	.8	.9	4.8	1.9	1.6	776	52	4.0	1.7	2.3
1981 I	.6	.4	5.7	3.8	3.5	2220	356	-6.5	1.2	1.0
II	.7	.4	6.1	.6	2.3	-152	-148	8.2	5.3	1.4
III	-.9	.5	-11.6	1.6	-5.4	1080	372	-3.4	-1.0	-.8
IV	.0	.5	-10.8	4.9	2.4	-2328	-316	.0	-4.7	-.5

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO.13-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
1971=100
TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	PRODUIT INTERIEUR BRUT	P.I.B. SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES DES BIENS	INDUSTRIES DES SERVICES	PRODUCTION INDUSTRIELLE	INDUSTRIES MANUF. DURABLES	INDUSTRIES MANUF. NON-DURABLES	MINES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON COMMERCIALES
1977	2.9	2.9	1.9	3.5	2.6	2.5	1.5	3.0	3.2	1.7
1978	3.3	3.5	2.3	4.0	3.5	4.5	5.7	-7.8	3.7	1.5
1979	3.7	4.0	3.5	3.8	5.3	3.4	6.0	9.8	4.3	.3
1980	.4	.3	-1.6	1.6	-2.0	-4.7	-1.4	2.1	.3	.8
1981	2.5	2.4	2.3	2.6	1.1	2.3	1.2	-5.8	2.6	1.9
1980 MARS	.9	.9	1.5	.6	1.8	1.2	1.7	1.0	.6	2.7
AVR	-.7	-.8	-1.8	-.1	-2.4	-3.7	-1.2	.5	-1.0	.4
MAI	-.4	-.4	-1.6	.2	-1.5	-2.9	-1.5	1.9	-.6	.2
JUIN	-.4	-.3	-.9	.0	-.2	-.3	.0	-.5	-.4	.2
JUIL	.1	.1	.2	.1	-.4	-.1	-1.0	-2.9	.1	.2
AOUT	.4	.5	.4	.4	.8	1.7	-.1	2.0	.4	.2
SEP	.5	.6	1.1	.1	1.4	2.5	1.4	-2.9	.6	.2
OCT	.6	.6	.9	.5	.7	1.1	.4	-1.1	.8	.2
NOV	.6	.5	.2	.7	.4	.1	-.3	5.0	.5	.6
DEC	.0	.1	.5	-.3	.2	.8	.7	-4.3	.1	.0
1981 JAN	.4	.2	-.1	.7	-1.5	-2.6	-.2	.0	.5	-.2
FEV	.8	.7	1.9	.1	1.9	3.7	1.6	1.4	1.0	-.3
MARS	.5	.5	1.1	.1	1.5	2.6	.7	-1.0	.5	.1
AVR	.2	.3	.1	.3	.0	.3	-.4	.3	.3	-.3
MAI	.3	.4	1.0	.1	1.3	1.8	1.5	-2.7	.3	.7
JUIN	.5	.5	.7	.3	.9	2.6	.0	-2.4	.5	.1
JUIL	-1.1	-1.2	-1.9	-.5	-2.3	-3.0	-1.3	-8.1	-1.4	.9
AOUT	-.6	-.6	-1.7	.0	-1.7	-5.5	-.7	10.0	-.7	-.2
SEP	-.1	-.1	-1.2	.5	-1.5	-3.1	-.4	-2.1	-.1	.0
OCT	-.4	-.5	-.7	-.3	-1.4	-2.7	-.8	-.3	-.5	.5
NOV	.1	.1	-1.2	.8	-1.7	-2.0	-2.1	.1	.1	.0
DEC	-.5	-.5	-1.3	-.1	-.8	-.6	-1.4	1.2	-.5	-.1
1982 JAN	-1.3	-1.3	-1.4	-1.2	-1.8	-3.3	-1.8	.1	-1.6	.2
FEV	.1	.2	-.2	.4	-.3	.1	-.6	-1.3	.2	.0

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (61-005). STATISTIQUE CANADA.

INDICATEURS DE LA DEMANDE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	VENTES AU DETAIL	VENTES-MAGASINS A SUCC.	VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS	LIVRAISONS DES FABRICANTS	FABRICA. DE BIENS DURABLES-NOUVELLES COMMANDES	RATIO: STOCKS/ LIVRAISONS DES FABRICANTS (1)	DUREE HEBDO. MOYENNE DU TRAVAIL, FABRICATION (1)	TOTAL DES MISES EN CHANTIER-LOGEMENTS (2)	PERMIS DE BATIR	LIVRAISONS: MATERIAUX DE CONS-TRUCTION
1977	8.3	6.9	11.1	11.2	17.2	1.99	38.7	244.0	1.9	3.3
1978	11.8	11.0	12.4	18.7	22.5	1.84	38.8	234.8	5.8	18.3
1979	12.1	10.8	18.8	17.8	16.4	1.86	38.8	197.4	7.7	16.2
1980	8.7	9.5	.1	9.2	1.4	2.00	38.5	159.6	9.2	6.0
1981	12.9	10.0	3.9	13.2	10.0	2.02	38.5	180.7	21.2	14.1
1980 II	.4	2.4	-11.1	-2.5	-11.5	2.08	38.4	143.0	-17.3	-4.3
III	5.6	3.6	14.2	5.3	15.0	2.03	38.3	158.3	16.4	3.9
IV	3.5	2.9	.6	6.1	3.9	1.94	38.6	167.0	22.6	5.9
1981 I	5.2	3.7	.8	2.1	1.6	1.97	38.7	191.3	.4	4.3
II	1.1	3.6	2.5	6.6	8.2	1.93	38.9	216.3	5.3	7.3
III	1.2	-3.6	-6.3	-.3	-3.4	2.02	38.5	180.0	-9.0	-1.1
IV	1.2	2.5	1.5	-3.1	-11.2	2.14	38.1	135.0	9.7	-3.3
1982 I			-18.0					180.0	-18.3	
1981 AVR	1.5	3.8	6.2	2.5	5.3	1.92	38.8	229.0	10.3	1.2
MAI	-2.1	-3.7	-12.1	.3	-1.1	1.94	39.0	213.0	-12.3	1.1
JUIN	1.0	8.0	2.5	2.2	3.6	1.94	38.9	207.0	5.6	.4
JUIL	1.8	-6.8	-6.1	1.3	4.3	1.93	38.9	184.0	5.7	-.8
AOUT	-1.1	.5	-.1	-3.9	-14.7	2.04	38.4	176.0	-16.2	-1.6
SEP	.6	-2.3	8.0	-1.5	2.3	2.09	38.1	180.0	-8.4	.3
OCT	-1.3	2.8	-23.5	-.4	-6.1	2.12	38.5	105.0	-1.6	-3.5
NOV	4.0	1.7	54.8	.3	-6.7	2.13	38.0	121.0	32.2	.5
DEC	-.6	-.1	-20.2	-1.8	9.4	2.17	37.7	179.0	10.9	.6
1982 JAN	-2.4	-7.4	-21.6	-2.7	-10.2	2.24	37.9	165.0	-26.3	-9.7
FEV	1.9	7.6	12.7	3.2	9.3	2.20		202.0	-11.2	2.5
MARS			-4.6					173.0	10.0	
AVR								142.0		

SOURCE: COMMERCE DE DETAIL (NO.63-005 AU CATALOGUE), EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE), STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (NO 31-001 AU CATALOGUE),VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS (NO 63-007 AU CATALOGUE),PERMIS DE BATIR (NO 64-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA, STATISTIQUE SUR LE LOGEMENT AU CANADA,SOCIETE CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT.
(1) PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) MILLIERS DE MISES EN CHANTIER, TAUX ANNUEL.

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL
DONNEES DESAISONNALISEES

	EMPLOI									
	L'ENSEMBLE ENQUETE ETABLISE-MENT (1)	FABRICATION ENQUETE ETABLISE-MENT (1)	L'ENSEMBLE ENQUETE POPULATION ACTIVE (2)	POPULATION ACTIVE (2)	TAUX D'ACTIVITE	RAPPORT EMPLOI/ POPULATION (3)	TAUX DE CHOMAGE TOTAL	TAUX DE CHOMAGE 15-24 ANS	TAUX DE CHOMAGE 25 ANS ET PLUS	ASSURANCE-CHOMAGE (4)
1977	2.7	.1	1.8	2.9	61.5	56.6	8.1	14.4	5.8	2807
1978	2.0	1.6	3.4	3.7	62.6	57.4	8.4	14.5	6.1	2809
1979	3.6	3.9	4.0	3.0	63.3	58.6	7.5	13.0	5.4	2602
1980	2.1	-1.2	2.8	2.8	64.0	59.2	7.5	13.2	5.4	2762
1981	3.5	1.8	2.6	2.7	64.7	59.8	7.6	13.3	5.6	2895
1980 II	.2	-1.6	.0	.3	63.9	58.9	7.8	13.8	5.6	593
III	.8	-.1	.6	.3	63.9	59.0	7.6	13.3	5.5	597
IV	1.3	1.0	1.2	.9	64.2	59.5	7.3	12.7	5.3	825
1981 I	1.3	1.5	1.2	1.2	64.7	60.0	7.3	13.0	5.2	711
II	1.0	1.5	.5	.5	64.7	60.1	7.2	12.7	5.2	542
III	.0	-1.4	-.1	.3	64.7	59.8	7.6	13.1	5.6	683
IV	-.3	-1.8	-.7	.2	64.6	59.1	8.4	14.6	6.3	959
1982 I			-.9	-.7	63.9	58.4	8.6	15.3	6.4	
1981 AVR	.2	.6	.3	.0	64.7	60.1	7.0	12.5	5.1	192
MAI	.5	.3	.1	.3	64.7	60.1	7.2	12.8	5.2	167
JUIN	.2	.3	.2	.3	64.8	60.1	7.4	12.9	5.4	183
JUIL	-.3	-1.5	-.2	-.2	64.6	59.9	7.4	12.7	5.5	242
AOUT	-.2	-.6	.3	.0	64.5	60.0	7.1	12.2	5.3	184
SEP	.5	.4	-.4	.8	65.0	59.6	8.2	14.3	6.1	257
OCT	-.4	-1.1	-.2	-.2	64.8	59.4	8.3	14.2	6.2	235
NOV	-.2	-.7	-.2	-.3	64.6	59.2	8.3	14.7	6.1	352
DEC	.0	-.8	-.5	-.1	64.4	58.8	8.6	14.8	6.5	372
1982 JAN	.2	-.9	-.2	-.6	64.0	58.6	8.3	15.0	6.0	385
FEV			-.4	-.1	63.8	58.3	8.6	15.0	6.4	257
MARS			-.1	.4	64.0	58.2	9.0	15.8	6.7	
AVR			-.7	-.1	63.9	57.7	9.6	16.6	7.2	

SOURCE: ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR PROVINCE ET PAR INDUSTRIE (NO. 72-008 AU CATALOGUE), LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE (NO.73-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE. ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES, L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS REMUNERES DANS LES INDUSTRIES NON-AGRICOLES.
(2) VARIATION EN POURCENTAGE.
(3) EMPLOI EN POURCENTAGE DE LA POPULATION AGEE DE 15 ANS ET PLUS.
(4) DEMANDES INITIALES ET DEMANDES DE RENOUVELLEMENT RECUES, DONNEES EN MILLIERS ET NON DESAISONNALISEES.

PRIX ET COUTS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION			DOLLAR CANADIEN EN CENTS E.U. (1)	INDICE DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE	PRIX DES ENTREES DANS LA CONSTRUC. RESIDEN.	PRIX DES ENTREES DANS LA CONSTRUCTION NON RESIDEN.	SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDO. MOYENS (2)	PRODUCTION PAR PERSONNE EMPLOYEE (3)	COUTS UNITAIRES DE MAIN D'OEUVRE (3)
	L'ENSEMBLE	ALIMENTS	ARTICLES NON ALIMENTAIRES							
1977	8.0	8.4	7.8	94.10	7.9	9.3	8.4	9.9	109.3	177.5
1978	9.0	15.5	6.4	87.72	9.2	9.4	7.5	6.2	109.2	187.4
1979	9.1	13.2	7.9	85.38	14.5	10.1	11.1	8.6	108.9	202.0
1980	10.1	10.7	10.0	85.54	13.5	5.4	9.0	9.8	106.3	223.9
1981	12.5	11.4	12.8	83.42	10.2	9.7	9.6	12.4	106.3	247.8
1980 II	2.8	2.8	2.7	85.48	1.1	1.1	3.3	2.7	106.3	221.3
III	2.8	4.2	2.4	86.32	2.8	3.1	2.6	2.5	105.9	228.6
IV	2.8	3.1	2.8	84.47	3.3	.9	1.2	3.2	106.2	232.2
1981 I	3.2	3.0	3.3	83.78	2.6	2.6	1.9	3.6	106.3	238.2
II	3.1	2.3	3.4	83.43	2.2	5.2	3.9	3.0	107.0	243.0
III	3.0	2.5	3.1	82.53	2.1	1.2	2.1	1.9	105.9	251.6
IV	2.5	-.6	3.4	83.91	1.3	-.7	1.4	2.8	105.8	260.6
1982 I	2.5	1.9	2.7	82.72	1.3	.6	1.8			
1981 AVR	.7	1.0	.7	83.98	.9	1.9	.7	.7	106.7	240.0
MAI	.9	-.5	1.3	83.27	.8	3.6	3.7	2.8	107.0	243.5
JUIN	1.5	1.8	1.5	83.06	.9	.3	.3	-.7	107.3	245.5
JUIL	.9	1.3	.7	82.55	.7	.4	.4	.1	106.4	248.4
AOUT	.7	.3	.9	81.77	.7	-.4	.2	1.5	105.5	248.2
SEP	.7	-.2	1.0	83.28	.3	-1.1	.3	1.0	105.8	258.3
OCT	1.0	-.1	1.3	83.14	.9	-.2	.7	.9	105.6	258.6
NOV	.9	-.2	1.2	84.22	-.2	.4	.4	.8	105.9	260.4
DEC	.4	-.8	.8	84.38	.4	.3	.5	.5	105.9	262.8
1982 JAN	.7	1.0	.6	83.86	.6	.2	.9	.3	104.8	267.1
FEV	1.2	2.0	.9	82.37	.5	-.1	.4		105.4	268.0
MARS	1.3	.8	1.4	81.94	.3	.2	.3			
AVR				81.65						

SOURCE: STATISTIQUES DES PRIX DE LA CONSTRUCTION (62-007), INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (62-011), PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (61-005), ESTIMATION DU REVENU OU TRAVAIL (72-005), LA POPULATION ACTIVE (71-001), L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (62-001), EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (72-002), STATISTIQUE CANADA, REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

(1) MOYENNE DES COURS AU COMPTANT A MIDI: (PAS DE VARIATIONS EN POURCENTAGE).

(2) DONNEES DESAISONNALISEES.

(3) LA PRODUCTION EST DEFINIE COMME ETANT LE PRODUIT INTERIEUR BRUT TOTAL, ET L'EMPLOI EST DEFINI D'APRES L'ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE.
FORMULE INDICIELLE, 1971=100, EN UTILISANT DES DONNEES DESAISONNALISEES: (PAS DE VARIATIONS EN POURCENTAGE).

PRIX ET COUTS
INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX
TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES				DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL			
1977	4.9	6.1	8.9	7.7	10.9	7.9	7.4	7.8	12.3	7.1
1978	5.0	4.5	10.6	7.1	9.5	6.3	9.6	8.6	13.3	6.3
1979	8.3	11.0	10.1	8.5	12.1	9.5	11.0	19.2	14.9	10.4
1980	8.6	11.2	12.2	9.4	10.0	7.8	11.7	15.9	15.6	10.6
1981	9.0	7.8	14.9	10.0	14.8	10.9	10.2	8.2	11.2	10.0
1980 I	1.7	2.7	2.9	2.0	1.8	1.4	4.2	6.3	5.2	2.7
II	2.8	2.5	2.6	2.4	1.9	1.7	2.3	-.1	1.5	2.6
III	3.0	2.1	4.4	2.7	2.6	2.0	1.5	2.5	2.7	2.2
IV	1.1	1.3	4.4	2.3	4.1	2.8	2.5	2.1	2.1	2.0
1981 I	1.8	2.0	3.4	2.6	4.6	2.7	3.1	5.3	4.9	2.9
II	2.6	2.5	3.1	2.3	3.2	2.8	2.6	-2.1	2.1	1.8
III	2.7	1.3	3.7	2.3	3.6	2.8	2.2	2.5	2.9	3.2
IV	2.0	1.4	2.0	2.1	1.1	3.0	1.6	1.1	-1.8	3.0

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (13-001), STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
BASE DOUANIERE (1)
TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES			IMPORTATIONS DE MARCHANDISES			EXPORTATION NETTES DE MARCHAN. (3)	TERMES DE L'ECHANGE (4)
	VALEUR TOTALE	INDICE DU VOLUME	INDICE DU PRIX (2)	VALEUR TOTALE	INDICE DU VOLUME	INDICE DU PRIX (2)		
1977	15.8	9.3	6.6	13.0	.7	12.1	2730	106.7
1978	19.4	9.6	8.8	18.3	3.2	13.4	4007	102.3
1979	23.4	1.8	20.9	25.5	11.1	14.3	4150	108.2
1980	15.7	-1.5	17.3	10.0	-5.8	16.7	7810	108.9
1981	10.2	2.3	6.9	14.1	3.1	10.9	6636	105.0
1980 II	-1.7	-1.1	-.6	.4	-1.0	1.3	1101	109.0
III	4.3	2.0	2.3	-.2	-3.4	3.3	2290	107.9
IV	4.7	3.3	1.1	6.1	4.4	1.6	2787	107.4
1981 I	1.6	-5.5	6.8	5.4	.2	5.3	1679	108.9
II	6.5	10.7	-3.7	8.4	6.4	1.9	1340	102.9
III	-3.5	-5.7	2.3	-.5	-2.8	2.4	859	102.7
IV	.7	.3	.3	-8.9	-6.9	-2.3	2758	105.4
1982 I	-2.4			-7.0			3414	
1981 MARS	-2.3	3.4	-5.7	-.9	-.2	-.7	516	106.4
AVR	6.6	5.7	.3	9.7	7.6	1.9	74	104.7
MAI	-.8	.7	-.6	-4.6	-7.1	2.8	574	101.3
JUIN	10.8	12.2	-.7	6.4	8.6	-2.0	692	102.6
JUIL	-8.5	-12.0	2.7	-2.7	-3.9	1.3	365	104.1
ADUT	-1.0	-1.8	1.9	-3.4	-8.4	5.4	438	100.6
SEP	-1.7	1.2	-2.9	6.0	12.5	-5.7	56	103.5
OCT	.1	-.4	.3	-10.8	-10.3	-.5	819	104.4
NOV	6.2	3.6	2.1	-3.1	-.5	-2.6	1181	109.5
DEC	-5.5	-5.4	-.2	4.5	-2.0	6.6	758	102.4
1982 JAN	-7.8	-11.3	4.3	-17.8	-16.4	-1.8	1258	108.8
FEV	12.6	17.5	-4.0	19.1	15.6	3.0	981	101.4
MARS	-1.3			-4.4			1175	

SOURCE: COMMERCE DU CANADA, EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES (65-004), COMMERCE DU CANADA, IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES (65-007), STATISTIQUE CANADA.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) NON DESAISONNALISE.
(3) BASE BALANCE DES PAIEMENTS (VOIR LE GLOSSAIRE), MILLIONS DE DOLLARS.
(4) INDICE DU PRIX DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RAPPORT A L'INDICE DU PRIX DES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES, NON DESAISONNALISE. PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
SOLDES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

		OPERATIONS AU TITRE DES SERVICES				TRANSFERTS				
	COMMERCE DE MARCHANDISES	VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS	TOTAL	BIENS ET SERVICES	TOTAL DU COMPTE COURANT
1977	2730	-1641	-3658	-26	-7444	455	-33	413	-4714	-4301
1978	4007	-1706	-4696	131	-8992	364	14	50	-4985	-4935
1979	4150	-1068	-5241	309	-9734	544	37	590	-5584	-4894
1980	7810	-1228	-5544	368	-10995	895	71	1281	-3185	-1904
1981	6636	-1158	-6982	243	-14814	1131	79	1602	-8178	-6576
1980 I	1632	-282	-1436	84	-2902	181	10	324	-1270	-946
II	1101	-270	-1377	80	-2630	243	10	354	-1529	-1175
III	2290	-315	-1459	95	-2734	219	26	255	-444	-189
IV	2787	-361	-1272	109	-2729	252	25	348	58	406
1981 I	1679	-252	-1685	51	-3461	290	12	387	-1782	-1395
II	1340	-277	-1724	101	-3653	279	13	351	-2313	-1862
III	859	-268	-1848	21	-3913	259	27	466	-3054	-2588
IV	2758	-361	-1725	70	-3787	303	27	398	-1029	-631

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INVESTISSEMENTS DIRECTS AU CANADA	INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER	COMMERCE DES VALEURS MOBILIERES CANADIENNES	COMMERCE DES VALEURS MOBILIERES ETRANGERES	MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME (SOLDE)	RESERVES EN DEVISES ETRANG. DES BANQUES A CHARTE AVEC DES NON-RES	MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME (SOLDE)	ERREURS ET OMISSIONS NETTES	ALLOCATION DE DROITS DE TIRAGE SPECIAUX	MOUVEMENTS MONETAIRES OFFICIELS NETS
1977	475	-740	5111	221	4217	1384	668	-2005	0	-1421
1978	85	-2150	4854	25	3081	2771	1237	-2682	0	-3299
1979	675	-2350	3906	-582	2099	4107	6752	-2268	219	1908
1980	585	-2780	5421	-114	1305	1406	1113	-2011	217	-1280
1981	-5300	-4900	10883	-95	1340	17898	14890	-8438	210	1426
1980 I	250	-445	1470	-13	970	-706	-316	226	217	-428
II	215	-660	1708	162	1035	96	684	221	0	673
III	340	-475	1314	-27	562	-254	-404	-1566	0	-532
IV	-220	-1200	929	-236	-1262	2270	1149	-892	0	-993
1981 I	205	-1305	1055	-256	-520	5912	6114	-3322	210	400
II	-3405	-840	1717	-335	-3314	8098	6803	-1879	0	-640
III	-580	-1560	2797	500	2087	2721	-900	-631	0	-745
IV	-1520	-1195	5314	-4	3087	1167	2873	-2606	0	2411

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICATEURS FINANCIERS

	MASSE MONETAIRE									
	M1 (1)	M2 (2)	M3 (3)	TAUX PRIVILEGIE (4)	CANADA-E.U. DIFFERENCE DU PAPIER COMMERCIAL (4)	TAUX DES EFFETS DES SOCIETES DE FINANCES (4)	TAUX DES PRETS HYPD. ORDINAIRES (4)	TAUX DES OBLIGATIONS A LONG TERME DU FEDERAL (4)	INDICE DES COURS DE LA BOURSE DE TORONTO (5)	INDICE DOW JONES (E.U.) DES COURS DE LA BOURSE (6)
1977	8.4	14.1	15.8	8.50	1.73	7.48	10.36	8.70	1009.9	885.8
1978	10.0	10.7	13.7	9.69	.51	8.83	10.59	9.27	1159.1	814.0
1979	6.9	15.7	19.3	12.90	.64	12.07	11.97	10.21	1577.2	843.2
1980	6.3	18.1	14.3	14.25	.12	13.15	14.32	12.48	2125.6	895.2
1981	3.9	14.4	12.2	19.29	2.44	18.33	18.15	15.22	2158.4	932.7
1980 II	-.5	3.5	2.9	14.58	3.11	12.98	14.62	11.57	1967.7	845.3
III	3.2	3.3	2.2	12.25	.37	10.72	13.68	12.57	2225.1	933.4
IV	3.9	3.6	1.6	14.92	-1.65	14.53	15.16	12.97	2303.7	950.6
1981 I	.3	2.5	3.9	18.08	1.57	17.13	15.40	13.27	2246.4	975.3
II	1.2	3.8	.5	19.25	1.60	18.57	17.61	15.02	2346.3	988.8
III	-1.0	4.1	5.7	21.67	3.37	21.02	20.55	17.17	2104.7	894.6
IV	-4.3	4.2	5.9	18.17	3.22	16.62	19.04	15.42	1936.3	872.2
1982 I	3.7	4.3	4.3	16.67	.82	15.35	18.86	15.34	1882.0	839.4
1981 MARS	1.3	1.4	-1.0	17.75	3.01	17.00	15.75	13.48	2333.1	1003.9
AVR	1.0	1.7	.5	18.25	1.35	17.50	16.45	15.07	2306.4	997.8
MAI	-.3	.6	-1.1	19.50	1.14	19.00	17.82	14.96	2371.2	991.8
JUIN	-1.9	.9	2.2	20.00	2.32	19.20	18.55	15.03	2361.1	976.9
JUIL	3.8	2.4	2.6	21.00	3.04	21.25	18.90	17.07	2263.9	952.3
AOUT	-3.6	.7	2.1	22.75	4.04	22.20	21.30	16.77	2176.7	881.5
SEP	-2.8	1.2	1.4	21.25	3.02	19.60	21.46	17.66	1883.4	850.0
OCT	-1.9	.7	.7	20.00	3.38	18.80	20.54	16.66	1842.6	852.6
NOV	-2.2	2.4	3.5	17.25	3.84	15.40	18.80	14.32	2012.1	889.0
DEC	6.8	2.2	3.3	17.25	2.45	15.65	17.79	15.27	1954.2	875.0
1982 JAN	1.3	1.4	-.4	16.50	.63	14.90	18.21	15.94	1786.9	871.1
FEV	-1.7	.5	1.2	16.50	.87	15.00	18.97	15.01	1671.3	824.4
MARS				17.00	.95	16.15	19.41	15.06	1587.8	822.8

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) MONNAIE ET DEPOTS A VUE, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) MONNAIE ET TOUS LES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUES, DEPOTS A PREAVIS, DEPOTS A TERME DES PARTICULIERS, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.
(3) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS BANCAIRES DU PUBLIC, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.
(4) POURCENTAGE ANNUEL.
(5) 300 TITRES, FIN DE MOIS, 1975=1000.
(6) 30 VALEURS INDUSTRIELLES, FIN DE MOIS.

INDICATEURS AVANCES DU CANADA
DONNEES FILTREES (1)

	INDICE COMPOSITE AVANCE (10 SERIES)			MOYENNE HEBDO. DES HEURES DE TRAV. DANS LES ENT. MANUF.	INDICE DE CONSTRUC-TION RESI-DENTIELLE (2)	INDICE AVANCE E.U.	OFFRE DE MONNAIE EN DOLLARS CONSTANTS (M1) (3)
	CHIFFRES FILTRES	CHIFFRES NON FILTRES	VARIATION EN % DES CHIFFRES FILTRES				
1979 JUIL	149.47	147.8	-.28	38.93	90.9	141.86	12058.5
AOUT	149.13	148.7	-.23	38.91	92.1	141.29	12071.1
SEP	148.57	146.5	-.37	38.88	91.8	140.91	12079.2
OCT	147.61	143.9	-.65	38.82	91.2	140.27	12068.5
NOV	146.36	142.5	-.85	38.77	90.5	139.27	12031.8
DEC	144.96	141.4	-.96	38.67	90.4	138.14	11980.9
1980 JAN	144.04	144.2	-.64	38.64	89.2	137.01	11904.0
FEV	143.31	142.6	-.51	38.61	87.3	135.96	11859.1
MARS	142.28	138.9	-.72	38.61	84.7	134.74	11821.4
AVR	140.46	133.2	-1.28	38.58	81.0	132.88	11780.5
MAI	138.05	130.4	-1.72	38.55	75.3	130.47	11714.6
JUIN	135.42	129.0	-1.91	38.50	71.4	128.17	11604.6
JUIL	133.42	132.0	-1.47	38.42	68.8	126.81	11516.5
AOUT	132.27	133.6	-.86	38.35	67.8	126.54	11462.7
SEP	132.25	137.1	-.02	38.35	68.9	127.44	11440.8
OCT	133.05	138.3	.61	38.39	71.2	128.98	11451.5
NOV	134.55	140.7	1.13	38.45	73.6	130.89	11497.4
DEC	136.05	139.2	1.12	38.50	75.7	132.74	11534.2
1981 JAN	137.19	138.0	.84	38.58	78.4	134.15	11521.8
FEV	138.00	138.2	.59	38.65	82.7	135.11	11472.9
MARS	138.77	140.2	.56	38.88	87.2	135.88	11412.4
AVR	139.66	142.1	.64	38.71	92.8	136.55	11369.1
MAI	140.24	140.1	.41	38.77	96.2	136.78	11318.1
JUIN	140.34	138.5	.07	38.82	97.7	136.55	11206.9
JUIL	139.92	136.8	-.30	38.86	96.5	136.19	11095.1
AOUT	138.38	130.3	-1.10	38.83	91.7	135.72	10952.2
SEP	135.80	125.8	-1.87	38.71	86.5	134.78	10760.1
OCT	132.16	120.0	-2.68	38.61	78.4	133.36	10526.3
NOV	128.26	119.0	-2.96	38.47	72.4	131.83	10258.9
DEC	124.96	120.7	-2.57	38.27	71.8	130.30	10088.9
1982 JAN	121.95	116.9	-2.41	38.14	71.8	128.77	10007.6
FEV	119.12	114.0	-2.32	38.08	72.4	127.37	9945.0

SOURCE: GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE, STATISTIQUE CANADA, 992-4441.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) INDICE COMPOSITE DES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENT (UNITES), DES PERMIS DE BATIR (DOLLARS) ET DES PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES (NOMBRE).
(3) DONNEES OBTENUES APRES DEFLATION PAR L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION, L'ENSEMBLE.

INDICATEURS AVANCES DU CANADA
DONNEES FILTREES (1)
SUITE

	BIENS DURABLES NOUVELLES COMMANDES $ DE 1971	VENTES DE MEUBLES ET D'ARTICLES MENAGERS $ DE 1971	VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS $ DE 1971	RATIO: LIVRAISONS/ STOCKS FINIS (2)	INDICE DU COURS DES ACTIONS (3)	VAR. EN % DU PRIX PAR COUTS UNITAIRES DE MAIN-D'OEUVRE(2)
1979 JUIL	3167.5	101398	600929	1.72	1288.2	.76
AOUT	3164.5	100424	605974	1.72	1304.6	.88
SEP	3126.1	99446	611471	1.71	1321.4	.60
OCT	3084.8	98761	611088	1.70	1313.7	.52
NOV	3071.5	98103	606315	1.88	1298.5	.46
DEC	3056.1	97387	600129	1.86	1294.3	.41
1980 JAN	3028.3	97401	591544	1.64	1317.3	.37
FEV	3010.1	97307	584760	1.62	1349.6	.35
MARS	2983.8	96902	577088	1.60	1360.0	.33
AVR	2926.7	95861	565707	1.58	1355.8	.30
MAI	2846.6	95260	543999	1.55	1358.2	.26
JUIN	2756.3	95091	523916	1.52	1364.3	.20
JUIL	2717.7	95489	512621	1.50	1388.7	.12
AOUT	2705.4	95574	513922	1.49	1432.4	.04
SEP	2726.7	96051	517945	1.49	1493.1	-.03
OCT	2767.2	96835	520842	1.49	1558.2	-.08
NOV	2815.7	98035	524475	1.51	1632.0	-.10
DEC	2842.6	99205	525844	1.53	1891.1	-.10
1981 JAN	2842.8	101895	525773	1.55	1722.9	-.08
FEV	2866.5	104163	523288	1.56	1732.9	-.06
MARS	2895.7	105314	524882	1.57	1750.1	-.03
AVR	2936.8	105797	528527	1.59	1763.9	.01
MAI	2970.1	106302	528219	1.60	1767.2	.04
JUIN	3012.1	108164	523938	1.61	1756.2	.07
JUIL	3058.8	107717	514121	1.62	1730.9	.11
AOUT	3045.3	105139	504202	1.61	1688.4	.14
SEP	3014.0	101457	496004	1.60	1633.1	.14
OCT	2947.7	97773	475182	1.57	1570.8	.09
NOV	2843.0	94559	478137	1.53	1528.0	-.01
DEC	2752.1	92003	475123	1.49	1502.1	-.15
1982 JAN	2657.7	89822	480899	1.45	1477.2	-.32
FEV	2594.8	87868	446176	1.42	1450.9	-.52

SOURCE: GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE, STATISTIQUE CANADA, 992-4441.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) INDUSTRIES MANUFACTURIERES.
(3) LA BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE TORONTO (INDICE DE 300 TITRES A L'EXCEPTION DE LA COMPOSANTE PETROLE ET GAZ NATUREL).

INDICATEURS MENSUELS DES ETATS-UNIS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		INDICE DE LA PRODUCTION INDUS-TRIELLE	EMPLOI	LIVRAISONS DES FABRICANTS	MISES EN CHANTIER	DEPENSES PERSON-NELLES $ DE 1972	VENTES DES VOITURES PARTICU-LIERES PRODUITES AU PAYS	REVENU DISPONIBLE PAR HABITANT $ DE 1972	INDICE DES PRIX A LA CONSOM-MATION	INDICE DES PRIX AU COMPTANT DES MATERIAUX	TAUX PRIVILEGIE
1977		5.9	3.7	14.5	27.8	4.9	5.8	2.5	6.5	4.9	6.8
1978		5.8	4.4	12.1	2.0	4.7	2.0	3.4	7.7	9.8	9.1
1979		4.4	2.9	13.4	-14.2	2.9	-10.1	1.9	11.3	26.9	12.7
1980		-3.6	.5	6.9	-24.4	.6	-20.1	-.5	13.5	1.7	15.3
1981		2.6	1.1	8.2	-15.2	2.5	-4.6	1.2	10.3	-4.8	18.8
1980	I	.1	.1	3.8	-20.2	.2	6.3	.1	3.9	3.7	16.4
	II	-5.4	-.8	-4.9	-15.7	-2.6	-30.9	-1.5	3.1	-11.3	16.3
	III	-1.5	.1	4.4	31.2	1.3	17.8	.7	1.9	2.4	11.6
	IV	4.5	.5	6.3	8.3	1.7	3.1	.5	3.1	4.1	16.7
1981	I	2.0	.6	1.8	-6.7	1.4	12.1	.5	2.6	-4.2	19.2
	II	.5	.7	2.1	-16.2	-.5	-24.8	.1	1.8	.0	18.9
	III	.3	-.1	.4	-18.0	.8	24.6	.4	2.9	-.9	20.3
	IV	-4.4	-.6	-4.1	-9.4	-.6	-25.0	.1	1.9	-5.3	17.0
1981	JAN	.7	.3	.5	8.8	.9	11.1	.2	.7	-2.3	20.2
	FEV	.3	.2	.6	-18.4	.0	7.1	.3	1.0	-2.5	19.4
	MARS	.2	.3	.2	1.8	.1	2.7	.0	.6	2.0	18.0
	AVR	-.1	.5	1.0	-1.3	-.6	-24.7	.1	.4	1.1	17.2
	MAI	.5	.2	.0	-9.9	-.2	-1.7	-.1	.7	-1.2	18.6
	JUIN	.1	-.6	2.4	-10.8	.4	-8.8	.0	.7	-2.1	20.0
	JUIL	.7	.4	-.7	-.6	.3	13.5	.3	1.2	.8	20.4
	AOUT	-.2	.0	-.5	-9.0	1.0	39.0	.0	.8	1.3	20.5
	SEP	-1.3	-.6	-.6	-5.0	-1.0	-18.3	.4	1.2	-2.0	20.1
	OCT	-1.6	.1	-2.7	-5.0	-.5	-22.4	.0	.4	-2.0	18.5
	NOV	-1.8	-.2	-1.3	.7	.4	3.8	.0	.5	-2.5	16.8
	DEC	-2.0	-.6	-.2	4.5	-.1	-7.4	-.6	.4	-2.3	15.8
1982	JAN	-3.0	.0		-.6		14.0			-.6	15.8

SOURCE: CITIBASE: CITIBANK ECONOMIC DATABASE, NEW YORK, NA, 1978.
(1) PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.

INDICATEURS AVANCES ET COINCIDANTS DES ETATS-UNIS
DONNEES FILTREES (1)

		INDICE COMPOSITE AVANCE (12 SERIES)				MOYENNE DE TRAVAIL HEBDO. FABRICATION (HEURES)	INDICE DE CREATION NETTE D'ENTRE-PRISES	INDICE DU COURS DES ACTIONS	INDICE DES PERMIS DE BATIR D' HABITATIONS PRIVEES (UNITES)	RECLAMA-TIONS INITIALES D'ASSURANCE -CHOMAGE (2)	BIENS DE CONSOM-MATION NOUVELLES COMMANDES (3)
		CHIFFRES FILTRES	CHIFFRES NON FILTRES	VARIATION EN POURCENTAGE CHIFFRES FILTRES	VARIATION EN POURCENTAGE CHIFFRES NON-FILTRES						
1979	JUIL	141.66	141.2	-.19	-.28	40.17	131.3	100.73	129.8	365	38.46
	AOUT	141.29	140.1	-.26	-.78	40.15	131.0	101.96	129.1	370	37.99
	SEP	140.91	140.1	-.27	.00	40.15	131.1	103.58	129.1	373	37.56
	OCT	140.27	137.8	-.45	-1.64	40.15	131.2	104.64	127.8	379	37.14
	NOV	139.27	135.6	-.71	-1.60	40.12	131.3	105.13	123.7	388	36.70
	DEC	138.14	135.2	-.81	-.29	40.09	131.7	105.78	118.3	399	36.24
1980	JAN	137.01	134.7	-.82	-.37	40.08	131.9	106.84	113.4	407	36.04
	FEV	135.96	134.1	-.77	-.45	40.06	131.7	108.60	108.3	411	36.04
	MARS	134.74	131.5	-.89	-1.94	40.00	130.8	109.11	101.5	417	35.75
	AVR	132.88	126.2	-1.38	-4.03	39.93	128.9	108.58	92.9	435	34.98
	MAI	130.47	123.0	-1.82	-2.54	39.84	126.3	108.15	84.7	471	33.90
	JUIN	128.17	123.8	-1.76	.73	39.71	123.2	108.76	80.4	506	32.75
	JUIL	126.81	128.1	-1.06	3.39	39.57	120.3	110.61	80.5	528	32.04
	AOUT	126.54	130.7	-.21	2.03	39.48	118.3	113.42	84.4	536	31.71
	SEP	127.44	134.4	.71	2.83	39.44	117.4	116.83	91.9	534	31.86
	OCT	128.98	135.0	1.21	.45	39.45	117.2	120.62	98.5	521	32.47
	NOV	130.89	136.5	1.48	1.11	39.51	117.3	124.87	104.0	501	33.21
	DEC	132.74	136.3	1.41	-.15	39.59	118.0	128.51	106.8	478	33.90
1981	JAN	134.15	135.2	1.06	-.81	39.71	118.3	131.24	107.3	457	34.28
	FEV	135.11	135.1	.71	-.07	39.79	118.4	132.46	105.8	438	34.69
	MARS	135.88	136.7	.57	1.18	39.85	118.3	133.27	103.2	424	34.96
	AVR	136.55	137.5	.49	.59	39.94	118.2	133.90	100.7	412	35.20
	MAI	136.78	135.3	.16	-1.60	40.03	117.8	133.98	98.4	403	35.37
	JUIN	136.55	134.1	-.17	-.89	40.10	117.1	133.80	94.2	399	35.54
	JUIL	136.19	134.9	-.26	.60	40.13	116.2	133.06	89.1	395	35.64
	AOUT	135.72	134.2	-.35	-.52	40.12	115.1	132.17	83.5	397	35.49
	SEP	134.78	130.8	-.69	-2.53	40.01	114.0	129.78	78.2	409	35.19
	OCT	133.36	128.3	-1.05	-1.91	39.88	112.5	127.04	72.4	431	34.53
	NOV	131.83	128.2	-1.14	-.08	39.72	111.1	124.88	67.2	458	33.66
	DEC	130.30	127.1	-1.16	-.86	39.53	109.5	123.47	63.6	487	32.80
1982	JAN	128.77	125.6	-1.17	-1.18	39.12		121.81	62.0	514	31.87
	FEV	127.37	125.0	-1.09	-.48	38.93		119.86	61.4	529	31.16
	MARS	126.15	124.4	-.96	-.48	38.83		117.50	62.1	544	30.72
	AVR							115.87			

SOURCE: BUSINESS CONDITIONS DIGEST, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) MOYENNE DES DONNEES HEBDOMADAIRES, MILLIERS DE PERSONNES.
(3) MILLIARDS DE DOLLARS DE 1972.

INDICATEURS AVANCES ET COINCIDANTS DES ETATS-UNIS
DONNEES FILTREES (1)
SUITE

		CONTRATS ET COMMANDES DE MATERIEL ET D'USINE (2)	SOLDE MONETAIRE (M2) (2)	VARIATIONS NETTES DES STOCKS (2)	PRIX SENSIBLES (VARIATION EN %) (3)	VARIATION EN % DES DISPONI-BILITES (4)	RESULTATS DES VENTES (5)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (4 SERIES)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (4 SERIES) (6)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (VARIATION EN %)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (VARIATION EN %) (6)
1979	JUIL	15.34	854.6	18.89	2.00	1.05	73	145.55	145.4	.00	.28
	AOUT	14.98	852.9	17.19	2.16	1.07	70	145.48	145.0	-.05	-.28
	SEP	14.65	850.9	14.56	2.20	1.06	85	145.35	144.9	-.08	-.07
	OCT	14.36	848.1	10.58	2.18	1.04	60	145.25	145.1	-.07	.14
	NOV	14.37	844.4	5.77	2.20	.99	56	145.15	145.0	-.07	-.07
	DEC	14.48	840.0	.88	2.25	.91	52	145.10	145.2	-.03	.14
1980	JAN	14.64	835.3	-3.80	2.28	.81	50	145.21	146.1	.07	.62
	FEV	14.58	830.5	-8.13	2.31	.74	47	145.27	145.2	.04	-.62
	MARS	14.46	825.4	-11.29	2.23	.70	45	145.07	143.5	-.14	-1.17
	AVR	14.23	819.4	-12.61	1.97	.70	43	144.33	140.5	-.50	-2.09
	MAI	13.83	813.8	-12.64	1.55	.69	41	143.05	138.0	-.89	-1.78
	JUIN	13.52	809.5	-12.75	1.11	.68	38	141.45	136.7	-1.12	-.94
	JUIL	13.49	808.2	-13.50	.81	.67	35	139.85	136.5	-1.13	-.15
	AOUT	13.47	809.3	-14.20	.71	.68	33	138.48	136.7	-.97	.15
	SEP	13.50	811.3	-13.88	.83	.71	33	137.63	138.1	-.61	1.02
	OCT	13.45	812.2	-12.23	1.08	.75	34	137.41	139.7	-.16	1.16
	NOV	13.56	812.2	-9.63	1.40	.78	37	137.74	140.8	.24	.79
	DEC	13.78	810.5	-7.00	1.69	.80	39	138.41	141.3	.49	.36
1981	JAN	14.05	807.9	-5.47	1.91	.84	42	139.28	142.0	.63	.50
	FEV	14.21	804.9	-5.10	2.18	.88	44	140.23	142.5	.68	.35
	MARS	14.31	802.9	-5.03	2.48	.90	47	141.07	142.4	.60	-.07
	AVR	14.34	802.7	-4.48	2.69	.92	50	141.72	142.2	.46	-.14
	MAI	14.28	803.3	-3.28	2.70	.91	51	142.16	142.2	.31	.00
	JUIN	14.19	804.0	-1.36	2.51	.91	52	142.47	142.5	.21	.21
	JUIL	14.10	804.3	1.37	2.23	.92	52	142.66	142.6	.14	.07
	AOUT	14.03	804.5	4.20	1.82	.83	51	142.77	142.6	.07	.00
	SEP	13.95	803.9	6.40	1.36	.95	49	142.73	142.0	-.03	-.42
	OCT	13.66	803.0	7.54	.90	.96	47	142.32	139.9	-.28	-1.48
	NOV	13.57	802.9	7.63	.47	.95	44	141.60	138.7	-.51	-.86
	DEC	13.59	803.5	6.35	.11	.93	40	140.50	136.6	-.77	-1.51
1982	JAN	13.52	805.2	2.93	-.19	.91	36	139.03	134.3	-1.05	-1.68
	FEV	13.28	807.5	-2.63	-.43	.87	34	137.76	136.0	-.91	1.27
	MARS	13.08	811.2		-.72	.82	33	136.68	135.3	-.78	-.51

SOURCE: BUSINESS CONDITIONS DIGEST, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
(2) MILLIARDS DE DOLLARS DE 1972.
(3) INDICE DES PRIX DE GROS DES MATIERES BRUTES, A L'EXCEPTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES ALIMENTS POUR ANIMAUX.
(4) MESURE DES CHANGEMENTS DANS LA RICHESSE GARDEE SOUS FORME LIQUIDE PAR DES INVESTISSEURS NON-FINANCIERS DU SECTEUR PRIVE.
(5) POURCENTAGE DES SOCIETES DECLARANT DES LIVRAISONS LENTES.
(6) DONNEES NON FILTREES.

Demande et production

16	Revenu national net et produit national brut, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	29
17	Revenu national net et produit national brut, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	29
18	Dépense nationale brute, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	30
19	Dépense nationale brute, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	30
20	Dépense nationale brute, en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	31
21	Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	31
22-24	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	32-33
25	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, données exprimées en millions de dollars de 1971, et désaisonnalisées	33
26	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés et en dollars de 1971	34
27	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières et le ratio: valeur réelle des stocks/ livraisons, données désaisonnalisées	34
28	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, données exprimées en millions de dollars de 1971 et désaisonnalisées	35
29	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, variation des chiffres désaisonnalisés en millions de dollars de 1971	35
30	Taux d'utilisation de la capacité par les industries manufacturières, données désaisonnalisées	36
31	Valeur des permis de bâtir, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	36
32	Logements mis en chantier, logements parachevés et prêts hypothécaires approuvés, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
33	Ventes au détail, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37

REVENU NATIONAL NET ET PRODUIT NATIONAL BRUT
EN MILLIONS DE DOLLARS
CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

	REMUNE-RATION DES SALARIES	BENE-FICES DES SOCIETES AVANT IMPOTS	DIVIDENDES VERSES AUX NON-RESIDENTS	INTERETS ET REVENUS DIVERS DE PLA-CEMENTS	REVENU AGRICOLE	REVENU DES ENTREPRISES INDIVI-DUELLES NON AGRICOLES	AJUSTEMENT DE LA VALEUR DES STOCKS	REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS	IMPOTS INDIRECTS MOINS SUB-VENTIONS	P.N.B. AUX PRIX DU MARCHE
1977	118992	20928	-2094	13147	2831	9113	-3419	161029	23907	208868
1978	129848	25614	-2843	15771	3585	9644	-4577	178576	25854	230353
1979	145091	34884	-3064	19143	3983	10503	-6718	205370	27925	261961
1980	162373	37172	-3411	21782	3969	11438	-6841	226145	29191	289859
1981	184752	33856	-4329	26326	4850	12630	-6721	253220	38241	328501
1980 I	155876	37932	-3440	21068	3604	11012	-7056	220560	28884	280224
II	159352	36184	-3700	21116	3348	11204	-5440	223748	28748	284368
III	163780	36748	-3684	22000	4168	11452	-7120	229028	28856	291052
IV	170484	37824	-2820	22944	4756	12084	-7748	239244	30476	303792
1981 I	175636	38772	-4400	23856	5384	12216	-8000	245160	35520	315572
II	182652	36852	-3948	24988	5020	12556	-8684	251292	37548	325148
III	187952	31196	-4724	28020	4632	12760	-6076	255696	39388	332500
IV	192768	28804	-4244	28440	4364	12988	-4124	260732	40508	340784

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

REVENU NATIONAL NET ET PRODUIT NATIONAL BRUT
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	REMUNE-RATION DES SALARIES	BENE-FICES DES SOCIETES AVANT IMPOTS	DIVIDENDES VERSES AUX NON-RESIDENTS	INTERETS ET REVENUS DIVERS DE PLA-CEMENTS	REVENU AGRICOLE	REVENU DES ENTREPRISES INDIVI-DUELLES NON AGRICOLES	AJUSTEMENT DE LA VALEUR DES STOCKS (1)	REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS	IMPOTS INDIRECTS MOINS SUB-VENTIONS	P.N.B. AUX PRIX DU MARCHE
1977	10.3	4.7	21.8	17.6	-14.7	8.0	-1355	8.4	11.1	9.3
1978	9.1	22.4	35.8	20.0	26.6	6.8	-1158	10.9	8.1	10.3
1979	11.7	36.2	7.8	21.4	11.1	8.9	-2141	15.0	8.0	13.7
1980	11.9	6.6	11.3	13.8	-.4	8.9	-123	11.1	4.5	10.6
1981	13.8	-8.9	26.9	20.9	22.2	10.4	120	11.0	31.0	13.3
1980 I	2.9	.3	1.4	-.2	-15.6	1.5	-368	1.7	2.0	1.8
II	2.2	-4.6	7.6	.2	-7.1	1.7	1616	1.4	.2	1.5
III	2.8	1.6	-.4	4.2	24.5	2.2	-1680	2.4	.4	2.4
IV	4.1	2.8	-23.5	4.3	14.1	6.5	-628	4.5	5.6	4.4
1981 I	3.0	2.5	56.0	4.0	13.2	1.1	-252	2.5	16.6	3.9
II	4.0	-5.0	-10.3	4.7	-6.8	2.8	-684	2.5	5.7	3.0
III	2.9	-15.3	19.7	12.1	-7.7	1.6	2608	1.8	4.9	2.3
IV	2.6	-8.3	-10.2	1.5	-5.8	1.8	1952	2.0	2.6	2.5

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

3 MARS 1982 TABLEAU 18 15H 03

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN MILLIONS DE DOLLARS
CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: MACHINES ET MATERIEL	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: NON AGRICOLES	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHE
1977	122530	43374	12806	13472	15125	294	37	52548	-57262	208868
1978	135271	47676	13552	14590	17008	-66	369	62985	-67970	230353
1979	150617	51979	14085	18127	20986	3988	117	77087	-82671	261961
1980	168146	57913	13843	21937	24730	-770	-491	90258	-93443	289859
1981	190025	66192	16093	26398	28749	877	688	98999	-107177	328501
1980 I	160536	54828	14572	21244	23660	2636	-16	87276	-92356	280224
II	163956	57096	12928	21288	23992	4084	-736	86416	-92532	284368
III	171124	58712	13332	22084	25116	-4620	-424	90888	-92664	291052
IV	176968	61016	14540	23132	26152	-5180	-788	96452	-96220	303792
1981 I	182644	62420	16080	24656	27908	1776	116	95000	-102128	315572
II	188740	64644	17604	25500	29288	432	252	100604	-109856	325148
III	192480	67992	16136	26644	28324	3248	1920	99612	-111828	332500
IV	196236	69712	14552	28792	29476	-1948	464	100780	-104896	340784

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

3 MARS 1982 TABLEAU 19 15H 03

DEPENSE NATIONALE BRUTE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS: MACHINES ET MATERIEL	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: NON AGRICOLES (1)	INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES: AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHE
1977	10.5	13.2	3.9	11.3	6.9	-755	-436	15.2	14.6	9.3
1978	10.4	9.9	5.8	8.3	12.4	-360	332	19.9	18.7	10.3
1979	11.3	9.0	3.9	24.2	23.4	4054	-252	22.4	21.6	13.7
1980	11.6	11.4	-1.7	21.0	17.8	-4758	-608	17.1	13.0	10.6
1981	13.0	14.3	16.3	20.3	16.3	1647	1179	9.7	14.7	13.3
1980 I	3.2	2.7	2.0	6.3	4.5	-2368	-148	4.4	6.3	1.8
II	2.1	4.1	-11.3	.2	1.4	1448	-720	-1.0	.2	1.5
III	4.4	2.8	3.1	3.7	4.7	-8704	312	5.2	.1	2.4
IV	3.4	3.8	9.1	4.7	4.1	-560	-364	6.1	3.8	4.4
1981 I	3.2	2.3	10.6	6.6	6.7	6956	904	-1.5	6.1	3.9
II	3.3	3.6	9.5	3.4	4.9	-1344	136	5.9	7.6	3.0
III	2.0	5.2	-8.3	4.5	-3.3	2816	1668	-1.0	1.8	2.3
IV	2.0	2.5	-9.8	8.1	4.1	-5196	-1456	1.2	-6.2	2.5

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971
CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES		EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
			CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL			
1977	77416	22392	6152	7647	8515	172	-112	28046	-32844	121762
1978	78550	22757	5947	7791	9743	126	106	30929	-34345	128281
1979	81136	22880	5513	8824	10831	1892	-20	31766	-36420	130115
1980	81955	22762	4926	9917	11434	-562	-200	32087	-35615	130180
1981	83374	23227	4997	10753	12074	582	180	32548	-36733	134070
1980 I	81608	22684	5380	9896	11296	572	72	31588	-36268	130332
II	81176	22704	4684	9752	11188	900	-476	31300	-35792	128988
III	82184	22776	4708	9916	11536	-2248	-224	32104	-34896	129192
IV	82852	22984	4932	10104	11716	-1472	-172	33376	-35504	132128
1981 I	83332	23068	5212	10488	12128	748	184	31204	-35932	133404
II	83900	23160	5528	10552	12404	596	36	33756	-37840	135304
III	83136	23280	4888	10724	11740	1676	408	32608	-37456	134136
IV	83128	23400	4360	11248	12024	-652	92	32624	-35704	133436

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

DEPENSE NATIONALE BRUTE
EN DOLLARS DE 1971
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS			INVESTISSEMENT EN STOCKS DES ENTREPRISES		EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
			CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES (1)	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)			
1977	2.9	3.2	-6.3	3.0	-.4	-571	-335	6.9	2.1	2.1
1978	2.8	1.6	-3.3	1.9	2.4	-46	218	10.3	4.6	3.7
1979	2.0	.5	-7.3	13.3	11.2	1766	-126	2.7	6.0	3.0
1980	1.0	-.5	-10.6	12.4	5.6	-2454	-180	1.0	-2.2	.0
1981	1.7	2.0	1.4	8.4	5.6	1154	380	1.4	3.1	3.0
1980 I	.8	-.9	.1	4.8	.2	-1248	-20	-1.8	1.1	-.9
II	-.5	.5	-12.9	-1.5	-1.0	328	-548	-.8	-1.3	-1.0
III	1.2	.3	.5	1.7	3.1	-3148	252	2.6	-2.5	.2
IV	.8	.9	4.8	1.9	1.6	776	52	4.0	1.7	2.3
1981 I	.6	.4	5.7	3.8	3.5	2220	356	-6.5	1.2	1.0
II	.7	.4	6.1	.6	2.3	-152	-148	8.2	5.3	1.4
III	-.9	.5	-11.6	1.6	-5.4	1080	372	-3.4	-1.0	-.9
IV	.0	.5	-10.8	4.9	2.4	-2328	-316	.0	-4.7	-.5

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
EN PRIX DE 1971
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	PRODUIT INTERIEUR BRUT	P.I.B. SANS AGRICULTURE	PRODUCTION INDUS-TRIELLE	INDUSTRIES DE BIENS	INDUSTRIES DE BIENS SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES DE SERVICES	INDUSTRIES COMMER-CIALES	INDUSTRIES COMMER-CIALES SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES NON COMMER-CIALES
1977	2.9	2.9	2.6	1.9	1.8	3.5	3.2	3.2	1.7
1978	3.3	3.5	3.5	2.3	2.6	4.0	3.7	3.9	1.5
1979	3.7	4.0	5.3	3.5	4.5	3.8	4.3	4.8	.3
1980	.4	.3	-2.0	-1.6	-2.0	1.6	.3	.1	.8
1981	2.5	2.4	1.1	2.3	1.9	2.6	2.6	2.5	1.9
1980 I	-.4	-.4	-.9	-.6	-.9	-.2	-.3	-.4	-.9
II	-.6	-.7	-2.5	-2.4	-2.7	.4	-1.1	-1.2	1.9
III	.2	.3	.0	-.3	-.2	.5	.1	.2	.5
IV	1.5	1.5	2.2	2.1	2.4	1.1	1.6	1.7	.8
1981 I	1.3	1.1	.6	1.9	1.3	.9	1.6	1.3	-.2
II	1.2	1.3	2.8	2.3	2.6	.5	1.4	1.4	.1
III	-1.1	-1.1	-3.0	-2.6	-2.8	-.2	-1.5	-1.5	1.0
IV	-.8	-.9	-4.3	-3.2	-3.5	.6	-1.0	-1.1	.4
1981 FEV	.8	.7	1.9	1.9	1.8	.1	1.0	.9	-.3
MARS	.5	.5	1.5	1.1	1.1	.1	.5	.6	.1
AVR	.2	.3	.0	.1	.2	.3	.3	.3	-.3
MAI	.3	.4	1.3	1.0	1.1	.1	.3	.4	.7
JUIN	.5	.5	.9	.7	.8	.3	.5	.6	.1
JUIL	-1.1	-1.2	-2.3	-1.9	-2.1	-.5	-1.4	-1.5	.9
AOUT	-.6	-.6	-1.7	-1.7	-1.7	.0	-.7	-.7	-.2
SEP	-.1	-.1	-1.5	-1.2	-1.4	.5	-.1	-.2	.0
OCT	-.4	-.5	-1.4	-.7	-.7	-.3	-.5	-.6	.5
NOV	.1	.1	-1.7	-1.2	-1.4	.8	.1	.0	.0
DEC	-.5	-.5	-.8	-1.3	-1.3	-.1	-.5	-.5	-.1
1982 JAN	-1.3	-1.3	-1.8	-1.4	-1.5	-1.2	-1.6	-1.7	.2
FEV	.1	.2	-.3	-.2	-.2	.4	.2	.2	.0

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO.61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	AGRICULTURE	FORETS	CHASSE ET PECHE	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES			CONSTRUC-TION
					TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	
1977	3.4	6.0	12.0	3.0	2.0	2.5	1.5	-2.0
1978	-1.6	4.8	11.9	-7.8	5.0	4.5	5.7	-2.1
1979	-10.1	1.4	1.2	9.8	4.7	3.4	6.0	1.2
1980	5.4	-3.7	-7.4	2.1	-3.1	-4.7	-1.4	-1.8
1981	8.4	-4.4	7.4	-5.8	1.7	2.3	1.2	6.3
1980 I	3.5	5.6	-4.4	-1.2	-1.2	-1.5	-1.0	-1.8
II	2.2	-9.1	-15.0	1.7	-3.2	-5.0	-1.4	-2.4
III	-2.6	.5	-11.0	-2.2	-.2	.7	-1.1	-.6
IV	-1.5	4.7	13.1	-.6	2.6	3.8	1.3	2.5
1981 I	11.2	8.2	10.1	-.7	1.3	1.2	1.4	3.5
II	-1.2	-13.0	.2	-2.5	3.5	5.4	1.6	3.4
III	.1	-18.1	1.9	-5.2	-3.4	-5.4	-1.4	-.5
IV	.6	27.4	-9.1	1.8	-5.6	-8.0	-3.1	-2.1
1981 FEV	2.6	-3.7	7.4	1.4	2.6	3.7	1.6	1.4
MARS	.1	-1.5	1.7	-1.0	1.7	2.6	.7	-.1
AVR	-1.5	.0	-2.8	.3	-.1	.3	-.4	1.1
MAI	-.6	-20.0	.3	-2.7	1.7	1.8	1.5	2.8
JUIN	-.6	8.5	-1.8	-2.4	1.3	2.6	.0	.1
JUIL	1.1	-17.5	4.6	-8.1	-2.2	-3.0	-1.3	.1
AOUT	-.8	-7.3	-1.9	10.0	-3.1	-5.5	-.7	-1.1
SEP	.5	21.2	-.8	-2.1	-1.8	-3.1	-.4	-2.4
OCT	-.1	13.1	-7.3	-.3	-1.8	-2.7	-.8	1.2
NOV	1.4	7.9	3.4	.1	-2.1	-2.0	-2.1	-.9
DEC	-.9	-9.4	-8.9	1.2	-1.0	-.6	-1.4	-2.3
1982 JAN	.8	-1.9	-7.0	.1	-2.5	-3.3	-1.8	-.1
FEV	-.7	4.0	1.7	-1.3	-.2	.1	-.6	-.4

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO.61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE			COMMERCE			FINANCES, ASSURANCES, IMMOBILIER	SERVICES	ADMINIST. PUBLIQUE
	TOTAL	TRANSPORTS	SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	TOTAL	DE GROS	DE DETAIL			
1977	5.5	4.1	6.3	1.4	1.4	1.5	6.0	3.1	2.3
1978	4.3	3.4	4.1	3.4	4.8	2.5	5.2	3.9	2.5
1979	6.9	6.3	5.8	3.4	4.7	2.5	4.4	3.3	-.4
1980	2.4	-.5	2.5	.0	.9	-.7	3.1	1.3	1.1
1981	3.1	.8	3.1	.9	-.4	1.8	2.9	3.6	1.8
1980 I	.8	-.3	1.7	.0	.5	-.5	.9	-1.6	.6
II	-.5	-1.4	-1.4	-1.1	-1.0	-1.1	.4	1.7	.8
III	1.2	-.4	3.1	.7	-1.1	2.0	.3	.4	.7
IV	1.7	1.3	2.6	1.6	2.1	1.2	.9	.9	.8
1981 I	.6	1.4	-2.6	1.3	.7	1.7	.9	.9	-.6
II	1.1	.5	2.2	.0	.5	-.3	.2	.9	.4
III	-1.2	-3.5	2.2	-2.3	-2.7	-2.1	1.0	1.0	1.4
IV	1.7	1.4	-.8	-1.9	-3.3	-.9	1.3	.5	.9
1981 FEV	.2	1.1	-2.3	-.3	-.2	-.3	-.2	.6	-1.1
MARS	.8	.0	2.7	-.6	-1.2	-.1	.6	.2	.3
AVR	.0	-.3	-.1	1.1	1.5	.8	-.1	.3	-.8
MAI	.5	.2	1.7	-.9	.5	-1.9	-.2	.2	1.8
JUIN	.6	.9	.3	-.1	-1.4	.8	.3	.3	.6
JUIL	-2.8	-3.5	1.6	-1.1	-1.1	-1.2	.3	.7	.5
AOUT	.6	-2.2	-.4	-.7	.1	-1.3	.6	-.3	-.5
SEP	2.1	2.4	.4	-1.0	-2.6	.2	.5	.4	.6
OCT	-.4	-.5	-.2	-1.1	-.3	-1.5	-.4	.1	.5
NOV	.6	1.3	-.4	1.0	-.3	1.8	1.7	.3	.1
DEC	.3	.6	-1.5	-1.6	-3.0	-.7	.3	.1	.1
1982 JAN	-2.2	-4.2	1.0	-1.9	.9	-3.9	-.7	-.5	-.1
FEV	.7	.7	.2	1.3	-.4	2.6	-.5	.3	.1

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO.61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

VALEUR REELLE DES LIVRAISONS, DES COMMANDES ET DES
COMMANDES EN CARNET DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 ET DESAISONNALISEES

	LIVRAISONS			NOUVELLES COMMANDES			COMMANDES EN CARNET		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	64109	31863	32246	64856	32558	32298	7295	6439	857
1978	69975	35168	34807	71303	36341	34963	8623	7611	1012
1979	72744	36463	36281	73563	37348	36215	9442	8495	947
1980	69691	34272	35419	69302	33873	35429	9054	8097	957
1981	71007	35208	35799	70187	34486	35701	8235	7375	859
1980 I	17780	8832	8947	17781	8861	8919	9443	8524	919
II	16896	8179	8718	16442	7755	8687	8990	8101	889
III	17269	8470	8799	17351	8545	8805	9071	8176	895
IV	17746	8790	8955	17729	8711	9018	9054	8097	957
1981 I	17755	8824	8931	17672	8773	8899	8971	8046	925
II	18432	9337	9095	18276	9193	9083	8815	7902	913
III	17851	8860	8992	17751	8782	8969	8715	7824	890
IV	16968	8187	8781	16488	7738	8750	8235	7375	859
1981 FEV	5914	2947	2966	5989	2992	2998	9008	8053	955
MARS	6043	3032	3011	6005	3025	2980	8971	8046	925
AVR	6118	3080	3039	6096	3067	3029	8948	8033	915
MAI	6133	3105	3028	6018	2997	3021	8832	7925	908
JUIN	6180	3153	3028	6163	3130	3033	8815	7902	913
JUIL	6159	3105	3054	6200	3163	3038	8855	7959	896
AOUT	5913	2954	2959	5696	2749	2947	8639	7755	884
SEP	5779	2801	2979	5855	2870	2984	8715	7824	890
OCT	5707	2743	2964	5588	2657	2931	8596	7738	857
NOV	5669	2727	2943	5391	2458	2933	8317	7470	847
DEC	5592	2718	2874	5509	2623	2886	8235	7375	859
1982 JAN	5487	2655	2832	5284	2446	2838	8031	7166	865
FEV	5561	2707	2855	5415	2602	2814	7885	7061	824

SOURCE: STOCKS,EXPEDITIONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES,(NO.31-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES LIVRAISONS, DES COMMANDES ET DES
COMMANDES EN CARNET DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES EN DOLLARS DE 1971

	LIVRAISONS			NOUVELLES COMMANDES			COMMANDES EN CARNET		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	3.1	3.4	2.9	6.0	9.2	3.0	11.4	12.1	6.4
1978	9.2	10.4	7.9	9.9	11.6	8.3	18.2	18.2	18.2
1979	4.0	3.7	4.2	3.2	2.8	3.6	9.5	11.6	-6.5
1980	-4.2	-6.0	-2.4	-5.8	-9.3	-2.2	-4.1	-4.7	1.1
1981	1.9	2.7	1.1	1.3	1.8	.8	-9.0	-8.9	-10.2
1980 I	-.7	-1.0	-.5	-1.9	-3.6	-.1	.0	.3	-2.9
II	-5.0	-7.4	-2.6	-7.5	-12.5	-2.6	-4.8	-5.0	-3.3
III	2.2	3.6	.9	5.5	10.2	1.4	.9	.9	.7
IV	2.8	3.8	1.8	2.2	1.9	2.4	-.2	-1.0	7.0
1981 I	.1	.4	-.3	-.3	.7	-1.3	-.9	-.6	-3.4
II	3.8	5.8	1.8	3.4	4.8	2.1	-1.7	-1.8	-1.3
III	-3.2	-5.1	-1.1	-2.9	-4.5	-1.3	-1.1	-1.0	-2.5
IV	-4.9	-7.6	-2.3	-7.1	-11.9	-2.4	-5.5	-5.7	-3.5
1981 FEV	2.0	3.6	.4	5.5	8.6	2.6	.8	.6	3.4
MARS	2.2	2.9	1.5	.3	1.1	-.6	-.4	-.1	-3.2
AVR	1.2	1.6	.9	1.5	1.4	1.6	-.3	-.2	-1.0
MAI	.2	.8	-.3	-1.3	-2.3	-.3	-1.3	-1.3	-.8
JUIN	.8	1.5	.0	2.4	4.4	.4	-.2	-.3	.6
JUIL	-.3	-1.5	.9	.6	1.1	.2	.5	.7	-1.8
AOUT	-4.0	-4.9	-3.1	-8.1	-13.1	-3.0	-2.4	-2.6	-1.3
SEP	-2.3	-5.2	.7	2.8	4.4	1.3	.9	.9	.7
OCT	-1.3	-2.1	-.5	-4.6	-7.4	-1.8	-1.4	-1.1	-3.7
NOV	-.7	-.6	-.7	-3.5	-7.5	.1	-3.2	-3.5	-1.2
DEC	-1.4	-.3	-2.3	2.2	6.7	-1.6	-1.0	-1.3	1.5
1982 JAN	-1.9	-2.3	-1.5	-4.1	-6.8	-1.7	-2.5	-2.8	.7
FEV	1.3	1.9	.8	2.5	6.4	-.9	-1.8	-1.5	-4.7

SOURCE: STOCKS, EXPEDITIONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, (NO. 31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES ET
LE RATIO: VALEUR REELLE DES STOCKS/LIVRAISONS
DONNEES DESAISONNALISEES

	VALEUR REELLE DES STOCK POSSEDES (1)			RATIO: VALEUR REELLE DES STOCKS/LIVRAISONS		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	11504	5924	5580	2.14	2.20	2.09
1978	11581	6159	5422	1.98	2.05	1.90
1979	12467	6882	5585	1.99	2.16	1.81
1980	12185	6699	5486	2.14	2.41	1.89
1981	12857	7169	5689	2.13	2.39	1.88
1980 I	12460	6879	5581	2.10	2.33	1.87
II	12592	6972	5619	2.24	2.56	1.94
III	12339	6849	5489	2.17	2.44	1.90
IV	12185	6699	5486	2.07	2.30	1.83
1981 I	12434	6865	5570	2.09	2.31	1.86
II	12579	6999	5580	2.04	2.23	1.84
III	12778	7108	5669	2.13	2.40	1.88
IV	12857	7169	5689	2.28	2.64	1.94
1981 FEV	12337	6771	5566	2.09	2.30	1.88
MARS	12434	6865	5570	2.06	2.26	1.85
AVR	12486	6912	5573	2.04	2.24	1.83
MAI	12536	6929	5607	2.04	2.23	1.85
JUIN	12579	6999	5580	2.04	2.22	1.84
JUIL	12587	6998	5589	2.04	2.25	1.83
AOUT	12706	7080	5626	2.15	2.40	1.90
SEP	12778	7108	5669	2.21	2.54	1.90
OCT	12867	7200	5666	2.25	2.63	1.91
NOV	12909	7230	5679	2.28	2.65	1.93
DEC	12857	7169	5689	2.30	2.64	1.98
1982 JAN	12893	7169	5724	2.35	2.70	2.02
FEV	12941	7183	5758	2.33	2.65	2.02

SOURCE: STOCKS, EXPEDITIONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, (NO. 31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.
(1) EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
SELON LE STADE DE FABRICATION
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 ET DESAISONNALISEES

	MATIERES PREMIERES			PRODUITS EN COURS			PRODUITS FINIS		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	4245	2144	2102	2536	1660	876	4723	2120	2803
1978	4399	2309	2090	2686	1798	888	4496	2052	2444
1979	4750	2543	2207	2947	2105	842	4769	2234	2536
1980	4655	2470	2185	2920	2090	829	4610	2138	2472
1981	4951	2760	2191	2983	2143	840	4924	2266	2658
1980 I	4743	2520	2223	2940	2098	842	4777	2261	2516
II	4754	2532	2222	2951	2120	830	4887	2320	2567
III	4662	2498	2164	2903	2087	816	4773	2264	2510
IV	4655	2470	2185	2920	2090	829	4610	2138	2472
1981 I	4812	2626	2185	2948	2112	836	4675	2126	2549
II	4831	2656	2175	3048	2203	845	4700	2140	2561
III	4910	2721	2189	3037	2185	852	4831	2203	2628
IV	4951	2760	2191	2983	2143	840	4924	2266	2658
1981 FEV	4737	2527	2210	2984	2144	840	4616	2099	2516
MARS	4812	2626	2185	2948	2112	836	4675	2126	2549
AVR	4819	2643	2176	2996	2152	845	4671	2118	2553
MAI	4833	2646	2188	3005	2161	844	4698	2123	2575
JUIN	4831	2656	2175	3048	2203	845	4700	2140	2561
JUIL	4840	2673	2167	3015	2167	848	4732	2157	2574
ADUT	4916	2726	2190	3022	2182	841	4767	2172	2595
SEP	4910	2721	2189	3037	2185	852	4831	2203	2628
OCT	4938	2741	2197	3053	2203	850	4876	2257	2618
NOV	4962	2779	2183	3033	2188	845	4914	2263	2651
DEC	4951	2760	2191	2983	2143	840	4924	2266	2658
1982 JAN	4916	2722	2194	3020	2168	852	4957	2278	2679
FEV	4951	2728	2223	3039	2174	865	4950	2280	2670

SOURCE: STOCKS,EXPEDITIONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES,(NO.31-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.), LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
SELON LE STADE DE FABRICATION
VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971

	MATIERES PREMIERES			PRODUITS EN COURS			PRODUITS FINIS		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	-70	-13	-56	98	90	8			
1978	154	165	-11	151	138	13	-228	-68	-159
1979	351	234	117	261	307	-46	274	182	92
1980	-95	-73	-22	-28	-15	-13	-160	-96	-64
1981	296	290	6	63	52	11	314	128	186
1980 I	-8	-23	16	-8	-7	-1	8	27	-19
II	11	12	-1	11	22	-11	110	60	50
III	-92	-34	-58	-47	-33	-15	-114	-56	-57
IV	-7	-28	21	16	3	13	-164	-126	-38
1981 I	156	156	0	29	22	7	65	-12	77
II	19	29	-10	100	91	9	26	13	12
III	79	65	14	-11	-19	7	131	63	68
IV	41	39	2	-54	-42	-12	93	64	29
1981 FEV	8	11	-3	37	27	11	22	-18	41
MARS	74	99	-25	-36	-32	-4	59	27	32
AVR	7	17	-9	48	39	9	-4	-8	4
MAI	15	3	12	9	9	-1	27	5	23
JUIN	-3	10	-13	43	42	1	2	17	-15
JUIL	10	17	-8	-33	-36	3	32	18	14
ADUT	76	53	23	8	15	-7	36	15	21
SEP	-6	-5	-1	15	3	11	63	30	33
OCT	28	20	8	16	18	-2	45	54	-9
NOV	25	39	-14	-20	-15	-5	38	7	31
DEC	-11	-19	8	-50	-45	-5	10	3	7
1982 JAN	-35	-38	3	38	26	12	33	12	21
FEV	35	5	30	19	6	13	-6	2	-9

SOURCE: STOCKS,EXPEDITIONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES,(NO.31-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.), LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITE DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
DONNEES DESAISONNALISEES

	INDUSTRIES MANUFACTURIERES			PAPIER ET INDUSTRIES CONNEXES	PREMIERE TRANSFORMATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	MACHINES	MATERIEL DE TRANSPORT	PRODUITS ELECTRIQUES	PRODUITS CHIMIQUES
	TOTAL	NON DURABLES	DURABLES							
1977	82.4	84.5	80.4	81.1	73.3	78.6	78.2	97.4	74.0	77.3
1978	84.3	87.3	81.4	91.2	75.4	79.9	83.7	96.0	73.9	75.0
1979	86.2	90.6	81.8	97.0	76.6	82.6	96.0	86.0	80.4	76.1
1980	81.0	87.3	74.8	94.6	77.9	79.8	89.8	66.8	77.1	73.7
1981	79.5	85.8	73.3	89.1	75.9	79.9	89.1	61.8	79.8	71.6
1980 I	83.7	89.3	78.3	99.5	79.3	84.9	83.7	71.9	79.4	76.0
II	80.4	87.5	73.4	95.6	76.0	79.2	91.7	63.2	76.9	73.7
III	79.4	86.0	73.0	91.6	76.5	77.2	87.7	64.2	75.8	71.8
IV	80.5	86.3	74.7	91.6	79.8	77.8	86.1	67.8	76.2	73.3
1981 I	80.8	86.9	74.9	92.1	79.2	79.7	93.6	62.1	78.2	74.1
II	82.7	87.6	78.0	92.4	82.7	83.0	88.9	67.8	82.7	72.7
III	79.4	85.6	73.2	83.7	76.7	81.2	88.7	63.5	82.1	71.8
IV	75.0	83.2	67.0	88.1	65.1	75.7	85.1	53.8	76.4	68.0

SOURCE: TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITE (NO.31-003 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.

VALEUR DES PERMIS DE BATIR
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	TOTAL	CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE				RESIDENTIELLE	TOTAL POUR 55 MUNICIPALITIES
		TOTAL	INDUSTRIELLE	COMMERCIALE	INSTITUTIONNELLE ET GOUVERNEMENTALE		
1977	1.5	1.5	-.5	-3.6	14.1	1.4	2.9
1978	5.8	15.8	4.1	28.5	1.7	-.6	5.4
1979	7.7	14.5	24.9	18.7	-2.9	2.6	5.3
1980	9.2	25.2	45.3	15.9	31.3	-3.9	10.8
1981	21.2	11.7	-9.4	21.0	11.9	31.4	39.7
1980 I	10.2	33.9	33.0	16.7	83.3	-9.0	12.4
II	-17.3	-18.9	-8.5	-9.9	-42.4	-15.3	-15.2
III	16.4	5.5	1.2	5.6	10.2	28.8	14.5
IV	22.6	29.3	79.1	18.5	7.2	16.4	7.3
1981 I	.4	-14.0	-34.1	-7.4	.6	15.4	7.2
II	5.3	8.6	-8.1	19.5	-2.4	2.7	19.5
III	-9.0	.9	5.8	-8.7	27.6	-17.1	-6.7
IV	9.7	14.3	-13.5	21.8	20.6	5.2	36.2
1981 JAN	-12.6	-27.0	-59.0	-5.0	-2.6	4.5	18.9
FEV	7.5	5.2	-9.2	10.2	7.3	9.5	20.2
MARS	-.4	-6.8	21.0	-28.4	36.4	4.7	-29.6
AVR	10.3	18.0	-5.4	53.2	-22.5	4.9	68.3
MAI	-12.3	-11.8	-19.4	-14.2	5.5	-12.7	-28.7
JUIN	5.6	9.5	5.6	16.3	-6.4	2.4	18.4
JUIL	5.7	11.3	10.1	-1.5	58.7	.9	18.2
AOUT	-16.3	-12.4	1.9	-14.1	-18.9	-19.9	-24.8
SEP	-8.4	-9.2	-3.9	-7.4	-18.0	-7.6	-15.1
OCT	-1.6	4.6	-17.0	12.1	7.4	-8.0	18.2
NOV	32.2	40.0	11.8	31.5	86.8	23.1	59.9
DEC	10.9	-9.4	-4.2	-.2	-29.9	37.7	7.1
1982 JAN	-26.4	-17.2	-20.1	-23.2	1.6	-34.5	-59.5

SOURCE: PERMIS DE BATIR (NO.64-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.

LOGEMENTS MIS EN CHANTIER, LOGEMENTS PARACHEVES ET PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	LOGEMENTS URBAINS MIS EN CHANTIER				LOGEMENTS URBAINS EN CONS-TRUCTION	LOGEMENTS URBAINS PARACHEVES	TOTAL DES LOGEMENTS PARACHEVES VACANTS (2)	PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES(2)		
	MILLIERS DE MISES EN CHANTIER(1)	TOTAL	MAISONS UNIFAMI-LIALES	MAISONS MULTI-FAMILIALES				TOTAL	LNH (3)	ORDINAIRES
								MILLIONS DE $		
1977	198.5	-6.5	-14.2	-1.1	2.2	15.0	NA	6987	4302	2685
1978	183.6	-7.5	-1.1	-11.3	-8.3	-3.8	10.5	5636	2313	3324
1979	151.4	-17.5	-1.0	-28.5	-22.1	-10.1	-5.1	4346	363	3983
1980	125.6	-17.1	-15.8	-18.2	-24.8	-19.8	-8.4	3287	114	3173
1981	144.2	14.8	7.2	22.0	-2.5	-3.4	-10.8	2818	155	2663
1980 II	112.0	-16.4	-11.7	-20.3	-9.2	-10.1	-8.5	657	15	642
III	122.3	9.2	13.2	5.6	-6.3	-11.0	-4.9	988	32	856
IV	134.0	9.5	19.4	.0	-.2	-2.8	-8.3	978	64	814
1981 I	143.3	7.0	20.0	-8.0	-2.7	8.3	-3.5	740	7	733
II	176.3	23.0	.0	57.6	9.9	1.7	-2.1	1068	20	1048
III	145.0	-17.8	-31.0	-5.2	1.9	.0	2.0	607	46	561
IV	112.0	-22.8	-47.8	-5.4	-7.2	-6.4	16.9	403	82	321
1982 I	148.0	32.1	9.7	40.7		-9.6				
1981 MARS	151.0	2.7	-5.6	15.5	-1.0	9.2	1.2	312	4	308
AVR	189.0	25.2	8.3	46.3	5.8	-2.8	-2.6	368	5	363
MAI	173.0	-8.5	-5.5	-11.2	7.2	-6.5	-.7	386	6	380
JUIN	167.0	-3.5	-5.8	-1.1	.1	18.5	1.1	314	9	305
JUIL	149.0	-10.8	-19.8	-2.3	-1.3	-7.8	-2.9	246	12	234
AOUT	141.0	-5.4	-9.2	-2.4	1.5	-5.6	2.9	170	15	155
SEP	145.0	2.8	-8.5	11.0	-.1	9.7	7.5	191	18	172
OCT	82.0	-43.4	-37.0	-47.3	-6.0	-11.6	8.0	114	21	93
NOV	98.0	19.5	-17.6	45.8	-3.9	-.8	2.8	118	27	91
DEC	156.0	59.2	10.7	78.6	3.1	6.2	1.1	171	34	137
1982 JAN	133.0	-14.7	9.7	-20.8		-22.6		144	0	144
FEV	170.0	27.8	2.9	36.4		14.2				
MARS	141.0	-17.1	-5.7	-20.0		8.3				

SOURCE: LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVES (NO.64-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA, ET STATISTIQUES DU LOGEMENT AU CANADA, SCHL.
(1) DONNEES DESAISONNALISEES, TAUX ANNUELS.
(2) DONNEES NON DESAISONNALISEES.
(3) LOI NATIONALE SUR L'HABITATION.

INDICATEURS DES DEPENSES PERSONNELLES EN BIENS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	EN DOLLARS COURANTS (1)					EN DOLLARS DE 1971 (2)				
	TOTAL	VOITURES PARTICU-LIERES NEUVES	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	VOITURES PARTICU-LIERES NEUVES	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	8.7	11.9	8.7	7.6	9.1	2.0	4.8	3.9	1.3	.3
1978	11.1	9.7	10.6	10.6	11.7	3.0	.6	5.6	5.7	-1.9
1979	11.7	14.7	12.4	10.9	11.6	1.4	2.4	4.0	-.3	-.4
1980	9.6	3.1	4.1	7.2	15.0	-1.3	-7.3	-4.7	-5.4	5.9
1981	13.3	9.5	14.6	13.4	12.4	2.5	-1.7	6.2	5.5	-3.7
1980 I	2.0	3.1	-.5	-1.5	6.6	-.3	.7	-2.8	-4.8	6.0
II	1.7	-9.8	-1.9	3.1	3.7	-1.5	-12.3	-4.6	-.4	1.2
III	5.2	15.8	7.5	3.7	4.3	2.4	11.8	5.3	1.4	-.2
IV	3.6	1.3	3.9	3.4	3.4	.8	-.9	2.5	2.0	-1.8
1981 I	4.2	3.6	7.4	5.9	1.3	2.1	.2	6.1	4.0	-3.8
II	2.5	1.5	2.0	1.7	3.2	-.3	-.8	-1.1	-.4	.7
III	1.1	-3.0	-2.4	1.0	3.7	-1.6	-5.2	-4.2	-.7	1.1
IV	1.7	1.3	1.1	.6	2.6	-.1	-1.0	-.8	.0	.8
1981 FEV	-.6	-.9	-1.8	-.6	.2	-1.7	-2.2	-3.9	-.2	.0
MARS	1.4	3.6	2.8	1.8	.2	.2	3.5	1.9	.6	-2.4
AVR	2.1	5.7	2.2	.3	2.7	1.3	5.7	1.3	-.5	2.6
MAI	-.8	-9.6	-2.9	-.2	.2	-1.7	-11.8	-3.8	-.7	.3
JUIN	1.1	1.7	2.0	1.4	.3	.1	1.0	.8	.7	-1.1
JUIL	-.1	-4.9	-3.0	.2	2.0	-1.2	-5.0	-3.2	-.6	.8
AOUT	.8	3.8	-.3	.1	1.9	.2	3.0	-.7	-.1	1.6
SEP	.6	5.5	1.6	-.6	.5	.0	4.6	.5	-.6	-.2
OCT	-1.2	-22.0	-6.4	.6	1.6	-1.9	-20.7	-5.4	.2	.9
NOV	4.5	56.2	15.9	.5	-1.1	4.4	49.3	12.3	.5	-1.9
DEC	-2.3	-26.1	-9.5	.1	2.2	-3.3	-25.7	-9.5	-.2	2.5
1982 JAN	-2.1	-19.8	-4.9	-1.5	-.5	-2.9	-19.0	-4.3	-1.8	-2.0
FEV	2.0	10.7	3.4	1.9	1.2	1.2	10.3	2.5	1.3	-.3

SOURCE: COMMERCE DE DETAIL (63-005), VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS (63-007) ENQUETE SUR LES MARCHANDISES VENDUES AU DETAIL, 1974 (63-526), L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (62-001), STATISTIQUE CANADA.
(1) CES INDICATEURS SONT CALCULES EN PONDERANT DE VENTES AU DETAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE (63-005) POUR OBTENIR LES VENTES AU DETAIL PAR MARCHANDISE. LES POIDS PROVIENNENT DE L'ENQUETE SUR LES MARCHANDISES VENDUES AU DETAIL EN 1974 (63-526). LES VENTES DE VOITURES PARTICULIERES PROVIENNENT DES VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS (63-007) ET SONT EMPLOYEES COMME INDICATEURS DES VENTES DE VOITURES AUX PERSONNES. LA DESAISONNALISATION INTERPOLATIVE (VOIR LE GLOSSAIRE) EST FAITE PAR MARCHANDISE (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, FEVRIER, 1982).
(2) CES DONNEES SONT LE RESULTAT DE LA DEFLATION DES VENTES AU DETAIL PAR MARCHANDISE, CALCULEES PAR LA METHODE EXPLIQUEE DANS LA NOTE 1.

Travail

34	Sommaire de l'enquête sur la population active, données désaisonnalisées	41
35	Caractéristiques des chômeurs, données non désaisonnalisées	41
36	Sommaire de la population active, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
37	Sommaire de la population active, femmes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
38	Sommaire de la population active, hommes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	43
39	Emploi par branche d'activité, enquête sur la population active, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	43
40	Estimations du nombre d'employés par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44
41-42	Emploi des grandes entreprises par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44-45
43-44	Salaires et traitements par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	45-46
45	Heures hebdomadaires moyennes par branche d'activité, données désaisonnalisées	46
46	Salaires et traitements hebdomadaires moyens par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	47
47	Règlements salariaux	47

SOMMAIRE DE L'ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE
DONNEES DESAISONNALISEES

	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI				TAUX DE CHOMAGE			CHOMAGE (1)	TAUX D'ACTIVITE
		TOTAL (1)	PLEIN TEMPS (1) (2)	TEMPS PARTIEL (1) (2)	TRAVAILLEURS REMUNERES (1)	TOTAL	15-24 ANS	25 ANS ET PLUS		
1977	2.9	1.8	1.0	8.1	1.8	8.1	14.4	5.8	16.9	61.5
1978	3.7	3.4	2.9	7.2	3.0	8.4	14.5	6.1	7.2	62.6
1979	3.0	4.0	3.5	7.6	4.1	7.5	13.0	5.4	-8.0	63.3
1980	2.8	2.8	2.2	6.2	3.3	7.5	13.2	5.4	3.5	64.0
1981	2.7	2.6	2.0	6.8	2.7	7.6	13.3	5.6	3.6	64.7
1980 II	.3	.0	.2	1.5	.3	7.8	13.8	5.6	4.4	63.9
III	.3	.6	.2	2.6	.7	7.6	13.3	5.5	-2.8	63.9
IV	.9	1.2	.8	1.6	1.2	7.3	12.7	5.3	-2.9	64.2
1981 I	1.2	1.2	1.1	2.4	1.4	7.3	13.0	5.2	1.1	64.7
II	.5	.5	.8	1.5	.5	7.2	12.7	5.2	-.2	64.7
III	.3	-.1	-.2	.5	-.2	7.6	13.1	5.6	5.3	64.7
IV	.2	-.7	-1.3	.1	-.8	8.4	14.6	6.3	11.4	64.8
1982 I	-.7	-.8	-1.1	.4	-.8	8.6	15.3	6.4	2.1	63.9
1981 MARS	.1	-.1	-.2	.2	-.2	7.4	13.4	5.2	3.0	64.8
AVR	.0	.3	.8	-.7	.3	7.0	12.5	5.1	-4.4	64.7
MAI	.3	.1	-.3	2.9	.0	7.2	12.8	5.2	2.8	64.7
JUIN	.3	.2	.4	-1.8	.1	7.4	12.9	5.4	2.1	64.8
JUIL	-.2	-.2	-.1	.3	-.3	7.4	12.7	5.5	-.1	64.6
AOUT	.0	.3	.1	.3	.2	7.1	12.2	5.3	-3.7	64.5
SEP	.8	-.4	-.7	.9	-.4	8.2	14.3	6.1	17.0	65.0
OCT	-.2	-.2	-.5	-1.0	-.3	8.3	14.2	6.2	.7	64.8
NOV	-.3	-.2	-.3	.9	-.3	8.3	14.7	6.1	-.6	64.6
DEC	-.1	-.5	-.8	-.6	-.4	8.6	14.8	6.5	4.4	64.4
1982 JAN	-.6	-.2	-.2	1.0	-.1	8.3	15.0	6.0	-4.2	64.0
FEV	-.1	-.4	-.4	-.5	-.4	8.6	15.0	6.4	2.7	63.8
MARS	.4	-.1	.1	-.5	-.2	9.0	15.8	6.7	5.8	64.0

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) DESAISONNALISATION INTERPOLATIVE (VOIR GLOSSAIRE) PAR LE GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE.

CARACTERISTIQUES DES CHOMEURS
DONNEES NON DESAISONNALISEES

	CHOMAGE TOTAL (1)	POURCENTAGE DU CHOMAGE TOTAL						DUREE MOYENNE DU CHOMAGE (SEMAINES)
		CHERCHE DU TRAVAIL 1-4 SEMAINES	CHERCHE DU TRAVAIL 5-13 SEMAINES	CHERCHE DU TRAVAIL 14 SEMAINES ET PLUS	CHERCHE DU TRAVAIL DEBUTANT PLUS TARD	NE CHERCHE PAS DE TRAVAIL, MISES A PIED	NE CHERCHE PAS DE TRAVAIL, EMPLOI FUTUR	
1977	850	24.4	27.3	33.1	4.0	6.5	3.5	14.6
1978	911	23.8	27.1	35.2	3.9	5.3	3.4	15.5
1979	838	25.9	27.0	32.6	4.3	5.3	3.5	14.8
1980	867	25.8	27.0	32.1	3.9	6.2	3.2	14.7
1981	898	25.9	26.1	32.3	4.2	6.2	3.5	15.2
1980 II	909	24.3	22.7	36.6	4.7	5.6	4.7	15.6
III	817	27.8	26.5	29.5	4.1	5.8	4.3	14.5
IV	785	27.8	29.4	30.6	3.3	4.9	2.1	14.7
1981 I	952	23.5	28.0	33.9	3.7	6.4	2.3	15.1
II	865	24.3	22.0	36.1	5.7	4.7	5.8	15.4
III	839	28.3	24.9	29.8	4.6	6.9	4.0	15.1
IV	935	27.5	29.6	29.2	2.9	6.9	1.7	14.2
1982 I	1147	20.8	28.5	34.5	2.9	8.3	2.1	15.1
1981 MARS	983	22.9	27.5	35.5	4.6	5.1	2.8	15.8
AVR	886	20.0	22.2	40.0	4.9	6.0	5.4	17.1
MAI	854	25.1	20.8	36.3	5.3	4.0	6.2	16.7
JUIN	855	27.7	22.9	32.2	6.0	4.2	5.8	15.5
JUIL	835	29.0	25.0	29.1	4.8	7.4	3.4	14.6
AOUT	790	22.0	26.8	31.5	4.7	7.3	5.9	15.1
SEP	891	33.9	22.8	28.8	4.3	5.8	2.8	14.5
OCT	891	29.9	28.2	29.4	3.1	5.8	2.0	14.5
NOV	928	28.0	31.4	28.1	2.9	5.9	1.5	14.0
DEC	987	24.5	29.4	30.2	2.5	9.0	1.6	14.1
1982 JAN	1096	23.6	27.6	30.5	2.6	10.8	1.9	13.8
FEV	1116	19.1	30.4	35.1	2.9	7.9	1.8	15.2
MARS	1228	19.6	27.5	38.0	3.3	6.3	2.5	16.3

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
(1) EN MILLIERS DE PERSONNES.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
DONNEES DESAISONNALISEES

	15 - 24 ANS					25 ANS ET PLUS				
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE
1977	3.0	1.0	16.6	14.4	63.2	2.8	2.0	17.2	5.8	61.0
1978	3.3	3.1	3.9	14.5	64.4	3.8	3.4	9.9	6.1	62.0
1979	3.7	5.6	-7.1	13.0	66.2	2.7	3.4	-8.6	5.4	62.3
1980	1.9	1.6	3.8	13.2	67.3	3.1	3.2	2.9	5.4	62.9
1981	.4	.3	1.0	13.3	67.9	3.5	3.4	6.1	5.6	63.6
1980 II	.4	-.5	6.5	13.8	67.4	.3	.2	2.6	5.6	62.8
III	-.2	.4	-3.8	13.3	67.3	.5	.6	-1.8	5.5	62.7
IV	.3	1.0	-4.1	12.7	67.5	1.2	1.3	-1.8	5.3	63.1
1981 I	.9	.6	3.2	13.0	68.2	1.2	1.4	-.7	5.2	63.5
II	-.1	.2	-2.5	12.7	68.2	.7	.7	1.9	5.2	63.6
III	-1.0	-1.4	1.7	13.1	67.8	.8	.4	8.4	5.6	63.7
IV	-.7	-2.4	10.6	14.6	67.5	.5	-.2	12.0	6.3	63.7
1982 I	-1.8	-2.6	3.0	15.3	66.5	-.2	-.4	1.4	6.4	63.1
1981 MARS	.0	-.7	4.5	13.4	68.3	.1	.0	1.6	5.2	63.6
AVR	-.7	.4	-7.4	12.5	67.9	.2	.3	-1.6	5.1	63.6
MAI	.5	.2	3.1	12.8	68.3	.2	.1	2.5	5.2	63.6
JUIN	.2	.1	1.0	12.9	68.5	.3	.2	3.1	5.4	63.6
JUIL	-1.3	-1.0	-3.0	12.7	67.7	.1	.0	2.3	5.5	63.6
AOUT	-.7	-.2	-4.1	12.2	67.3	.2	.4	-3.3	5.3	63.6
SEP	1.4	-1.0	18.1	14.3	68.3	.6	-.2	16.2	6.1	63.9
OCT	-1.1	-1.1	-1.4	14.2	67.6	.2	.0	2.4	6.2	63.9
NOV	-.3	-.8	2.7	14.7	67.5	-.3	-.1	-3.3	6.1	63.6
DEC	-.3	-.5	.4	14.8	67.3	.0	-.5	7.7	6.5	63.5
1982 JAN	-1.2	-1.5	.4	15.0	66.6	-.3	.2	-7.8	6.0	63.1
FEV	-.5	-.5	-.4	15.0	66.3	.0	-.4	5.5	6.4	63.0
MARS	.1	-.8	4.9	15.8	66.5	.6	.2	6.6	6.7	63.2

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, FEMMES, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
DONNEES DESAISONNALISEES

	15 - 24 ANS					25 ANS ET PLUS				
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE
1977	2.7	.5	17.3	13.8	57.5	4.8	4.0	16.3	7.4	42.1
1978	3.7	3.7	4.5	13.9	58.9	7.0	6.6	12.5	7.7	44.0
1979	4.2	5.5	-4.9	12.7	61.0	4.2	5.0	-6.2	7.0	44.9
1980	2.7	2.7	2.3	12.7	62.6	5.5	6.0	-1.4	6.5	46.2
1981	.4	.8	-2.8	12.3	63.2	6.1	5.9	8.7	6.7	47.9
1980 II	.4	-.1	3.7	13.0	62.6	.3	.0	4.3	6.9	46.0
III	.1	.5	-2.2	12.7	62.7	.6	1.1	-6.7	6.4	46.0
IV	.1	.7	-4.1	12.2	62.8	2.0	2.3	-2.3	6.1	46.6
1981 I	.5	.4	1.3	12.3	63.3	2.0	1.9	3.7	6.2	47.3
II	.5	1.0	-2.7	11.9	63.7	1.6	1.6	1.6	6.2	47.8
III	-1.5	-1.6	-.8	12.0	63.0	1.4	.8	9.7	6.7	48.1
IV	-.3	-1.3	7.1	12.9	63.0	.7	-.1	11.1	7.4	48.2
1982 I	-.7	-1.2	2.9	13.4	62.7	-.1	.2	-3.6	7.2	47.9
1981 MARS	-.9	-1.4	2.3	12.6	63.0	.4	.4	1.0	6.2	47.5
AVR	-.1	.7	-5.6	11.9	63.0	.3	.3	.5	6.2	47.6
MAI	1.7	1.6	2.4	12.0	64.1	.9	1.0	.0	6.2	47.9
JUIN	-.2	-.1	-1.2	11.9	64.0	.4	.2	3.4	6.3	48.0
JUIL	-1.7	-1.4	-3.5	11.6	63.1	.0	-.1	1.4	6.4	47.9
AOUT	-1.0	-.5	-4.8	11.2	62.5	.5	.5	.0	6.4	48.0
SEP	1.2	-1.0	19.1	13.2	63.3	1.3	.2	17.4	7.4	48.5
OCT	-.9	-.2	-5.3	12.6	62.8	.1	-.1	1.6	7.5	48.5
NOV	.4	-.2	4.5	13.1	63.1	-.5	-.4	-1.5	7.4	48.2
DEC	-.2	-.1	-1.1	13.0	63.0	-.2	-.1	-1.2	7.4	48.0
1982 JAN	-.3	-.6	1.6	13.2	62.9	.0	.8	-10.3	6.6	47.9
FEV	-.8	-.6	-2.2	13.1	62.5	-.1	-.7	8.8	7.2	47.7
MARS	.4	-.5	6.0	13.8	62.8	.8	.2	8.1	7.7	48.0

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, HOMMES, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS
DONNEES DESAISONNALISEES

	15 - 24 ANS					25 ANS ET PLUS				
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	TAUX D'ACTIVITE
1977	3.3	1.4	16.1	14.9	66.8	1.8	1.0	18.0	4.9	80.9
1978	2.8	2.7	3.9	15.1	69.7	2.1	1.7	8.2	5.2	81.0
1979	3.5	5.6	-9.2	13.3	71.4	1.9	2.6	-11.0	4.5	80.9
1980	1.3	.7	5.0	13.8	72.0	1.7	1.5	6.8	4.8	80.5
1981	.4	-.1	3.9	14.2	72.5	2.0	1.9	4.0	4.9	80.3
1980 II	.4	-.9	8.7	14.5	72.1	.3	.3	1.2	4.7	80.5
III	-.5	.3	-5.1	13.9	71.7	.5	.3	2.5	4.9	80.4
IV	.4	1.2	-4.2	13.2	72.1	.6	.7	-1.4	4.7	80.5
1981 I	1.3	.7	4.7	13.6	73.1	.8	1.0	-4.2	4.5	80.7
II	-.7	-.4	-2.3	13.4	72.6	.1	.1	2.1	4.6	80.4
III	-.5	-1.1	3.6	13.9	72.4	.4	.1	7.3	4.9	80.2
IV	-1.1	-3.4	13.1	16.0	71.9	.4	-.3	12.8	5.5	80.0
1982 I	-2.8	-3.9	3.0	16.9	70.1	-.4	-.7	5.8	5.9	79.3
1981 MARS	.8	-.1	6.2	14.1	73.5	-.1	-.2	2.1	4.6	80.6
AVR	-1.2	.1	-8.8	13.0	72.6	.1	.3	-3.3	4.4	80.6
MAI	-.4	-1.0	3.7	13.5	72.4	-.3	-.5	4.7	4.6	80.2
JUIN	.6	.3	2.7	13.8	72.9	.3	.2	2.8	4.8	80.3
JUIL	-1.0	-.7	-2.6	13.5	72.2	.2	.1	3.1	4.9	80.3
AOUT	-.5	.0	-3.5	13.1	72.0	.0	.3	-6.1	4.6	80.2
SEP	1.5	-.9	17.4	15.2	73.1	.2	-.5	15.0	5.3	80.2
OCT	-1.2	-1.7	1.6	15.6	72.3	.2	.1	3.2	5.4	80.2
NOV	-.8	-1.2	1.5	16.0	71.8	-.1	.1	-4.8	5.2	80.0
DEC	-.4	-.8	1.5	16.3	71.5	.1	-.7	15.8	6.0	79.9
1982 JAN	-2.1	-2.4	-.4	16.6	70.1	-.6	-.2	-5.9	5.7	79.3
FEV	-.2	-.4	.7	16.7	70.1	.0	-.1	3.0	5.8	79.2
MARS	-.2	-1.0	4.1	17.5	70.0	.4	.1	5.4	6.1	79.4

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITE, ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		INDUSTRIES DE BIENS				INDUSTRIES DE SERVICES				
	TOTAL SANS AGRICULTURE	TOTAL SANS AGRICULTURE	SECTEUR PRIMAIRE SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TOTAL	TRANSPORTS, COMMUNIC. ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	FINANCES, ASSURANCES, IMMOBILIER	AUTRES SERVICES (1)
1977	2.0	-1.0	2.6	-1.7	-.3	3.3	-.6	2.1	7.1	4.3
1978	3.4	3.0	7.1	3.5	-.3	3.6	4.6	3.5	2.8	3.5
1979	4.1	4.8	5.8	5.9	1.4	3.8	4.8	3.9	1.3	3.8
1980	3.0	1.4	8.4	1.7	-3.3	3.7	.3	1.4	9.9	4.8
1981	2.7	1.9	5.1	.7	4.2	3.0	.3	2.5	-2.6	4.7
1980 II	.1	-.8	1.9	-.9	-1.7	.5	.8	-.7	3.1	.5
III	.8	-.5	-1.8	-.3	-.8	1.4	.0	.8	.9	2.2
IV	1.1	.7	4.5	.8	-1.5	1.2	-.9	1.2	-1.4	2.1
1981 I	1.3	1.9	2.7	1.0	4.4	.9	.4	.6	-3.6	1.9
II	.5	.6	1.2	.4	1.2	.6	1.0	.3	.1	.6
III	-.2	.2	1.2	-.3	1.3	-.3	-1.3	1.0	1.0	-.9
IV	-.6	-2.4	-4.7	-2.8	-.3	.1	1.5	-.3	1.1	-.2
1982 I	-.7	-2.9	-5.2	-2.6	-2.9	.1	-.3	-.6	3.2	.2
1981 MARS	-.2	.1	1.0	-.5	1.6	-.2	-.8	-1.5	.2	.5
AVR	.3	.2	.9	.1	.0	.4	1.2	.6	.2	.0
MAI	.1	.2	-.9	.6	-.8	-.1	-1.1	.4	.0	.0
JUIN	.1	-.3	.0	-.7	.8	.6	2.4	.2	1.4	.2
JUIL	-.3	.6	.3	.3	1.7	-.8	-3.6	.1	.2	-.8
AOUT	.1	.0	2.2	-.1	-.6	.3	1.6	1.1	.0	-.3
SEP	-.2	-.8	-.9	-.8	-.6	-.1	.1	-.1	-.3	-.1
OCT	-.3	-1.2	-3.7	-1.0	-.5	.0	1.0	-.1	.7	-.4
NOV	-.2	-.3	-1.0	-.5	.8	-.1	.2	-.7	1.3	-.1
DEC	-.2	-1.8	-1.3	-2.7	.8	.3	-.7	-.1	-.7	.9
1882 JAN	-.3	-.5	-1.0	-.2	-1.1	-.1	.6	-.3	2.0	-.4
FEV	-.2	-1.4	-1.0	-.4	-4.6	.0	-.3	-.2	1.5	-.1
MARS	-.1	-.6	-7.4	-.2	1.6	.2	-.9	.3	.5	.3

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1970.
(1) SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX, PERSONNELS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE.

ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	TOTAL SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES DE BIENS				INDUSTRIES DE SERVICES				
		TOTAL SANS AGRICULTURE	SECTEUR PRIMAIRE SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TOTAL	TRANSPORTS, COMMUNIC. ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	TOUS SERVICES COMMERCIAUX (1)	SERVICES NON COMMERCIAUX ET ADMINISTRATION PUBLIQUE
1977	2.7	1.1	7.1	.1	2.4	3.4	2.0	.9	8.5	2.1
1978	2.0	-.1	.2	1.6	-6.5	2.9	1.0	3.8	4.1	2.0
1979	3.6	4.7	7.4	3.9	6.8	3.1	2.1	3.3	5.8	1.1
1980	2.1	-.6	8.0	-1.2	-2.1	3.2	2.8	2.6	5.5	2.0
1981	3.5	2.2	1.9	1.8	4.3	4.1	.8	4.7	6.3	3.0
1980 I	.1	-.6	2.5	-.4	-2.8	.4	.9	-.3	.9	.3
II	.2	-1.7	1.5	-1.6	-3.7	.9	.9	.3	1.1	1.2
III	.7	.2	-1.0	-.4	3.4	.9	.6	.7	1.2	.9
IV	1.3	1.5	1.8	1.0	3.6	1.3	.9	1.2	2.0	.8
1981 I	1.5	1.5	.4	1.8	.9	1.4	-.1	1.5	3.0	.7
II	1.0	1.7	2.6	1.5	2.1	.7	-.1	2.0	.1	.7
III	-.1	-1.9	-3.8	-1.7	-1.9	.6	-1.1	1.0	1.2	.6
IV	-.2	-1.6	1.4	-1.8	-2.5	.3	1.6	-.9	.5	.5
1981 JAN	.5	-.3	-.9	.3	-2.4	.8	.1	.7	1.8	.2
FEV	.6	1.5	.8	1.5	1.8	.2	-1.3	.2	.5	.6
MARS	.1	.3	1.7	.0	.5	.1	1.8	.1	-.9	.3
AVR	.3	.8	.7	.7	1.3	.0	-1.6	.6	.4	-.1
MAI	.6	.3	.3	.2	1.1	.8	1.1	1.4	.3	.5
JUIN	.1	-.2	.5	.3	-2.5	.1	-.1	.7	-.4	.3
JUIL	-.3	-1.5	-5.0	-1.6	1.0	.2	-3.2	.3	1.4	.4
AOUT	-.4	-.8	-1.0	-.7	-1.0	-.2	2.7	-.8	-.7	-.4
SEP	.6	.3	4.5	.5	-2.8	.7	.5	.9	1.2	.3
OCT	-.4	-1.2	-.4	-1.2	-1.3	-.1	.4	-1.0	-.2	.5
NOV	-.2	-.6	-.9	-.8	.3	-.1	-.3	-.3	-.1	.0
DEC	.1	.0	-.4	-.5	2.6	.2	.5	-.2	.5	.0
1982 JAN	.2	-1.4	-2.1	-1.0	-2.5	.8	-.3	1.8	.2	.8

SOURCE: ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR PROVINCE ET PAR INDUSTRIE (NO. 72-008 AU CATALOGUE).
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) FINANCE, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES ET SERVICES COMMERCIAUX SOCIO-CULTURELS, D'AFFAIRES ET PERSONNELS.

EMPLOI DES GRANDES ENTREPRISES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1)
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE COMPOSITE SECTORIEL (2)	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES		
				TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	.1	3.2	3.7	-1.4	-1.8	-1.1
1978	1.5	4.4	-3.0	1.0	1.7	.5
1979	2.8	2.3	7.5	3.0	3.9	2.1
1980	1.1	-4.0	11.5	-1.9	-3.0	-.7
1981	2.1	-7.9	3.6	.7	-.2	1.5
1980 I	.3	2.1	2.5	-.8	-.8	-.5
II	-.3	-3.1	3.8	-1.5	-2.7	-.4
III	.0	-7.0	.5	-.8	-.9	-.8
IV	.5	1.0	1.7	.4	.3	.8
1981 I	1.5	.0	1.8	1.6	1.4	1.8
II	1.0	-1.7	.2	1.8	2.7	.7
III	-.7	-7.4	-2.0	-2.2	-3.8	-.7
IV	-.5	2.6	.4	-2.7	-3.3	-2.0
1981 JAN	1.0	.9	.6	.5	-.9	1.5
FEV	.1	-1.3	.7	1.0	2.1	.2
MARS	.5	2.9	.7	.2	.7	-.3
AVR	.3	-4.4	.2	1.1	1.1	.7
MAI	.4	2.1	-1.3	.0	.1	.2
JUIN	.3	-.5	.5	.6	1.0	.1
JUIL	-1.3	-13.2	.1	-2.3	-4.3	-.8
AOUT	.3	2.6	-3.7	-.5	-.6	.4
SEP	.3	13.3	1.5	.1	.8	-.8
OCT	-.4	-.5	.4	-1.5	-2.2	-.8
NOV	-.3	-5.7	.0	-1.2	-1.7	-.7
DEC	-.5	-6.3	.6	-1.0	-.7	-.8
1982 JAN	-.3	5.8	-1.3	-.7	-1.1	-.8

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE),STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.
(2) SANS L'AGRICULTURE, LA PECHE ET LE PIEGEAGE, L'EDUCATION, LES SERVICES D'HYGIENE, LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DEFENSE.

EMPLOI DES GRANDES ENTREPRISES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1)
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	CONSTRUCTION	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET SERVICES PUBLICS	COMMERCE			FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES	SERVICES SOCIO-CULTURELS, D'AFFAIRES ET PERSONNELS
			TOTAL	GROS	DETAIL		
1977	-2.8	1.0	-1.5	-2.2	-1.1	5.7	3.0
1978	-10.1	1.9	2.4	-.4	3.9	2.4	4.3
1979	-3.5	1.7	3.1	3.0	3.1	3.3	4.0
1980	-2.8	3.3	1.8	1.5	2.0	1.4	4.6
1981	5.5	.7	1.9	.9	2.3	3.2	6.4
1980 I	-.1	1.2	.4	.5	.5	-.2	1.3
II	-3.6	1.0	.1	-.1	.1	.7	.7
III	2.0	.1	.5	.4	.6	.3	.4
IV	.6	.6	.0	.1	-.1	.5	.9
1981 I	4.4	-.4	1.4	.7	1.7	.8	3.5
II	.8	.3	.6	.5	.8	.8	1.2
III	.0	-.6	-.2	-.3	-.1	1.8	.9
IV	-.5	1.9	-.8	-1.2	-.7	.8	1.6
1981 JAN	3.5	.2	1.0	.6	1.8	.3	2.9
FEV	1.8	-2.1	.4	.3	.6	.0	.1
MARS	-1.4	1.4	.0	.4	.5	.2	.4
AVR	1.6	-.4	.2	-.4	.4	.2	.4
MAI	-.8	.5	.1	.7	.1	.7	.7
JUIN	.3	.2	.8	.2	.9	.1	.0
JUIL	.1	-3.1	-.2	-.1	-.3	.7	.5
AOUT	.2	3.2	-.5	-.3	-.4	1.1	-.4
SEP	-.4	.2	-.5	-1.1	-.3	.1	1.4
OCT	-.5	.7	-.1	.4	-.2	.2	.5
NOV	1.5	-.1	-.2	-.8	.0	.2	.2
DEC	-2.3	.3	-.5	-.7	-.6	.0	.5
1982 JAN	2.7	.0	.2			.5	-1.7

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO. 72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.

SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	TOTAL	INDUSTRIES DE BIENS				
		AGRICULTURE	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION
1977	9.1	17.7	10.2	13.8	8.4	8.5
1978	6.6	14.8	10.8	5.2	9.9	-3.2
1979	12.4	11.4	13.3	20.6	13.6	5.7
1980	9.0	6.0	7.5	23.7	8.1	7.0
1981	13.2	9.0	2.5	17.3	12.0	17.3
1980 I	2.1	-11.4	3.4	3.8	2.0	3.9
II	.2	7.2	1.6	7.2	.3	-4.3
III	1.9	.5	-7.6	3.0	1.2	5.7
IV	5.0	9.5	4.4	4.9	4.1	7.4
1981 I	4.0	-4.4	5.3	4.5	4.3	4.2
II	4.4	3.2	2.6	4.5	5.1	2.8
III	.0	3.8	-14.4	1.5	-1.0	4.2
IV	2.2	1.0	14.6	3.2	1.3	3.3
1981 JAN	1.1	-9.4	.0	1.7	1.2	2.3
FEV	1.5	10.7	.2	2.1	1.5	.1
MARS	.1	-7.8	7.7	-.3	.4	-.5
AVR	1.5	2.3	-4.1	3.0	2.2	-.8
MAI	2.6	6.7	1.3	1.1	2.0	5.0
JUIN	1.6	-4.0	2.6	.9	2.1	1.0
JUIL	-1.1	1.6	-14.0	1.0	-1.2	-.3
AOUT	-2.7	3.1	-13.4	-1.6	-4.4	2.9
SEP	3.2	2.1	22.1	2.0	3.6	.5
OCT	.4	-4.4	12.3	1.1	.3	-.5
NOV	.9	4.3	-5.8	1.0	.0	4.3
DEC	.0	.8	-6.8	1.6	.4	-1.1
1982 JAN	-.6	-10.9	1.9	1.3	-.7	.1

SOURCE: ESTIMATIONS DU REVENU DU TRAVAIL (NO. 72-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES
SUITE

	INDUSTRIES DE SERVICES									
	TOTAL	TRANSPORTS, ENTREPOSAGE ET COMMUNICATIONS	COMMERCE	FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES	SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE (1)	TOTAL SALAIRES ET TRAITEMENTS (2)	REVENU SUPPLEMENTAIRE DU TRAVAIL	TOTAL REVENU DU TRAVAIL	PERTE DE TEMPS DUE AUX ARRETS DE TRAVAIL (3)
1977	10.5	10.7	6.0	13.4	11.8	11.8	10.0	13.8	10.3	275.7
1978	9.9	9.7	7.8	12.5	10.4	9.8	8.8	13.9	9.1	616.1
1979	11.8	12.7	12.5	16.1	11.3	8.3	12.0	8.5	11.7	648.8
1980	12.5	14.3	11.0	13.2	12.7	11.8	11.3	10.1	11.2	747.9
1981	13.6	12.4	11.3	13.8	15.3	13.5	13.5	13.4	13.5	728.0
1980 I	3.0	4.8	2.6	3.7	1.6	5.2	2.7	1.6	2.6	800.0
II	3.2	2.8	1.7	1.2	5.2	1.9	2.2	2.1	2.2	706.7
III	3.0	2.4	2.9	3.3	3.0	3.8	2.6	2.3	2.6	959.0
IV	3.4	2.3	3.2	4.3	3.5	4.3	4.0	4.3	4.0	525.8
1981 I	2.5	2.5	3.1	3.7	2.4	1.0	3.0	2.9	3.0	584.0
II	3.9	4.9	2.6	2.8	4.6	3.8	4.1	4.1	4.1	482.4
III	3.7	.6	2.4	3.6	5.1	5.7	2.4	2.4	2.4	1382.8
IV	3.0	7.0	1.4	1.6	2.8	2.1	2.7	2.7	2.7	462.8
1981 JAN	.5	.8	.6	1.9	.3	-.1	.7	.4	.7	308.8
FEV	.4	.0	1.0	-.9	1.3	-1.2	.8	.8	.8	668.4
MARS	.7	1.5	.6	.7	.8	-.3	.6	.5	.5	774.9
AVR	2.0	3.3	1.2	1.7	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	561.1
MAI	1.4	.9	.4	1.2	1.6	3.1	1.8	1.8	1.8	462.6
JUIN	1.1	.1	1.1	.5	1.6	1.4	1.3	1.3	1.3	423.5
JUIL	.7	-3.7	1.8	2.5	.5	3.9	.1	.0	.1	1764.1
ADUT	.5	3.9	-.5	-.1	.6	-1.8	-.6	-.6	-.6	1713.3
SEP	4.3	4.4	.4	1.2	7.4	3.0	3.9	4.0	3.8	671.1
OCT	-.7	2.4	.7	-.5	-3.0	.4	-.3	-.4	-.3	651.0
NOV	.6	.4	.6	1.4	.8	.1	.7	.7	.7	545.3
DEC	.8	.2	.6	1.1	1.1	.8	.5	.5	.5	192.1
1982 JAN	.5	-1.0	.2	.3	1.9	-.9	.2	.1	.2	

SOURCE: ESTIMATIONS DU REVENU DU TRAVAIL (NO. 72-005 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.
(1) SANS LES SOLDES OU INDEMNITES MILITAIRES.
(2) Y COMPRIS LA PECHE ET LE PIEGEAGE.
(3) EN MILLIERS DE JOURS-PERSONNES CHIFFRES NON DESAISONNALISES.

HEURES HEBDOMADAIRES MOYENNES PAR BRANCHE D'ACTIVITE
DONNEES DESAISONNALISEES

		INDUSTRIES MANUFACTURIERES				CONSTRUCTION	
	MINES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BATIMENT	GENIE CIVIL
1977	40.6	38.7	39.5	37.8	38.7	37.0	41.6
1978	40.5	38.8	39.6	37.9	38.9	37.2	42.1
1979	41.1	38.8	39.5	38.0	39.3	37.8	42.5
1980	40.8	38.5	39.2	37.8	39.1	37.6	41.9
1981	40.4	38.5	39.3	37.8	38.9	37.6	41.9
1980 I	41.3	38.7	39.4	38.0	39.4	38.0	42.1
II	41.1	38.4	39.1	37.8	38.7	37.1	41.8
III	40.6	38.3	39.0	37.7	38.9	37.6	41.8
IV	40.4	38.6	39.4	37.9	39.2	37.8	42.0
1981 I	40.6	38.7	39.4	38.0	39.3	38.0	42.2
II	40.6	38.9	39.7	38.0	38.6	37.3	41.6
III	40.4	38.5	39.4	37.6	38.9	37.6	42.1
IV	39.9	38.1	38.7	37.6	38.9	37.6	41.8
1981 JAN	40.8	38.9	39.7	38.2	39.9	38.5	43.0
FEV	40.6	38.7	39.2	38.0	39.1	37.8	41.9
MARS	40.4	38.6	39.3	37.7	38.9	37.6	41.7
AVR	40.7	38.8	39.7	37.9	37.8	36.6	41.4
MAI	40.7	39.0	39.8	38.1	38.9	37.6	41.7
JUIN	40.3	38.9	39.7	38.0	39.0	37.6	41.8
JUIL	40.1	38.9	39.9	37.7	38.6	37.5	41.3
ADUT	40.5	38.4	39.4	37.5	39.3	37.7	43.2
SEP	40.8	38.1	38.8	37.5	38.9	37.7	41.7
OCT	40.4	38.5	39.2	37.8	38.1	37.5	40.0
NOV	40.2	38.0	38.5	37.6	39.0	37.7	41.8
DEC	39.1	37.7	38.3	37.3	39.5	37.6	43.8
1982 JAN	40.0	37.9	38.5	37.4	38.4	37.2	41.1

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE).STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS PAR BRANCHE D'ACTIVITE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE COMPOSITE SECTORIEL	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TRANSPORTS	COMMERCE DE GROS	COMMERCE DE DETAIL	FINANCES	SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS
1977	9.9	8.7	9.8	10.6	11.7	11.4	9.8	7.6	7.8	7.0
1978	6.2	4.4	8.1	7.4	5.4	7.6	6.7	5.4	8.2	5.1
1979	8.6	10.6	11.4	8.9	8.3	9.0	9.3	7.7	9.5	7.3
1980	9.8	12.2	11.7	9.7	9.3	11.3	10.4	7.6	11.5	9.0
1981	12.4	11.8	14.0	12.5	13.0	12.6	11.2	9.8	16.5	11.5
1980 I	2.3	2.2	3.2	2.2	3.2	3.6	2.4	1.0	2.9	1.7
II	2.7	1.0	2.8	2.8	.3	3.0	2.9	2.8	2.4	3.3
III	2.5	3.5	2.4	2.8	3.8	2.2	2.6	2.4	2.9	2.6
IV	3.2	3.1	2.5	3.3	4.0	2.7	3.0	2.2	3.9	2.4
1981 I	3.6	3.8	4.5	3.4	2.8	4.0	3.1	3.3	8.0	3.1
II	3.0	1.6	3.1	2.9	2.7	2.5	1.8	1.6	2.2	2.6
III	1.9	1.4	3.7	2.2	3.9	2.6	2.6	2.2	2.1	3.0
IV	2.9	5.2	2.8	3.2	2.5	4.2	2.9	1.5	.6	2.5
1981 JAN	1.4	.4	2.3	1.0	2.4	1.3	1.2	2.5	7.0	1.4
FEV	1.7	-.3	1.2	1.9	-1.1	2.4	1.5	1.4	.8	1.5
MARS	.1	3.0	.6	.2	.2	-.4	-.2	.1	-.2	-.2
AVR	.7	-1.3	1.4	1.0	-.7	.6	.4	.7	1.0	1.1
MAI	2.8	.6	1.2	1.4	4.9	1.8	1.2	.4	1.4	1.1
JUIN	-.7	2.0	.4	.6	1.3	.6	.6	.5	.6	1.0
JUIL	.1	-2.4	1.3	.4	-1.0	-1.2	.6	1.3	1.1	.9
AOUT	1.5	2.1	1.8	.9	3.7	3.5	1.1	.4	-.1	1.2
SEP	1.0	2.7	1.7	.8	-.2	1.5	1.3	.5	.4	.7
OCT	.9	3.4	.4	1.5	-.5	1.5	.9	.8	.1	.8
NOV	.8	-1.8	1.2	.8	2.5	.3	.9	.5	.6	1.0
DEC	.5	1.5	-.2	.7	.6	.8	.7	-.3	-.3	.7
1982 JAN	.3	-.7	1.9	1.0	-1.3	-.7			.6	1.2

SOURCE: EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

REGLEMENTS SALARIAUX

	AUGMENTATION ANNUELLE MOYENNE PAR RAPPORT AUX TAUX DE BASE POUR LA DUREE DE LA CONVENTION (1)									EMPLOYES COUVERTS PAR LES NOUVELLES CONVENTIONS
	TOUTES LES CONVENTIONS			AVEC UNE CLAUSE D'INDEMNITE DE VIE CHERE			SANS UNE D'INDEMNITE DE VIE CHERE			
	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON-COMMERCIALES (2)	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON-COMMERCIALES (2)	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMERCIALES	INDUSTRIES NON-COMMERCIALES (2)	
1977	7.6	7.4	7.6	6.5	6.0	6.7	7.8	7.8	7.7	260603
1978	7.0	7.2	6.7	6.2	5.8	7.2	7.2	7.8	6.7	326781
1979	8.2	8.1	8.3	7.4	7.1	7.3	8.8	9.4	8.3	280741
1980	10.3	9.8	10.6	8.8	8.2	9.6	11.0	11.3	10.8	302853
1981	12.3	11.4	13.3	9.6	9.3	10.2	13.6	13.9	13.5	221898
1980 I	9.1	8.8	9.1	8.8	8.1	9.1	9.6	10.5	9.3	403920
II	10.3	9.1	10.9	9.0	8.1	10.1	11.2	10.9	11.2	326610
III	11.1	11.2	10.9	9.4	9.0	10.2	11.5	12.0	11.1	233240
IV	10.8	10.1	11.4	8.0	7.6	9.1	11.6	11.6	11.7	248040
1981 I	12.3	11.6	13.0	8.7	8.3	11.2	13.7	14.5	13.1	172845
II	12.0	10.8	12.4	9.4	8.8	10.8	12.6	12.8	12.5	309795
III	12.2	11.5	13.9	10.5	10.6	6.6	14.3	14.4	14.3	229900
IV	12.7	11.8	13.8	9.8	9.7	12.1	14.0	14.0	14.0	175050

SOURCE: DONNEES SUR LE TRAVAIL, EVOLUTION DES SALAIRES, TRAVAIL CANADA. SELON LES NOUVELLES CONVENTIONS VISANT TOUS LES GROUPES DE NEGOCIATIONS DE 500 TRAVAILLEURS OU PLUS DANS LES INDUSTRIES AUTRES QUE CELLE DE LA CONSTRUCTION.

(1) TAUX COMPOSES D'AUGMENTATION.

(2) Y COMPRIS L'ENTRETIEN DES ROUTES ET DES PONTS, LES SYSTEMES D'AQUEDUC ET AUTRES SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE, LES HOPITAUX, LES ORGANISATIONS DE CHARITES, LES ORGANISATIONS RELIGIEUSES, LES SERVICES AUX RESIDENCES PRIVEES, L'EDUCATION ET LES SERVICES CONNEXES, L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DEFENSE; LES INDUSTRIES COMMERCIALES ENGLOBENT TOUTES LES INDUSTRIES SAUF LES INDUSTRIES NON-COMMERCIALES.

Prix

48	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	51
49	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	51
50	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	52
51	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	52
52	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	53
53	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	53
54	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	54
55	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	54
56	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
57	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	55
58	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	56
59	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	56
60	Coût unitaire de main-d'oeuvre par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	57
61	Indices de prix des exportations et importations, variation en pourcentage des indices de prix Paasche, chiffres non désaisonnalisés	57

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	L'ENSEMBLE	ALIMENTS	LOGEMENT	HABILLEMENT	TRANSPORTS	SANTE	LOISIRS ET EDUCATION	TABACS ET ALCOOLS	ENERGIE
1977	8.0	8.4	9.4	6.8	7.0	7.4	4.8	7.1	12.2
1978	9.0	15.5	7.5	3.8	5.8	7.2	3.9	8.1	9.3
1979	9.1	13.2	7.0	9.2	9.7	9.0	6.9	7.2	9.8
1980	10.1	10.7	8.2	11.8	12.8	10.0	9.5	11.2	16.0
1981	12.5	11.4	12.4	7.1	18.4	10.9	10.1	12.9	30.1
1980 II	2.8	2.8	2.0	3.7	3.2	2.8	2.7	4.7	3.1
III	2.8	4.2	2.3	1.3	2.8	2.8	2.6	3.0	2.5
IV	2.8	3.1	2.6	2.1	4.2	2.0	2.3	2.0	8.5
1981 I	3.2	3.0	3.1	1.3	5.8	2.7	2.7	1.4	9.8
II	3.1	2.3	3.3	1.8	4.4	3.7	2.2	4.4	6.6
III	3.0	2.5	3.5	1.3	3.5	2.1	2.0	4.4	6.4
IV	2.5	-.6	3.4	2.0	4.1	1.7	2.6	4.9	4.3
1982 I	2.5	1.9	3.0	.4	3.7	2.8	1.2	2.3	5.0
1981 MARS	1.3	.7	1.5	1.0	2.1	2.6	.7	1.0	4.9
AVR	.7	1.0	.8	.2	1.0	.5	.0	.8	.0
MAI	.9	-.5	1.1	.2	1.6	1.2	1.8	2.8	2.2
JUIN	1.5	1.8	1.4	.7	2.3	.3	.5	2.5	4.9
JUIL	.9	1.3	1.1	-.3	.6	.7	.6	.9	.9
AOUT	.7	.3	1.1	1.1	.3	1.1	.6	1.0	.5
SEP	.7	-.2	1.0	.9	1.8	.2	.2	.6	3.1
OCT	1.0	-.1	1.9	.7	.4	.2	1.8	2.1	1.0
NOV	.9	-.2	.4	.7	2.5	1.3	.7	2.6	-.1
DEC	.4	-.8	.7	-.4	2.0	.3	.1	.4	2.8
1982 JAN	.7	1.0	1.3	-1.6	.7	.4	-.1	.5	1.0
FEV	1.2	2.0	.9	2.4	.3	1.3	1.3	.9	.3
MARS	1.3	.8	1.6	1.3	1.8	2.3	.4	.1	5.4

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE L'ENSEMBLE, NON DESAISONNALISES

	ALIMENTS	LOGEMENT	HABILLEMENT	TRANSPORTS	SANTE	LOISIRS ET EDUCATION	TABACS ET ALCOOLS	ENERGIE
1977	112.0	100.7	87.7	95.4	96.4	88.7	89.4	118.0
1978	118.7	99.4	83.6	92.6	94.9	84.6	88.8	118.4
1979	123.1	97.4	83.6	93.1	94.8	82.9	87.2	119.2
1980	123.7	95.6	84.8	95.3	94.6	82.4	88.0	125.4
1981	122.6	95.5	80.8	100.3	93.3	80.6	88.3	144.9
1980 II	122.8	95.7	85.9	95.1	94.9	82.6	88.5	124.0
III	124.5	95.2	84.5	95.1	94.8	82.4	88.6	123.5
IV	124.8	95.1	84.0	96.3	94.0	82.0	87.9	130.4
1981 I	124.5	95.0	82.4	98.7	93.5	81.5	86.3	138.4
II	123.6	95.1	81.3	99.9	94.0	80.8	87.4	143.0
III	123.0	95.6	80.0	100.4	93.2	80.1	88.6	147.8
IV	119.4	96.5	79.6	102.0	92.5	80.2	90.7	150.4
1982 I	118.7	97.0	78.0	103.2	92.7	79.1	90.5	154.0
1981 MARS	124.3	95.0	82.3	99.0	94.5	81.2	86.0	141.3
AVR	124.6	95.0	81.9	99.2	94.2	80.6	86.1	140.3
MAI	122.9	95.2	81.3	99.9	94.5	81.3	87.7	142.0
JUIN	123.2	95.1	80.7	100.6	93.3	80.5	88.5	146.7
JUIL	123.8	95.3	79.7	100.3	93.2	80.3	88.5	146.8
AOUT	123.3	95.6	80.0	100.0	93.5	80.2	88.8	146.6
SEP	122.1	95.9	80.2	101.0	93.0	79.7	88.7	150.0
OCT	120.7	96.7	79.9	100.4	92.2	80.4	89.7	150.1
NOV	119.5	96.3	79.8	102.0	92.7	80.2	91.3	148.7
DEC	118.0	96.5	79.2	103.6	92.6	79.9	91.2	152.4
1982 JAN	118.3	97.1	77.4	103.6	92.4	79.3	91.1	152.9
FEV	119.2	96.8	78.3	102.7	92.5	79.4	90.8	151.5
MARS	118.7	97.1	78.3	103.3	93.4	78.7	89.7	157.6

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	L'ENSEMBLE	BIENS				SERVICES	TOTAL SANS ALIMENTS	TOTAL SANS ENERGIE
		TOTAL	DURABLES	SEMI-DURABLES	NON DURABLES			
1977	8.0	7.4	5.1	6.5	8.1	9.0	7.8	7.6
1978	9.0	10.1	5.8	3.9	12.4	6.8	6.4	8.9
1979	9.1	10.6	9.6	8.7	11.2	7.0	7.9	9.1
1980	10.1	11.4	10.8	9.7	12.2	8.2	10.0	9.8
1981	12.5	13.1	9.4	8.1	15.9	11.5	12.8	11.0
1980 II	2.8	3.2	3.1	2.9	3.3	2.1	2.7	2.7
III	2.8	3.1	2.5	1.8	3.8	2.4	2.4	2.9
IV	2.8	3.4	2.1	2.2	4.2	2.1	2.8	2.4
1981 I	3.2	3.4	2.1	1.5	4.4	3.0	3.3	2.7
II	3.1	3.1	2.4	2.5	3.6	3.0	3.4	2.8
III	3.0	3.0	2.0	1.4	3.7	3.0	3.1	2.6
IV	2.5	1.7	2.6	2.2	1.3	3.6	3.4	2.3
1982 I	2.5	1.9	.4	.6	2.8	3.4	2.7	2.2
1981 MARS	1.3	1.6	.7	1.8	1.8	.9	1.5	1.0
AVR	.7	.5	.3	.6	.7	1.1	.7	.8
MAI	.9	.9	2.0	.0	.7	.9	1.3	.8
JUIN	1.5	1.8	.4	.8	2.6	1.2	1.5	1.2
JUIL	.8	.9	.6	-.1	1.1	.9	.7	.8
AOUT	.7	.5	.3	1.0	.5	1.1	.9	.7
SEP	.7	.7	.5	.8	.7	.8	1.0	.5
OCT	1.0	.5	.3	.9	.5	1.7	1.3	1.0
NOV	.9	.8	2.5	.8	.1	1.0	1.2	.9
DEC	.4	.2	.4	-.3	.2	.9	.8	.2
1982 JAN	.7	.2	-.7	-1.5	1.0	1.4	.6	.6
FEV	1.2	1.3	-.1	2.3	1.5	1.1	.9	1.3
MARS	1.3	1.5	.1	1.4	2.0	.8	1.4	.8

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE L'ENSEMBLE, NON DESAISONNALISES

	BIENS				SERVICES	TOTAL SANS ALIMENTS	TOTAL SANS ENERGIE
	BIENS TOTAUX	DURABLES	SEMI-DURABLES	NON DURABLES			
1977	99.5	81.9	86.0	107.6	101.5	95.8	98.7
1978	100.6	79.6	82.1	111.0	99.5	93.6	98.7
1979	101.9	79.9	81.7	113.1	97.6	92.5	98.6
1980	103.1	80.4	81.3	115.1	95.9	92.4	98.2
1981	103.7	78.3	78.2	118.7	95.0	92.6	97.0
1980 II	103.0	80.8	81.9	114.4	96.1	92.6	98.3
III	103.2	80.5	81.1	115.4	95.7	92.2	98.3
IV	103.8	79.9	80.6	116.9	95.0	92.2	97.9
1981 I	103.9	79.0	79.2	118.2	94.8	92.2	97.4
II	103.9	78.5	78.7	118.8	94.7	92.4	97.1
III	103.9	77.8	77.5	119.6	94.7	92.6	96.8
IV	103.2	77.9	77.3	118.3	95.8	93.4	96.6
1982 I	102.5	76.2	75.8	118.6	96.6	93.5	96.3
1981 MARS	104.1	78.6	79.5	118.7	94.5	92.3	97.2
AVR	103.9	78.2	79.4	118.6	94.8	92.2	97.3
MAI	103.8	79.1	78.6	118.3	94.8	92.6	97.1
JUIN	104.1	78.2	78.1	119.5	94.5	92.5	96.8
JUIL	104.1	78.0	77.3	119.8	94.5	92.4	96.8
AOUT	103.9	77.7	77.6	119.5	94.8	92.5	96.8
SEP	103.8	77.6	77.6	119.5	94.9	92.8	96.6
OCT	103.3	77.0	77.5	119.0	95.5	93.1	96.6
NOV	103.2	78.3	77.4	118.1	95.7	93.4	96.7
DEC	102.9	78.2	76.9	117.8	96.1	93.7	96.5
1982 JAN	102.4	77.2	75.2	118.1	96.8	93.6	96.4
FEV	102.5	76.2	76.0	118.4	96.7	93.4	96.5
MARS	102.7	75.3	76.1	118.3	96.4	93.5	96.1

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSE NATIONALE BRUTE	DEPENSES PERSONNELLES					DEPENSES PUBLIQUES COURANTES
		TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	
1977	7.1	7.5	4.9	6.1	8.9	7.7	9.6
1978	6.3	7.4	5.0	4.5	10.6	7.1	8.2
1979	10.4	9.2	8.3	11.0	10.1	8.5	8.5
1980	10.6	10.5	8.6	11.2	12.2	9.4	12.0
1981	10.0	11.1	9.0	7.8	14.9	10.0	12.0
1980 I	2.7	2.3	1.7	2.7	2.9	2.0	3.6
II	2.6	2.7	2.8	2.5	2.6	2.4	3.6
III	2.2	3.1	3.0	2.1	4.4	2.7	2.5
IV	2.0	2.6	1.1	1.3	4.4	2.3	3.0
1981 I	2.9	2.6	1.8	2.0	3.4	2.6	1.8
II	1.6	2.6	2.6	2.5	3.1	2.3	3.1
III	3.2	2.9	2.7	1.3	3.7	2.3	4.7
IV	3.0	2.0	2.0	1.4	2.0	2.1	2.0

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE, DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES					DEPENSES PUBLIQUES COURANTES
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS SEMI-DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	
1977	92.3	79.8	83.2	98.2	96.5	112.9
1978	93.2	78.9	81.7	102.1	97.2	114.8
1979	92.2	77.4	82.2	102.0	95.6	112.9
1980	92.1	76.0	82.6	103.3	94.5	114.2
1981	93.0	75.3	80.9	107.9	94.5	116.2
1980 I	91.5	75.7	82.7	101.6	94.3	112.9
II	91.6	75.9	82.7	101.7	94.1	114.1
III	92.4	76.5	82.7	103.9	94.6	114.4
IV	92.9	75.8	82.1	106.2	94.9	115.5
1981 I	92.6	75.0	81.4	106.7	94.6	114.4
II	93.6	75.8	82.1	108.4	95.3	116.1
III	93.4	75.5	80.6	108.9	94.5	117.8
IV	92.4	74.7	79.4	107.8	93.6	116.6

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS				EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	TOTAL	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON-RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	TOTAL	MARCHANDISES	TOTAL	MARCHANDISES
1977	8.4	10.9	7.9	7.4	7.8	7.1	12.3	12.2
1978	8.2	9.5	6.3	9.6	8.6	8.8	13.3	13.4
1979	9.9	12.1	9.5	11.0	19.2	21.1	14.9	14.3
1980	9.0	10.0	7.8	11.7	15.9	16.6	15.6	16.5
1981	11.2	14.8	10.9	10.2	8.2	7.1	11.2	10.7
1980 I	2.6	1.8	1.4	4.2	6.3	7.1	5.2	5.7
II	1.5	1.9	1.7	2.3	-.1	-.5	1.5	1.3
III	1.8	2.6	2.0	1.5	2.5	2.2	2.7	3.3
IV	3.1	4.1	2.8	2.5	2.1	1.7	2.1	1.5
1981 I	3.4	4.6	2.7	3.1	5.3	5.9	4.9	5.0
II	3.0	3.2	2.8	2.6	-2.1	-3.2	2.1	2.2
III	2.3	3.6	2.8	2.2	2.5	2.5	2.9	2.4
IV	1.3	1.1	3.0	1.6	1.1	.8	-1.6	-2.2

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1871 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE, DESAISONNALISES

	DEPENSES DES ENTREPRISES EN IMMOBILISATIONS				EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	TOTAL	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUCTION NON-RESIDENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	TOTAL	MARCHANDISES	TOTAL	MARCHANDISES
1977	110.9	130.0	109.9	99.3	116.9	118.1	108.9	110.5
1978	112.1	132.9	109.2	101.7	118.6	120.0	115.2	117.0
1979	115.8	140.1	112.5	106.1	132.9	136.6	124.4	125.8
1980	114.4	139.7	109.9	107.4	139.8	144.4	130.4	132.9
1981	115.0	144.9	110.2	107.0	136.7	139.9	131.0	133.1
1980 I	116.3	140.7	111.5	108.8	143.6	149.2	132.3	134.8
II	113.9	138.4	109.5	107.5	138.5	143.3	129.6	131.9
III	113.5	138.9	109.2	106.8	138.8	143.3	130.2	133.2
IV	114.0	140.9	109.4	106.6	138.1	141.9	129.5	131.8
1981 I	114.7	143.5	109.3	107.0	141.6	146.3	132.2	134.7
II	115.2	144.4	109.6	107.1	135.1	138.1	131.7	134.2
III	115.4	146.5	110.3	107.1	135.6	138.5	132.5	134.5
IV	114.6	145.2	111.4	106.6	134.4	136.8	127.8	128.8

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	INDUSTRIES MANUFACTURIERES, TOTAL	ALIMENTS ET BOISSONS	PRODUITS DU TABAC	CAOUTCHOUC ET PRODUITS EN MATIERE PLASTIQUE	PRODUITS DU CUIR	TEXTILE	BONNETERIE	BOIS	MEUBLE ET ARTICLES D'AMEUBLEMENT	PAPIER ET ACTIVITES CONNEXES
1977	7.9	7.0	6.0	5.5	7.8	5.5	5.6	12.4	5.8	5.9
1978	9.2	10.6	5.1	5.6	10.5	6.2	5.7	19.4	6.2	5.5
1979	14.5	12.7	7.4	11.5	25.0	13.2	10.0	15.8	13.8	17.3
1980	13.5	10.7	12.0	16.3	2.5	12.8	8.8	-6.2	12.0	15.7
1981	10.2	8.9	11.8	10.6	6.8	11.9	8.4	.3	10.5	10.4
1980 II	1.1	1.5	.8	3.6	-1.9	3.4	2.3	-7.1	2.1	5.8
III	2.8	5.1	1.2	1.8	1.8	1.8	2.0	5.6	2.7	1.0
IV	3.3	5.1	5.2	1.9	1.7	2.1	.7	-.4	1.5	2.3
1981 I	2.6	.6	2.6	3.2	3.6	4.4	3.0	-.3	3.4	3.4
II	2.2	.7	1.7	2.1	1.4	2.8	2.3	2.5	2.2	1.3
III	2.1	1.7	.9	2.8	.2	2.7	2.3	-.1	3.1	3.2
IV	1.3	.1	9.3	3.0	1.1	.8	.7	-6.6	2.0	1.7
1982 I	1.3	1.2	.8	2.2	2.1	.1	2.1	.2	3.8	1.6
1981 MARS	.7	-.7	.0	.5	.6	.5	.5	-.3	.4	-.2
AVR	.8	.7	1.0	.7	.7	1.1	1.2	1.4	.8	.7
MAI	.8	.0	.9	.7	.3	1.0	.4	1.7	1.1	.5
JUIN	.9	1.3	.0	.7	-.1	1.1	.7	.1	.9	.5
JUIL	.7	.6	.1	.8	.0	1.1	1.4	2.4	1.6	1.1
AOUT	.7	.4	.1	1.7	.1	.6	.5	-2.7	.5	2.5
SEP	.3	-.4	1.3	.5	.1	.2	-.1	-3.9	.5	-.5
OCT	.9	.4	7.2	1.6	.3	.8	.5	-3.1	.8	1.2
NOV	-.2	-.3	1.6	.6	.8	.1	.1	-1.0	.8	-.3
DEC	.4	.0	.0	.1	.2	-.2	.1	1.9	.7	.4
1982 JAN	.6	.5	.2	1.2	1.7	.1	1.8	-.6	2.7	.3
FEV	.5	1.1	.0	.8	-.1	.2	.1	-.4	.6	.9
MARS	.3	.2	.1	.5	.0	.0	.5	.5	.1	1.3

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, NON DESAISONNALISES

	ALIMENTS ET BOISSONS	PRODUITS DU TABAC	CAOUTCHOUC ET PRODUITS EN MATIERE PLASTIQUE	PRODUITS DU CUIR	TEXTILE	BONNETERIE	BOIS	MEUBLE ET ARTICLES D'AMEUBLEMENT	PAPIER ET ACTIVITES CONNEXES
1977	106.6	83.8	85.0	99.4	86.3	75.9	108.2	99.2	111.0
1978	108.0	80.7	82.2	100.5	83.9	73.4	118.3	96.5	107.3
1979	106.4	75.7	79.8	109.8	82.9	70.6	119.8	95.9	110.0
1980	103.7	74.7	82.0	99.3	82.5	67.7	99.0	94.6	112.1
1981	102.6	75.8	82.2	96.3	83.8	66.6	90.2	94.9	112.4
1980 II	102.3	74.9	83.1	99.4	83.6	68.6	96.4	95.3	114.7
III	104.5	73.7	82.3	98.4	82.8	68.0	99.1	95.3	112.6
IV	106.4	75.1	81.3	97.0	81.8	66.3	95.5	93.6	111.6
1981 I	104.3	75.1	81.7	97.9	83.3	66.6	92.7	94.3	112.4
II	102.7	74.7	81.6	97.1	83.8	66.6	93.0	94.3	111.5
III	102.3	73.8	82.1	95.2	84.2	66.7	91.0	95.2	112.6
IV	101.1	79.6	83.5	95.0	83.8	66.4	83.9	85.9	113.1
1982 I	101.1	79.2	84.3	95.7	82.9	66.9	83.0	98.3	113.3
1981 MARS	103.3	74.7	81.8	97.9	83.4	66.6	92.2	94.2	112.0
AVR	103.1	74.8	81.7	97.7	83.5	66.8	92.7	94.1	111.8
MAI	102.3	74.9	81.6	97.2	83.7	66.6	93.5	94.4	111.5
JUIN	102.8	74.3	81.5	96.3	84.0	66.4	92.8	94.5	111.1
JUIL	102.7	73.8	81.5	95.6	84.3	66.9	94.4	95.2	111.6
AOUT	102.4	73.4	82.3	95.1	84.2	66.8	91.2	95.1	113.5
SEP	101.8	74.2	82.5	94.9	84.1	66.6	87.4	95.3	112.7
OCT	101.3	78.8	83.1	94.4	83.9	66.3	84.0	95.2	113.1
NOV	101.2	80.2	83.8	95.4	84.1	66.5	83.2	96.1	113.1
DEC	100.9	79.9	83.6	95.2	83.6	66.3	84.5	96.4	113.1
1982 JAN	100.7	79.6	84.1	96.2	83.1	67.0	83.5	98.3	112.7
FEV	101.3	79.2	84.3	95.7	82.9	66.8	82.7	98.4	113.1
MARS	101.2	79.0	84.4	95.3	82.6	66.9	82.9	98.1	114.2

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	PREMIERE TRANSFORM-ATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	VEHICULES AUTOMOBILES	PIECES DE VEHICULES AUTOMOBILES	PRODUITS ELECTRIQUES	MINERAUX NON METALLIQUES	CHIMIE	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS NON DURABLES	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS DURABLES
1977	12.1	6.1	8.2	10.1	5.1	8.8	5.2	7.6	8.5
1978	9.0	9.3	8.6	11.0	6.6	8.3	7.7	8.9	9.5
1979	24.6	12.4	12.2	8.0	9.8	9.2	13.5	14.5	14.4
1980	19.1	10.0	11.9	10.5	9.9	11.9	17.1	15.8	10.5
1981	1.4	10.0	12.2	9.6	7.4	15.1	13.8	12.3	7.4
1980 II	-3.4	2.7	3.2	2.4	2.2	1.9	4.8	2.0	-.1
III	2.1	1.4	3.3	1.8	1.4	.9	.7	3.2	2.4
IV	2.0	2.1	5.5	3.4	1.5	2.7	1.7	4.1	2.2
1981 I	-1.6	3.3	1.7	1.6	1.7	8.3	6.0	3.4	1.6
II	1.6	2.7	2.6	2.8	2.3	2.9	3.3	2.1	2.4
III	.4	1.2	.6	2.6	1.9	1.8	2.7	2.7	1.3
IV	.1	3.4	5.1	1.4	1.6	1.1	2.2	1.3	1.2
1982 I	-.4	2.5	-1.7	2.9	1.4	6.4	1.7	1.2	1.4
1981 MARS	1.5	.7	.1	-.2	1.0	2.0	1.2	.6	.8
AVR	.8	1.4	1.5	1.4	1.3	.2	1.3	.7	1.2
MAI	.5	.7	1.4	1.7	.3	1.5	1.0	.6	1.0
JUIN	.0	.3	.1	.3	-.1	.4	.5	1.4	.2
JUIL	-1.2	.7	.0	.8	1.3	.6	1.6	.9	.5
AOUT	1.8	-.1	.0	2.1	.4	.3	.7	.9	.4
SEP	.6	.3	.2	-1.2	1.0	.4	.0	.4	.1
OCT	-.1	2.6	5.4	1.4	.3	.7	2.0	.8	.9
NOV	-1.5	.6	-.6	.0	.3	.0	.0	-.2	-.2
DEC	.7	.5	.0	.4	.5	.0	.2	.3	.6
1982 JAN	-.3	1.5	-1.1	1.4	.7	5.7	1.6	.5	.8
FEV	.7	.6	-.6	1.7	.2	.6	.0	.6	.4
MARS	-1.5	.1	.0	.0	.1	.6	.0	.6	-.1

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, NON DESAISONNALISES

	PREMIERE TRANSFORM-ATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	VEHICULES AUTOMOBILES	PIECES DE VEHICULES AUTOMOBILES	PRODUITS ELECTRIQUES	MINERAUX NON METALLIQUES	CHIMIE	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS NON DURABLES	INDUSTRIES MANUFAC-TURIERES, BIENS DURABLES
1977	109.3	98.8	75.8	90.4	84.5	101.9	100.9	104.4	95.0
1978	109.1	98.9	75.5	91.9	82.5	101.1	99.5	104.1	95.3
1979	118.6	97.1	74.1	86.7	79.2	96.5	98.6	104.2	95.3
1980	124.8	94.1	73.0	84.4	76.7	95.1	101.8	106.3	92.8
1981	114.8	94.0	74.4	84.0	74.8	99.3	105.2	108.4	90.4
1980 II	124.2	95.4	72.8	85.1	77.8	96.3	104.2	106.2	92.9
III	123.3	94.1	73.1	84.2	76.7	94.5	102.1	106.5	92.5
IV	121.7	93.0	74.7	84.3	75.4	94.0	100.5	107.4	91.5
1981 I	116.6	93.6	74.0	83.5	74.7	99.1	103.8	108.1	90.6
II	116.0	94.0	74.3	83.9	74.8	99.7	104.9	108.0	90.8
III	114.0	93.2	73.2	84.3	74.7	99.3	105.5	108.6	90.1
IV	112.7	95.1	76.0	84.4	74.9	99.1	106.4	108.7	90.0
1982 I	110.8	96.2	73.7	85.7	74.9	104.1	106.9	108.6	90.1
1981 MARS	116.6	93.8	73.7	83.1	75.0	100.0	104.4	108.1	90.7
AVR	116.5	94.2	74.2	83.5	75.3	99.4	104.9	107.9	90.9
MAI	116.2	94.1	74.6	84.3	74.9	100.1	105.1	107.8	91.1
JUIN	115.2	93.6	74.1	83.9	74.2	99.6	104.7	108.3	90.5
JUIL	113.0	93.7	73.5	83.9	74.6	99.5	105.6	108.5	90.3
AOUT	114.3	92.9	73.1	85.1	74.4	99.2	105.6	108.7	90.0
SEP	114.7	93.0	73.0	83.9	75.0	99.3	105.3	108.8	89.9
OCT	113.6	94.6	76.3	84.3	74.6	99.1	106.4	108.7	90.0
NOV	112.1	95.3	76.0	84.4	75.0	99.4	106.6	108.7	89.9
DEC	112.4	95.4	75.7	84.4	75.1	98.9	106.3	108.6	90.1
1982 JAN	111.4	96.2	74.4	85.1	75.1	103.9	107.3	108.5	90.3
FEV	111.6	96.3	73.5	86.1	74.9	104.1	106.8	108.6	90.2
MARS	109.5	96.1	73.3	85.8	74.8	104.4	106.5	108.9	89.8

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COUT UNITAIRE DE MAIN-D'OEUVRE PAR INDUSTRIE
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	AGRICULTURE	EXPLOITATIONS FORESTIERES	MINES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	CONSTRUCTION	TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	FINANCES ASSURANCES IMMOBILIER	SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	ADMINIS. PUBLIQUE ET DEFENSE
1977	13.8	3.9	10.5	6.3	10.7	5.0	4.5	7.0	8.3	9.4
1978	16.6	6.1	14.2	4.6	-1.1	5.2	4.3	7.0	6.3	7.1
1979	24.0	11.2	9.6	8.6	4.4	5.5	8.7	11.2	7.7	8.7
1980	.7	11.5	21.3	11.6	9.0	11.7	11.0	9.8	11.3	10.5
1981	.5	8.3	24.7	10.3	10.4	9.0	10.4	10.7	11.3	11.5
1980 I	-14.4	-2.1	5.1	3.2	5.9	3.9	2.7	2.9	3.2	4.6
II	4.9	12.2	5.4	3.7	-2.0	3.3	2.8	.7	3.5	1.1
III	3.2	-8.4	5.4	1.4	6.4	1.2	2.2	3.0	2.5	3.1
IV	11.1	-.3	5.6	1.5	4.8	.6	1.6	3.3	2.6	3.5
1981 I	-14.1	-2.6	5.2	2.9	.6	1.8	1.8	2.8	1.5	1.6
II	4.4	18.9	7.3	1.5	-.7	3.8	2.6	2.6	3.6	3.4
III	3.7	3.6	7.2	2.5	4.6	1.7	4.8	2.5	4.0	4.3
IV	.4	-9.9	1.1	7.3	5.6	5.2	3.4	.3	2.2	1.3
1981 JAN	-18.1	-9.1	1.7	2.7	.9	.8	-1.7	1.4	-.1	.3
FEV	8.0	4.1	.7	-1.1	-1.3	-.3	1.3	-.7	.6	-.1
MARS	-7.9	9.3	.7	-1.3	-.4	.7	1.2	.0	.6	-.5
AVR	3.8	-4.1	2.7	2.3	-1.7	3.3	.1	1.9	1.8	2.8
MAI	7.3	26.6	3.9	.3	2.1	.4	1.3	1.4	1.4	1.3
JUIN	-3.4	-5.4	3.4	.7	1.0	-.5	1.2	.2	1.3	.9
JUIL	.6	4.3	9.9	1.0	-.4	-.9	2.9	2.2	-.2	3.4
AOUT	3.9	-6.7	-10.5	-1.3	4.1	3.2	.2	-.7	.8	-1.4
SEP	1.6	.7	4.2	5.4	3.0	2.2	1.4	.7	7.0	2.3
OCT	-4.3	-.7	1.4	2.1	-1.8	2.6	1.8	.0	-3.1	-.1
NOV	2.9	-12.7	.9	2.1	5.3	-.2	-.4	-.3	.5	.0
DEC	1.7	2.8	.4	1.4	1.3	-.1	2.3	.8	1.0	.8
1982 JAN	-11.6	4.0	1.2	1.9	.2	1.3	2.1	1.0	2.4	-.8

SOURCE: INDICES DU PRODUIT INTERIEUR REEL PAR INDUSTRIE (NO 61-005 AU CATALOGUE). ESTIMATION DU REVENU DU TRAVAIL (NO 72-005 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

INDICES DE PRIX DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS
VARIATION EN POURCENTAGE DES INDICES DE PRIX PAASCHE (1)
CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	EXPORTATIONS					IMPORTATIONS				
	TOTAL	ALIMENTS, BOISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES	MATIERES TRAVAILLEES	PRODUITS FINIS	TOTAL	ALIMENTS, BOISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES	PRODUITS SEMI-FINIS	PRODUITS FINIS
1977	6.5	-9.3	11.0	11.3	7.8	12.1	19.3	11.0	13.4	12.3
1978	6.8	10.9	8.7	11.1	9.3	13.4	12.5	7.4	16.1	14.0
1979	20.9	22.1	26.9	23.6	11.5	14.3	12.6	20.2	21.8	10.6
1980	17.3	15.1	33.9	14.7	11.0	16.7	10.4	19.7	20.5	11.9
1981	6.9	8.5	3.6	7.3	11.1	10.9	5.4	19.0	3.7	13.9
1980 I	8.6	-2.0	23.6	9.0	3.0	6.0	1.9	8.0	5.8	4.5
II	-.6	3.8	-8.8	-3.1	3.2	1.3	3.1	3.0	1.8	2.8
III	2.3	4.6	-2.5	-.9	2.9	3.3	5.8	1.3	-4.4	2.1
IV	1.1	6.6	7.1	7.7	1.5	1.6	7.1	-2.4	2.8	3.8
1981 I	6.8	-3.2	12.7	2.7	3.5	5.3	3.2	14.4	-.2	6.5
II	-3.7	7.9	-12.3	-2.1	2.3	1.9	-4.3	5.4	6.7	1.4
III	2.3	-6.5	-1.5	2.9	2.5	2.4	-2.9	9.2	-1.4	1.9
IV	.3	-.6	2.1	1.0	2.9	-2.3	-6.9	-15.5	-2.3	1.0
1981 FEV	1.4	-1.2	5.3	2.0	1.0	-1.9	2.1	-9.0	7.9	.0
MARS	-5.7	-.5	-12.9	-3.4	.4	-.7	1.9	19.2	-5.8	-.9
AVR	.3	3.4	7.6	.5	1.0	1.9	-4.6	-9.1	7.4	.6
MAI	-.6	8.4	-14.6	-.8	1.1	2.8	-4.4	10.8	2.8	1.9
JUIN	-.7	-1.5	-8.9	-1.4	.0	-2.0	3.8	-1.1	-3.2	.1
JUIL	2.7	-5.6	13.0	4.4	1.4	1.3	-2.6	-2.1	-.8	.9
AOUT	1.9	-2.9	-.4	-.2	1.5	5.4	-.5	25.2	-1.6	1.5
SEP	-2.9	-2.1	-4.1	-.2	-.9	-5.7	-2.9	-19.2	5.2	-2.1
OCT	.3	.5	.0	.4	2.8	-.5	-3.7	-7.3	-6.0	1.6
NOV	2.1	3.4	8.3	2.3	-.6	-2.6	-2.5	-14.2	1.2	.0
DEC	-.2	-3.1	-1.3	-2.3	1.7	6.6	1.3	26.6	.6	.8
1982 JAN	4.3	-6.2	20.7	.4	-.3	-1.8	8.2	-4.0	1.0	.6
FEV	-4.0	1.6	.6	-1.7	-1.8	3.0	.8	10.8	1.8	3.2

SOURCE: SOMMAIRE DU COMMERCE EXTERIEUR (NO. 65-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.

Commerce extérieur

62 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 61

63 Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 61

64 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées 62

65 Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre 62

66 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 63

67 Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 63

68 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 64

69 Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés 64

70 Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées 65

COMMERCE EXTERIEUR
EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES EXPORTAT.	EXPORTATIONS DOMESTIQUES						
			ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES TOTAL	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1977	131.8	44554.4	4608.0	8850.2	3778.7	14926.9	15231.1	2128.1	10423.8
1978	144.8	53182.7	5301.6	8830.8	3763.1	19155.0	18855.0	2707.1	12540.4
1979	147.6	65641.2	8314.0	12537.8	5293.8	24375.7	20923.8	3572.4	11899.7
1980	145.3	75963.7	8214.9	14756.3	6883.0	29334.0	21726.4	4076.3	10818.4
1981	148.8	83898.4	9435.8	15207.8	6874.9	30566.2	25347.9	4890.6	13071.6
1980 II	147.5	18978.9	2004.5	3880.0	1765.7	7204.2	5423.7	1128.2	2532.4
III	135.2	17806.9	2331.7	3471.7	1449.1	6960.4	4584.5	893.9	2120.5
IV	154.2	20522.4	2360.9	3586.8	1652.1	7859.4	6342.9	1011.7	3520.1
1981 I	140.5	20085.1	1842.7	3962.4	2046.1	7948.3	5554.3	1130.4	2737.9
II	163.0	22441.5	2505.9	3757.9	1576.2	8355.0	6974.6	1306.3	3693.6
III	138.4	19503.3	2354.5	3588.0	1493.4	6948.8	5848.1	1234.3	2953.2
IV	153.3	21668.5	2732.7	3899.5	1759.2	7314.1	6970.9	1319.6	3686.9
1982 I		20349.5	1854.0	3939.6	2145.2	7217.0	6672.8	1238.4	3581.0
1981 MARS	152.6	7046.9	621.8	1252.6	631.4	2758.1	2112.4	417.4	1114.2
AVR	151.8	7031.2	592.0	1192.9	602.7	2722.3	2237.5	437.5	1167.1
MAI	159.5	7320.4	870.5	1228.5	492.2	2628.6	2313.4	421.9	1215.3
JUIN	177.6	8089.9	1043.4	1336.5	481.3	3004.1	2423.7	446.9	1311.2
JUIL	143.2	6735.1	697.8	1158.3	484.3	2536.8	2054.6	450.3	1004.7
AOUT	125.1	5963.6	792.6	1140.5	499.1	2128.0	1873.7	360.1	809.5
SEP	146.9	6804.6	864.1	1289.2	510.0	2284.0	2119.8	423.9	1139.0
OCT	155.2	7213.5	936.6	1241.5	532.3	2455.5	2332.4	453.3	1209.3
NOV	160.7	7628.4	1002.0	1378.9	621.1	2544.7	2428.6	424.1	1389.0
DEC	144.1	6826.6	794.1	1279.1	605.8	2313.9	2209.9	442.2	1088.6
1982 JAN	121.5	5997.3	533.5	1264.8	721.5	2223.8	1780.2	385.2	832.8
FEV	142.4	6757.5	599.5	1329.3	764.2	2318.8	2285.0	403.0	1288.5
MARS		7594.7	721.0	1345.5	659.5	2674.4	2607.6	450.2	1459.7

SOURCE: EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-004 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES EXPORTAT.	EXPORTATIONS DOMESTIQUES						
			ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES TOTAL	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1977	8.9	15.8	7.3	6.8	-3.2	22.1	19.8	16.4	26.7
1978	9.9	19.4	15.1	-.2	-.4	28.3	23.8	27.2	20.3
1979	1.8	23.4	19.1	42.0	40.7	27.3	11.0	32.0	-5.1
1980	-1.5	15.7	30.1	17.7	30.0	20.3	3.8	14.1	-9.1
1981	2.4	10.2	14.9	3.1	-.1	4.2	16.7	22.4	20.8
1980 II	-1.0	17.7	40.0	28.9	41.4	21.3	1.0	22.0	-21.1
III	-4.7	9.2	33.4	5.6	17.0	11.6	-1.7	-.9	-7.8
IV	1.2	13.3	18.8	.5	2.5	16.4	13.9	5.3	19.0
1981 I	-2.6	7.7	21.4	3.8	1.5	5.8	3.3	8.4	3.5
II	10.5	18.2	25.0	-3.1	-10.7	16.0	28.6	15.8	45.9
III	2.4	9.5	1.0	3.3	3.1	-.2	27.6	38.1	39.3
IV	-.6	5.6	15.7	8.7	6.5	-4.5	9.9	30.4	4.7
1982 I		1.3	.6	-.6	4.8	-9.2	20.1	9.6	30.8
1981 MARS	-.9	7.7	21.1	-1.4	1.1	4.8	6.8	17.9	14.1
AVR	3.3	11.5	22.8	-8.5	-5.8	11.7	16.5	9.1	28.3
MAI	12.2	20.4	41.0	.4	-12.0	12.8	32.0	10.2	48.4
JUIN	15.8	22.8	15.4	-1.2	-15.0	23.3	38.4	29.8	61.7
JUIL	4.0	11.6	-6.2	-4.6	-1.9	4.8	36.2	34.5	63.1
AOUT	.6	7.7	-5.7	5.9	4.7	-2.3	26.8	33.1	49.5
SEP	2.4	9.1	15.6	9.2	6.6	-3.3	19.3	46.9	18.3
OCT	-6.4	-.3	-1.9	2.9	8.1	-9.0	6.4	26.5	-1.8
NOV	3.8	11.4	40.0	14.6	16.9	-1.8	13.5	36.8	11.9
DEC	1.5	5.9	15.0	8.7	-3.6	-2.4	9.9	28.8	4.0
1982 JAN	-12.5	-10.1	-17.6	-10.0	2.3	-15.9	1.4	6.1	4.6
FEV	9.4	6.1	4.6	1.9	7.7	-8.9	35.5	15.2	55.7
MARS		7.8	16.0	7.4	4.6	-3.0	23.4	7.8	31.0

SOURCE: EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-004 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
IMPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES IMPORT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1977	153.1	42362.6	3306.7	5320.2	3215.2	6993.2	26321.5	6101.7	11575.6
1978	158.0	50107.9	3781.7	5882.1	3457.0	8748.2	31303.5	7308.9	13385.9
1979	175.5	62870.6	4236.2	7970.0	4497.1	12023.8	38073.3	9770.5	15160.7
1980	165.4	69127.9	4803.0	11335.4	6919.3	12700.6	39525.6	11081.7	13478.9
1981	170.5	78875.9	5183.8	12144.8	7839.8	14553.8	45892.2	12288.9	15960.9
1980 II	174.5	17939.7	1156.2	2727.8	1615.6	3422.9	10450.8	2951.5	3788.3
III	148.1	15720.6	1169.5	2889.5	1792.2	2702.4	8789.2	2575.4	2517.7
IV	171.2	18437.1	1495.4	2935.5	1691.7	3139.1	10645.5	2814.1	3841.8
1981 I	166.8	18912.8	1201.5	2992.9	1984.7	3316.5	11154.3	3023.5	3715.1
II	188.6	21804.2	1345.9	3291.3	2164.2	4087.4	12807.3	3315.9	4955.8
III	161.1	19033.3	1288.1	3032.8	2017.9	3572.2	10858.1	2983.7	3618.6
IV	165.4	19125.6	1348.3	2827.8	1673.0	3577.7	11072.5	2965.8	3671.4
1982 I		17418.0	1132.1	2367.9	1648.5	3178.8	10516.0	2818.7	3424.5
1981 MARS	184.4	6895.4	440.9	985.8	696.3	1230.0	4145.3	1140.3	1364.1
AVR	188.0	7163.1	436.7	1108.1	692.2	1340.5	4194.1	1077.5	1550.9
MAI	180.5	7069.2	421.0	1121.5	745.0	1359.5	4081.4	1063.6	1588.3
JUIN	197.3	7571.9	488.2	1061.7	727.0	1387.4	4531.8	1174.8	1816.6
JUIL	172.3	8697.7	474.7	1029.0	648.0	1190.4	3893.1	1069.2	1342.6
AOUT	139.6	5716.2	382.9	1074.9	799.6	1080.4	3101.8	863.4	986.1
SEP	171.3	6617.4	430.5	928.9	570.3	1301.4	3863.2	1051.1	1289.9
OCT	176.6	6791.4	483.1	985.4	587.6	1285.8	3924.6	1090.0	1277.0
NOV	169.8	6356.4	448.3	760.4	394.6	1221.0	3830.0	998.1	1323.8
DEC	149.8	5977.8	416.9	1082.0	690.8	1070.9	3317.9	877.7	1070.6
1982 JAN	125.7	4930.0	324.0	688.3	454.1	981.7	2870.4	829.1	800.1
FEV	144.4	5833.3	357.2	842.5	615.2	1032.8	3521.7	894.8	1208.8
MARS		6654.7	450.9	837.1	579.2	1164.3	4123.9	1094.8	1415.6

SOURCE: IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-007 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMMERCE EXTERIEUR
IMPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES
VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES IMPORT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1977	.7	13.0	15.2	4.5	-2.0	12.6	15.3	8.3	22.6
1978	3.2	18.3	14.4	10.6	7.5	25.1	18.9	19.8	15.6
1979	11.1	25.5	12.0	35.5	30.1	37.4	21.6	33.7	13.3
1980	-5.7	10.0	13.4	42.2	53.9	5.6	3.8	13.4	-11.1
1981	3.0	14.1	7.9	7.1	13.3	14.6	16.1	10.9	18.4
1980 II	-5.5	13.7	10.3	56.6	81.4	17.5	4.9	17.1	-10.9
III	-11.6	2.1	6.1	30.3	41.0	-9.7	-1.8	.2	-16.5
IV	-2.7	9.5	28.1	23.0	26.0	-9.4	10.6	16.7	-1.6
1981 I	-.7	11.1	22.4	6.8	9.1	-3.5	15.7	10.3	10.9
II	8.1	21.5	16.4	20.7	34.0	19.4	22.5	12.3	31.5
III	8.7	21.1	10.1	5.7	12.6	32.2	23.5	15.9	43.7
IV	-3.4	3.7	-9.8	-3.7	-1.1	14.0	4.0	5.4	-4.4
1982 I		-7.9	-5.8	-20.9	-16.9	-4.2	-5.7	-6.8	-7.8
1981 MARS	5.0	13.7	38.3	3.9	10.4	-6.1	20.9	16.1	9.2
AVR	1.2	10.5	20.3	7.0	1.8	.7	13.7	8.1	10.4
MAI	8.0	23.9	11.9	22.2	35.5	33.1	22.6	9.4	35.9
JUIN	15.6	31.6	17.0	37.1	88.5	29.7	32.0	21.9	51.9
JUIL	8.4	21.0	3.8	7.9	10.0	24.6	25.4	14.0	52.5
AOUT	2.0	18.7	1.1	34.9	70.5	22.2	14.8	4.3	44.5
SEP	15.3	23.3	29.2	-17.0	-22.3	50.7	29.5	29.8	35.1
OCT	-7.1	.2	-6.2	-15.5	-15.1	8.1	2.7	5.0	-6.0
NOV	.1	6.6	-7.2	-10.5	-17.7	24.6	7.3	9.9	.7
DEC	-2.8	4.9	-16.2	17.6	32.9	10.5	2.0	1.1	-8.4
1982 JAN	-19.4	-17.7	-20.0	-38.1	-39.1	-2.0	-15.5	-12.6	-25.3
FEV	-9.7	-3.2	.4	-5.8	13.5	-4.8	-2.5	-4.2	-5.5
MARS		-3.5	2.3	-15.1	-16.8	-5.3	-.5	-4.0	3.8

SOURCE: IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-007 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
RECETTES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES	RECETTES AU TITRE DES SERVICES					RECETTES DE TRANSFERT		RETENUES FISCALES	TOTAL DES RECETTES COURANTES
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES RECETTES	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS		
1977	44253	2025	874	2371	3025	8295	890	331	534	54103
1978	53054	2378	1208	2714	3631	9931	816	384	582	64577
1979	65275	2887	1271	3469	4185	11812	799	448	754	79088
1980	76170	3349	1660	3894	5185	14088	1161	507	995	92921
1981	84140	3731	1607	4193	5328	14859	1404	544	1110	102057
1980 I	18487	825	343	929	1235	3332	247	118	314	22498
II	18039	833	470	936	1326	3565	308	118	253	22283
III	19164	840	399	994	1325	3558	287	135	226	23370
IV	20480	851	448	1035	1299	3633	319	136	202	24770
1981 I	20224	830	403	1008	1185	3526	357	127	244	24478
II	21533	941	329	1074	1274	3618	346	128	238	25861
III	21067	944	391	1041	1460	3836	329	144	367	25743
IV	21316	816	484	1070	1409	3879	372	145	283	25875

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
RECETTES
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES	RECETTES AU TITRE DES SERVICES					RECETTES DE TRANSFERT		RETENUES FISCALES	TOTAL DES RECETTES COURANTES
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES RECETTES	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS		
1977	16.5	4.9	5.9	13.9	9.2	9.1	-5.1	19.1	6.0	14.8
1978	19.9	17.4	38.2	14.5	20.0	19.7	-10.7	19.0	9.0	19.4
1979	23.0	21.4	5.2	27.8	15.3	18.9	29.7	13.7	29.6	22.5
1980	16.7	16.0	30.6	12.3	23.9	19.3	45.3	13.2	32.0	17.5
1981	10.5	11.4	-3.2	7.7	2.8	5.5	20.9	7.3	11.6	9.8
1980 I	3.8	5.0	5.5	1.6	15.7	7.8	-3.5	.9	95.0	4.9
II	-2.4	1.0	37.0	.8	7.4	7.0	24.7	.0	-19.4	-1.0
III	6.2	.8	-15.1	6.2	-.1	-.2	-6.8	14.4	-10.7	4.9
IV	6.9	1.3	12.3	4.1	-2.0	2.1	11.1	.7	-10.6	6.0
1981 I	-1.3	9.3	-10.0	-2.6	-8.8	-2.9	11.9	-6.6	20.8	-1.2
II	6.5	1.2	-18.4	6.5	7.5	2.6	-3.1	.8	-3.3	5.6
III	-2.2	.3	18.8	-3.1	14.6	6.0	-4.9	12.6	55.5	-.5
IV	1.2	-3.0	23.8	2.8	-3.6	1.1	13.1	.7	-28.3	.8

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
PAIEMENTS
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	IMPORTATIONS DE MARCHANDISES	PAIEMENTS AU TITRE DES SERVICES					PAIEMENTS DE TRANSFERT		CONTRIBUTIONS	TOTAL DES PAIEMENTS
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES PAIEMENTS	RETENUES FISCALES	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS		
1977	41523	3666	4532	2397	4610	534	235	364	-543	58404
1978	49047	4084	5904	2583	5770	582	252	380	-910	69512
1979	61125	3955	6512	3160	7165	754	255	411	-645	83982
1980	68360	4577	7204	3526	8781	995	266	436	-880	94825
1981	77504	4889	8589	3950	11135	1110	273	485	-718	108633
1980 I	16855	1107	1779	845	2189	314	66	108	-181	23444
II	16938	1103	1847	856	2136	253	65	108	-152	23458
III	16874	1155	1858	899	2154	226	68	109	-216	23559
IV	17693	1212	1720	926	2302	202	67	111	-131	24364
1981 I	18545	1182	2088	957	2516	244	67	115	-159	25873
II	20193	1218	2053	973	2791	236	67	115	-177	27823
III	20208	1212	2239	1020	2911	367	70	117	-187	28331
IV	18558	1277	2209	1000	2917	263	69	118	-195	26806

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
PAIEMENTS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	IMPORTATIONS DE MARCHANDISES	PAIEMENTS AU TITRE DES SERVICES					PAIEMENTS DE TRANSFERT		CONTRIBUTIONS	TOTAL DES PAIEMENTS
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES PAIEMENTS	RETENUES FISCALES	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITUTIONS		
1977	13.4	17.5	36.4	7.4	10.1	6.0	29.8	6.1	19.3	14.6
1978	18.1	11.4	30.3	7.8	25.2	9.0	7.2	4.4	67.6	19.0
1979	24.6	-3.2	10.3	22.3	24.2	29.6	1.2	8.2	-29.1	20.8
1980	11.8	15.7	10.6	11.6	22.6	32.0	4.3	6.1	5.4	12.9
1981	13.4	6.8	19.2	12.0	26.8	11.6	2.6	6.7	5.6	14.6
1980 I	4.7	6.2	3.6	3.3	16.3	95.0	1.5	3.8	-7.7	6.2
II	.5	-.4	3.8	1.3	-2.4	-19.4	-1.5	.0	-16.0	.1
III	-.4	4.7	.6	5.0	.8	-10.7	4.6	.9	42.1	.4
IV	4.9	4.9	-7.4	3.0	6.9	-10.6	-1.5	1.8	-39.4	3.4
1981 I	4.8	-2.5	21.4	3.3	9.3	20.8	.0	3.6	21.4	6.2
II	8.9	3.0	-1.7	1.7	10.9	-3.3	.0	.0	11.3	7.5
III	.1	-.5	9.1	4.8	4.3	55.5	4.5	1.7	5.6	1.8
IV	-8.2	5.4	-1.3	-2.0	.2	-28.3	-1.4	.9	4.3	-6.1

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
SOLDES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	COMMERCE DE MARCHAN-DISES	OPERATIONS AU TITRE DES SERVICES				TRANSFERTS			BIENS ET SERVICES	TOTAL DU COMPTE COURANT
		VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITU-TIONS	TOTAL		
1977	2730	-1641	-3658	-26	-7444	455	-33	413	-4714	-4301
1978	4007	-1706	-4696	131	-8992	364	14	50	-4985	-4835
1979	4150	-1068	-5241	309	-9734	544	37	690	-5584	-4894
1980	7810	-1228	-5544	368	-10995	895	71	1281	-3185	-1904
1981	5635	-1158	-6982	243	-14814	1131	79	1602	-8178	-6578
1980 I	1632	-282	-1436	84	-2902	181	10	324	-1270	-948
II	1101	-270	-1377	80	-2630	243	10	354	-1529	-1175
III	2290	-315	-1459	95	-2734	219	26	255	-444	-189
IV	2787	-361	-1272	109	-2729	252	25	348	58	406
1981 I	1679	-252	-1685	51	-3461	290	12	387	-1782	-1395
II	1340	-277	-1724	101	-3653	279	13	351	-2313	-1962
III	859	-268	-1848	21	-3913	259	27	466	-3054	-2588
IV	2758	-361	-1725	70	-3787	303	27	398	-1029	-631

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

Marchés financiers

71	Agrégats monétaires	69
72	Devises et indicateurs du marché monétaire, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	69
73	Nouvelles émissions nettes de titres payables en devises canadiennes et étrangères, données exprimées en millions de dollars canadiens et non désaisonnalisées	70
74	Taux d'intérêt, moyenne des mercredis, chiffres non désaisonnalisés	70
75	Taux de change, dollars canadiens par unité monétaire d'autres pays, chiffres non désaisonnalisés	71
76-77	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à long terme données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	71-72
78-79	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à court terme, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	72-73

AGREGATS MONETAIRES

	DONNEES NON DESAISONNALISEES VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE					DONNEES DESAISONNALISEES VARIATION EN POURCENTAGE				
	MONNAIE CENTRALE(1)	M1 (2)	M1B (3)	M2 (4)	M3 (5)	MONNAIE CENTRALE(1)	M1 (2)	M1B (3)	M2 (4)	M3 (5)
1977	10.2	8.4	7.2	14.0	15.8	10.3	8.4	7.2	14.1	15.8
1978	12.1	10.1	8.8	10.6	13.7	12.1	10.0	8.8	10.7	13.7
1979	10.4	6.9	4.8	15.7	19.3	10.3	6.9	4.8	15.7	19.3
1980	7.7	6.3	4.4	18.1	14.3	7.6	6.3	4.4	18.1	14.3
1981	7.4	3.7	2.7	14.4	12.2	7.6	3.9	2.8	14.4	12.2
1980 II	6.9	3.5	1.5	19.0	15.9	3.1	-.5	-.5	3.5	2.9
III	7.4	4.6	2.6	17.5	13.4	2.6	3.2	2.8	3.3	2.2
IV	9.7	8.7	8.7	16.5	10.7	3.1	3.9	4.3	3.6	1.6
1981 I	10.3	6.4	6.2	13.5	11.1	1.6	.3	-.1	2.5	3.9
II	8.8	8.8	7.6	13.8	8.4	1.2	1.2	.4	3.8	.5
III	7.5	4.6	3.4	14.6	12.1	1.3	-1.0	-1.5	4.1	5.7
IV	3.5	-4.1	-5.6	15.4	16.8	-.7	-4.3	-4.2	4.2	6.9
1982 I		-.4	-2.2	17.5	17.3		3.6	3.0	4.3	4.3
1981 MARS	10.4	7.0	6.1	13.3	9.9	.3	1.3	.7	1.4	-1.0
AVR	8.8	9.5	8.4	13.8	9.5	-.6	1.0	.8	1.7	.5
MAI	10.1	9.3	8.2	13.7	7.2	2.1	-.3	-.5	.6	-1.1
JUIN	7.6	7.6	6.2	13.8	8.5	-.7	-1.9	-1.8	.9	2.2
JUIL	8.2	9.8	7.5	14.7	9.1	.6	3.8	2.6	2.4	2.6
AOUT	7.1	4.2	3.2	14.6	12.9	.1	-3.6	-2.5	.7	2.1
SEP	7.3	.1	-.5	14.6	14.5	.9	-2.8	-2.8	1.2	1.4
OCT	5.6	-4.3	-5.0	13.8	13.4	-.8	-1.9	-1.8	.7	.7
NOV	2.3	-7.9	-9.0	15.4	17.1	-1.8	-2.2	-2.4	2.4	3.5
DEC	2.6	-.1	-2.8	16.8	19.9	2.1	6.8	5.8	2.2	3.3
1982 JAN	6.5	1.3	-1.3	18.2	16.8	2.4	1.3	1.0	1.4	-.4
FEV	4.8	-.8	-2.5	17.5	16.0	.1	-2.1	-1.4	.5	1.2

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) BILLETS EN CIRCULATION, PIECES HORS BANQUE ET DEPOTS DES BANQUES A CHARTE AUPRES DE LA BANQUE DU CANADA.
(2) MONNAIE ET DEPOTS A VUE.
(3) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUE.
(4) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUE, PLUS DEPOTS A TERME DES PARTICULIERS ET DEPOTS A PREAVIS.
(5) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS BANCAIRES DU PUBLIC.

DEVISES ET INDICATEURS DU MARCHE MONETAIRE
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	VARIATION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE DU CANADA			BANQUES A CHARTE						
	RESERVES OFFICIELLES INTERNATIONALES (EN $ E.U.)	BONS DU TRESOR DU GOUVERNEMENT CANADIEN	TOUS LES TITRES DU GOUVERNEMENT CANADIEN	RATIO DES RESERVES-ENCAISSES REELLES AU MINIMUM REQUIS	TAUX DES PRETS SUR DEMANDE (1)	TOTAL DES AVOIRS (1)	DISPONIBILITES (1)	TOTAL DES PRETS (1)	PRETS PERSONNELS ORDINAIRES (2)	PRETS COMMERCIAUX (2)
1977	-1236	333	1840	1.007	7.35	90955	15789	58635	18706	31984
1978	-41	1071	1699	1.008	8.11	106278	17053	65868	21634	35180
1979	-679	751	1628	1.008	11.23	125260	17709	82087	25148	45838
1980	143	1012	2242	1.007	12.13	139299	17645	96275	28839	58630
1981	341	-7	1121	1.009	17.62	185470	17956	130609		
1980 II	638	-181	-171	1.005	13.54	134341	17347	89990	26392	51808
III	-357	384	818	1.009	9.87	135685	18396	90474	27282	51374
IV	80	588	845	1.007	12.45	139299	17845	96275	28839	58630
1981 I	-314	-1307	-684	1.007	16.78	147885	18948	103234	29940	60687
II	-661	1139	1242	1.007	17.55	152870	18705	108650	30461	65082
III	-58	-923	-620	1.013	19.38	164892	19993	118752	31354	72182
IV	1374	1085	1193	1.009	16.77	185470	17956	130609		
1982 I	-1402				14.28	186897	17128	130064		
1981 AVR	-551	395	326	1.004	16.79	150150	18709	106058	30081	80905
MAI	14	-98	38	1.008	17.17	149094	18744	105044	30722	80356
JUIN	-124	841	878	1.008	18.69	152870	18705	108650	30461	65082
JUIL	-747	-152	148	1.015	18.58	155924	19193	111065	31098	66294
AOUT	885	151	154	1.014	20.26	161841	19291	116483	31295	70763
SEP	-295	-923	-922	1.010	19.28	164892	19993	118752	31354	72182
OCT	-190	-134	16	1.007	18.64	165566	19817	119736	31382	73755
NOV	1748	626	598	1.007	16.78	183559	18370	127115		
DEC	-184	592	579	1.013	14.80	185470	17956	130609		
1982 JAN	-73	-907	-904	1.009	13.85	183787	18532	127483		
FEV	-797	-179	-305	1.010	14.06	185204	18198	127476		
MARS	-532				14.93	186897	17128	130064		
AVR	553									

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) MOYENNE DES MERCREDIS.
(2) EN FIN DE MOIS.

5 MAI 1982 TABLEAU 73 14H 14

NOUVELLES EMISSIONS NETTES DE TITRES PAYABLES EN DEVISES CANADIENNES ET ETRANGERES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS ET NON DESAISONNALISEES

	GOUVERNEMENT DU CANADA			GOUVERNE. PROVINCIAUX	GOUVERNE. MUNICIPAUX	SOCIETES		AUTRES ETABLIS. ET DEBITEURS ETRANGERS	TOTAL
	OBLIGATIONS	BONS DU TRESOR	TOTAL			OBLIGATIONS	ACTIONS PRIVIL. ET ORDINAIRES		
1977	5537	2470	8007	7463	1205	5020	3143	62	24897
1978	7670	2820	10490	7240	650	4543	6924	3	29847
1979	6159	2125	8284	6464	587	2895	4350	47	22625
1980	5913	5475	11388	8708	439	3829	4796	215	29374
1981	12785	-35	12750	11455	361	6547	5507	54	36673
1980 I	1233	1065	2298	1936	58	915	816	2	6025
II	-78	2300	2222	3572	64	1142	1476	19	8495
III	1571	1160	2731	1162	195	1067	981	160	6296
IV	3187	950	4137	2038	122	705	1523	34	8558
1981 I	714	1035	1749	2289	-60	1366	1380	80	6805
II	-602	620	18	2248	151	1767	2100	3	6285
III	766	500	1266	3019	16	911	1156	-26	6342
IV	11907	-2180	9717	3899	254	2503	871	-3	17241

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

5 MAI 1982 TABLEAU 74 14H 14

TAUX D'INTERET
EN FIN DE MOIS
CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	TAUX D'ESCOMPTE	TITRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA					MOYENNES MCLEOD, YOUNG, WEIR			TAUX DES SOCIETES FINANCIERES 90 JOURS
		BONS 3 MOIS	OBLIGAT. 1-3 ANS	OBLIGAT 3-5 ANS	OBLIGAT. 5-10 ANS	OBLIGAT. 10 ANS ET PLUS	10 TITRES PROVINCES	10 TITRES MUNICIPAL.	10 TITRES SOCIETES	
1977	7.71	7.33	7.33	7.79	8.13	8.70	9.53	9.71	9.71	7.48
1978	8.98	8.68	8.74	9.00	9.08	9.27	9.88	10.06	10.02	8.83
1979	12.10	11.69	10.75	10.42	10.16	10.21	10.74	10.94	10.88	12.07
1980	12.89	12.79	12.44	12.32	12.29	12.48	13.02	13.35	13.24	13.15
1981	17.93	17.72	15.96	15.50	15.29	15.22	15.95	16.46	16.22	18.33
1980 II	12.72	12.37	11.23	11.02	11.24	11.57	12.10	12.49	12.43	12.98
III	10.55	10.50	11.83	12.19	12.17	12.57	13.23	13.49	13.43	10.72
IV	14.03	14.21	13.05	12.89	12.85	12.97	13.48	13.93	13.76	14.53
1981 I	16.91	16.71	13.59	13.44	13.25	13.27	14.00	14.39	14.20	17.13
II	18.51	18.20	16.06	15.44	15.06	15.02	15.65	16.21	15.97	18.57
III	20.18	20.15	18.82	18.06	17.45	17.17	18.10	18.63	18.32	21.02
IV	16.12	15.81	15.35	15.04	15.41	15.42	16.05	16.62	16.41	16.62
1982 I	14.86	14.59	15.41	15.02	15.27	15.34	16.59	17.04	17.01	15.35
1981 MARS	16.59	16.44	14.04	13.83	13.61	13.48	14.18	14.65	14.41	17.00
AVR	17.40	17.35	15.78	15.30	14.84	15.07	15.79	16.16	16.03	17.50
MAI	19.06	18.43	16.22	15.51	15.09	14.96	15.53	16.10	15.94	19.00
JUIN	19.07	18.83	16.19	15.52	15.24	15.03	15.63	16.36	15.93	19.20
JUIL	19.89	20.28	18.77	17.91	17.37	17.07	18.09	18.50	17.93	21.25
AOUT	21.03	20.82	18.77	17.58	17.00	16.77	17.48	18.24	17.95	22.20
SEP	19.63	19.35	18.83	18.68	17.99	17.66	18.73	19.15	19.09	19.60
OCT	18.30	17.96	17.30	16.91	16.79	16.66	17.01	17.65	17.28	18.80
NOV	15.40	15.07	13.66	13.41	14.14	14.32	15.16	15.84	15.46	15.40
DEC	14.66	14.41	15.19	14.80	15.29	15.27	15.97	16.37	16.48	15.65
1982 JAN	14.72	14.34	15.93	15.73	15.95	15.94	16.81	17.15	16.87	14.90
FEV	14.74	14.58	14.99	14.58	14.87	15.01	16.53	16.94	17.24	15.00
MARS	15.11	14.86	15.32	14.76	14.99	15.06	16.44	17.04	16.93	16.15

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

TAUX DE CHANGE
DOLLARS CANADIENS PAR UNITE MONETAIRE D'AUTRES PAYS
CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	DOLLAR AMERICAIN	LIVRE BRITANNIQUE	FRANC FRANCAIS	MARK ALLEMAND	FRANC SUISSE	YEN JAPONAIS (MILLIERS)	INDICE DU GROUPE DE 10 PAYS (1)
1977	1.053	1.857	.217	.459	.445	3.982	105.9
1978	1.141	2.191	.254	.570	.644	5.484	117.0
1979	1.171	2.486	.276	.640	.705	5.369	121.4
1980	1.169	2.720	.277	.644	.698	5.185	121.8
1981	1.199	2.430	.222	.532	.613	5.452	121.5
1980 II	1.170	2.674	.278	.647	.696	5.059	121.6
III	1.159	2.760	.281	.653	.710	5.273	121.3
IV	1.184	2.825	.288	.620	.687	5.624	123.6
1981 I	1.194	2.757	.246	.573	.630	5.810	123.5
II	1.199	2.492	.222	.527	.589	5.455	121.7
III	1.212	2.225	.209	.499	.579	5.228	120.8
IV	1.192	2.244	.211	.531	.652	5.315	119.8
1982 I	1.209	2.231	.202	.515	.645	5.173	120.5
1981 MARS	1.191	2.660	.240	.565	.620	5.706	122.7
AVR	1.191	2.592	.233	.551	.604	5.541	121.9
MAI	1.201	2.507	.219	.524	.582	5.449	121.9
JUIN	1.204	2.376	.213	.507	.581	5.374	121.2
JUIL	1.211	2.269	.209	.496	.578	5.216	121.0
AOUT	1.223	2.227	.204	.489	.564	5.236	121.6
SEP	1.201	2.179	.214	.511	.594	5.232	120.0
OCT	1.203	2.215	.214	.534	.639	5.196	120.5
NOV	1.187	2.260	.211	.533	.665	5.327	119.6
DEC	1.185	2.257	.208	.525	.654	5.422	119.4
1982 JAN	1.192	2.249	.205	.520	.647	5.306	119.7
FEV	1.214	2.241	.202	.513	.641	5.152	121.0
MARS	1.220	2.204	.199	.513	.647	5.061	121.1

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA, REVUE ECONOMIQUE, MINISTERE DES FINANCES.
(1) DONNEES PONDEREES GEOMETRIQUEMENT PAR LES PARTS BILATERALES DU COMMERCE DE 1971. LE GROUPE DES 10 COMPREND LES PAYS SUIVANTS: BELGIQUE, CANADA, FRANCE, ALLEMAGNE, ITALIE, JAPON, PAYS-BAS, SUEDE, ROYAUME-UNI, ETATS-UNIS ET SUISSE.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INVESTISSEMENTS DIRECTS		ACTIONS CANADIENNES NETTES	OBLIGATIONS CANADIENNES EN CIRCULATION	NOUVELLES EMISSIONS D'OBLIG. CANADIENNES	REMBOUR. D'OBLIG. CANADIENNES	TOTAL DES OBLIG. CANADIENNES	CREDITS EXPORTAT.
	AU CANADA	A L'ETRANGER						
1977	475	-740	-105	243	5876	-903	5216	-523
1978	85	-2150	-271	35	6404	-1314	5125	-881
1979	675	-2350	525	476	5080	-2175	3381	-877
1980	585	-2780	1450	1071	4972	-2072	3971	-1186
1981	-5300	-4900	-841	1267	13230	-2773	11724	-895
1980 I	250	-445	658	86	1162	-436	812	-173
II	215	-660	435	176	1438	-341	1273	-419
III	340	-475	558	316	1093	-653	756	-333
IV	-220	-1200	-201	493	1279	-642	1130	-261
1981 I	205	-1305	-411	279	1633	-446	1466	-66
II	-3405	-840	-301	466	2161	-609	2018	-457
III	-580	-1560	101	246	2938	-488	2696	-206
IV	-1520	-1195	-230	276	6498	-1230	5544	-166

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME (SUITE)
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	VALEURS ETRANGERES			PRETS ET SOUSCRIPTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA			AUTRES CAPITAUX A LONG TERME	CAPITAUX A LONG TERME, TOTAL
	EN CIRCULATION	NOUVELLES EMISSIONS	REMBOURSEMENTS	AUX GOUV. NATIONAUX	AUX ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX	REMBOURSEMENTS		
1977	166	-41	96	-200	-339	36	176	4217
1978	29	-25	21	-261	-248	262	1395	3081
1979	-315	-313	46	-230	-322	33	1846	2099
1980	60	-194	20	-238	-279	36	-140	1305
1981	-7	-97	9	-319	-309	41	2234	1340
1980 I	46	-64	5	-97	-8	5	-19	970
II	162	-5	5	-64	-9	1	101	1035
III	39	-70	4	-40	0	0	-217	562
IV	-187	-55	6	-37	-262	30	-5	-1262
1981 I	-243	-17	4	-124	-24	9	-14	-520
II	-315	-22	2	-29	-9	1	43	-3314
III	548	-50	2	-67	-57	0	1260	2087
IV	3	-8	1	-99	-219	31	945	3087

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	AVOIRS DES NON-RESIDENTS						
	DEPOTS EN DOLLARS CANADIENS	CREANCES A VUE DU GOUV.	BONS DU TRESOR	EFFETS DES SOCIETES DE FINANCEMENT	ENGAGEMENTS DES SOCIETES DE FINANCEMENT	EFFETS COMMERCIAUX	AUTRES TITRES
1977	230	172	242	42	-55	-65	243
1978	37	55	-53	128	-40	-186	144
1979	524	217	-178	-5	0	153	527
1980	-56	171	542	-164	70	-64	751
1981	1401	164	-61	760	471	-86	543
1980 I	-108	-16	165	300	58	177	513
II	34	-19	212	-290	27	-65	512
III	74	-25	240	-18	-36	-48	-532
IV	-56	231	-75	-156	21	-128	258
1981 I	402	-8	26	73	29	92	563
II	-4	-57	-93	265	135	-11	-99
III	-43	41	213	209	200	0	491
IV	1046	188	-207	213	107	-167	-412

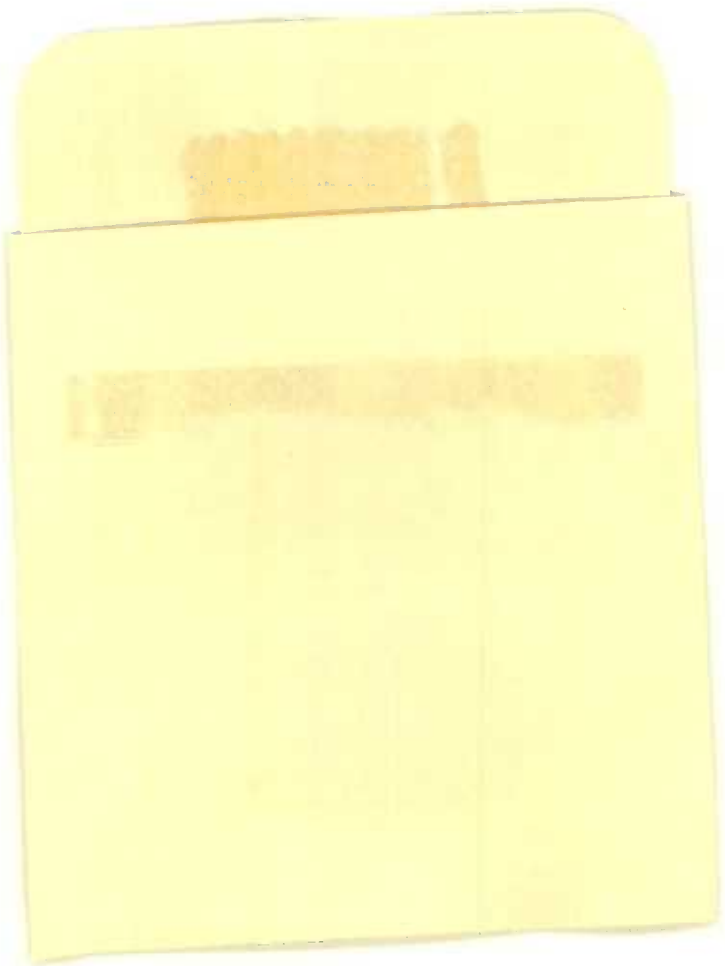
SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME (SUITE)
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	AVOIRS DES RESIDENTS EN DEVISES ETRANGERES					
	POSITION NETTE DES BANQUES A CHARTE	AVOIRS NON-BANCAIRES	TOUTES AUTRES OPERATIONS	CAPITAUX A COURT TERME, TOTAL	MOUVEMENTS NETS DE CAPITAUX	MOUVEMENTS DES RESERVES OFFICIELLES INTER-NATIONALES
1977	1384	-655	-870	668	4885	-1421
1978	2771	-667	-952	1237	4318	-185
1979	4107	7	1400	6752	8851	-858
1980	1406	-517	-1026	1113	2418	-542
1981	17898	-6141	-59	14890	16230	382
1980 I	-706	-149	-550	-316	654	-425
II	96	-642	819	684	1719	331
III	-254	390	-195	-404	158	-532
IV	2270	-116	-1100	1149	-113	84
1981 I	5912	-1337	362	6114	5594	-314
II	8098	-1241	-190	6803	3489	-637
III	2721	-1949	-2783	-900	1187	-126
IV	1167	-1614	2552	2873	5960	1459

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

STATISTICS
CANADA



STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010690146

Canada